

# EXPOSE DES MOTIFS DU PROJET DE LOI PORTANT FIXATION DU BUDGET GENERAL DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI POUR L'EXERCICE 2014.

---

## I. CONTEXTE MACROECONOMIQUE ET HYPOTHESES DE PROJECTION

Le présent projet de Loi de Finances portant Budget Général de l'Etat pour l'exercice 2014 intervient dans un environnement international caractérisé par une faible reprise de la croissance économique mondiale dans les économies avancées.

Au niveau interne, cette conjoncture internationale difficile se traduit par la transformation des appuis budgétaires directs par des appuis ciblés ou dons projets et une faible augmentation des prix du baril de pétrole sur la période 2014-2016. Pour faire face à ces problèmes, le Gouvernement continuera à appliquer les mesures de résilience aux aléas de la conjoncture internationale, notamment par la poursuite de mener une politique budgétaire prudente et d'austérité (**GUTUBIKA UWAVUBI**) tout en veillant à l'alignement du budget au CSLP II.

La politique budgétaire qui sera menée consistera à poursuivre les réformes déjà engagées pour accroître le rendement de la mobilisation des ressources fiscales intérieures ainsi que celles de porte. Ces ressources seront essentiellement orientées dans les secteurs porteurs de croissance tout en maintenant le niveau des acquis des programmes sociaux. Cette politique portera donc sur la mise en œuvre effective du Cadre Stratégique de croissance et de Lutte contre la Pauvreté de deuxième génération (CSLP II).

Le CSLP II est donc articulé sur les quatre axes stratégiques suivants :

### **(i) Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de croissance et de lutte contre la pauvreté de deuxième génération, le Gouvernement s'engage à promouvoir la Justice et l'Etat de droit en mettant l'accent sur la consolidation de la démocratie, la promotion des droits humains, l'assainissement du système judiciaire et l'accélération de la mise en œuvre de la justice transitionnelle.

Les autres objectifs visés sont :

- (i) l'accroissement des capacités de maintien de l'ordre public, de la sécurité des biens et des personnes
- (ii) la réintégration et réinsertion des groupes vulnérables dans la sphère sociale et économique
- (iii) l'intensification de la lutte contre la corruption et les détournements des fonds publics
- (iv) l'accélération de la réforme administrative pour de meilleures performances en

termes d'efficacité et d'accessibilité aux services publics à travers la réforme de l'administration centrale, la décentralisation effective des compétences et des moyens, la poursuite de construction des bâtiments publics ainsi que le développement de l'appareil statistique.

Afin de promouvoir l'égalité du genre, les stratégies adoptées consistent à améliorer significativement le statut de la femme, adopter les mesures visant l'élimination de tous les comportements et de toutes les pratiques à caractère discriminatoire à l'égard des femmes, promouvoir l'accès équitable aux facteurs de production et améliorer significativement les aptitudes des femmes pour un meilleur rendement de leurs activités.

### **(ii) Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois**

La transformation de l'économie burundaise passera prioritairement par l'assainissement du cadre macroéconomique. Pour y parvenir, les mesures à adopter seront axées sur l'accélération de la mise en œuvre des réformes structurelles et la réalisation progressive des critères de convergence de l'Est African Community (EAC).

Parallèlement à l'assainissement du cadre macroéconomique, le Gouvernement s'attellera à la promotion des secteurs porteurs de croissance. Il s'agira en priorité de procéder à l'amélioration de la productivité agricole et animale, l'exploitation rationnelle des mines, la promotion de l'industrie et de l'artisanat, la promotion du tourisme et du commerce.

La promotion de la croissance exigera aussi l'amélioration du taux d'accès à la qualité des infrastructures économiques en mettant l'accent sur le renforcement de l'offre de l'énergie, l'organisation rationnelle des différents modes de transport et la valorisation des innovations technologiques.

Le développement du secteur privé constitue un des moteurs de la croissance au cours de la période de mise en œuvre du CSLPII. Les actions envisagées ont trait à l'amélioration soutenue de l'environnement des affaires, l'encouragement de l'investissement direct étranger et l'intermédiation bancaire renforcée.

En outre, les efforts de la promotion de la croissance s'appuieront sur l'intégration régionale, la diversification des échanges et enfin la promotion de l'emploi des jeunes.

### **(iii) Amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services de base et le renforcement de la solidarité nationale**

Dans ce cadre, la priorité du Gouvernement sera axée sur (i) l'accroissement des capacités et de la qualité du système éducatif et la redynamisation de l'alphabétisation, (ii) le renforcement des capacités et des performances du système sanitaire, (iii) l'intensification de la lutte contre le VIH/SIDA, (iv) l'élargissement de la couverture en matière de protection sociale, (v) la promotion de l'accès à l'eau potable et (vi) le développement du sport, de la culture et des loisirs.

### **(iv) Développement durable et équilibré**

Le Gouvernement va promouvoir l'aménagement rationnel du territoire à travers la sécurisation foncière, l'encouragement de l'émergence des pôles d'attraction, l'amélioration de l'habitat et l'organisation rationnelle des espaces urbains. En outre, la priorité sera accordée à la promotion et la gestion coordonnée de l'environnement en mettant l'accent sur la protection des boisements, des forêts et des marais, le renforcement des systèmes d'assainissement, la gestion des ressources hydriques, la conservation de la qualité des eaux du Lac Tanganyika.

La réalisation de ce programme se fera à travers des projets phares ayant un impact économique visible en priorisant les secteurs porteurs de croissance économique comme l'agriculture, l'énergie et les infrastructures. Dans les secteurs sociaux, on va préserver les acquis du CSLPI observés dans les secteurs de la santé, l'éducation et la justice.

### **Les hypothèses macroéconomiques de projection pour l'exercice 2014 sont les suivantes :**

- une croissance du PIB de 5,4% contre 4,8% en 2013, soit une augmentation de 0,6% ;
- une inflation de fin de période 2014 se situant à 8% contre 9% en 2013 ;
- une pression fiscale de 13,8%.du PIB contre 13,7 % en 2013 soit une augmentation de 0,1% ;
- les réserves officielles de change devraient se stabiliser aux environs de 4 mois d'importations.

## **II. AUGMENTATION DES RESSOURCES ET LIMITATION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

### **II.1. LES RECETTES**

**Dans le but d'augmenter les recettes, d'importantes mesures sont prévues afin de s'assurer que l'objectif fixé soit atteint.**

Ainsi, l'OBR va poursuivre et entreprendre les actions suivantes :

a. Elargissement de l'assiette fiscale par :

- la mise en œuvre du nouveau code des investissements ;
- la stabilisation de la fiscalité sur les produits pétroliers ;
- la mise en œuvre d'une loi relative aux droits d'accises ;
- l'informatisation de tous les services et procédures de collecte des recettes ;
- implémentation de la nouvelle loi sur la TVA ;
- Mise en œuvre du nouveau code minier.

b. La lutte contre la fraude et l'évasion fiscale par :

- Suivi électronique à partir des postes frontières jusqu'aux bureaux de dédouanement ;
- La mise œuvre des scanners pour la sécurisation des marchandises
- Mettre en place un dispositif de valorisation et de classification intégré des marchandises importées
- La Mise en œuvre des vignettes fiscales

c. Le renforcement du recouvrement des arriérés ;

d. La maîtrise des exonérations ;

#### **II.1.1. Des recettes courantes**

**Les prévisions des recettes courantes** pour l'exercice 2014 ont été établies sur base des réalisations au 30 septembre 2013 d'une part, des hypothèses macroéconomiques et des mesures ci-haut citées d'autre part.

Ainsi, au 30 septembre 2013, les recettes courantes totalisent un montant de 421,1 milliards de FBU sur des prévisions annuelles de 547,5 milliards de FBU, soit un taux de réalisation de 76,2%.

#### **a) Des recettes fiscales**

Les recettes fiscales hors exonérations en 2014 sont estimées à 580,2 milliards de FBU contre 498,4 milliards de FBU en 2013.

Les prévisions des **recettes en rapport avec les impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital** sont projetées à 167,2 milliards de FBU contre 151,3 milliards de FBU en 2013, soit une augmentation de 10,5% due principalement à l'augmentation des impôts sur le revenu des personnes physiques et morales.

**Les impôts intérieurs sur les biens et services** passent de 299,9 milliards de FBU en 2013 à 359,1 milliards de FBU en 2014, soit une augmentation de 19,8% due essentiellement aux impôts généraux sur les biens et services, aux droits d'accises et aux taxes sur les véhicules et embarcations à moteur.

**Les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales** passent de 47,2 milliards de FBU en 2013 à 53,9 milliards de FBU en 2014, soit une augmentation de 14,4%. Cela s'explique par l'application du tarif extérieur commun de l'EAC depuis juillet 2010.

#### **b) Des recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales passent de 49,1 milliards de FBU en 2013 à 52,9 milliards de FBU en 2014, soit une augmentation de 7,7%. **Cela s'explique par l'effet combiné de l'augmentation des dividendes (BRARUDI), de la vente des biens et services et des droits administratifs tels que l'ARCT, API....**

#### **II.1.2. Des dons**

Les dons sont évalués à 674,1 milliards de FBU en 2014 contre 711,9 milliards de FBU en 2013, soit une diminution de 5,3%. Cette situation est due à la diminution des dons courants liés au décaissement de l'appui de la Banque Mondiale en 2013 qui était prévu en 2012 autour de 42 milliards.

Les dons courants sont de 100,8 milliards de FBU en 2014 contre 140,6 milliards de FBU en 2013, soit une diminution de 28,3%.

Les dons en capital augmentent en passant de 573,3 milliards de FBU en 2014 contre 571,8 milliards de FBU en 2013, soit un accroissement de 0,3%; cela s'explique essentiellement par le fait que le projet de budget 2014 prend en compte la quasi-totalité des projets financés sur ressources extérieures.

**Ainsi, les ressources du Budget Général de l'Etat (dons compris) passent de 1 314,1 milliards de FBU en 2013 à 1 332,9 milliards de FBU en 2014, soit une augmentation de 1,4% obtenue grâce à l'effet combiné des mesures citées plus haut.**

## II.2. LES DEPENSES

Malgré le contexte budgétaire fragile qui nous a conduit à élaborer un budget d'austérité (*Gutubika uwavubi*), les secteurs suivants ont été priorisés notamment : l'agriculture (en augmentant le budget affecté aux intrants agricoles), l'énergie (finalisation du barrage mpanda, continuation de financement du centrale thermique pour atténuer les délestages, électrification des milieux ruraux) , les Infrastructures (construction des routes)... et tout en préservant les acquis déjà observés au niveau des secteurs sociaux (Santé, Education,...).notamment en augmentant sensiblement le montant de financement de la Carte d'Assurance Maladie de plus de 10 milliards.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de la décentralisation, notamment pour soutenir les développements communautaires, chaque commune recevra une enveloppe minimale de 50 millions.

En outre, dans le but de renforcer le suivi de la traçabilité des dépenses publiques, un budget de 100 millions sera accordé à la Cour des comptes pour faire des vérifications de l'exécution du budget 2014.

L'objectif principal de la politique de la dépense en 2014 est d'améliorer sensiblement la composition des dépenses en faveur des secteurs porteurs de croissance économique, en vue d'accélérer les progrès vers le développement durable et stable. En outre, les efforts seront poursuivis pour la maîtrise des charges de fonctionnement des services publics, en vue de dégager des marges budgétaires pour la mise en œuvre des actions clés du CSLP-II

**Au niveau des dépenses, les principales mesures d'économie de budget prévues dans le budget 2013 sont essentiellement :**

- a) Le gel du recrutement au niveau de la Fonction Publique, sauf dans les secteurs sociaux prioritaires comme l'Education Nationale et la Sante Publique ;
- Le Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation est autorisé à recruter 1000 enseignants à l'Enseignement Secondaire et 1000 enseignants à l'Enseignement Primaire avec un impact budgétaire de **4,4 milliards de FBU** ;
- Le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida est autorisé à recruter 45 médecins généralistes, 40 infirmiers de niveau A<sub>0</sub>, 5 pharmaciens A<sub>0</sub>, 15 anesthésistes A<sub>1</sub>, 18 sages femmes, 10 laborantins de niveau A<sub>0</sub>, 10 radiologues de niveau A<sub>0</sub>, 80 techniciens médicaux, 25 techniciens laborantins et 15 techniciens d'assainissement avec un impact budgétaire de **1,1 milliard de FBU**.
- b) La mise à la retraite des fonctionnaires civils, militaires et policiers ayant atteint l'âge légal de la retraite ;

- c) La compression des dépenses liées au fonctionnement au profit des dépenses d'investissement, notamment les frais de mission et les dépenses relatives au charroi de l'Etat grâce à la réforme du secteur déjà entamée ;
- d) Le montant des annales est de 8 milliards de FBU.

**Les charges du Budget Général de l'Etat pour la gestion de l'exercice passent de 1 368,1 milliards de FBU du budget 2013 à 1 403,3 milliards de FBU dans le projet de budget pour l'exercice 2014, soit un accroissement de 2,5%.**

### **II.2.1. Les dépenses courantes**

Les dépenses courantes passent de 653,7 milliards de FBU en 2013 à 692,1 milliards de FBU en 2014, soit un accroissement de 5,9% lié essentiellement aux charges salariales, biens et services, transferts et subsides et au versement d'intérêts intérieurs.

#### **a) Les charges salariales**

Les charges salariales passent de 303,5 milliards de FBU en 2013 à 322,3 milliards de FBU en 2014, soit une augmentation de 6,2%.

#### **b) Les Biens et Services**

Les biens et services passent de 107,0 milliards de FBU en 2013 à 108,4 milliards de FBU en 2014 ; soit une augmentation de 0,8%.

#### **c) Les Transferts et Subsides**

Les transferts et subsides passent de 180,2 milliards de FBU en 2013 à 191,0 milliards de FBU en 2014, soit un accroissement de 6,0%.

#### **d) Les intérêts intérieurs**

Les intérêts intérieurs passent de 29,3 milliards de FBU en 2013 à 34,7 milliards de FBU en 2014, soit un accroissement de 17,7% suite aux intérêts générés par le recours à l'émission de bons et obligations du Trésor.

### **II.2.2. Les dépenses d'investissements**

Les secteurs ayant bénéficié d'augmentations de crédits budgétaires sont les suivants :

**Le secteur de l'Agriculture et l'Elevage** a un crédit de 172,9 milliards de FBU en 2014 contre 140,2 milliards de FBU en 2013, soit une augmentation de 24,2%. Ainsi le budget

de l'agriculture sera porté à 12.3% du budget global de l'Etat 2014 contre 11.2% de 2013 soit un gain de 1.3 point de pourcentage. 8

Cette importante affectation de ressources au secteur de l'agriculture et de l'élevage montre combien le Gouvernement est déterminé à promouvoir ce secteur dont vivent plus de 90% de la population burundaise, cela dans le but d'assurer la sécurité alimentaire.

Les principales rubriques auxquelles sont affectées ces dépenses sont :

- la subvention des engrais : 9,0 milliards FBU ;
- Intensification des productions animales : 3,5 milliards de FBU ;
- la construction du barrage Kajeke : 2 milliards de FBU ;
- la multiplication et distribution du matériel végétal sain du manioc, banane, maïs, pomme de terre, riz et palmier à huile : 4,0 milliards de FBU ;
- la recherche : 1,0 milliards de FBU ;
- Etc.

**Le secteur de l'énergie** a un crédit total 88,5 milliards de FBU en 2014 contre 110,6 milliards de FBU en 2013, soit une diminution de 13,6%. Cette situation est due à la faible des dons et prêts projets.

Le Gouvernement a adopté une stratégie pour répondre à la pénurie d'énergie électrique qui constitue un des handicaps majeurs pour la compétitivité de l'économie nationale et pour attirer des investisseurs privés. Pour cela, le Gouvernement vise à accroître la capacité de production d'énergie électrique. A cette fin, le Gouvernement entend promouvoir l'entrée des acteurs privés dans le secteur de la production et la distribution d'électricité dans le cadre d'un Partenariat Public-Privé (PPP). Une compagnie privée et a contracté un emprunt auprès de l'EXIMBANK de l'Inde pour la construction d'un barrage hydraulique (KABU-16) dont la gestion sera confiée à la REGIDESO.

Les principales allocations budgétaires concernent :

- l'électrification de la centrale hydroélectrique de Mpanda (10,4 MW) pour un montant de 7,6 milliards de FBU ;



- la centrale thermique pour un montant de 6,5 milliards de FBU ;
- Electrification des centres du pays pour un montant de 1, 02 milliards de FBU
- l'électrification des 3 stations de pompage d'eau (Bugabira, Rusumo, Camazi et Mpinga-Kayove) pour un montant de 100 millions de FBU) ;
- l'acquisition des tuyaux et accessoires pour des réseaux d'AEP pour un montant de 850 millions de FBU ;
- le projet de traçabilité des minerais au Burundi pour un montant de 150 millions de FBU ;
- les indemnités diverses pour un montant de 0,9 milliards de FBU ;
- l'AEP et raccordement électrique du site du palais présidentiel pour un montant de 0,9 milliard de FBU ;

**Le secteur de l'eau, de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme** est également parmi les priorités du Gouvernement.

Les principales allocations budgétaires concernent :

- Programme national de reboisement : 400 millions de FBU;
- Protection de la rivière Nyabagere : 350 millions de FBU ;
- Etude d'aménagement des rivières et ravins : 276 millions de FBU ;
- Aménagement et expropriation du site du palais présidentiel : 200 millions de FBU
- Etc.

### **Le secteur des infrastructures**

Les priorités portent sur l'augmentation de l'offre et la qualité des infrastructures dans le domaine du transport. La priorité sera donnée au désenclavement du pays en vue de faciliter le commerce.

Parmi les principaux projets, il a été retenu:

- la construction de la route Bubanza-Ndora pour un montant de 633,4 millions de FBU ;
- l'étude et réalisation d'un ouvrage de stabilisation d'un exécutoire du Lycée d'Ijenda pour un montant 200,0 millions de FBU ;
- l'étude pour la construction de l'aéroport de Bugendana pour un montant de 176,3 millions de FBU ;
- la construction de la route Mabanda-Mugina pour un montant de 355,1 millions de FBU ;
- la construction de la route Gitega-Ngozi pour un montant de 300,0 millions de FBU;
- Etc.

### **III. LE DEFICIT DU PROJET DE BUDGET 2014 ET SON FINANCEMENT.**

Les recettes et dons totalisent un montant de **1 332,9** milliards de FBU en 2014 contre **1 314,1** milliards de FBU en 2013, soit une augmentation de 1,4%.

Les dépenses totales de l'Etat passent de **1 368,9** milliards de FBU en 2013 à **1 403,3** milliards de FBU en 2014, soit un accroissement de 2,5%.

- Les dépenses courantes quant à elles passent de 653,7 milliards de FBU en 2013 à 681,9 milliards de FBU en 2014, soit un accroissement de 5,3%.
- Les dépenses en capital et prêts nets passent 715,1 milliards de FBU en 2013 à 711,2 milliards de FBU en 2014, soit une baisse de 0,5%.

**Le déficit global** du projet du Budget Général 2014 s'élève à 70,4 milliards de FBU contre 54,9 milliards de FBU en 2013.

**Le financement de ce déficit** qui permet d'équilibrer le Budget Général de l'Etat est de 70,4 milliards de FBU.

Les éléments du financement net étant :

- Le financement extérieur net positif de 32,5 milliards de FBU ;
- Le financement intérieur net positif de 37,9 milliards de FBU.

**Le financement extérieur net** provient des tirages sur prêts directs évalués à 44,0 milliards de FBU défalqués de l'amortissement de la dette extérieure de 11,5 milliards de FBU.

Quant au **financement intérieur net**, il résulte de la somme du financement bancaire positif de 27,8 milliards de FBU, du remboursement de la dette intérieure de 3,6 milliards de FBU et du financement non bancaire de 13,5 milliards de FBU.

Ainsi, le projet de Loi du Budget Général de l'Etat pour l'exercice 2014 se présente en équilibre.

### **IV. EXECUTION DU BUDGET 2014.**

Dans le cadre de l'exécution du Budget pour l'exercice 2014, il sera préparé et mis en œuvre un plan d'engagement et un plan trésorerie trimestriels glissants.

Toutes les dépenses budgétaires devront être soumises à l'autorisation préalable du Ministre ayant les Finances dans ses attributions et exécutées en tenant compte des recettes disponibles.

Une enveloppe mensuelle budgétaire pour chaque ministère devra être définie avec une hiérarchisation stricte des dépenses. Si les ressources venaient à tarir, certaines dépenses seront contingentées.

En application de la Loi Organique des Finances Publiques et dans le but d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'Etat, toutes les dépenses de l'Etat vont passer par le compte unique du trésor.

-----/-----



CABINET DU PRESIDENT

**LOI N° 1/... DU ... / .../ 2013 PORTANT FIXATION DU BUDGET  
GENERAL DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI POUR L'EXERCICE 2014**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

- Vu la Constitution de la République du Burundi ;
- Vu la loi n° 1/02 du 11 janvier 2007 instituant le Code des douanes ;
- Vu la loi n° 1/35 du 4 décembre 2008 relative aux finances publiques ;
- Vu la loi n° 1/04 du 17 février 2009 portant sur les transports intérieurs routiers ;
- Vu la loi n° 1/10 du 30 juin 2009 portant application du Tarif Extérieur Commun « TEC » de la Communauté Est Africaine ;
- Vu la loi n° 1/11 du 14 juillet 2009 portant création de l'Office Burundais des Recettes ;
- Vu la loi n° 1/12 du 27 juillet 2009 portant révision du système de taxation des carburants ;
- Vu la loi n° 1/23 du 24 septembre 2009 déterminant les avantages fiscaux prévus par la loi n° 1/24 du 10 septembre 2008 portant Code des investissements ;
- Vu la loi n° 1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus ;
- Vu la loi n° 1/12 du 29 juillet 2013 portant révision de la Loi n° 1/02 du 17 février 2009 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée «T.V.A.»;
- Vu la loi n° 1/18 du 6 septembre 2013 relative aux procédures fiscales,
- Vu le décret-loi n°1/039 du 30 décembre 1989 portant modification de la loi du 19 mars 1964 portant règlement sur la comptabilité publique de l'Etat et instituant la nomenclature et la codification des ressources, des financements et des charges de l'Etat ;
- Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;
- L'Assemblée Nationale et le Sénat ayant adopté ;

**PROMULGUE:**

Les recettes fiscales, non fiscales classées et codées conformément au décret n° 100/168 du 31 décembre 2004 sont ventilées dans le tableau A de la présente loi. Les dépenses courantes et en capital financées sur les ressources nationales classées et codées conformément au décret n° 100/168 du 31 décembre 2004 sont ventilées dans le tableau du budget 2014. Les dépenses en capital financées sur prêts extérieurs et dons classées et codées conformément au décret n° 100/168 du 31 décembre 2004 sont ventilées dans les tableaux B1 et B2 annexés à la présente loi.

**ARTICLE 4 :**

Conformément au concept de budget unifié, aux règles et principes de l'unité budgétaire, de l'annualité et de l'universalité de trésorerie de l'Etat, le budget général de l'Etat, en recettes et dons, en dépenses courantes, en dépenses en capital et prêts nets, en financement est préparé et exécuté par le Ministre ayant les finances dans ses attributions, Ordonnateur unique de l'ensemble des dépenses de l'Etat.

Le Comptable Principal de l'Etat est chargé du paiement des dépenses du budget général de l'Etat, de la centralisation des comptes, de l'animation et de la coordination du travail de l'ensemble des comptables publics. Le Ministre en charge des finances nomme les comptables publics de l'Etat et commissionne les comptables spécialisés des organismes et établissements autonomes et les comptables des projets.

Toute tranche mensuelle accordée à ces organismes doit être justifiée par la communication, aux fins de vérification et de reddition des comptes de l'Etat, d'un rapport d'exécution des dépenses qui doivent être classifiées selon la nomenclature budgétaire et comptable adoptée par l'ordonnance ministérielle n° 540/757 du 21 juillet 2008, des extraits des comptes bancaires faisant ressortir le solde du compte au dernier jour du mois et du livre journal de caisse dont la présentation conditionne l'octroi des tranches suivantes.

**ARTICLE 5 :**

Les dépenses de l'Etat sont engagées, liquidées et ordonnancées avant d'être payées. Toutefois, certaines dépenses spécifiques ou exceptionnelles peuvent être payées avant leur ordonnancement. Dans ce cas, elles doivent être régularisées sur les crédits budgétaires correspondants au cours de l'exercice concerné.

L'ordonnance ministérielle n° 540/014 du 9 janvier 2008 fixe la liste exhaustive des dépenses éligibles à cette procédure exceptionnelle, les modalités de leur enregistrement comptable et de leur régularisation.

**ARTICLE 6 :** Les ressources en dons et prêts extérieurs sont budgétisées, nomenclaturées et codifiées comme recettes du budget général de l'Etat.

Toutes les dépenses, courantes et en capital, imputables sur ces mêmes ressources sont totalement budgétisées, nomenclaturées et codifiées comme dépenses du budget général de l'Etat.

En vue d'assurer l'exécution des présentes dispositions, le Ministre ayant les finances dans ses attributions est habilité à négocier avec les bailleurs de fonds pour décider de l'allocation des ressources et à prendre par ordonnance les mesures d'ordre réglementaire pour le suivi et la comptabilisation compatible avec les clauses de financement ou les accords de crédits et les lois en vigueur.

**ARTICLE 7 :** Les ressources du Fonds Routier National, sont aussi budgétisées comme dépenses du budget général de l'Etat. Toutes les dépenses imputables sur ces mêmes ressources sont aussi budgétisées comme dépenses du budget général de l'Etat.

Les ressources et les dépenses de ce fonds sont ventilées dans le tableau C annexé à la présente loi. En vue d'assurer l'exécution des présentes dispositions, le Ministre ayant les finances dans ses attributions est habilité à prendre par ordonnance les mesures d'ordre réglementaire pour assurer l'exécution, le suivi et la comptabilisation des opérations y relatives.

**ARTICLE 8 :** La fongibilité des fonds publics, la disponibilité et la liquidité des financements et des fonds extérieurs budgétisés selon les dispositions de l'article 6 sont assurées dès l'ouverture des crédits prévus et autorisés par la loi de finances de l'exercice 2014 par :

- la mise en place des cadres juridiques et réglementaires transparents agréés par l'Administration et les bailleurs de fonds pour en assurer et en garantir la bonne gestion ;
- la production mensuelle communiquée aux bailleurs de fonds des états justificatifs des décaissements destinés à couvrir uniquement les dépenses et les investissements budgétisés.

**ARTICLE 9 :** Les tirages sur emprunts extérieurs directs et rétrocedés sont visés au préalable par le Ministre ayant les finances dans ses attributions ou son délégué. Le département de la dette en assure le suivi et la centralisation mensuelle.

Les dépenses effectuées par les gestionnaires des projets font l'objet de rapports mensuels d'exécution et sont transmis au département de la dette aux fins de vérification et de reddition des comptes. Les dépenses doivent être classifiées selon la nomenclature budgétaire et comptable adoptée par l'ordonnance

ministérielle n° 540/1210 du 10 août 2010. Ces rapports servent de justificatifs à la mobilisation des tirages suivants.

**ARTICLE 10** : Au titre de la gestion budgétaire 2014, le recouvrement des prêts rétrocédés est prévu pour un montant de 1 milliard de FBU. Le Ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à prendre des mesures additionnelles à l'encontre des entreprises qui n'ont pas honoré les échéances des prêts rétrocédés se rapportant aux exercices antérieurs.

**ARTICLE 11** : Les sociétés à participation publique, les établissements publics à caractère industriel et/ou commercial sont soumis aux versements obligatoires à l'Etat des dividendes calculés en fonction de leurs résultats.

Les administrations personnalisées de l'Etat sont soumises au versement obligatoire de leurs excédents d'exploitation à la clôture de leur bilan. Elles doivent également respecter l'échéancier au niveau du remboursement de la dette rétrocédée.

**ARTICLE 12** : Dans le cadre de la gestion de la trésorerie de l'Etat et pour faire face aux décalages éventuels en cours d'exercice entre les recettes et les dépenses de l'Etat, le Ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à :

- émettre des Bons du Trésor conformément à la convention du 22 juin 2006 signée entre le Ministre ayant les finances dans ses attributions et le Gouverneur de la BRB ;
- recourir en dernier ressort aux avances de la BRB.

La variation de l'encours total des Bons du Trésor et des avances de la BRB à l'Etat sera ajustée en cours d'année conformément au Programme 2012-2014 signé entre le Gouvernement et le Fonds Monétaire International.

**ARTICLE 13** : Dans la limite du déficit budgétaire de la gestion 2014, le Ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à :

- émettre des Obligations du Trésor dans le public suivant la convention signée entre le Ministre ayant les finances dans ses attributions et le Gouverneur de la BRB ;
- recourir aux concours extérieurs dans l'ordre de préférence suivant : dons, prêts à long terme à des conditions concessionnelles et autres prêts.

**ARTICLE 14** : Il est opéré une prime à toute personne qui révèle une fraude fiscale ou douanière. La prime est fixée à 10% des montants par les impôts ou les douanes suite à cette révélation. Elle est payée dans un délai ne dépassant pas un mois à partir de l'encaissement.

**ARTICLE 15 :** Les opérations financières de l'Etat telles qu'elles sont définies à l'article 6 du décret-loi n° 1/039 du 30 décembre 1989 sont rattachées au budget général de l'Etat.

Elles participent à la reddition mensuelle des comptes de l'Etat. Le crédit de chaque compte doit faire apparaître la distinction entre les ressources propres et transferts reçus, le débit doit ventiler les charges entre dépenses courantes et dépenses en capital.

**ARTICLE 16:** Les gestionnaires et les comptables des projets financés sur les ressources nationales et extérieures sont tenus à la justification des dépenses qui y sont imputables.

**ARTICLE 17:** Les gestionnaires de tous les comptes ouverts à la BRB, les gestionnaires de tous les projets quelles que soient les sources de financement, et d'une façon générale tous les gestionnaires bénéficiant de tranches des crédits, des avances, des prêts directs et rétrocedés du Trésor sont tenus à la justification des fonds accordés.

En cas de manquement à cette obligation, le Ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé, après une mise en demeure, à bloquer le compte et à le solder au bénéfice du Trésor.

**ARTICLE 18:** Pour améliorer la traçabilité et la gouvernance budgétaire, les institutions publiques et parapubliques bénéficiant de subsides de l'Etat ne sont pas autorisées d'avoir un compte dans les banques commerciales.

Conformément au principe d'annualité budgétaire, le deuxième jour du début de chaque exercice budgétaire, le Ministre ayant les finances dans ses attributions adresse une correspondance à la Banque de la République du Burundi pour niveler les comptes de ces institutions au profit du trésor public.

## **TITRE DEUXIEME : DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 19 :** Conformément au concept du budget unifié et aux dispositions des articles 6 et 9 de la loi n° 1/35 du 04 décembre 2008 relative aux finances publiques, il a été mis en place deux budget d'affectation spéciale dénommé « Fonds Commun de l'Education » et « Fonds Commun des Fertilisants ». Ils sont inscrits en ressources et en dépenses du budget général révisé de l'Etat. Les modalités de son exécution sont précisées par une ordonnance du Ministre en charge des finances.

**ARTICLE 20 :** Les impôts au profit de l'Etat restant dus au 31 décembre 2013 sont recouvrés pendant l'année 2014 d'après les lois, les tarifs et tout



autre texte réglementaire en vigueur qui en règlent l'assiette et la perception. Les cotisations établies à partir du 1er janvier 2013 sont rattachées à l'exercice 2014.

**ARTICLE 21 :** Toute recette non prévue dans la loi, qui est réalisée en cours d'exercice, vient en augmentation du budget des recettes. Les paiements rattachés aux crédits de l'exercice 2014 sont autorisés jusqu'au 31 décembre.

Toutefois, les engagements de dépenses sont clôturés au 31 octobre 2014, sauf exception autorisée par le Ministre ayant les finances dans ses attributions notamment, les salaires, les frais de mission, la dette publique et les dépenses payées sans ordonnancement préalable.

**ARTICLE 22 :** Les intérêts sur les bons et obligations du Trésor sont exonérés d'impôt sur le revenu.

**ARTICLE 23 :** Le Ministre ayant les finances dans ses attributions peut déléguer aux gestionnaires de crédits des tranches de crédits pour une période déterminée. En vue de maîtriser les dépenses publiques et de les contenir dans la limite des recettes et des financements disponibles, le Ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à fixer des plafonds mensuels des engagements des dépenses afin d'éviter les arriérés de paiement.

En cas de moins-value des recettes escomptées, il est autorisé à bloquer l'engagement des dépenses non fixes.

**ARTICLE 24:** Au cours de la gestion budgétaire exercice 2014, il est institué une taxe ad valorem et spécifique sur le tabac (cigarettes), les vins et les spiritueux, le sucre, la bière, les eaux minérales et les eaux gazéifiées, même aromatisée, les limonades, sodas et les boissons non alcoolisées, les consommations téléphoniques en GSM, les véhicules usagers et/ou neufs, l'abonnement et l'achat des cartes de recharge audiovisuelle. La taxe ad valorem s'applique aux produits ci-dessous énumérés et aux taux fixé comme suit :

- 1° le Tabac (cigarette) : 200%
- 2° les vins et spiritueux : 80%
- 3° les eaux minérales et eaux gazéifiées, même aromatisée : 10%
- 4° les consommations téléphoniques en GSM : 12%
- 5° l'abonnement et l'achat des cartes de recharges audiovisuelle : 12%
- 6° les véhicules importés de :
  - Moins de 1 500 kg : 5% de la valeur en douane du véhicule.
  - 1 500kg à 2 500kg : 10% de la valeur en douane du véhicule.
  - 2 500kg et plus : 15% de la valeur en douane du véhicule

Toutefois, la Taxe de consommation ne s'applique pas aux véhicules utilitaires pour le transport des personnes et de marchandises spécifiées ci-dessous :

- a) aux véhicules utilitaires pour le transport de marchandises de la position tarifaire : 87 04 22 90 d'un poids en charge maximale comprise entre 5 et 20 tonnes ainsi que ceux de la position tarifaire 87 04 23 90 d'un poids en charge maximale excédant 20 tonnes
- b) aux véhicules utilitaires pour le transport de plus de 25 personnes de la position tarifaire 87 02.10. 29
- c) aux véhicules usagers d'une année d'âge ou plus importés par des ressortissants Burundais rentrant d'un séjour à l'étranger (effet personnel),

La taxe spécifique s'applique aux produits ci-dessous énumérés et au tarif fixé comme suit :

- 1° le sucre : 600 FB/kg
- 2° la bière : 39.000 Fbu/Hl
- 3° les limonades, sodas et les boissons non alcoolisées : 33 000Fbu/Hl
- 4° les vins de toutes catégories : 100 Fbu/bouteille
- 5° carburant et lubrifiants : 10 Fbu/litre
- 6° alcool, liqueurs et autres boissons alcoolisées de :
  - la position tarifaire comprise entre 22.08.20.00 à 22.08.40.000
  - la position tarifaire comprise entre 22.08 .50.00 à 22.08.90.90
- 7° les véhicules usagers importés de 10 ans et plus à l'exception des véhicules usagers de plus d'une année d'âge introduits sur le territoire burundais à titre d'effet personnels par tout ressortissants burundais qui rentre d'un séjour de plusieurs années à l'étranger.

Une ordonnance du Ministre ayant les Finances dans ses attributions détermine les modalités de mise en application de la taxe de consommation.

- ARTICLE 25:** La taxe de consommation est exigible au moment où:
1. un produit fabriqué localement est livré hors de l'industrie, pour la consommation.
  2. un produit importé est déclaré pour la mise à la consommation, conformément aux dispositions de la loi de gestion douanière de la Communauté Est Africaine.

- ARTICLE 26 :** En application des dispositions légales relatives à la taxe de consommation prévue par la présente loi, le mois calendrier est divisé en deux périodes de déclaration suivantes
- 1ère période : du 1er au 15 du mois;
  - 2ème période : du 16 au dernier jour du mois.

Le contribuable est tenu de remplir ses déclarations en respectant les échéances visées à l'alinéa précédent.

- ARTICLE 27 :** Le contribuable doit, dans un délai ne dépassant pas cinq jours depuis l'expiration de chaque période visée à l'article précédent,

soumettre à l'administration fiscale sa déclaration ainsi que les preuves de paiement de la taxe de consommation.

Si le dernier jour du paiement périodique coïncide avec un jour férié, le paiement doit impérativement intervenir un jour ouvrable suivant.

**ARTICLE 28 :** Pour les produits de fabrication locale, la déclaration est faite suivant le modèle du formulaire établi à cet effet par l'administration fiscale.

**ARTICLE 29 :** La taxe de consommation sur les produits importés est perçue simultanément avec les droits de douane.

**ARTICLE 30 :** Dans le cadre du respect de l'échéance visée à l'article 25 de la présente loi, chaque contribuable doit:

- (a) tenir les livres comptables remplis conformément aux lois et règlements régissant le Plan Comptable National;
- (b) fournir des explications conformément au modèle de déclaration requis.

**ARTICLE 31 :** Les sanctions applicables en cas de violation des dispositions relatives à la collecte de la taxe de consommation sur les produits fabriqués localement sont celles en vigueur pour les impôts sur les revenus conformément au Code général des impôts et taxes.

Les sanctions applicables en cas de violation des dispositions relatives à la collecte de la taxe de consommation sur les produits importés sont celles prévues dans la loi douanière de la Communauté Est Africaine.

**ARTICLE 32 :** Pour les importations des produits pétroliers, la valeur taxable à la TVA est constituée par la valeur Coût, Assurance et Frêt « CAF », rendue sur le territoire du Burundi, augmentée des droits et taxes de porte de toute nature liquidés par l'administration douanière.

**ARTICLE 33 :** Le transport rémunéré sur moto est imposé au forfait trimestriel de 7.500 Fbu.  
Le forfait est payable par trimestre civil et fait objet d'une déclaration annuelle.

**ARTICLE 34 :** Le prix du passeport ordinaire comprend une taxe de 100.000 Fbu.

Le prix de la plaque d'immatriculation comprend une taxe de 40.000 Fbu pour les véhicules et de 25.000 Fbu pour les motos.

La taxe de la carte d'immatriculation est fixée à 20.000 Fbu pour les véhicules et 12.500 Fbu pour les motos.

- ARTICLE 35:** Il est opéré une taxe téléphonique de 0,32USD par minute sur les appels internationaux entrants.  
Le Ministre chargé des Finances fixe par ordonnance les modalités de répartition de cette taxe entre l'Etat Burundais et les opérateurs nationaux de télécommunication.
- ARTICLE 36:** Il est opéré une taxe de sûreté de 1,15% de la valeur des importations sur les marchandises importées. Le dispositif technique ainsi que les modalités de perception de cette taxe de sûreté seront déterminés par le Ministre ayant les finances dans ses attributions.
- ARTICLE 37:** Il est opéré un système de vignettes fiscales pour l'étiquetage des boissons alcoolisées et spiritueuses, les produits de beauté, le tabac et les téléphones mobiles. Le coût de la vignette fiscale est fixé à 0,25USD.
- ARTICLE 38:** Il est opéré une taxe sur les départs aériens depuis l'aéroport international de Bujumbura. La taxe est fixée à 30 000 Fbu par voyageur.
- ARTICLE 39:** Il est opéré une taxe additionnelle de 20% sur les tissus importés. une ordonnance du Ministre chargé des Finances fixe les spécificités techniques de ces tissus.
- ARTICLE 40 :** Il est institué une surtaxe additionnelle de 20% sur les tissus de la catégorie : coton kitenge et polyester kitenge. Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attribution détermine les modalités d'application.
- ARTICLE 41 :** Par dérogation à l'article 5 du décret-loi n 1/18 du 10 juillet 1978, à l'article 1 du décret-loi du 31 décembre 1990 portant modification de la loi du février 1964 relative aux impôts réels et la loi n 1/26 du 26 juin 1980 relative au permis de conduire telle que modifiée à ce jour, les nouveaux tarifs relatifs aux impôts et taxes sont fixés comme suit :
- Pour les véhicules et motos (motocycles, tricycles et quadricycles):
    - Camions (3000kg et plus) : 100 000 FBU,
    - Bus, Jeep et autres véhicules de plus de 20c : 70 000 FBU,
    - Autres véhicules de moins de 20cv et moto : 40 000 FBU
  - Pour les permis de conduire:
    - Permis nouveau définitif : 40 000 FBU,
    - Renouvellement des permis : 30 000 FBU,
    - Permis international : 60 000 FBU,
    - Permis provisoire : 20 000 FBU,
    - Changement de permis : 40 000 FBU,
    - Duplicata des permis : 40 000 FBU.

- Pour le contrôle technique des véhicules :
  - Voiture : 20 000 FBU,
  - Camions : 30 000 FBU.

**ARTICLE 42 :** Au titre de l'année budgétaire 2014, il est opéré l'impôt professionnel sur les rémunérations à charge des personnalités qui en étaient exonérées. Cet impôt est applicable aux rémunérations de tous les cadres politiques, les cadres et agents de l'Etat, ainsi qu'aux cadres et agents des commissions nationales et de tout autre organisme étatique qui en étaient exonérés avant la promulgation de la présente loi.

Cet impôt est calculé suivant le taux et les modalités prévues par la législation fiscale.

**ARTICLE 43:** Au titre de la gestion budgétaire 2014, les exonérations de fiscalité indirecte, en dehors des conventions internationales et d'autres lois spécifiques, sont éliminées.

Toutes les importations exemptées de droits et taxes de douanes initialement prévues par les différents instruments juridiques à caractère législatif et réglementaire non reprises à l'alinéa précédent sont taxées à 5% de leur valeur en douanes.

**ARTICLE 44 :** Au titre de la gestion budgétaire 2014, les exonérations accordées sont budgétisées et exécutées en recettes et en dépenses.

**ARTICLE 45:** Les dépenses imprévues sont inscrites dans le budget du ministère en charge des finances. Ce crédit est réparti par ordonnance du Ministre ayant en charge les finances, entre les crédits des ministères responsables de l'exécution de ces dépenses imprévues. Aucune dépense ne peut être imputée directement sur ce crédit global.

**ARTICLE 46:** Le Ministre ayant les finances dans ses attributions a le droit de préemption du budget total alloué au désintéressement des dépôts à vue

(Comptes courants) de la Banque pour le Commerce et le Développement et de la Banque Populaire du Burundi en liquidation sur les recouvrements effectués par les commissions ad hoc. A cet effet, les présidents des commissions de liquidation sont tenus de produire des rapports trimestriels et de les communiquer au Ministre ayant les Finances dans ses attributions.

**ARTICLE 47:** Le Ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à effectuer, au cours de l'exercice, les transferts de crédits que l'exécution du budget rend nécessaires.

Il est interdit à tout gestionnaire de crédit d'engager ou d'imputer une dépense en dépassement du crédit voté et accordé en application des dispositions des articles 2 et 3.

Le Ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à prendre des sanctions en cas de dépassement de crédit.

Sans préjudice des sanctions pénales prévues, en cas de gestions frauduleuses, par l'article 437 de la loi n° 1/05 du 22 avril 2009 portant révision du Code pénal, les sanctions disciplinaires prévues par l'article 65 de la loi n° 1/28 du 23 août 2006 portant Statut Général des Fonctionnaires sont également applicables à tous les comptables publics de l'Etat et gestionnaires des crédits visés par la présente loi.

**ARTICLE 48:**

Tout contrat, toute décision et convention à signer au nom de l'Etat, tout marché de fournitures, de services ou de travaux, ayant pour effet d'engager une dépense ou d'imposer à l'Etat des obligations de paiement, directs ou indirects, conformément aux seuils règlementaires, doivent, pour être valables et payables, être contrôlés et approuvés préalablement par le Ministre ayant les finances dans ses attributions sous peine de nullité.

En outre, tout attributaire d'un marché ne peut prétendre à la déduction de la TVA acquittée que s'il n'y est assujetti conformément à la loi sur la TVA.

**ARTICLE 49 :**

Le Ministre ayant les finances dans ses attributions peut autoriser des acomptes préalablement à l'exécution de marchés publics de travaux, de services et de fournitures.

**ARTICLE 50 :**

Toutes conventions de dons, de prêts et d'emprunts qui engagent l'Etat sont obligatoirement signées par le Ministre ayant les finances dans ses attributions ou son délégué sous peine de nullité.

**ARTICLE 51 :**

Le recrutement du personnel ne peut être effectif que s'il est visé par le Ministre ayant les finances dans ses attributions dans le cadre de la présente loi.

**ARTICLE 52 :**

La présente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Fait à Bujumbura, le ... / ... /2013

**Pierre NKURUNZIZA**

**PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

**VU ET SCELLE DU SCEAU DE LA REPUBLIQUE,**

**LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX,**

**Pascal BARANDAGIYE**

**Titre Premier BUDGET GENERAL DES RECETTES ET DES DEPENSES  
ORDINAIRES ET EN CAPITAL DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

**Article 1 :** Les ressources du budget général de l'Etat pour la gestion 2014 sont évaluées à :  
1 332 917 744 362

Elles se répartissent comme suit :

	BUDGET 2013 REV.	BUDGET 2014	DIFFERENCE
<b>a) PRODUITS FISCAUX</b>	<b>516 446 202 344</b>	<b>598 293 653 509</b>	<b>81 847 351 166</b>
<b>Impôts sur le revenu, les bénéfices &amp; les gains en capital</b>	<b>151 290 763 751</b>	<b>167 222 059 963</b>	<b>16 931 296 212</b>
*Personnes Physiques	49 011 533 258	56 473 684 300	7 462 151 042
*Personnes Morales	101 287 633 525	110 069 306 877	8 801 673 352
*Non ventilables	991 596 968	659 068 786	-332 528 182
<b>Impôts intérieurs sur les biens &amp; services</b>	<b>299 976 884 862</b>	<b>369 144 836 660</b>	<b>69 167 951 798</b>
*Impôts généraux sur les biens & services	192 088 819 724	221 776 438 178	29 687 618 454
*Accises	100 866 450 354	130 686 716 267	29 820 265 913
*Taxes sur les véhicules et embarcations à moteur	5 853 695 414	5 853 695 413	-1
*Autres taxes	213 524 330	232 658 390	19 334 060
*Impôts sur biens & services	954 395 040	595 128 412	-359 266 628
<b>Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales</b>	<b>47 178 653 731</b>	<b>53 926 656 886</b>	<b>6 748 103 155</b>
*Droits de douane & autres droits d'importation	37 611 441 945	47 155 664 427	9 544 222 482
*Compensation COMESA	3 947 087 664	0	-3 947 087 664
*Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	5 494 083 924	6 206 561 384	712 477 460
*Taxes à l'exportation	125 940 198	564 411 075	438 470 877
<b>Exonérations</b>	<b>18 800 000 000</b>	<b>18 000 000 000</b>	<b>0</b>
<b>b) PRODUITS NON FISCAUX</b>	<b>49 159 948 710</b>	<b>62 994 030 794</b>	<b>3 834 082 084</b>
<b>Revenu de la propriété</b>	<b>16 999 866 291</b>	<b>15 717 621 927</b>	<b>-1 282 233 364</b>
*Dividendes	13 677 612 833	11 557 967 059	-2 119 645 774
*Prélèvements sur les quasi-sociétés	0	0	0
*Loyers	3 322 242 458	4 159 654 868	837 412 410
<b>Autres recettes non fiscales</b>	<b>32 160 093 419</b>	<b>37 276 408 867</b>	<b>5 116 315 448</b>
*Ventes de biens et de services	5 661 277 512	1 968 989 316	-3 692 288 196
*Droits administratifs	25 365 571 057	33 267 957 720	7 902 386 663
*Amendes, pénalités & confiscations	933 244 850	1 100 329 028	167 084 178
*Produits divers & non identifiés	200 000 000	939 132 803	739 132 803
<b>c) DONS</b>	<b>711 920 016 438</b>	<b>674 082 118 870</b>	<b>-37 837 897 568</b>
*Dons courants	140 672 813 062	100 751 240 000	-39 921 573 062
*Dons en capital	571 247 203 376	573 330 678 670	2 083 675 494
Dons projets	37 927 064 566	58 504 866 631	20 577 802 065
Fonds commun de l'Education	36 515 200 000	7 548 841 189	-28 967 158 811
<b>d) PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>29 500 200 000</b>	<b>3 000 000 000</b>	<b>-26 500 200 000</b>
*AMISOM	200 000 000	21 400 000	-178 600 000
* Liquidation des Entreprises Publiques	6 500 000 000	3 000 000 000	-3 500 000 000
* Priviléisation des Entreprises Publiques	215 000 000	1 526 641 189	1 311 641 189
* Récupération des fonds déjournés et malversations	0	0	0
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>1 314 041 367 492</b>	<b>1 332 917 744 362</b>	<b>18 876 376 870</b>

**Article 2 :** Les dépenses du budget général de l'Etat pour la gestion 2014 sont évaluées à :  
1 403 296 251 853

Elles se répartissent comme suit :

	BUDGET 2013 REV.	BUDGET 2014	DIFFERENCE
<b>a) DEPENSES COURANTES</b>	<b>653 838 145 798</b>	<b>692 063 295 837</b>	<b>38 233 150 239</b>
<b>Dépenses sur biens et services et autres transferts courants</b>	<b>618 081 887 633</b>	<b>641 992 291 422</b>	<b>31 991 283 789</b>
Salaires	303 403 458 216	322 341 139 616	18 937 681 400
Autres biens et services	107 427 080 204	108 395 245 163	968 164 959
Arriérés sur le secteur public & privé			
Contributions aux organismes internationaux	14 312 266 801	13 051 102 258	-1 261 164 543
Transfert aux ménages	39 259 481 417	47 589 989 330	8 330 507 913
Subsides et subventions	126 598 800 995	130 364 815 055	3 766 014 060
Imprévus	1 000 000 000	2 250 000 000	1 250 000 000
Exonérations	18 000 000 000	18 000 000 000	0
<b>Versements d'intérêts</b>	<b>34 574 649 763</b>	<b>40 916 596 213</b>	<b>6 241 946 450</b>
Versements d'intérêts extérieurs	5 378 034 575	6 214 027 889	835 993 314
Versements d'intérêts intérieurs	29 296 615 188	34 702 568 324	5 405 953 136
<b>Dépenses des fonds</b>	<b>9 154 488 482</b>	<b>9 154 408 402</b>	<b>8</b>
Fonds routier national	9 154 408 402	9 154 408 402	0
Fonds stock stratégique carburant	0	0	0
Fonds social carburant	0	0	0
<b>b) DEPENSES EN CAPITAL &amp; PRETS NETS</b>	<b>715 886 859 136</b>	<b>711 232 955 816</b>	<b>-3 853 103 328</b>
<b>Dépenses en capital</b>	<b>716 886 859 136</b>	<b>711 232 955 816</b>	<b>-4 853 183 328</b>
Dépenses en capital sur budget national	103 047 786 921	93 902 076 946	-9 145 709 975
- paiement arriérés sur budget national			
Tirages sur dette directe	41 791 068 839	44 000 000 000	2 208 931 161
Dons en capital	571 247 203 376	573 330 878 870	2 083 675 494
<b>Prêt net du trésor</b>	<b>-1 808 808 008</b>	<b>8</b>	<b>1 880 008 088</b>
Tirage sur prêts rétrocédés			
Recouvrement des prêts rétrocédés	-1 000 000 000		1 000 000 000
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>1 358 915 204 934</b>	<b>1 483 296 251 853</b>	<b>34 388 846 919</b>



Article 3 : L'équilibre de la loi de finances se présente comme suit :

	BUDGET 2013 REV.	BUDGET 2014	DIFFERENCE
<b>I. RECETTES CDURANTES</b>	<b>565 606 161 054</b>	<b>651 287 584 303</b>	<b>85 681 433 249</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>516 446 202 344</b>	<b>598 293 553 609</b>	<b>81 847 351 165</b>
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	151 290 763 751	167 222 059 953	15 931 296 212
Impôts intérieurs sur biens et services	299 976 884 852	359 144 836 660	59 167 951 798
Impôts sur le commerce extérieur & les transactions internationales	47 178 553 731	53 926 556 886	6 748 103 155
Exonérations	18 000 000 000	18 000 000 000	0
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>49 159 948 710</b>	<b>52 994 030 794</b>	<b>3 834 082 084</b>
Revenus de la propriété	16 999 855 291	15 717 621 927	-1 282 233 364
Autres recettes non fiscales	32 160 093 419	37 276 408 867	5 116 315 448
<b>II. DDNS</b>	<b>711 920 016 438</b>	<b>674 082 118 870</b>	<b>-37 837 897 568</b>
Dons courants	140 672 813 062	100 751 240 000	-39 921 573 062
Dons en capital	571 247 203 376	573 330 878 870	2 083 675 494
<b>III. Recettes Exceptionnelles</b>	<b>36 515 200 800</b>	<b>7 548 041 189</b>	<b>-28 967 158 811</b>
* AMISDM	29 500 200 000	3 000 000 000	-26 500 200 000
* Liquidation des Entreprises Publiques	200 000 000	21 400 000	-178 600 000
* Privatisation des Entreprises Publiques	6 600 000 000	3 000 000 000	-3 600 000 000
* Récupération des fonds détournés et malversations	215 000 000	1 526 641 189	1 311 641 189
<b>TOTAL RECETTES ET DONS</b>	<b>1 314 041 367 492</b>	<b>1 332 917 744 362</b>	<b>18 876 376 870</b>
<b>IV. DEPENSES CDURANTES</b>	<b>653 830 145 798</b>	<b>692 863 296 837</b>	<b>38 233 150 239</b>
<b>Dépenses sur biens et services et autres transferts courants</b>	<b>610 001 087 633</b>	<b>641 992 291 422</b>	<b>31 991 203 789</b>
Salaires	303 403 458 216	322 341 139 616	18 937 681 400
Autres biens et services	107 427 080 204	108 395 245 163	968 164 959
Contributions aux organismes internationaux	14 312 266 801	13 051 102 258	-1 261 164 543
Transfert aux ménages	39 259 481 417	47 599 989 330	8 330 507 913
Subsides et subventions	126 598 800 995	130 364 815 055	3 766 014 060
Imprévus	1 000 000 000	2 250 000 000	1 250 000 000
Exonérations	18 000 000 000	18 000 000 000	0
Versements d'intérêts	34 674 649 763	40 916 596 213	6 241 946 450
Versements d'intérêts extérieurs	5 378 034 575	6 214 027 889	835 993 314
Versements d'intérêts intérieurs	29 296 615 188	34 702 568 324	5 405 953 136
<b>Dépenses des fonds</b>	<b>9 154 408 402</b>	<b>9 154 408 402</b>	<b>0</b>
<b>V. SDLDE COURANT HORS DONS (I-IV)</b>	<b>-88 223 994 744</b>	<b>-40 776 711 734</b>	<b>47 448 283 010</b>
<b>VI. SOLOE COURANT Y COMPRIS DONS (I+II+III-IV)</b>	<b>660 211 221 594</b>	<b>640 854 448 326</b>	<b>-19 356 773 369</b>
<b>VII. DEPENSES EN CAPITAL ET PRETS NETS</b>	<b>716 086 059 136</b>	<b>711 232 955 816</b>	<b>-3 853 103 328</b>
<b>Dépenses en capital</b>	<b>716 086 069 136</b>	<b>711 232 955 816</b>	<b>-4 853 103 320</b>
<b>Prêt net du trésor</b>	<b>-1 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 000 000 000</b>
<b>VIII. DEFICIT GLOBAL AVEC DONS (VI-VII)</b>	<b>-54 874 837 442</b>	<b>-70 378 607 491</b>	<b>-15 603 670 049</b>
<b>IX. DEFICIT GLOBAL HORS DONS (V-VII)</b>	<b>-803 310 053 880</b>	<b>-752 088 667 650</b>	<b>51 301 386 338</b>
<b>X. ARRIERES</b>			
<b>XI. DEFICIT (BASE CAISSE) (VIII-X)</b>	<b>-54 874 837 442</b>	<b>-70 378 607 491</b>	<b>-15 603 670 049</b>
<b>XII. FINANCEMENT</b>	<b>54 874 837 442</b>	<b>70 378 607 491</b>	<b>15 683 670 849</b>
<b>Financement extérieur net</b>	<b>30 649 187 244</b>	<b>32 531 282 884</b>	<b>1 882 095 640</b>
Tirage sur dette directe	41 791 068 839	44 000 000 000	2 208 931 161
Remboursement dette directe	-11 141 881 595	-11 468 717 116	-326 835 521
<b>Financement Intérieur net</b>	<b>24 225 650 198</b>	<b>37 847 224 607</b>	<b>13 621 574 409</b>
Financement bancaire	18 160 120 990	27 879 348 064	9 719 227 074
Dont: Avances BRB			
Financement non bancaire	26 482 764 604	13 567 876 543	-12 914 888 061
Remboursement dette intérieure	-20 417 235 396	-3 600 000 000	16 817 235 396
<b>XIII. BESOIN DE FINANCEMENT (XI-XII)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**TABLEAU A : RECETTES ET DONS 2014**

	<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
<b>1 RECETTES FISCALES</b>	<b>614 443 402 486</b>	<b>598 293 553 509</b>	<b>-16 149 848 977</b>
<b>71 PRODUITS FISCAUX</b>	<b>596 443 402 486</b>	<b>580 293 553 509</b>	<b>-16 149 848 977</b>
<b>711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital</b>	<b>215 110 146 238</b>	<b>167 222 059 963</b>	<b>-47 888 086 275</b>
7111 Impôts sur le revenu payés par les personnes physiques	110 361 770 575	56 473 684 300	-53 888 086 275
71115 <i>taxe forfaitaire</i>	1 670 046 380	1 148 241 400	-521 804 980
71112 <i>Impôt professionnel sur les rémunérations</i>	49 961 523 022	49 961 523 022	0
71111 <i>Impôt sur le revenu des personnes physiques</i>	56 473 684 300	3 107 403 005	-53 366 281 295
71118 <i>Autres ( Exercices antérieurs )</i>	2 256 516 873	2 256 516 873	0
7112 Impôts sur les personnes morales	104 089 306 877	110 089 306 877	6 000 000 000
71123 <i>Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers</i>	7 502 314 048	7 502 314 048	0
71121 <i>Impôt sur le revenu des sociétés ( IR+Acompte+PF)</i>	92 880 696 332	98 880 696 332	6 000 000 000
71128 <i>Autres (Exercices antérieurs )</i>	3 706 296 497	3 706 296 497	0
7113 Impôts sur le revenu non ventilables	659 068 786	659 068 786	0
71131 <i>Majorations de retard</i>	659 068 786	659 068 786	0
<b>714 Impôts sur les biens et services</b>	<b>328 283 622 680</b>	<b>359 144 836 660</b>	<b>30 861 213 980</b>
7141 Impôts généraux sur les biens et services	211 776 438 178	221 776 438 178	10 000 000 000
71413 <i>Taxe sur le chiffre d'affaire des entreprises touristiques et hôtelières</i>	0	0	0
71411 <i>Taxe de transaction -TVA a l'importation (dont exercices antérieurs )</i>	211 776 438 178	221 776 438 178	10 000 000 000
71414 <i>Prélèvement forfaitaire</i>	0	0	0
7142 Accises	109 825 502 287	130 686 716 267	20 861 213 980
71426 <i>Taxe de consommation sur le carburant</i>	91 305 726	3 291 305 726	3 200 000 000
71424 <i>Taxe sur le poisson vendu</i>	0	0	0
71422 <i>Taxe de consommation sur la bière , limonade et eau minérale</i>	78 000 021 165	84 193 041 193	6 193 020 028
71421 <i>Taxe de consommation sur le tabac</i>	6 490 678 508	6 490 678 508	0
71425 <i>Taxe sur les abonnés de la télédistribution et sur les télécommunications</i>	178 657 070	12 725 706 700	12 547 049 630
71427 <i>Taxe de consommation sur les vins et les spiritueux</i>	1 576 175 612	2 369 968 612	793 793 000

		<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
71428	Autres ( taxe de consommation sur les véhicules)	9 547 049 630	7 674 400 952	-1 872 648 678
71423	Taxe de consommation sur le sucre	13 941 614 576	13 941 614 576	0
71441	Taxes sur les véhicules et embarcations à moteur	5 853 695 413	5 853 695 413	0
7144110	Permis de conduire(FRN)	240 965 558	240 965 558	0
7144181	Autres(Plaques,transferts,cartes,changement d'usages,etc)	2 483 656 064	2 483 656 064	0
7144180	Vignettes fiscales(FRN, timbre fiscal)	3 129 073 791	3 129 073 791	0
71442	Autres taxes (Pemis)	232 858 390	232 858 390	0
7144250	Permis de travail	186 196 835	186 196 835	0
7144240	Taxe d'abattage des animaux	10 624 244	10 624 244	0
7144210	Permis de pêche	760 021	760 021	0
7144230	Permis de coupe de bois	35 277 290	35 277 290	0
7148	Autres Impôts sur les biens et services	595 128 412	595 128 412	0
71480	Autres Impôts sur les biens et services ( nca )	595 128 412	595 128 412	0
715	<b>Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales</b>	<b>53 049 633 568</b>	<b>53 926 656 886</b>	<b>877 023 318</b>
7151	Droits de douane et autres droits d'importation	42 755 664 427	47 155 664 427	4 400 000 000
71513	Taxe forfaitaire	52 382 620	52 382 620	0
71511	Droits de douane à l' importation	32 381 435 249	36 781 435 249	4 400 000 000
7151202	Taxe sur le carburant(Fonds social carburant)	33 583	33 583	0
7151201	Taxe sur les carburants(Fonds stocks stratégique)	63 873 053	63 873 053	0
71514	Droits d'accises sur les véhicules usagers	0	0	0
7151200	Taxe sur les carburants(FRN)	10 257 939 922	10 257 939 922	0
7152	Taxes à l' exportation	140 300 093	564 411 075	424 110 982
71522	Taxes à l' exportation des peaux brutes	140 300 093	140 300 093	0
71523	Droit de sortie sut l'or	0	424 110 982	424 110 982
7153	Compensation COMESA	3 947 087 664	0	-3 947 087 664
715300	Compensation COMESA	3 947 087 664	0	-3 947 087 664
7158	Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions	6 206 581 384	6 206 581 384	0

	<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
71584 <i>Taxe de péage route (affectée au FRN)</i>	5 126 628 221	5 126 628 221	0
71586 <i>Taxe de circulation trans- frontalière</i>	289 923 247	289 923 247	0
71585 <i>Produits de la vente des marchandises</i>	0	0	0
71583 <i>Recettes des entrepôts (droits de magasins)</i>	76 339 383	76 339 383	0
71581 <i>Amendes douanières et produits de confiscation sur droits d'entrée ( dont la Lutte contre la Fraude )</i>	713 690 533	713 690 533	0
<b>76 IMPOTS ET TAXES EXONERES</b>	<b>18 000 000 000</b>	<b>18 000 000 000</b>	<b>0</b>
76 <b>IMPOTS ET TAXES EXONERES</b>	18 000 000 000	18 000 000 000	0
76 <b>IMPOTS ET TAXES EXONERES</b>	18 000 000 000	18 000 000 000	0
7600000 <b>IMPOTS ET TAXES EXONERES</b>	18 000 000 000	18 000 000 000	0

	<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
2 DONS	645 778 312 133	674 082 118 870	28 303 806 737
73 DONS	645 778 312 133	674 082 118 870	28 303 806 737
731 Dons budgétaires	90 631 305 319	100 751 240 000	10 119 934 681
7311 Dons reçus des aides bilatérales	0	6 543 000 000	6 543 000 000
7311200 France	0	6 543 000 000	6 543 000 000
7312 Dons reçus des organisations internationales	90 631 305 319	94 208 240 000	3 576 934 681
7312200 UNION EUROPEENNE	35 710 262 809	30 534 000 000	-5 176 262 809
7312300 BANQUE MONDIALE	42 118 752 750	40 775 000 000	-1 343 752 750
7312100 BAD	12 802 289 760	22 899 240 000	10 096 950 240
732 Dons sur projets avec financements extérieurs	555 147 006 814	573 330 878 870	18 183 872 056
7321 Dons reçus des administrations publiques (bilatérales)	153 652 076 085	215 703 279 842	62 051 203 757
7321405 PAYS BAS- JURIDICION MILITAIRE	1 079 577 314	0	-1 079 577 314
7321327 BELGIQUE-TRANCHE INCITATIVE ADDITIONNELLE AU PIC	0	4 050 000 000	4 050 000 000
7321415 PAYS BAS-SECOND ADDITIONNAL FINANCING FOR HEALTH SECTOR	0	3 632 800 000	3 632 800 000
7321414 PAYS BAS-DISTRIBUTION DES PRESERVATIFS(PSI)	0	3 094 563 303	3 094 563 303
7321303 BELGIQUE-PROJET D' APPUI AU DEVELOPPEMENT INTEGRE DE KANSENGA	226 000 000	0	-226 000 000
7321304 BELGIQUE-PROJET INTEGRE D'AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE VIA AUTO PROMOTION DES PRODUCTEURS	173 000 000	0	-173 000 000
7321413 PAYS BAS-SANTE REPRODUCTIVE/GIZ	0	1 803 564 566	1 803 564 566
7321326 BELGIQUE-PROJET MOSO DU FONDS BELGE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	1 656 000 000	1 656 000 000
7321306 BELGIQUE- PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE LA PROVINCE CIBOTOKE	3 528 000 000	0	-3 528 000 000
7321316 BELGIQUE(CTB)- FORMATION INITIALE DES ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE	2 134 153 891	4 266 873 064	2 132 719 173
7321317 BELGIQUE(CTB)- PROJET D'APPUI A LA PROFESSIONALISATION DE LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI	4 727 317 539	913 799 431	-3 813 518 108
7321402 PAYS BAS-GENRE(FORMATION,PRODUCTION DES MANUELS)	568 198 586	0	-568 198 586

	<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
7321314 BELGIQUE- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE 3 LOCALITES PAR LA MISE EN OEUVRE D'UN PROGRAMME A HAUT INTENSITE DE MAIN D'OEUVRE(PROGRAMME PAVAGE)	9 900 000 000	0	-9 900 000 000
7321408 PAYS BAS-APPUI A LA SECURITE	0	13 231 564 694	13 231 564 694
7321801 FRANCE-KARADIRIDIMBA/RSS-GAVI	0	3 301 993 653	3 301 993 653
7321310 BELGIQUE- PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL ET OPERATIONNEL A LA JUSTICE	207 400 000	0	-207 400 000
7321412 PAYS BAS-HEALTHNET TPO	0	2 077 417 816	2 077 417 816
7321307 BELGIQUE- PROJET DE MISE EN OEUVRE D'UNE ENQUETE AGRICOLE NATIONALE	2 176 000 000	0	-2 176 000 000
7321320 BELGIQUE-PROGRAMME D'APPUI A LA BONNE GOUVERNANCE-PHASE II	0	1 684 321 324	1 684 321 324
7321501 SUISSE-CONSOLIDATION DE LA PAIX	0	2 341 435 780	2 341 435 780
7321600 INDE-APPUI AU SECTEUR AGRICOL DU BURUNDI	0	14 700 000 000	14 700 000 000
7321409 PAYS BAS-EXTENSION 2EME PHASE SECTEUR DE LA SECURITE	0	2 795 525 075	2 795 525 075
7321407 PAYS BAS-PROGRAMME D'APPUI A LA GESTION FONCIERE	0	2 705 346 849	2 705 346 849
7321325 BELGIQUE-PROJET INTEGRE D'AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE VIA AUTOPROMOTION DES POPULATIONS DANS LES COMMUNES MWAKIRO ET BUHINYUZA-PHASEII	0	1 059 884 995	1 059 884 995
7321319 BELGIQUE/NORVEGE/AFD/GPE-FONDS COMMUN DE L'EDUCATION	37 927 064 568	58 504 866 631	20 577 802 063
7321101 ALLEMAGNE-AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES PAUVRES ET VULNERABLES DANS SIX PROVINCES DU PAYS(KARUSI, GITEGA, KAYANZA, BUJU MBURA RURAL	13 271 224 983	160 000 000	-13 111 224 983
7321332 BELGIQUE-LUTTE CONTRE LES FISTULES	0	1 418 979 457	1 418 979 457
7321305 BELGIQUE-APPUI AUX PERSONNES VULNERABLES DANS LA PROVINCE DE RUYIGI	4 150 000 000	0	-4 150 000 000
7321410 PAYS BAS-PROGRAMME DU SECTEUR DE LA SECURITE: 3EME PHASE	0	5 410 693 714	5 410 693 714
7321315 BELGIQUE/FIDA/OPEP PROGRAMME TRANSITOIRE DE LA RECONSTRUCTION POST CONFLIT(PTRPC)	9 890 326 419	0	-9 890 326 419
7321318 BELGIQUE/CTB- PROJET DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR SECURITE(VOLET ETHIQUE POLICIERE)	148 905 910	0	-148 905 910

	<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
7321330 BELGIQUE-APPUI AU SYSTEME NATIONAL D'INFORMATION SANITAIRE(SNIS)	0	2 285 714 000	2 285 714 000
7321331 BELGIQUE-PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU SECTEUR DE LA SANTE PUBLIQUE	0	7 083 334 000	7 083 334 000
7321400 PAYS BAS-ETHIQUE MILITAIRE(SENSIBILISATION, FORMATION ET EQUIPEMENT)	579 562 558	0	-579 562 558
7321411 PAYS BAS-SANTE ET DROITS REPRODUCTIFS ET SEXUELS	0	6 673 188 913	6 673 188 913
7321329 BELGIQUE-AMELIORATION DE L'ACCES A LA JUSTICE DES POPULATIONS VULNERABLES AU BURUNDI.	0	328 434 816	328 434 816
7321800 FRANCE-POLITIQUE CULTURELLE ET FRANCOPHONIE	0	97 673 850	97 673 850
7321328 BELGIQUE-APPUI INSTITUTIONNEL CENTRAL ET PERIPHERIQUE AU MINISTERE DE LA JUSTICE (AICP)	0	2 937 769 741	2 937 769 741
7321324 BELGIQUE-PROJET AU DEVELOPPEMENT D'HORTICULTURE URBAINE ET PERI-URBAINE AU BURUNDI	0	457 048 835	457 048 835
7321500 SUISSE-PROGRAMME NATIONAL FONCIER	1 000 000 000	0	-1 000 000 000
7321308 BELGIQUE- FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE	2 611 876 322	3 044 597 344	432 721 022
7321802 ROYAUME UNI-APPUI AU TRADEMARK EAST AFRICA	0	7 265 326 105	7 265 326 105
7321300 BELGIQUE-APPUI AU RENFORCEMENT DES MECANISMES DE COORDINATION DE L'AIDE	942 900 802	117 071 782	-825 829 020
7321301 BELGIQUE- PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL ET OPERATIONNEL DANS LE SECTEUR AGRICOL	5 139 000 000	5 850 000 000	711 000 000
7321312 BELGIQUE- PROJET D'APPUI A LA JUSTICE ETAU RENFORCEMENT DE L'ETAT DE DROIT DANS LA REGION CENTRE OUEST DU BURUNDI(AICO)	1 592 900 000	0	-1 592 900 000
7321302 BELGIQUE-PROGRAMME TRIENAL 2009-2011 D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMMUNAUTES RURALES DES GRANDS LACS	75 000 000	0	-75 000 000
7321403 PAYS BAS-PROJETS OPERATIONNELS	4 924 387 749	0	-4 924 387 749
7321321 BELGIQUE-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMMUNAUTES RURALES DES GRANDS LACS ( RDC-RWANDA-BURUNDI)	0	171 967 533	171 967 533
7321323 BELGIQUE-PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL ET OPERATIONNEL AU SECTEUR AGRICOLE (PHASES 1et 2)	0	8 597 435 194	8 597 435 194
7321406 PAYS-BAS-PROJET IMBO,MUMIRWA ET CENTRAL	0	10 941 937 995	10 941 937 995
7321336 BELGIQUE-APPUI A L' AMELIORATION DU SYSTEME DE MARCHES PUBLICS	0	1 468 884 871	1 468 884 871



	<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
7321404 PAYS BAS/ALLEMAGNE/UE- FONDS COMMUN DES FERTILISANTS	18 135 210 648	12 000 000 000	-6 135 210 648
7321417 PAYS BAS-APPUI AU SECTEUR PRIVE(TERRAFINA)	0	5 410 693 714	5 410 693 714
7321322 BELGIQUE-PROGRAMME DE PROMOTION DE L' AGRICULTURE FAMILIALE	0	85 281 854	85 281 854
7321309 BELGIQUE- PROJET D'APPUI A LA DECENTRALISATION ET LA PARTICIPATION CITOYENNE EN PROVINCE DE CIBITOKO 'PADLPC'	7 575 981 152	0	-7 575 981 152
7321311 BELGIQUE- PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL CENTRAL ET PERIPHERIQUE	4 910 450 000	0	-4 910 450 000
7321416 PAYS BAS-SECURITE ALIMENTAIRE	0	6 321 310 603	6 321 310 603
7321313 BELGIQUE- PAISS	15 110 640 000	0	-15 110 640 000
7321100 ALLEMAGNE- ETUDE DE L'EVALUATION DES EAUX SOUTERRAINES DU BURUNDI	946 997 644	0	-946 997 644
7321700 CANADA-PROJET DE REBOISEMENT, D'AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS DE CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES PISTES RURALES AVEC LE SYSTEME DE FFW EN PROVIN	0	692 283 760	692 283 760
7321803 ROYAUME UNI-SECURITE ALIMENTAIRE BURUNDI-NUTRITION	0	1 112 182 007	1 112 182 007
7321418 PAYS BAS-BURUNDI BUSUNESS INCUBATOR (BBIN)	0	1 540 345 140	1 540 345 140
7321333 BELGIQUE-APPUI AU DEVELOPPEMENT ET A LA PARTICIPATION CITOYENNE( DECENTRALISATION)	0	2 411 167 433	2 411 167 433
7322 Dons en capital reçus des organisations internationales	401 494 930 729	357 627 599 028	-43 867 331 701
7322844 NATIONS UNIES-APPUI AUX SERVICES DE LA SANTE MATERNELLE	0	3 050 188 400	3 050 188 400
7322848 NATIONS UNIES-APPUI AU PROGRAMME D'URGENCE	0	305 018 840	305 018 840
7322849 NATIONS UNIES-FIGHT AGAINST SEXUAL GENDER BASED VIOLENCE	0	948 456 083	948 456 083
7322833 FAO-ELABORATION DU PLAN D'ACTION NATIONAL POUR LA GESTION ET L'AMELIORATION DES RESSOURCES ZOO-GENETIQUES AU BURUNDI	0	145 370 302	145 370 302
7322846 NATIONS UNIES-PROGRAMME DU SECTEUR DE SECURITE 3ème PHASE	0	5 410 693 714	5 410 693 714
7322506 UE- FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE( 10ème FED)	2 150 716 374	0	-2 150 716 374
7322512 UE-PROJET INITIATIVE OMD DE L'UNION EUROPEENNE-PROJET POUR ACCELERE L'ATTEINTE DE L'OMD 1C AU BURUNDI	0	11 838 600 000	11 838 600 000
7322805 IBN-PROJET DSS DE L'IBN	588 540 000	0	-588 540 000

	<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
7322842 NATIONS UNIES-PROGRAMME SANTE ET NUTRITION	0	13 053 860 794	13 053 860 794
7322500 UE-PROGRAMME POST CONFLIT DE DEVELOPPEMENT RURAL 9ème FED	6 750 000 000	4 508 911 431	-2 241 088 569
7322850 NATIONS UNIES-APPUI A LA PLANIFICATION STRATEGIQUE ( MOYEN ET LONG TERME)	0	1 525 094 200	1 525 094 200
7322857 USAID-RUKARAMU-KAJAGA-GATUMBA	0	1 120 000 000	1 120 000 000
7322719 BAD-PROJET D'APPUI AU PROGRAMME DE CREATION D'EMPLOI( P.A.P.C.E)	0	911 602 670	911 602 670
7322714 BAD-PROJET D'APPUI AUX INFRASTRUCTURES RURALES DANS LA REGION NATURELLE DE BUGESERA	0	7 566 422 586	7 566 422 586
7322607 FIDA- EMPLOI DES JEUNES RURAUX	0	2 267 853 204	2 267 853 204
7322712 BAD-AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS	4 626 000 000	0	-4 626 000 000
7322507 UE- PROGRAMME SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNEL AU BURUNDI( PROSANUT)	5 760 000 000	3 204 000 000	-2 556 000 000
7322606 FIDA/AUTRES-DEVELOPPEMENT DES PLAINES DE L'IMBO ET DU MOSO	0	9 131 250 000	9 131 250 000
7322819 UNOPS-CADRE INTEGRE RENFORCE	4 391 266 145	0	-4 391 266 145
7322508 UE-PROGRAMME D'APPUI A LA BONNE GOUVERNANCES	0	2 011 876 283	2 011 876 283
7322602 FIDA- PROJET D'APPUI A LA RECONSTRUCTION DU SECTEUR D'ELEVAGE(PARSE)	3 320 000 000	1 120 524 054	-2 199 475 946
7322106 BM- PROJET DES TRAVAUX PUBLICS ET DE GESTION URBAINE(PTPGU)	11 102 279 126	24 401 507 200	13 299 228 074
7322605 FIDA-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES	13 049 000 000	17 674 564 241	4 625 564 241
7322705 BAD-PROJET ADAPTATION DES RISQUES ET ATTENUATION LIES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	1 494 891 600	0	-1 494 891 600
7322806 UNICEF-PROGRAMME EDUCATION DE BASE,EGALITE ENTRE LES SEXES ET PREVENTION DU VIH/SIDA CHEZ LES JEUNES	6 565 219 560	0	-6 565 219 560
7322808 SDC-PROJET D'APPUI A LA DECENTRALISATION DES COMMUNES EN PROVINCE DE NGOZI	8 835 456 750	0	-8 835 456 750
7322509 UE-INSTRUMENT DE STABILITE (IFS)	0	556 780 216	556 780 216
7322855 UNICEF-REHABILITATION DE L'AEP KINYINYA	0	336 838 781	336 838 781
7322812 PASTY COLLINS TRUST INITIATIVE- IZERE,EDUCATION ET VIH/SIDA	202 943 221	0	-202 943 221
7322851 NATIONS UNIES-PROGRAMME DE COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT	0	1 487 313 041	1 487 313 041
7322822 FAD-PROJET BITUMAGE DE LA ROUTE GITEGA NYANGUGU NGOZI	18 135 779 180	0	-18 135 779 180

	<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
7322826 UNTF- PROGRAMME D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE COORDONNEE DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE	443 219 175	0	-443 219 175
7322828 ACBF- PROJET APPUI A L'INSTITUT DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE(IDEC) PHASE III	942 972 554	1 007 263 715	64 291 161
7322110 BM-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE LA SANTE PADSS	0	8 845 546 360	8 845 546 360
7322109 BM-CHE JIJI -MULEMBWE	0	15 000 000 000	15 000 000 000
7322830 PROJET D'APPUI ALA DECENTRALISATION DES COMMUNES DE LA PROVINCE DE KAYANZA	7 528 631 270	0	-7 528 631 270
7322858 KFW-AEP RUMONGE-NYANZA-LAC	0	6 000 000 000	6 000 000 000
7322856 UNICEF-CONSTRUCTION DE 16 BLOCS DE LATRINES	0	358 164 614	358 164 614
7322854 UNICEF-EXTENSION DE L'AEP MUGERAMA	0	14 166 043	14 166 043
7322853 UNICEF-EXTENSION DE L'AEP SHASHA-MUREMERA	0	150 260 866	150 260 866
7322852 UNICEF-CONSTRUCTION DE L'AEP MUGIRAMPEKE	0	217 765 442	217 765 442
7322111 BM-PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE LA SANTE PADSS PHASE II	0	13 725 847 800	13 725 847 800
7322517 UE-FACILITE D'APPUI BUDGETAIRE ET DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE (FABRICE)	0	51 581 946 694	51 581 946 694
7322300 ONUDI-DEVELOPPEMENT D'HORTICULTURE URBAINE ET PERI URBAINE AU BURUNDI	475 000 000	0	-475 000 000
7322802 FAO-PROJET REGIONAL DE LA GESTION DE LA RIVIERE KAGERA	266 000 000	0	-266 000 000
7322843 NATIONS UNIES-APPUI A LA REDUCTION DE LA MORTALITE MATERNELLE	0	1 067 565 940	1 067 565 940
7322801 DAI-PROGRAMME POUR LA PROMOTION DE L'AGRO INDUSTRIE ET DES ENTREPRISES RURALES	8 600 000 000	0	-8 600 000 000
7322800 ASAIID-FFB-MULTI YEAR ASSISTANCE PROGRAM-BURUNDI 2008	3 900 000 000	0	-3 900 000 000
7322816 UNFPA-PROGRAMME PAYS DE COOPERATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU BURUNDI ET UNFPA(PROJET GENRE)	559 113 000	0	-559 113 000
7322845 NATIONS UNIES-EXTENSIONN 2ème PHASE SECTEUR DE LA SECURITE	0	2 795 525 075	2 795 525 075
7322100 BM- PROJET DE PRODUCTIVITE ET DE DEVELOPPEMENT DES MARCHES AGRICOLAS AU BURUNDI	1 968 000 000	11 238 061 000	9 270 061 000
7322804 FAO-PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES CAFEICULTURES	161 000 000	0	-161 000 000
7322864 ACBF-RENFORCEMENT DES CAPACITES DU CNTA	0	35 500 500	35 500 500

	<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
7322807 UNICEF-PROJET D'INFRASTRUCTURE DE COMMUNICATION RCIPII	20 213 203 254	0	-20 213 203 254
7322860 USA-PRESIDENT'S EMERGENCY PROGRAM FOR AIDS RELIEF(QUALITE ASSURANCE)	0	1 067 565 940	1 067 565 940
7322707 BAD-PROJET D'APPUI AU PROGRAMME DE CREATION D'EMPLOIS (PAPCE)	4 558 264 002	0	-4 558 264 002
7322703 BAD-PROJET DE REHABILITATION DES MILIEUX DEGRADES DANS LE BASSIN DU CONGO	9 091 177 382	0	-9 091 177 382
7322862 USA-APPUI A LA STRATEGIE DE COMMUNICATION AVEC L'OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES	0	949 834 768	949 834 768
7322701 BAD-PROJET D'APPUI AUX INFRASTRUCTURES RURALES DANS LA REGION NATURELLE DE BUGESERA	2 632 000 000	0	-2 632 000 000
7322865 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE DEUX A TROIS LOCALITES PAR LA MISE EN OEUVRE D'UN PROGRAMME DE PAVAGE A HAUTE INTENSITE DE MAIN D'OEUVRE PHASE	0	2 428 027 517	2 428 027 517
7322838 NATIONS UNIES-PROGRAMME EDUCATION DE BASE, EGALITE ENTRE LES SEXES ET PREVENTION DU VIH/SIDA CHEZ LES JEUNES	0	9 443 177 399	9 443 177 399
7322504 UE-APPUI A L'ORDONNATEUR DU FED(CELEON)	1 487 951 333	1 172 316 974	-315 634 359
7322709 BAD-PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE AU BURUNDI(ISTEEBU)	3 000 000 000	0	-3 000 000 000
7322847 NATIONS UNIES-APPUI PONCTUEL A LA POPULATION ET DEVELOPPEMENT	0	579 535 796	579 535 796
7322831 PROJET DE PAVAGE DE HAUTE INTENSITE DE MAIN D'OEUVRE	9 885 510 000	0	-9 885 510 000
7322836 NATIONS UNIES-RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR UNE GESTION DURABLE DES TERRES	0	259 266 014	259 266 014
7322511 UE-AMENAGEMENT DES MARAIS ET INTEGRATION AGRO-SYLVO-ZOOTECNIQUE	0	251 613 324	251 613 324
7322510 UE-AMELIORATION DE LA GESTION RATIONNELLE DES RESSOURCES NATURELLES DANS LES COMMUNES MAKAMBA ET MABANDA	0	513 183 956	513 183 956
7322832 NATIONS UNIES-PROGRAMME TRANSVERSAUX	0	3 956 153 833	3 956 153 833
7322516 UE-PROGRAMME LRRD D'APPUI A LA VIABILISATION DES VILLAGES RURAUX INTEGRES DANS LE CADRE DU RAPATRIEMENT ET DE LA REINTEGRATION AU BURUNDI	0	1 172 316 974	1 172 316 974
7322113 BM-PROJET DE DEVELOPPEMENT DES SECTEURS FINANCIER ET PRIVE	0	15 250 942 000	15 250 942 000
7322718 BAD/ALLEMAGNE-LIGNE KIGOMA - NGOZI-GITEGA	0	10 000 000 000	10 000 000 000
7322600 PNUD- CENTRE NATIONAL DE VOLONTARIAT DES JEUNES	367 837 500	0	-367 837 500

	<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
7322803 FAO-PROJET DE CONTRIBUTION A LA RESTAURATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE	3 331 000 000	0	-3 331 000 000
7322841 NATIONS UNIES-APPUI PONCTUEL A LA SANTE DE LA REPRODUCTION	0	1 128 569 708	1 128 569 708
7322502 UE-INSTRUMENT DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT-SANTE	310 766 414	0	-310 766 414
7322829 ACBF- PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GOUVERNANCE ECONOMIQUE	1 344 813 900	0	-1 344 813 900
7322827 NATIONS UNIES- CENTRE HUMURA	1 684 695 750	0	-1 684 695 750
7322825 FONDS MONDIAL- RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE AU BURUNDI	2 679 474 200	0	-2 679 474 200
7322823 FEM/ONUDI/PNUJ- RENFORCEMENT DES CAPACITES ET ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA GESTION DES POP AU BURUNDI	62 205 000	0	-62 205 000
7322817 PBF-CONSOLIDATION DE LA PAIX A TRAVERS L'APPUI A LA REINTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE DURABLE EN FAVEUR DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE CONFLIT	7 597 845 411	0	-7 597 845 411
7322815 FONDS MONDIAL-LUTTE CONTRE LE SIDA	20 000 000 000	0	-20 000 000 000
7322813 FONDS MONDIAL-ROUND II(ROLLING CONTINUATION CHANNEL) - PALUDISME	5 376 026 500	0	-5 376 026 500
7322811 HANDICAP INTERNATIONAL-PROJET DEAR LE DIABETE DANS LA REGION DE L'AFRIQUE DE L'EST	129 215 121	0	-129 215 121
7322716 BAD-LIGNE A 220 KV KAMANYORA-BUJUMBURA	0	4 768 461 204	4 768 461 204
7322840 NATIONS UNIES-APPUI AU RENFORCEMENT DE LA JUSTICE	0	610 037 680	610 037 680
7322710 BAD-PROGRAMME D'APPUI DE RENFORCEMENT DES CAPACITES STATISTIQUES AU BURUNDI(ISTEEBU)	735 675 000	0	-735 675 000
7322107 IDA- PROJET DE DEVELOPPEMENT DES SECTEURS FINANCIERS ET PRIVES	16 553 980 000	182 369 110	-16 371 610 890
7322713 BAD- PROJET MULTINATIONAL D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DES PAYS DES GRANDS LACS EQUATORIAUX DU NIL(PMIRE)	41 532 134 861	0	-41 532 134 861
7322513 UE-PROJET D'APPUI A L'INTENSIFICATION ET A LA VALORISATION AGRICOLES DU BURUNDI (PAIVA)	7 767 093 938	7 767 093 938	0
7322824 FEM- REVISION DE LA STRATEGIE NATIONALE EN MATIERE DE DIVERSITE BIOLOGIQUE	130 830 000	0	-130 830 000
7322821 FAD-PROJET DE ROUTE NYAMITANGA RUHWA NTENDEZI MATYAZO	22 295 720 561	0	-22 295 720 561
7322820 BM-GESTION ENVIRONNEMENTALE DU LAC VICTORIA-PHASEII	2 945 671 951	3 385 709 124	440 037 173

	<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
7322863 FMI-PROGRAMME DE FACILITE POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE (FRPC)	0	10 167 294 672	10 167 294 672
7322818 WBI-MAISON DES FEMMES	83 866 950	0	-83 866 950
7322859 USA-PRESIDENT'S EMERGENCY PROGRAM FOR AIDS RELIEF(PATME)	0	15 250 942 000	15 250 942 000
7322108 BM-PROJET LAC VICTORIA ENVIRONNEMENTAL MANAGEMENT PROJECT II	1 677 339 000	0	-1 677 339 000
7322861 USA-PREVENTION OF MALNUTRITION IN UNDER TWO'S APPROACH(PM2A)	0	7 625 471 000	7 625 471 000
7322708 BAD/FAD-PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE GITEGA-NYANGUNGU-NGOZI(PHASEII);RN15	20 092 336 269	0	-20 092 336 269
7322706 BAD-PROJET SURVEILLANCE DU COUVERT FORESTIER NATIONAL ET DE MESURES NOTIFICATION VERIFICATION AVEC UNE APPROCHE REGIONALE	11 661 569 526	0	-11 661 569 526
7322704 BAD-CONTRIBUTION AUTORITE DU LAC TANGANYIKA	3 817 549 997	0	-3 817 549 997
7322702 BAD-STRATEGIE NATIONALE DE GESTION DURABLE DES TERRS FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	7 605 500 000	0	-7 605 500 000
7322700 BAD-PROJET D'APPUI AU PROGRAMME REGIONAL D'AMENAGEMENT INTEGRE DU LAC TANGANYIKA	2 383 000 000	0	-2 383 000 000
7322505 UE-CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE NATIONALE 19 CANKUZO-MUYINGA	11 363 971 728	0	-11 363 971 728
7322503 UE-AMAGARA MEZA (PROJET D'APPUI A LA POLITIQUE SECTORIELLE DE LA SANTE AU BURUNDI) PASBU	11 250 000 000	8 333 332 000	-2 916 668 000
7322104 BM- PROJET LABORATOIRE	4 414 050 000	0	-4 414 050 000
7322102 BM- PROJET D'URGENCE DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE(PURSE)	9 085 586 250	0	-9 085 586 250
7322814 FONDS MONDIAL-ROUND 9 - PALUDISME	509 405 000	0	-509 405 000
7322114 BM-PROJET D'INFRASTRUCTURES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION(RCIP2)	0	1 220 075 360	1 220 075 360
7322837 NATIONS UNIES-PROGRAMME EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIENE	0	1 601 765 261	1 601 765 261
7322839 NATIONS UNIES-ACCES DES JEUNES AUS SERVICES SRAJ	0	915 056 520	915 056 520
7322717 BAD-LAKE VICTORIA WATER SUNTATION(LVWS-AEPMYINGA-KAYANZA-NGOZI)	0	13 000 000 000	13 000 000 000
7322715 BAD-AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS ET D'AMELIORATION DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE(PABVARC)	0	3 370 458 182	3 370 458 182
7322501 UE-ORGANISATION DE LA SOCIETE CIVILE:APPUI ET RENFORCEMENT(OSCAR)	1 709 215 276	2 847 828 455	1 138 613 179

	<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
7322601 PNUD- PROJET HABILITATION DU BURUNDI A LA TROISEME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	176 562 000	0	-176 562 000
7322834 AFD-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES COMMERCIALES DANS LA FILIERE THE AU BURUNDI	0	1 069 769 474	1 069 769 474
7322835 NATIONS UNIES-PROJET BIODIVERSITE ET AIRES PROTEGES	0	798 005 540	798 005 540
7322604 FIDA- PROGRAMME TRANSITOIRE POST CONFLIT	3 184 000 000	0	-3 184 000 000
7322101 BM- PROJET MULTISECTORIEL D'INFRASTRUCTURE EAU ET ELECTRICITE(PMIEE-REGIDESO)	6 010 464 750	0	-6 010 464 750
7322103 IDA-BM- PROJET D'EFFICACITE ENERGETIQUE(PEE)	1 584 643 950	732 045 216	-852 598 734
7322105 BM- PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE LA SANTE ET PROJET LABORATOIRE	7 356 750 000	0	-7 356 750 000
7322112 BM-EAST AFRICAN HEALTH LABORATORY NETWORKING PROJECT	0	1 195 040 000	1 195 040 000

	<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
<b>3 AUTRES RECETTES</b>	<b>49 159 948 710</b>	<b>52 994 030 794</b>	<b>3 834 082 084</b>
<b>72 PRODUITS NON FISCAUX</b>	<b>49 159 948 710</b>	<b>52 994 030 794</b>	<b>3 834 082 084</b>
<b>721 Revenus de la propriété</b>	<b>16 999 855 291</b>	<b>15 717 621 927</b>	<b>-1 282 233 364</b>
7211 Dividendes	13 677 612 833	11 557 967 059	-2 119 645 774
7211200 Dividendes autres entreprises financières	0	550 284 026	550 284 026
7211300 Dividendes entreprises non financières	13 677 612 833	11 007 683 033	-2 669 929 800
7212 Prélèvements sur les excédents des quasi-sociétés	0	0	0
7212800 Autres	0	0	0
7213 Loyers	3 322 242 458	4 159 654 868	837 412 410
7213300 Redevances domaniales	2 180 672 408	2 578 849 646	398 177 238
7213200 Revenus et redevances des carrières	1 121 244 457	1 538 336 550	417 092 093
7213100 Locations terrains	20 325 593	42 468 672	22 143 079
<b>722 Ventes de biens et services</b>	<b>5 661 277 512</b>	<b>1 968 989 316</b>	<b>-3 692 288 196</b>
7221 Location d'immeubles	39 893 097	41 480 476	1 587 379
7221000 Location d'immeubles	39 893 097	41 480 476	1 587 379
7222 Ventes de matériel et meubles réformés	4 561 560 836	906 928 348	-3 654 632 488
7222000 Ventes de matériel et meubles réformés	4 561 560 836	906 928 348	-3 654 632 488
7223 Ventes d'imprimés et de documentation	766 397 600	714 388 522	-52 009 078
7223000 Ventes d'imprimés et de documentation	766 397 600	714 388 522	-52 009 078
7225 Prestations des services de santé	290 521 933	303 101 810	12 579 877
7225000 Prestations des services de santé	290 521 933	303 101 810	12 579 877
7226 Prestations des services vétérinaires	2 904 046	3 090 160	186 114
7226000 Prestations des services vétérinaires	2 904 046	3 090 160	186 114
<b>723 Droits administratifs</b>	<b>25 365 571 057</b>	<b>33 267 957 720</b>	<b>7 902 386 663</b>
7231 Droits de visas, passeports et séjours	2 797 821 449	3 146 618 958	348 797 509
7231400 Atres(Renouvellement des passeports)	0	3 419 720	3 419 720



	<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
7231300 <i>Visas &amp; immatriculations des étrangers</i>	946 378 739	1 468 400 695	522 021 956
7231100 <i>Passeports &amp; titres de voyages</i>	1 430 440 808	1 599 526 727	169 085 919
7231200 <i>Visas &amp; passeports par les ambassades</i>	421 001 902	75 271 816	-345 730 086
7232 Droits et permis sur l'exercice d'activités	5 247 195 830	2 756 638 487	-2 490 557 343
7232300 <i>Permis de sortie des bateaux certificat de navigabilité</i>	169 805	226 840	57 035
7232500 <i>Autorisation de transport (dont départ aérien)</i>	2 290 594 319	564 352 974	-1 726 241 345
7232200 <i>Vérification des poids et mesures</i>	0	27 820	27 820
7232400 <i>Contrôle technique des véhicules</i>	927 352 393	212 186 318	-715 166 075
7232800 <i>Autres</i>	1 807 750 071	1 706 550 787	-101 199 284
7232600 <i>Licence pour débit de boissons</i>	25 642 476	17 765 210	-7 877 266
7232100 <i>Taxes de bâtisse</i>	195 686 766	255 528 538	59 841 772
7233 Divers droits et redevances	17 320 553 778	27 364 700 275	10 044 146 497
7233400 <i>Droits sur services rendus</i>	469 810 660	607 359 473	137 548 813
7233800 <i>Autres(Redevance ARCT)</i>	11 609 792 526	18 455 679 671	6 845 887 145
72337 <i>Redevance sur ls conteneurs qui entrent</i>	0	3 000 000 000	3 000 000 000
7233500 <i>Redevance informatique (fonds spécial Douanes)</i>	1 186 626 618	906 928 348	-279 698 270
7233600 <i>Redevance administrative(Fonds Spécial des Douanes, redevance audiovisuelle)</i>	3 725 035 718	3 976 888 198	251 852 480
7233200 <i>Droits de contentieux (justice)</i>	296 309 346	351 258 498	54 949 152
7233100 <i>Dépôt et publication d'une marque</i>	25 027 911	57 221 447	32 193 536
7233300 <i>Procès verbaux d'accidents de la route</i>	7 950 999	9 364 640	1 413 641
<b>724 Amendes, pénalités</b>	<b>933 244 850</b>	<b>1 100 329 028</b>	<b>167 084 178</b>
7241 <i>Infractions à la réglementation routière</i>	830 672 887	932 652 615	101 979 728
7241000 <i>Infractions à la réglementation routière</i>	830 672 887	932 652 615	101 979 728
7242 <i>Infractions à la réglementation commerciale</i>	1 698 055	24 730 292	23 032 237
7242000 <i>Infractions à la réglementation commerciale</i>	1 698 055	24 730 292	23 032 237
7243 <i>Amendes judiciaires</i>	16 228 127	21 585 859	5 357 732
7243000 <i>Amendes judiciaires</i>	16 228 127	21 585 859	5 357 732

		<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
7248	Autres	84 645 781	121 360 262	36 714 481
	<i>7248000 Autres</i>	<i>84 645 781</i>	<i>121 360 262</i>	<i>36 714 481</i>
728	<b>Autres Produits non fiscaux nca</b>	<b>200 000 000</b>	<b>939 132 803</b>	<b>739 132 803</b>
728	Autres Produits non fiscaux nca	200 000 000	939 132 803	739 132 803
	<i>7280000 Autres Produits non fiscaux nca</i>	<i>200 000 000</i>	<i>939 132 803</i>	<i>739 132 803</i>

	<u>Recettes 2013.1</u>	<u>Recettes 2014.0</u>	<u>Variation</u>
4 CESSIONS D'ACTIFS NON FINANCIERES ET	36 515 200 000	7 548 041 189	-28 967 158 811
78 PRODUITS EXCPTIONNELS	36 515 200 000	7 548 041 189	-28 967 158 811
78 PRODUITS EXCEPTIONNELS	36 515 200 000	7 548 041 189	-28 967 158 811
781 PRODUITS DE LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	200 000 000	21 400 000	-178 600 000
7810000 PRODUITS DE LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	200 000 000	21 400 000	-178 600 000
782 RECUPERATION DES PRODUITS DETOURNES ET MALVERSATIONS	215 000 000	1 526 641 189	1 311 641 189
7820000 RECUPERATION DES PRODUITS DETOURNES ET MALVERSATIONS	215 000 000	1 526 641 189	1 311 641 189
783 PRODUITS DE LA PRIVATISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	6 600 000 000	3 000 000 000	-3 600 000 000
7830000 PRODUITS DE LA PRIVATISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	6 600 000 000	3 000 000 000	-3 600 000 000
784 AMISOM	29 500 200 000	3 000 000 000	-26 500 200 000
7840000 AMISOM	29 500 200 000	3 000 000 000	-26 500 200 000
Total général	1 345 896 863 329	1 332 917 744 362	-12 979 118 967

# Tableau du budget 2013

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
<b>01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>20 557 136 292</b>	<b>0</b>	<b>20 557 136 292</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	<b>5 609 342 854</b>	<b>0</b>	<b>5 609 342 854</b>
61 Remunerations des salaries	5 609 342 854	0	5 609 342 854
612100 Rémunérations de base	282 592 302	0	282 592 302
612400 Primes de technicité	292 580 968	0	292 580 968
612600 Allocations familiales	1 938 840	0	1 938 840
614100 Traitements & indemnités du personnel politique	4 785 252 504	0	4 785 252 504
614800 Autres	200 000 000	0	200 000 000
616200 Contributions de SS des sous contrats	46 978 240	0	46 978 240
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>2 307 132 127</b>	<b>0</b>	<b>2 307 132 127</b>
62 Services extérieurs	1 836 835 007	0	1 836 835 007
621300 Frais de mission personnalités politiques à l'étranger	410 772 720	0	410 772 720
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	262 500 000	0	262 500 000
622200 Fêtes et cérémonies	18 000 000	0	18 000 000
622600 Frais d'intendance	145 457 200	0	145 457 200
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	2 000 000	0	2 000 000
623300 Frais de télécommunication	108 000 000	0	108 000 000
623600 Abonnements à Internet	140 000 000	0	140 000 000
625500 Entretien & réparations des véhicules	122 569 087	0	122 569 087
625600 Entretien & réparations avions officiels	200 000 000	0	200 000 000
625800 Autres	427 536 000	0	427 536 000
63 ACHATS	470 297 120	0	470 297 120
631200 Lubrifiants et carburants	324 012 000	0	324 012 000
632100 Fournitures de bureau et imprimés	134 285 120	0	134 285 120
635100 Electricité	12 000 000	0	12 000 000
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>3 050 000 000</b>	<b>0</b>	<b>3 050 000 000</b>
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 050 000 000	0	3 050 000 000
214300 Mobilier et équipements de bureau	750 000 000	0	750 000 000
214500 Machines et matériels techniques	2 300 000 000	0	2 300 000 000
<b>6 PRESTATIONS SOCIALES</b>	<b>23 388 832</b>	<b>0</b>	<b>23 388 832</b>
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	23 388 832	0	23 388 832
672100 Fonds d'assistance sociale	23 388 832	0	23 388 832
<b>7 DONS</b>	<b>9 567 272 479</b>	<b>0</b>	<b>9 567 272 479</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	9 567 272 479	0	9 567 272 479
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	9 567 272 479	0	9 567 272 479
<b>02 PREMIERE VICE-PRESIDENCE</b>	<b>1 599 483 410</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	<b>124 990 017</b>	<b>0</b>	<b>124 990 017</b>
61 Remunerations des salaries	124 990 017	0	124 990 017
612100 Rémunérations de base	50 538 725	0	50 538 725
612400 Primes de technicité	56 827 000	0	56 827 000

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
612600 Allocations familiales	3 043 080	0	3 043 080
616200 Contributions de SS des sous contrats	14 581 212	0	14 581 212
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>577 618 923</b>	<b>0</b>	<b>577 618 923</b>
62 Services extérieurs	441 369 131	0	441 369 131
621300 Frais de mission personnalités politiques à l'étranger	164 000 000	0	164 000 000
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	115 850 000	0	115 850 000
621600 Frais de mission à l'intérieur	19 375 000	0	19 375 000
622200 Fêtes et cérémonies	16 255 000	0	16 255 000
622600 Frais d'intendance	45 000 000	0	45 000 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	865 488	0	865 488
623300 Frais de télécommunication	27 000 000	0	27 000 000
623600 Abonnements à Internet	16 129 462	0	16 129 462
625500 Entretien & réparations des véhicules	9 000 000	0	9 000 000
625800 Autres	27 894 181	0	27 894 181
63 ACHATS	136 249 792	0	136 249 792
631200 Lubrifiants et carburants	73 749 792	0	73 749 792
632100 Fournitures de bureau et imprimés	51 700 000	0	51 700 000
635100 Electricité	10 800 000	0	10 800 000
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>39 000 000</b>	<b>0</b>	<b>39 000 000</b>
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	39 000 000	0	39 000 000
212200 Bâtiments administratifs	39 000 000	0	39 000 000
<b>6 PRESTATIONS SOCIALES</b>	<b>9 678 138</b>	<b>0</b>	<b>9 678 138</b>
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	9 678 138	0	9 678 138
672100 Fonds d'assistance sociale	9 678 138	0	9 678 138
<b>7 DONS</b>	<b>848 196 332</b>	<b>0</b>	<b>848 196 332</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	848 196 332	0	848 196 332
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	848 196 332	0	848 196 332
<b>03 DEUXIEME VICE-PRESIDENCE</b>	<b>1 517 961 741</b>	<b>117 071 782</b>	<b>1 635 033 523</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	<b>145 003 895</b>	<b>0</b>	<b>145 003 895</b>
61 Remunerations des salaires	145 003 895	0	145 003 895
612100 Rémunérations de base	65 355 239	0	65 355 239
612400 Primes de technicité	63 964 779	0	63 964 779
612600 Allocations familiales	2 730 640	0	2 730 640
616200 Contributions de SS des sous contrats	12 953 237	0	12 953 237
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>642 859 970</b>	<b>0</b>	<b>642 859 970</b>
62 Services extérieurs	506 526 178	0	506 526 178
621300 Frais de mission personnalités politiques à l'étranger	164 000 000	0	164 000 000
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	122 850 000	0	122 850 000
621600 Frais de mission à l'intérieur	19 375 000	0	19 375 000
622200 Fêtes et cérémonies	14 495 000	0	14 495 000
622600 Frais d'intendance	45 000 000	0	45 000 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	900 000	0	900 000
623300 Frais de télécommunication	27 000 000	0	27 000 000
623600 Abonnements à Internet	46 653 458	0	46 653 458

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
625100 Entretien de terrains	21 312 720	0	21 312 720
625500 Entretien & réparations des véhicules	10 000 000	0	10 000 000
625800 Autres	34 940 000	0	34 940 000
63 ACHATS	136 333 792	0	136 333 792
631200 Lubrifiants et carburants	73 749 792	0	73 749 792
632100 Fournitures de bureau et imprimés	47 200 000	0	47 200 000
635100 Electricité	15 384 000	0	15 384 000
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>17 000 000</b>	<b>117 071 782</b>	<b>134 071 782</b>
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	17 000 000	0	17 000 000
214300 Mobilier et équipements de bureau	17 000 000	0	17 000 000
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	0	117 071 782	117 071 782
273000 Tirages sur dons (3)	0	117 071 782	117 071 782
<b>6 PRESTATIONS SOCIALES</b>	<b>9 786 881</b>	<b>0</b>	<b>9 786 881</b>
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	9 786 881	0	9 786 881
672100 Fonds d'assistance sociale	9 786 881	0	9 786 881
<b>7 DONS</b>	<b>703 310 995</b>	<b>0</b>	<b>703 310 995</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	703 310 995	0	703 310 995
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	703 310 995	0	703 310 995
<b>04 SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>	<b>1 145 189 279</b>	<b>0</b>	<b>1 145 189 279</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	<b>27 176 257</b>	<b>0</b>	<b>27 176 257</b>
61 Remunerations des salariés	27 176 257	0	27 176 257
611100 Rémunérations de base	12 837 034	0	12 837 034
611400 Primes de technicité	3 436 452	0	3 436 452
611600 Allocations familiales	168 000	0	168 000
612100 Rémunérations de base	4 587 310	0	4 587 310
612400 Primes de technicité	3 446 436	0	3 446 436
612600 Allocations familiales	900 000	0	900 000
616100 Contributions de SS des sous statuts	1 437 748	0	1 437 748
616200 Contributions de SS des sous contrats	363 277	0	363 277
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>759 456 457</b>	<b>0</b>	<b>759 456 457</b>
62 Services extérieurs	694 454 854	0	694 454 854
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	15 250 000	0	15 250 000
621600 Frais de mission à l'intérieur	303 600 000	0	303 600 000
622200 Fêtes et cérémonies	6 000 000	0	6 000 000
622300 Frais de réception, conférence, sommets	327 682 078	0	327 682 078
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	324 000	0	324 000
623300 Frais de télécommunication	21 304 800	0	21 304 800
623600 Abonnements à Internet	7 883 976	0	7 883 976
625500 Entretien & réparations des véhicules	3 600 000	0	3 600 000
625800 Autres	8 810 000	0	8 810 000
63 ACHATS	65 001 603	0	65 001 603
631200 Lubrifiants et carburants	20 001 603	0	20 001 603
632100 Fournitures de bureau et imprimés	40 950 000	0	40 950 000

Crédits votés			
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
635100 Electricité	4 050 000	0	4 050 000
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>30 000 000</b>	<b>0</b>	<b>30 000 000</b>
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 000 000	0	30 000 000
214300 Mobilier et équipements de bureau	30 000 000	0	30 000 000
<b>7 DONS</b>	<b>328 556 565</b>	<b>0</b>	<b>328 556 565</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	328 556 565	0	328 556 565
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	328 556 565	0	328 556 565
<b>05 ASSEMBLEE NATIONALE</b>	<b>9 237 779 705</b>	<b>0</b>	<b>9 237 779 705</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	<b>3 527 054 357</b>	<b>0</b>	<b>3 527 054 357</b>
61 Remunerations des salariées	3 527 054 357	0	3 527 054 357
611100 Rémunérations de base	652 196 425	0	652 196 425
611400 Primes de technicité	325 259 000	0	325 259 000
611600 Allocations familiales	2 575 000	0	2 575 000
612100 Rémunérations de base	492 547 626	0	492 547 626
612400 Primes de technicité	40 560 000	0	40 560 000
612500 Primes de rendement	257 160 000	0	257 160 000
612600 Allocations familiales	7 292 520	0	7 292 520
614200 Traitements & Indemnités des parlementaires	976 714 056	0	976 714 056
614400 Sujétions	636 000 000	0	636 000 000
614800 Autres	4 212 210	0	4 212 210
616100 Contributions de SS des sous statuts	72 360 000	0	72 360 000
616200 Contributions de SS des sous contrats	60 177 520	0	60 177 520
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>5 448 731 203</b>	<b>0</b>	<b>5 448 731 203</b>
62 Services extérieurs	3 250 582 012	0	3 250 582 012
621300 Frais de mission personnalités politiques à l'étranger	816 375 423	0	816 375 423
621600 Frais de mission à l'intérieur	380 200 000	0	380 200 000
622200 Fêtes et cérémonies	14 208 480	0	14 208 480
622300 Frais de réception, conférence, sommets	69 496 000	0	69 496 000
622600 Frais d'intendance	93 592 909	0	93 592 909
622800 Autres	9 000 000	0	9 000 000
623300 Frais de télécommunication	69 393 741	0	69 393 741
623600 Abonnements à Internet	86 855 613	0	86 855 613
624200 Locations maisons d'habitation	190 800 000	0	190 800 000
624300 Locations de véhicules	72 000 000	0	72 000 000
624800 Autres	116 563 050	0	116 563 050
625100 Entretien de terrains	39 504 600	0	39 504 600
625500 Entretien & réparations des véhicules	691 030 976	0	691 030 976
625800 Autres	144 788 780	0	144 788 780
626100 Assurances de bâtiments	16 200 000	0	16 200 000
626200 Assurances des véhicules	242 004 240	0	242 004 240
627600 Assistance technique	198 568 200	0	198 568 200
63 ACHATS	2 198 149 191	0	2 198 149 191
631200 Lubrifiants et carburants	2 001 079 213	0	2 001 079 213
632100 Fournitures de bureau et imprimés	153 877 491	0	153 877 491
635100 Electricité	43 192 487	0	43 192 487

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	60 200 000	0	60 200 000
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	60 200 000	0	60 200 000
212200 Bâtiments administratifs	21 000 000	0	21 000 000
214300 Mobilier et équipements de bureau	39 200 000	0	39 200 000
<b>6 PRESTATIONS SOCIALES</b>	72 099 899	0	72 099 899
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	72 099 899	0	72 099 899
672100 Fonds d'assistance sociale	129 694 246	0	129 694 246
<b>7 DONNS</b>	129 694 246	0	129 694 246
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	129 694 246	0	129 694 246
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)			
<b>06 SENAT</b>	<b>5 330 952 547</b>	<b>0</b>	<b>5 330 952 547</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	2 247 898 220	0	2 247 898 220
61 Remunerations des salaires	2 247 898 220	0	2 247 898 220
611100 Rémunérations de base	760 390 017	0	760 390 017
611400 Primes de technicité	282 060 200	0	282 060 200
611600 Allocations familiales	7 716 000	0	7 716 000
612100 Rémunérations de base	134 297 283	0	134 297 283
612400 Primes de technicité	25 752 000	0	25 752 000
612500 Primes de rendement	294 544 666	0	294 544 666
612600 Allocations familiales	4 140 000	0	4 140 000
614200 Traitements & Indemnités des parlementaires	357 406 250	0	357 406 250
614400 Sujétions	275 750 750	0	275 750 750
616100 Contributions de SS des sous statuts	82 440 736	0	82 440 736
616200 Contributions de SS des sous contrats	23 400 318	0	23 400 318
	2 893 290 055	0	2 893 290 055
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	1 989 300 132	0	1 989 300 132
62 Services extérieurs	589 500 000	0	589 500 000
621300 Frais de mission personnalités politiques à l'étranger	173 640 000	0	173 640 000
621600 Frais de mission à l'intérieur	7 540 182	0	7 540 182
622200 Fêtes et cérémonies	57 304 000	0	57 304 000
622300 Frais de réception, conférence, sommets	92 000 000	0	92 000 000
622600 Frais d'intendance	18 000 000	0	18 000 000
622800 Autres	28 255 500	0	28 255 500
623300 Frais de télécommunication	76 800 000	0	76 800 000
623600 Abonnements à Internet	276 411 664	0	276 411 664
624100 Locations immeubles administratifs	73 800 000	0	73 800 000
624200 Locations maisons d'habitation	72 000 000	0	72 000 000
624300 Locations de véhicules	14 400 000	0	14 400 000
625100 Entretien de terrains	272 417 641	0	272 417 641
625500 Entretien & réparations des véhicules	87 200 000	0	87 200 000
625800 Autres	117 112 191	0	117 112 191
626200 Assurances des véhicules	32 918 954	0	32 918 954
627600 Assistance technique	903 989 923	0	903 989 923
63 ACHATS	795 292 712	0	795 292 712
631200 Lubrifiants et carburants			



Crédits votés			
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
632100 Fournitures de bureau et imprimés	74 121 211	0	74 121 211
635100 Electricité	34 576 000	0	34 576 000
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>24 502 692</b>	<b>0</b>	<b>24 502 692</b>
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	24 502 692	0	24 502 692
214300 Mobilier et équipements de bureau	24 502 692	0	24 502 692
<b>6 PRESTATIONS SOCIALES</b>	<b>44 553 454</b>	<b>0</b>	<b>44 553 454</b>
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	44 553 454	0	44 553 454
672100 Fonds d'assistance sociale	120 708 126	0	120 708 126
<b>7 DONIS</b>	<b>120 708 126</b>	<b>0</b>	<b>120 708 126</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	120 708 126	0	120 708 126
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	120 708 126	0	120 708 126
<b>07 COUR DES COMPTES</b>	<b>1 072 038 316</b>	<b>0</b>	<b>1 072 038 316</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	<b>787 498 347</b>	<b>0</b>	<b>787 498 347</b>
61 Remunerations des salaires	787 498 347	0	787 498 347
611100 Rémunérations de base	573 600 000	0	573 600 000
612100 Rémunérations de base	131 660 834	0	131 660 834
612400 Primes de technicité	19 380 000	0	19 380 000
612600 Allocations familiales	1 872 000	0	1 872 000
616100 Contributions de SS des sous statuts	42 861 600	0	42 861 600
616200 Contributions de SS des sous contrats	18 123 913	0	18 123 913
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>190 756 822</b>	<b>0</b>	<b>190 756 822</b>
62 Services extérieurs	139 691 822	0	139 691 822
621300 Frais de mission personnalités politiques à l'étranger	12 000 000	0	12 000 000
621600 Frais de mission à l'intérieur	9 400 000	0	9 400 000
622300 Frais de réception, conférence, sommets	3 600 000	0	3 600 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	1 350 000	0	1 350 000
623300 Frais de télécommunication	7 014 600	0	7 014 600
623600 Abonnements à Internet	8 968 000	0	8 968 000
624100 Locations immeubles administratifs	78 000 000	0	78 000 000
625100 Entretien de terrains	1 500 000	0	1 500 000
625500 Entretien & réparations des véhicules	3 426 000	0	3 426 000
625800 Autres	9 080 600	0	9 080 600
626200 Assurances des véhicules	5 352 622	0	5 352 622
<b>63 ACHATS</b>	<b>51 065 000</b>	<b>0</b>	<b>51 065 000</b>
631200 Lubrifiants et carburants	12 465 000	0	12 465 000
632100 Fournitures de bureau et imprimés	35 000 000	0	35 000 000
635100 Electricité	3 600 000	0	3 600 000
<b>6 PRESTATIONS SOCIALES</b>	<b>1 290 418</b>	<b>0</b>	<b>1 290 418</b>
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	1 290 418	0	1 290 418
672100 Fonds d'assistance sociale	92 492 729	0	92 492 729
<b>7 DONIS</b>	<b>92 492 729</b>	<b>0</b>	<b>92 492 729</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	92 492 729	0	92 492 729
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	90 619 266	0	90 619 266

Crédits votés		
Resources nationales	Resources exterieures	Total

666200 Contributions aux organisations Africaines

1 873 463

0

1 873 463

<b>08 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE</b>	<b>2 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
7 DONS	2 000 000 000	0	2 000 000 000
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	2 000 000 000	0	2 000 000 000
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	2 000 000 000	0	2 000 000 000
<b>09 MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>	<b>3 386 034 506</b>	<b>2 847 828 455</b>	<b>6 233 862 961</b>
1 Comptes des capitaux	1 639 018 420	0	1 639 018 420
61 Remunerations des salaries	1 639 018 420	0	1 639 018 420
611100 Rémunérations de base	1 094 944 863	0	1 094 944 863
611400 Primes de technicité	356 529 686	0	356 529 686
611600 Allocations familiales	21 126 000	0	21 126 000
612100 Rémunérations de base	31 453 756	0	31 453 756
612400 Primes de technicité	12 788 160	0	12 788 160
612600 Allocations familiales	4 644 000	0	4 644 000
616100 Contributions de SS des sous statuts	115 384 705	0	115 384 705
616200 Contributions de SS des sous contrats	2 147 250	0	2 147 250
2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES	1 224 164 427	0	1 224 164 427
62 Services extérieurs	440 561 840	0	440 561 840
621200 Formation au Burundi	200 000 000	0	200 000 000
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	15 250 000	0	15 250 000
621600 Frais de mission à l'intérieur	16 000 000	0	16 000 000
622500 Frais de contact et renseignement	39 600 000	0	39 600 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	98 670	0	98 670
623300 Frais de télécommunication	88 183 470	0	88 183 470
623400 Prestations informatiques	8 970 000	0	8 970 000
624200 Locations maisons d'habitation	8 073 000	0	8 073 000
625100 Entretien de terrains	986 700	0	986 700
625500 Entretien & réparations des véhicules	63 400 000	0	63 400 000
63 ACHATS	783 602 587	0	783 602 587
631200 Lubrifiants et carburants	216 074 000	0	216 074 000
632100 Fournitures de bureau et imprimés	13 401 180	0	13 401 180
632800 Autres	548 000 000	0	548 000 000
635100 Electricité	6 127 407	0	6 127 407
4 INVESTISSEMENTS	70 000 000	2 847 828 455	2 917 828 455
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	70 000 000	0	70 000 000
213700 Electrification et télécommunications	70 000 000	0	70 000 000
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	0	2 847 828 455	2 847 828 455
273000 Tirages sur dons (3)	0	2 847 828 455	2 847 828 455
7 DONS	452 851 659	0	452 851 659
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	452 851 659	0	452 851 659
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	452 851 659	0	452 851 659
<b>10 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL</b>	<b>9 603 911 069</b>	<b>2 411 167 433</b>	<b>12 015 078 502</b>

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
<b>1 Comptes des capitaux</b>	298 429 190	0	298 429 190
61 Remunerations des salaries	298 429 190	0	298 429 190
611100 Rémunérations de base	133 870 820	0	133 870 820
611400 Primes de technicité	22 723 008	0	22 723 008
611600 Allocations familiales	11 668 000	0	11 668 000
612100 Rémunérations de base	3 737 271	0	3 737 271
612400 Primes de technicité	2 035 680	0	2 035 680
612600 Allocations familiales	844 000	0	844 000
613200 Rémunérations de personnels sous contrats spécifiques (1)	110 413 871	0	110 413 871
616100 Contributions de SS des sous statuts	12 889 669	0	12 889 669
616200 Contributions de SS des sous contrats	246 871	0	246 871
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	136 229 390	0	136 229 390
62 Services extérieurs	97 512 373	0	97 512 373
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	13 679 250	0	13 679 250
621600 Frais de mission à l'intérieur	54 036 500	0	54 036 500
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	419 796	0	419 796
623300 Frais de télécommunication	6 325 920	0	6 325 920
623600 Abonnements à Internet	7 490 876	0	7 490 876
625100 Entretien de terrains	1 533 870	0	1 533 870
625500 Entretien & réparations des véhicules	1 600 000	0	1 600 000
625800 Autres	12 426 161	0	12 426 161
63 ACHATS	38 717 017	0	38 717 017
631200 Lubrifiants et carburants	7 020 000	0	7 020 000
632100 Fournitures de bureau et imprimés	22 009 417	0	22 009 417
635100 Electricité	9 687 600	0	9 687 600
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	7 917 689 829	2 411 167 433	10 328 857 262
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 731 451 296	0	7 731 451 296
212100 Logements	500 000 000	0	500 000 000
212200 Bâtiments administratifs	7 231 451 296	0	7 231 451 296
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	186 238 533	2 411 167 433	2 597 405 966
271000 Contrepartie nationale (1)	186 238 533	0	186 238 533
273000 Tirages sur dons (3)	0	2 411 167 433	2 411 167 433
<b>5 SUBVENTIONS</b>	32 123 171	0	32 123 171
65 Subventions aux sociétés	32 123 171	0	32 123 171
653200 Subventions aux Communes	32 123 171	0	32 123 171
<b>7 DONS</b>	1 219 439 489	0	1 219 439 489
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	1 219 439 489	0	1 219 439 489
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	1 219 439 489	0	1 219 439 489
<b>11 MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE</b>	<b>60 500 426 820</b>	<b>9 120 018 220</b>	<b>69 620 445 040</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	34 902 788 284	0	34 902 788 284
61 Remunerations des salaries	34 902 788 284	0	34 902 788 284
611100 Rémunérations de base	8 731 278 480	0	8 731 278 480
611400 Primes de technicité	974 217 839	0	974 217 839
611600 Allocations familiales	119 205 400	0	119 205 400

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
612100 Rémunérations de base	15 749 374 105	0	15 749 374 105
612400 Primes de technicité	1 057 495 864	0	1 057 495 864
612600 Allocations familiales	405 946 600	0	405 946 600
612800 Autres	349 301 289	0	349 301 289
616100 Contributions de SS des sous statuts	2 134 230 058	0	2 134 230 058
616200 Contributions de SS des sous contrats	3 553 738 649	0	3 553 738 649
616800 Autres	1 828 000 000	0	1 828 000 000
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>23 549 085 742</b>	<b>0</b>	<b>23 549 085 742</b>
62 Services extérieurs	4 220 673 383	0	4 220 673 383
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	27 000 000	0	27 000 000
621600 Frais de mission à l'intérieur	225 000 000	0	225 000 000
622300 Frais de réception, conférence, sommets	72 000 000	0	72 000 000
622500 Frais de contact et renseignement	198 000 000	0	198 000 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	13 860 000	0	13 860 000
623300 Frais de télécommunication	152 100 000	0	152 100 000
623600 Abonnements à Internet	37 989 283	0	37 989 283
624200 Locations maisons d'habitation	2 386 620 000	0	2 386 620 000
625100 Entretien de terrains	80 000 000	0	80 000 000
625500 Entretien & réparations des véhicules	1 000 000 000	0	1 000 000 000
625700 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	28 104 100	0	28 104 100
63 ACHATS	19 328 412 359	0	19 328 412 359
631200 Lubrifiants et carburants	2 500 000 000	0	2 500 000 000
631400 Fournitures des forces de police	16 114 562 359	0	16 114 562 359
632100 Fournitures de bureau et imprimés	279 000 000	0	279 000 000
632800 Autres	34 850 000	0	34 850 000
635100 Electricité	400 000 000	0	400 000 000
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>1 203 668 498</b>	<b>9 120 018 220</b>	<b>10 323 686 718</b>
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	30 000 000	0	30 000 000
201100 FRAIS D'ETUDE, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	30 000 000	0	30 000 000
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 173 668 498	0	1 173 668 498
214500 Machines et matériels techniques	1 173 668 498	0	1 173 668 498
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	0	9 120 018 220	9 120 018 220
273000 Tirages sur dons (3)	0	9 120 018 220	9 120 018 220
<b>7 DONS</b>	<b>564 884 296</b>	<b>0</b>	<b>564 884 296</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	564 884 296	0	564 884 296
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	522 551 148	0	522 551 148
666800 Contributions aux autres organisations internationales	42 333 148	0	42 333 148
<b>8 AUTRES CHARGES</b>	<b>280 000 000</b>	<b>0</b>	<b>280 000 000</b>
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	280 000 000	0	280 000 000
673100 Bourses et frais de rapatriement	280 000 000	0	280 000 000
<b>12 MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>	<b>37 634 786 235</b>	<b>0</b>	<b>37 634 786 235</b>
1 Comptes des capitaux	11 734 897 004	0	11 734 897 004

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
61 Remunerations des salaires	11 734 897 004	0	11 734 897 004
611100 Rémunérations de base	7 905 238 314	0	7 905 238 314
611400 Primes de technicité	82 448 894	0	82 448 894
611600 Allocations familiales	1 512 000	0	1 512 000
612100 Rémunérations de base	2 739 257 858	0	2 739 257 858
612400 Primes de technicité	601 211 376	0	601 211 376
612600 Allocations familiales	1 728 000	0	1 728 000
613500 Rémunérations des occasionnels	71 385 238	0	71 385 238
616100 Contributions de SS des sous statuts	81 706 064	0	81 706 064
616200 Contributions de SS des sous contrats	250 409 260	0	250 409 260
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>10 084 148 687</b>	<b>0</b>	<b>10 084 148 687</b>
62 Services extérieurs	9 845 202 579	0	9 845 202 579
621300 Frais de mission personnalités politiques à l'étranger	153 700 305	0	153 700 305
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	100 000 000	0	100 000 000
621500 Frais de mission des diplomates à l'étranger	323 124 957	0	323 124 957
622300 Frais de réception, conférence, sommets	2 421 900	0	2 421 900
622500 Frais de contact et renseignement	100 000 000	0	100 000 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	29 329 400	0	29 329 400
623300 Frais de Télécommunication	194 916 764	0	194 916 764
623600 Abonnements à Internet	32 400 000	0	32 400 000
624100 Locations immeubles administratifs	2 670 000 000	0	2 670 000 000
624200 Locations maisons d'habitation	5 032 077 134	0	5 032 077 134
624300 Locations de véhicules	79 047 514	0	79 047 514
625100 Entretien de terrains	149 146 662	0	149 146 662
625500 Entretien & réparations des véhicules	287 770 081	0	287 770 081
625800 Autres	3 202 290	0	3 202 290
626200 Assurances des véhicules	144 278 061	0	144 278 061
627600 Assistance technique	543 787 511	0	543 787 511
63 ACHATS	238 946 108	0	238 946 108
631200 Lubrifiants et carburants	4 800 000	0	4 800 000
632100 Fournitures de bureau et imprimés	104 430 280	0	104 430 280
634100 Matériel et équipement	119 497 412	0	119 497 412
635100 Electricité	10 218 416	0	10 218 416
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>1 854 261 612</b>	<b>0</b>	<b>1 854 261 612</b>
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 854 261 612	0	1 854 261 612
212200 Bâliments administratifs	1 163 590 000	0	1 163 590 000
214100 Matériel de transport	320 671 612	0	320 671 612
214300 Mobilier et équipements de bureau	370 000 000	0	370 000 000
<b>6 PRESTATIONS SOCIALES</b>	<b>596 337 828</b>	<b>0</b>	<b>596 337 828</b>
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	596 337 828	0	596 337 828
672100 Fonds d'assistance sociale	596 337 828	0	596 337 828
<b>7 DONS</b>	<b>12 384 495 146</b>	<b>0</b>	<b>12 384 495 146</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	12 384 495 146	0	12 384 495 146
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	62 201 067	0	62 201 067
666100 Contributions aux organisations régionales	289 051 162	0	289 051 162

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
666200 Contributions aux organisations Africaines	11 720 286 150	0	11 720 286 150
666800 Contributions aux autres organisations internationales	312 956 767	0	312 956 767
<b>8 AUTRES CHARGES</b>	<b>980 645 958</b>	<b>0</b>	<b>980 645 958</b>
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	980 645 958	0	980 645 958
673200 Frais de scolarité et d'entretien des élèves	980 645 958	0	980 645 958
<b>13 MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS</b>	<b>96 169 089 390</b>	<b>21 437 783 483</b>	<b>117 606 872 873</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	<b>49 460 107 552</b>	<b>0</b>	<b>49 460 107 552</b>
61 Remunerations des salaires	49 460 107 552	0	49 460 107 552
611100 Rémunérations de base	14 193 364 974	0	14 193 364 974
611400 Primes de technicité	2 409 253 910	0	2 409 253 910
611600 Allocations familiales	293 729 760	0	293 729 760
612100 Rémunérations de base	21 442 716 219	0	21 442 716 219
612400 Primes de technicité	1 580 808 085	0	1 580 808 085
612600 Allocations familiales	795 143 520	0	795 143 520
616100 Contributions de SS des sous statuts	3 755 313 871	0	3 755 313 871
616200 Contributions de SS des sous contrats	4 989 777 213	0	4 989 777 213
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>36 795 418 131</b>	<b>0</b>	<b>36 795 418 131</b>
62 Services extérieurs	6 937 116 155	0	6 937 116 155
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	30 000 000	0	30 000 000
621600 Frais de mission à l'intérieur	144 000 000	0	144 000 000
622300 Frais de réception, conférence, sommets	81 000 000	0	81 000 000
622500 Frais de contact et renseignement	180 000 000	0	180 000 000
623300 Frais de télécommunication	150 011 400	0	150 011 400
624200 Locations maisons d'habitation	3 460 500 000	0	3 460 500 000
625200 Entretien des bâtiments et constructions	250 000 000	0	250 000 000
625500 Entretien & réparations des véhicules	2 641 604 755	0	2 641 604 755
63 ACHATS	29 858 301 976	0	29 858 301 976
631200 Lubrifiants et carburants	4 857 154 512	0	4 857 154 512
631300 Fournitures des forces armées	23 593 847 464	0	23 593 847 464
632100 Fournitures de bureau et imprimés	807 300 000	0	807 300 000
635100 Electricité	600 000 000	0	600 000 000
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>3 000 000 000</b>	<b>21 437 783 483</b>	<b>24 437 783 483</b>
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 000 000 000	0	3 000 000 000
212200 Bâtiments administratifs	3 000 000 000	0	3 000 000 000
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	0	21 437 783 483	21 437 783 483
273000 Tirages sur dons (3)	0	21 437 783 483	21 437 783 483
<b>7 DONS</b>	<b>4 266 400 509</b>	<b>0</b>	<b>4 266 400 509</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	4 266 400 509	0	4 266 400 509
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	3 933 719 059	0	3 933 719 059
666200 Contributions aux organisations Africaines	332 681 450	0	332 681 450
<b>8 AUTRES CHARGES</b>	<b>2 647 163 198</b>	<b>0</b>	<b>2 647 163 198</b>
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	2 647 163 198	0	2 647 163 198

Crédits votés		
Resources nationales	Resources exterieures	Total

673100 Bourses et frais de rapatriement

2 647 163 198

0

2 647 163 198

**14 MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**129 114 612 120**

**93 043 183 039**

**222 157 795 159**

**1 Comptes des capitaux**

3 514 892 562

0

3 514 892 562

61 Remunerations des salaries

3 514 892 562

0

3 514 892 562

611100 Rémunérations de base

415 204 271

0

415 204 271

611300 Indemnités de déplacement

2 500 000 000

0

2 500 000 000

611400 Primes de technicité

83 398 998

0

83 398 998

611500 Primes de rendement

72 420 000

0

72 420 000

611600 Allocations familiales

7 947 000

0

7 947 000

612100 Rémunérations de base

228 474 455

0

228 474 455

612400 Primes de technicité

5 537 208

0

5 537 208

612500 Primes de rendement

4 272 000

0

4 272 000

612600 Allocations familiales

2 560 500

0

2 560 500

613200 Rémunérations de personnels sous contrats spécifiques (1)

101 020 000

0

101 020 000

615200 Indemnités de caisse

7 500 000

0

7 500 000

615800 Autres

30 000 000

0

30 000 000

616100 Contributions de SS des sous statuts

55 408 316

0

55 408 316

616200 Contributions de SS des sous contrats

1 149 814

0

1 149 814

**2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES**

1 431 407 974

0

1 431 407 974

62 Services extérieurs

607 583 472

0

607 583 472

621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger

232 805 000

0

232 805 000

621600 Frais de mission à l'intérieur

0

0

0

622500 Frais de contact et renseignement

50 000 000

0

50 000 000

623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques

900 000

0

900 000

623300 Frais de télécommunication

28 278 472

0

28 278 472

623400 Prestations informatiques

78 000 000

0

78 000 000

623600 Abonnements à Internet

50 000 000

0

50 000 000

623800 Autres

45 000 000

0

45 000 000

625100 Entretien de terrains

100 000 000

0

100 000 000

625500 Entretien & réparations des véhicules

1 600 000

0

1 600 000

625700 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication

10 000 000

0

10 000 000

625800 Autres

11 000 000

0

11 000 000

63 ACHATS

823 824 502

0

823 824 502

631200 Lubrifiants et carburants

7 020 000

0

7 020 000

632100 Fournitures de bureau et imprimés

780 804 502

0

780 804 502

635100 Electricité

36 000 000

0

36 000 000

**3 COMPTES DE LIAISON INTERNE**

41 016 596 213

0

41 016 596 213

64 CHARGES FINANCIERES

41 016 596 213

0

41 016 596 213

641100 Intérêts aux Administrations publiques (Bilatéraux)

1 865 071 057

0

1 865 071 057

641200 Intérêts aux Organisations internationales (Multilatéraux)

4 348 956 832

0

4 348 956 832

642200 Intérêts avances consolidées de la BRB

8 456 733 225

0

8 456 733 225

642400 Intérêts des obligations

23 328 947 487

0

23 328 947 487

642800 Intérêts sur autres dettes contractualisées

2 916 887 612

0

2 916 887 612

648100 Autres charges financières

100 000 000

0

100 000 000

Crédits votés		
Resources nationales	Resources exterieures	Total

#### 4 INVESTISSEMENTS

20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	0
201100 FRAIS D'ETUDE, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	0	0	0
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 495 583 580	0	7 495 583 580
212800 Autres constructions	0	0	0
214300 Mobilier et équipements de bureau	1 050 000 000	0	1 050 000 000
214400 Matériel informatique et de télécommunication	6 445 583 580	0	6 445 583 580
26 Titres & participations	2 070 000 000	0	2 070 000 000
261100 Participations au capital des Sociétés	2 070 000 000	0	2 070 000 000
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	852 351 160	93 043 183 039	93 895 534 199
271000 Contrepartie nationale (1)	852 351 160	0	852 351 160
272000 Tirages sur emprunts (2)	0	0	0
273000 Tirages sur dons (3)	0	93 043 183 039	93 043 183 039
	35 867 011 179	0	35 867 011 179

#### 7 DONS

66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	35 867 011 179	0	35 867 011 179
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	17 848 887 326	0	17 848 887 326
662000 Allocations aux services ministériels (2)	18 123 853	0	18 123 853
667100 Personnes publiques au titre de projets sur financements extérieurs	18 000 000 000	0	18 000 000 000
	35 866 769 452	0	35 866 769 452

#### 9 REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DE LE DETTE

16 Emprunts ET DETTES ASSIMILEES au titre de la Dette intérieure	24 398 052 336	0	24 398 052 336
161100 Avances consolidées	7 678 420 512	0	7 678 420 512
161200 Crédit spécial DTS	16 719 631 824	0	16 719 631 824
17 Emprunts au titre de la Dette extérieure	11 468 717 116	0	11 468 717 116
172220 Capital à rembourser	11 133 625 356	0	11 133 625 356
173120 Capital à rembourser	335 091 760	0	335 091 760
	1 000 000 000	0	1 000 000 000

#### A IMPREVUS

88 Imprevus	1 000 000 000	0	1 000 000 000
888880 IMPREVUS	1 000 000 000	0	1 000 000 000

### 16 MINISTERE DE LA JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX

18 122 260 023      3 876 242 237      21 998 502 260

#### 1 Comptes des capitaux

61 Remunerations des salaires	9 821 776 681	0	9 821 776 681
611100 Rémunérations de base	4 391 003 392	0	4 391 003 392
611400 Primes de technicité	4 227 491 012	0	4 227 491 012
611600 Allocations familiales	51 390 000	0	51 390 000
612100 Rémunérations de base	156 167 270	0	156 167 270
612400 Primes de technicité	256 321 212	0	256 321 212
612600 Allocations familiales	39 042 000	0	39 042 000
615800 Autres	121 609 727	0	121 609 727
616100 Contributions de SS des sous statuts	561 328 838	0	561 328 838
616200 Contributions de SS des sous contrats	17 423 230	0	17 423 230
	1 951 736 918	0	1 951 736 918

#### 2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES

62 Services extérieurs	1 574 604 147	0	1 574 604 147
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	15 250 000	0	15 250 000



	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
621600 Frais de mission à l'intérieur	234 357 172	0	234 357 172
622500 Frais de contact et renseignement	52 000 000	0	52 000 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	2 768 760	0	2 768 760
623300 Frais de télécommunication	37 462 325	0	37 462 325
623600 Abonnements à Internet	17 430 600	0	17 430 600
625100 Entretien de terrains	4 036 500	0	4 036 500
625200 Entretien des bâtiments et constructions	1 614 600	0	1 614 600
625500 Entretien & réparations des véhicules	92 388 000	0	92 388 000
625800 Autres	38 179 518	0	38 179 518
627300 Frais d'avocat & contentieux	1 079 116 672	0	1 079 116 672
63 ACHATS	377 132 771	0	377 132 771
631200 Lubrifiants et carburants	180 855 480	0	180 855 480
632100 Fournitures de bureau et imprimés	166 028 850	0	166 028 850
635100 Electricité	30 248 441	0	30 248 441
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>1 012 500 000</b>	<b>3 876 242 237</b>	<b>4 888 742 237</b>
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	60 000 000	0	60 000 000
201100 FRAIS D'ETUDE, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	60 000 000	0	60 000 000
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	944 000 000	0	944 000 000
212200 Bâtiments administratifs	774 000 000	0	774 000 000
212800 Autres constructions	100 000 000	0	100 000 000
214500 Machines et matériels techniques	70 000 000	0	70 000 000
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	8 500 000	3 876 242 237	3 884 742 237
271000 Contrepartie nationale (1)	8 500 000	0	8 500 000
273000 Tirages sur dons (3)	0	3 876 242 237	3 876 242 237
<b>7 DONS</b>	<b>5 336 246 424</b>	<b>0</b>	<b>5 336 246 424</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	5 336 246 424	0	5 336 246 424
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	5 238 337 328	0	5 238 337 328
662000 Allocations aux services ministériels (2)	97 909 096	0	97 909 096
<b>17 MINISTERE A LA PRESIDENCE CHARGE DE LA BONNE GOUVERNANCE ET DE LA PRIVATISATION</b>	<b>3 108 740 093</b>	<b>9 993 787 220</b>	<b>13 102 527 313</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	<b>402 626 188</b>	<b>0</b>	<b>402 626 188</b>
61 Remunerations des salaires	402 626 188	0	402 626 188
611100 Rémunérations de base	267 340 484	0	267 340 484
611400 Primes de technicité	92 735 280	0	92 735 280
611600 Allocations familiales	233 200	0	233 200
612100 Rémunérations de base	16 826 014	0	16 826 014
612400 Primes de technicité	4 286 726	0	4 286 726
612600 Allocations familiales	373 120	0	373 120
616100 Contributions de SS des sous statuts	19 133 802	0	19 133 802
616200 Contributions de SS des sous contrats	1 697 562	0	1 697 562
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>267 701 042</b>	<b>0</b>	<b>267 701 042</b>
62 Services extérieurs	37 628 042	0	37 628 042
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	15 250 000	0	15 250 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	90 000	0	90 000

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
623300 Frais de télécommunication	6 040 800	0	6 040 800
623600 Abonnements à Internet	5 000 000	0	5 000 000
625100 Entretien de terrains	900 000	0	900 000
625500 Entretien & réparations des véhicules	1 600 000	0	1 600 000
625800 Autres	8 747 242	0	8 747 242
63 ACHATS	230 073 000	0	230 073 000
631000 Fournitures techniques	200 000 000	0	200 000 000
631200 Lubrifiants et carburants	11 020 000	0	11 020 000
632100 Fournitures de bureau et imprimés	16 353 000	0	16 353 000
635100 Electricité	2 700 000	0	2 700 000
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>0</b>	<b>9 993 787 220</b>	<b>9 993 787 220</b>
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	0	9 993 787 220	9 993 787 220
273000 Tirages sur dons (3)	0	9 993 787 220	9 993 787 220
<b>7 DONS</b>	<b>2 438 412 863</b>	<b>0</b>	<b>2 438 412 863</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	2 438 412 863	0	2 438 412 863
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	2 438 412 863	0	2 438 412 863
<b>18 MINISTERE DE LA TELECOMMUNICATION, DE L'INFORMATION, DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT</b>	<b>6 164 938 338</b>	<b>1 487 313 041</b>	<b>7 652 251 379</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	<b>57 165 174</b>	<b>0</b>	<b>57 165 174</b>
61 Remunerations des salaires	57 165 174	0	57 165 174
611100 Rémunérations de base	35 161 308	0	35 161 308
611400 Primes de technicité	12 408 036	0	12 408 036
611600 Allocations familiales	180 000	0	180 000
612100 Rémunérations de base	1 831 742	0	1 831 742
612400 Primes de technicité	1 375 965	0	1 375 965
612600 Allocations familiales	300 000	0	300 000
616100 Contributions de SS des sous statuts	5 789 114	0	5 789 114
616200 Contributions de SS des sous contrats	119 009	0	119 009
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>107 723 810</b>	<b>0</b>	<b>107 723 810</b>
62 Services extérieurs	82 644 928	0	82 644 928
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	15 250 000	0	15 250 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	120 000	0	120 000
623300 Frais de télécommunication	6 321 289	0	6 321 289
623400 Prestations informatiques	5 000 000	0	5 000 000
623600 Abonnements à Internet	3 960 000	0	3 960 000
623800 Autres	50 000 000	0	50 000 000
625500 Entretien & réparations des véhicules	1 600 000	0	1 600 000
625800 Autres	393 639	0	393 639
63 ACHATS	25 078 882	0	25 078 882
631200 Lubrifiants et carburants	7 020 000	0	7 020 000
632100 Fournitures de bureau et imprimés	14 004 000	0	14 004 000
635100 Electricité	4 054 882	0	4 054 882
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>116 500 000</b>	<b>1 487 313 041</b>	<b>1 603 813 041</b>
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	85 000 000	0	85 000 000

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
214300 Mobilier et équipements de bureau	50 000 000	0	50 000 000
214400 Matériel informatique et de télécommunication	35 000 000	0	35 000 000
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	31 500 000	1 487 313 041	1 518 813 041
271000 Contrepartie nationale (1)	31 500 000	0	31 500 000
273000 Tirages sur dons (3)	0	1 487 313 041	1 487 313 041
<b>7 DONS</b>	<b>5 883 549 354</b>	<b>0</b>	<b>5 883 549 354</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	5 883 549 354	0	5 883 549 354
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	5 883 549 354	0	5 883 549 354
<b>19 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE</b>	<b>4 035 173 249</b>	<b>0</b>	<b>4 035 173 249</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	<b>1 095 073 693</b>	<b>0</b>	<b>1 095 073 693</b>
61 Remunerations des salaires	1 095 073 693	0	1 095 073 693
611100 Rémunérations de base	456 972 832	0	456 972 832
611400 Primes de technicité	284 353 766	0	284 353 766
611600 Allocations familiales	7 144 616	0	7 144 616
611800 Autres	100 000 000	0	100 000 000
612100 Rémunérations de base	26 142 640	0	26 142 640
612400 Primes de technicité	21 187 571	0	21 187 571
612600 Allocations familiales	9 868 000	0	9 868 000
615800 Autres	135 700 000	0	135 700 000
616100 Contributions de SS des sous statuts	51 631 675	0	51 631 675
616200 Contributions de SS des sous contrats	2 072 593	0	2 072 593
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>131 275 954</b>	<b>0</b>	<b>131 275 954</b>
62 Services extérieurs	34 362 320	0	34 362 320
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	15 250 000	0	15 250 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	3 024 000	0	3 024 000
623300 Frais de télécommunication	12 976 650	0	12 976 650
625100 Entretien de terrains	1 511 670	0	1 511 670
625500 Entretien & réparations des véhicules	1 600 000	0	1 600 000
63 ACHATS	96 913 634	0	96 913 634
631200 Lubrifiants et carburants	7 020 000	0	7 020 000
632100 Fournitures de bureau et imprimés	79 525 634	0	79 525 634
635100 Electricité	10 368 000	0	10 368 000
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>8 050 000</b>	<b>0</b>	<b>8 050 000</b>
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 900 000	0	4 900 000
214300 Mobilier et équipements de bureau	4 900 000	0	4 900 000
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	3 150 000	0	3 150 000
271000 Contrepartie nationale (1)	3 150 000	0	3 150 000
<b>6 PRESTATIONS SOCIALES</b>	<b>1 126 104 634</b>	<b>0</b>	<b>1 126 104 634</b>
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	1 126 104 634	0	1 126 104 634
671100 Retraites des anciens agents de l'Etat	368 225 133	0	368 225 133
671800 Autres	681 191 200	0	681 191 200
672100 Fonds d'assistance sociale	76 688 301	0	76 688 301

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
<b>7 DONS</b>	1 674 668 968	0	1 674 668 968
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	1 674 668 968	0	1 674 668 968
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	1 379 904 431	0	1 379 904 431
662000 Allocations aux services ministériels (2)	2 419 534	0	2 419 534
666200 Contributions aux organisations Africaines	292 345 003	0	292 345 003
<b>20 MINISTERE DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE</b>	<b>1 168 204 961</b>	<b>7 822 106 321</b>	<b>8 990 311 282</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	129 104 893	0	129 104 893
61 Remunerations des salaires	129 104 893	0	129 104 893
611100 Rémunérations de base	87 044 246	0	87 044 246
611400 Primes de technicité	26 195 264	0	26 195 264
611600 Allocations familiales	1 496 000	0	1 496 000
612100 Rémunérations de base	3 253 107	0	3 253 107
612400 Primes de technicité	3 569 280	0	3 569 280
612600 Allocations familiales	924 000	0	924 000
616100 Contributions de SS des sous statuts	6 434 225	0	6 434 225
616200 Contributions de SS des sous contrats	188 771	0	188 771
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	1 036 164 004	0	1 036 164 004
62 Services extérieurs	1 007 537 164	0	1 007 537 164
621200 Formation au Burundi	5 000 000	0	5 000 000
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	750 000 000	0	750 000 000
622400 Frais de réunion et de séminaires	100 000 000	0	100 000 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	4 036 500	0	4 036 500
623300 Frais de télécommunication	9 687 600	0	9 687 600
623600 Abonnements à Internet	34 682 880	0	34 682 880
625200 Entretien des bâtiments et constructions	807 300	0	807 300
625500 Entretien & réparations des véhicules	18 042 956	0	18 042 956
625700 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	9 515 928	0	9 515 928
625800 Autres	7 764 000	0	7 764 000
627400 Frais d'interpréariat et de traduction	68 000 000	0	68 000 000
63 ACHATS	28 626 840	0	28 626 840
631200 Lubrifiants et carburants	7 020 000	0	7 020 000
632100 Fournitures de bureau et imprimés	11 409 840	0	11 409 840
635100 Electricité	10 197 000	0	10 197 000
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	0	7 822 106 321	7 822 106 321
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	0	7 822 106 321	7 822 106 321
273000 Tirages sur dons (3)	0	7 822 106 321	7 822 106 321
<b>7 DONS</b>	2 936 064	0	2 936 064
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	2 936 064	0	2 936 064
662000 Allocations aux services ministériels (2)	2 936 064	0	2 936 064
<b>31 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>	<b>47 173 992 020</b>	<b>47 173 992 020</b>	<b>47 173 992 020</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	343 085 565	0	343 085 565
61 Remunerations des salaires	343 085 565	0	343 085 565

Crédits votés		
Resources nationales	Resources exterieures	Total

611100 Rémunérations de base	228 479 519	0	228 479 519
611400 Primes de technicité	40 970 856	0	40 970 856
611600 Allocations familiales	1 659 000	0	1 659 000
612100 Rémunérations de base	3 491 587	0	3 491 587
612400 Primes de technicité	2 214 240	0	2 214 240
612600 Allocations familiales	828 000	0	828 000
615800 Autres	45 308 000	0	45 308 000
616100 Contributions de SS des sous statuts	19 919 132	0	19 919 132
616200 Contributions de SS des sous contrats	215 231	0	215 231
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>85 544 374</b>	<b>0</b>	<b>85 544 374</b>
62 Services extérieurs	46 512 085	0	46 512 085
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	15 250 000	0	15 250 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	62 986	0	62 986
623300 Frais de télécommunication	15 622 266	0	15 622 266
623600 Abonnements à Internet	6 000 000	0	6 000 000
625100 Entretien de terrains	976 833	0	976 833
625500 Entretien & réparations des véhicules	1 600 000	0	1 600 000
625800 Autres	7 000 000	0	7 000 000
63 ACHATS	39 032 289	0	39 032 289
631200 Lubrifiants et carburants	7 020 000	0	7 020 000
632100 Fournitures de bureau et imprimés	22 212 289	0	22 212 289
635100 Electricité	9 800 000	0	9 800 000
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>1 614 200 000</b>	<b>0</b>	<b>1 614 200 000</b>
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 614 200 000	0	1 614 200 000
212200 Bâtiments administratifs	1 261 000 000	0	1 261 000 000
214100 Matériel de transport	90 000 000	0	90 000 000
214300 Mobilier et équipements de bureau	168 000 000	0	168 000 000
214500 Machines et matériels techniques	95 200 000	0	95 200 000
<b>7 DONS</b>	<b>32 662 465 215</b>	<b>0</b>	<b>32 662 465 215</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	32 662 465 215	0	32 662 465 215
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	11 261 921 801	0	11 261 921 801
662000 Allocations aux services ministériels (2)	82 757 881	0	82 757 881
664000 Allocations aux entités administratives autonomes (4)	21 317 785 533	0	21 317 785 533
<b>8 AUTRES CHARGES</b>	<b>12 468 696 866</b>	<b>0</b>	<b>12 468 696 866</b>
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	12 468 696 866	0	12 468 696 866
673100 Bourses et frais de rapatriement	12 468 696 866	0	12 468 696 866
<b>32 MINISTERE DE L' ENSEIGNEMENT DE BASE ET SECONDAIRE, DE L'ENSEIGNEMENT DES METIERS, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'ALPHABETISATION</b>	<b>184 412 873 163</b>	<b>75 259 514 438</b>	<b>259 672 387 601</b>
<b>1 Comptes des capitaux.</b>	<b>155 168 094 017</b>	<b>0</b>	<b>155 168 094 017</b>
61 Remunerations des salaires	155 168 094 017	0	155 168 094 017
611100 Rémunérations de base	116 468 972 071	0	116 468 972 071
611400 Primes de technicité	23 563 460 205	0	23 563 460 205
611600 Allocations familiales	808 072 000	0	808 072 000

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
612100 Rémunérations de base	1 365 110 673	0	1 365 110 673
612400 Primes de technicité	395 858 684	0	395 858 684
612600 Allocations familiales	95 737 000	0	95 737 000
613100 Rémunérations des vacataires	300 000 000	0	300 000 000
616100 Contributions de SS des sous statuts	12 074 449 266	0	12 074 449 266
616200 Contributions de SS des sous contrats	96 434 118	0	96 434 118
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>5 990 272 171</b>	<b>0</b>	<b>5 990 272 171</b>
62 Services extérieurs	3 454 181 756	0	3 454 181 756
621200 Formation au Burundi	1 884 012 491	0	1 884 012 491
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	15 250 000	0	15 250 000
621600 Frais de mission à l'intérieur	630 558 600	0	630 558 600
622200 Fêtes et cérémonies	5 651 100	0	5 651 100
622400 Frais de réunion et de séminaires	15 173 900	0	15 173 900
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	1 874 874	0	1 874 874
623300 Frais de télécommunication	21 000 000	0	21 000 000
623600 Abonnements à Internet	15 545 010	0	15 545 010
623700 Abonnements journaux, magazines	149 351	0	149 351
624300 Locations de véhicules	578 538 400	0	578 538 400
625100 Entretien de terrains	2 502 630	0	2 502 630
625500 Entretien & réparations des véhicules	93 500 800	0	93 500 800
625800 Autres	123 594 200	0	123 594 200
626800 Autres	49 608 000	0	49 608 000
627800 Autres	17 222 400	0	17 222 400
63 ACHATS	2 536 090 415	0	2 536 090 415
631200 Lubrifiants et carburants	863 551 115	0	863 551 115
631700 Fournitures scolaires et pédagogiques	1 282 224 885	0	1 282 224 885
631800 Autres	15 000 000	0	15 000 000
632100 Fournitures de bureau et imprimés	192 044 335	0	192 044 335
635100 Electricité	183 270 080	0	183 270 080
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>2 588 557 800</b>	<b>75 259 514 438</b>	<b>77 848 072 238</b>
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 588 557 800	0	2 588 557 800
212200 Bâtiments administratifs	186 676 700	0	186 676 700
212300 Bâtiments techniques	210 000 000	0	210 000 000
212500 Bâtiments scolaires	210 000 000	0	210 000 000
214100 Matériel de transport	1 061 881 100	0	1 061 881 100
214300 Mobilier et équipements de bureau	20 000 000	0	20 000 000
214500 Machines et matériels techniques	900 000 000	0	900 000 000
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	0	75 259 514 438	75 259 514 438
273000 Tirages sur dons (3)	0	75 259 514 438	75 259 514 438
<b>5 SUBVENTIONS</b>	<b>25 179 909</b>	<b>0</b>	<b>25 179 909</b>
65 Subventions aux sociétés	25 179 909	0	25 179 909
653200 Subventions aux Communes	25 179 909	0	25 179 909
<b>6 PRESTATIONS SOCIALES</b>	<b>200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>200 000 000</b>
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	200 000 000	0	200 000 000

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
672100 Fonds d'assistance sociale	200 000 000	0	200 000 000
<b>7 DON</b>	<b>6 115 694 204</b>	<b>0</b>	<b>6 115 694 204</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	6 115 694 204	0	6 115 694 204
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	1 249 339 317	0	1 249 339 317
662000 Allocations aux services ministériels (2)	4 866 354 887	0	4 866 354 887
<b>8 AUTRES CHARGES</b>	<b>14 325 075 062</b>	<b>0</b>	<b>14 325 075 062</b>
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	14 325 075 062	0	14 325 075 062
673200 Frais de scolarité et d'entretien des élèves	14 325 075 062	0	14 325 075 062
<b>33 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA</b>	<b>80 993 838 307</b>	<b>106 827 667 657</b>	<b>187 821 505 964</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	<b>33 712 172 397</b>	<b>0</b>	<b>33 712 172 397</b>
61 Remunerations des salaires	33 712 172 397	0	33 712 172 397
611100 Rémunérations de base	8 282 043 896	0	8 282 043 896
611400 Primes de technicité	21 348 522 453	0	21 348 522 453
611600 Allocations familiales	43 176 000	0	43 176 000
612100 Rémunérations de base	745 977 769	0	745 977 769
612400 Primes de technicité	2 159 097 400	0	2 159 097 400
612600 Allocations familiales	88 140 000	0	88 140 000
615800 Autres	300 000 000	0	300 000 000
616100 Contributions de SS des sous statuts	699 961 068	0	699 961 068
616200 Contributions de SS des sous contrats	45 253 811	0	45 253 811
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>2 804 976 654</b>	<b>0</b>	<b>2 804 976 654</b>
62 Services extérieurs	124 554 287	0	124 554 287
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	15 250 000	0	15 250 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	461 538	0	461 538
623300 Frais de télécommunication	14 102 749	0	14 102 749
623600 Abonnements à Internet	7 000 000	0	7 000 000
625100 Entretien de terrains	5 000 000	0	5 000 000
625500 Entretien & réparations des véhicules	64 800 000	0	64 800 000
625800 Autres	17 940 000	0	17 940 000
63 ACHATS	2 680 422 367	0	2 680 422 367
631200 Lubrifiants et carburants	45 428 242	0	45 428 242
631600 Fournitures médicales et hospitalières	436 777 775	0	436 777 775
631700 Fournitures scolaires et pédagogiques	1 614 600	0	1 614 600
632100 Fournitures de bureau et imprimés	2 150 871 750	0	2 150 871 750
635100 Electricité	45 730 000	0	45 730 000
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>7 099 175 849</b>	<b>106 827 667 657</b>	<b>113 926 843 506</b>
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	98 003 982	0	98 003 982
201100 FRAIS D'ETUDE, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	98 003 982	0	98 003 982
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 739 344 667	0	5 739 344 667
212200 Bâtiments administratifs	3 485 351 547	0	3 485 351 547
212300 Bâtiments techniques	30 000 000	0	30 000 000
212800 Autres constructions	15 000 000	0	15 000 000
214500 Machines et matériels techniques	1 958 993 120	0	1 958 993 120
214800 Autres machines & équipements	250 000 000	0	250 000 000

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	1 261 827 200	106 827 667 657	108 089 494 857
271000 <i>Contrepartie nationale (1)</i>	1 261 827 200	0	1 261 827 200
273000 <i>Tirages sur dons (3)</i>	0	106 827 667 657	106 827 667 657
<b>7 DONS</b>	<b>24 200 264 592</b>	<b>0</b>	<b>24 200 264 592</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	24 200 264 592	0	24 200 264 592
661100 <i>Allocations aux pouvoirs publics (1)</i>	7 518 910 122	0	7 518 910 122
662000 <i>Allocations aux services ministériels (2)</i>	16 633 779 355	0	16 633 779 355
666200 <i>Contributions aux organisations Africaines</i>	47 575 115	0	47 575 115
<b>8 AUTRES CHARGES</b>	<b>13 177 248 815</b>	<b>0</b>	<b>13 177 248 815</b>
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	13 177 248 815	0	13 177 248 815
673200 <i>Frais de scolarité et d'entretien des élèves</i>	271 857 799	0	271 857 799
673500 <i>Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives</i>	12 905 391 016	0	12 905 391 016
<b>35 MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE</b>	<b>9 604 465 215</b>	<b>9 326 638 296</b>	<b>18 931 103 511</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	<b>1 021 883 552</b>	<b>0</b>	<b>1 021 883 552</b>
61 Remunerations des salaires	1 021 883 552	0	1 021 883 552
611100 <i>Rémunérations de base</i>	487 957 002	0	487 957 002
611400 <i>Primes de technicité</i>	26 966 528	0	26 966 528
611600 <i>Allocations familiales</i>	2 508 000	0	2 508 000
612100 <i>Rémunérations de base</i>	15 494 744	0	15 494 744
612400 <i>Primes de technicité</i>	9 229 040	0	9 229 040
612600 <i>Allocations familiales</i>	2 426 000	0	2 426 000
613200 <i>Rémunérations de personnels sous contrats spécifiques (1)</i>	448 254 686	0	448 254 686
616100 <i>Contributions de SS des sous statuts</i>	28 160 064	0	28 160 064
616200 <i>Contributions de SS des sous contrats</i>	887 488	0	887 488
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>990 359 738</b>	<b>0</b>	<b>990 359 738</b>
62 Services extérieurs	126 349 105	0	126 349 105
621400 <i>Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger</i>	15 250 000	0	15 250 000
622200 <i>Fêtes et cérémonies</i>	31 400 000	0	31 400 000
623200 <i>Frais de Poste, courrier rapide &amp; valises diplomatiques</i>	2 070 000	0	2 070 000
623300 <i>Frais de télécommunication</i>	18 944 909	0	18 944 909
623600 <i>Abonnements à Internet</i>	39 000 000	0	39 000 000
625100 <i>Entretien de terrains</i>	1 890 000	0	1 890 000
625500 <i>Entretien &amp; réparations des véhicules</i>	10 318 840	0	10 318 840
625800 <i>Autres</i>	7 475 356	0	7 475 356
63 ACHATS	864 010 633	0	864 010 633
631200 <i>Lubrifiants et carburants</i>	51 098 580	0	51 098 580
631500 <i>Fournitures agricoles et vétérinaires</i>	700 000 000	0	700 000 000
632100 <i>Fournitures de bureau et imprimés</i>	38 640 453	0	38 640 453
635100 <i>Electricité</i>	74 271 600	0	74 271 600
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>1 978 314 019</b>	<b>9 326 638 296</b>	<b>11 304 952 315</b>
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 102 990 000	0	1 102 990 000
212300 <i>Bâtiments techniques</i>	1 063 000 000	0	1 063 000 000



	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
214500 Machines et matériels techniques	39 990 000	0	39 990 000
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	875 324 019	9 326 638 296	10 201 962 315
271000 Contrepartie nationale (1)	875 324 019	0	875 324 019
273000 Tirages sur dons (3)	0	9 326 638 296	9 326 638 296
7 DONS	4 005 106 319	0	4 005 106 319
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	4 005 106 319	0	4 005 106 319
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	2 916 315 835	0	2 916 315 835
662000 Allocations aux services ministériels (2)	1 088 790 484	0	1 088 790 484
8 AUTRES CHARGES	1 608 801 587	0	1 608 801 587
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	1 608 801 587	0	1 608 801 587
673500 Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives	1 572 553 880	0	1 572 553 880
673800 Autres	36 247 707	0	36 247 707
<b>37 MINISTERE DE LA JEUNESSE , DES SPORTS ET DE LA CULTURE</b>	<b>2 573 329 910</b>	<b>1 012 730 370</b>	<b>3 586 060 280</b>
1 Comptes des capitaux	394 677 541	0	394 677 541
61 Remunerations des salaires	394 677 541	0	394 677 541
611100 Rémunérations de base	166 156 813	0	166 156 813
611400 Primes de technicité	36 394 661	0	36 394 661
611600 Allocations familiales	3 121 100	0	3 121 100
612100 Rémunérations de base	33 754 772	0	33 754 772
612400 Primes de technicité	14 195 888	0	14 195 888
612600 Allocations familiales	4 896 000	0	4 896 000
612800 Autres	108 000 000	0	108 000 000
616100 Contributions de SS des sous statuts	25 720 534	0	25 720 534
616200 Contributions de SS des sous contrats	2 437 773	0	2 437 773
2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES	329 349 975	0	329 349 975
62 Services extérieurs	176 164 986	0	176 164 986
621200 Formation au Burundi	120 000 000	0	120 000 000
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	15 250 000	0	15 250 000
621600 Frais de mission à l'intérieur	9 000 000	0	9 000 000
623300 Frais de télécommunication	5 948 186	0	5 948 186
623600 Abonnements à Internet	4 485 000	0	4 485 000
625100 Entretien de terrains	10 843 800	0	10 843 800
625500 Entretien & réparations des véhicules	2 565 000	0	2 565 000
625800 Autres	8 073 000	0	8 073 000
63 ACHATS	153 184 989	0	153 184 989
631200 Lubrifiants et carburants	13 060 320	0	13 060 320
631800 Autres	108 000 000	0	108 000 000
632100 Fournitures de bureau et imprimés	26 311 952	0	26 311 952
635100 Electricité	5 812 717	0	5 812 717
4 INVESTISSEMENTS	105 187 185	1 012 730 370	1 117 917 555
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	105 187 185	0	105 187 185
212200 Bâtiments administratifs	50 147 185	0	50 147 185
212800 Autres constructions	5 040 000	0	5 040 000

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
214800 <i>Autres machines &amp; équipements</i>	50 000 000	0	50 000 000
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	0	1 012 730 370	1 012 730 370
273000 <i>Tirages sur dons (3)</i>	0	1 012 730 370	1 012 730 370
<b>7 DONS</b>	<b>1 724 997 449</b>	<b>0</b>	<b>1 724 997 449</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	1 724 997 449	0	1 724 997 449
661100 <i>Allocations aux pouvoirs publics (1)</i>	1 712 997 449	0	1 712 997 449
666200 <i>Contributions aux organisations Africaines</i>	12 000 000	0	12 000 000
<b>8 AUTRES CHARGES</b>	<b>19 117 760</b>	<b>0</b>	<b>19 117 760</b>
67 Prestations sociales EMPLOYEUR, ASSISTANCE SOCIALE ET AUTRES CHARGES	19 117 760	0	19 117 760
673500 <i>Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives</i>	19 117 760	0	19 117 760
<b>40 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE</b>	<b>32 991 785 839</b>	<b>140 057 472 665</b>	<b>173 049 258 504</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	<b>4 410 253 688</b>	<b>0</b>	<b>4 410 253 688</b>
61 Remunerations des salaires	4 410 253 688	0	4 410 253 688
611100 <i>Rémunérations de base</i>	2 061 573 205	0	2 061 573 205
611400 <i>Primes de technicité</i>	288 486 397	0	288 486 397
611600 <i>Allocations familiales</i>	37 456 000	0	37 456 000
611800 <i>Autres</i>	19 200 000	0	19 200 000
612100 <i>Rémunérations de base</i>	1 139 449 107	0	1 139 449 107
612400 <i>Primes de technicité</i>	361 578 276	0	361 578 276
612600 <i>Allocations familiales</i>	138 106 320	0	138 106 320
613200 <i>Rémunérations de personnels sous contrats spécifiques (1)</i>	35 681 997	0	35 681 997
616100 <i>Contributions de SS des sous statuts</i>	215 183 971	0	215 183 971
616200 <i>Contributions de SS des sous contrats</i>	113 538 415	0	113 538 415
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>415 750 157</b>	<b>0</b>	<b>415 750 157</b>
62 Services extérieurs	205 342 855	0	205 342 855
621400 <i>Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger</i>	15 000 000	0	15 000 000
621600 <i>Frais de mission à l'intérieur</i>	88 366 080	0	88 366 080
623200 <i>Frais de Poste, courrier rapide &amp; valises diplomatiques</i>	1 614 600	0	1 614 600
623300 <i>Frais de télécommunication</i>	17 496 000	0	17 496 000
624200 <i>Locations maisons d'habitation</i>	7 000 000	0	7 000 000
624300 <i>Locations de véhicules</i>	27 559 575	0	27 559 575
625100 <i>Entretien de terrains</i>	1 614 600	0	1 614 600
625500 <i>Entretien &amp; réparations des véhicules</i>	14 400 000	0	14 400 000
625800 <i>Autres</i>	32 292 000	0	32 292 000
63 ACHATS	210 407 302	0	210 407 302
631200 <i>Lubrifiants et carburants</i>	60 372 000	0	60 372 000
631500 <i>Fournitures agricoles et vétérinaires</i>	57 559 575	0	57 559 575
632100 <i>Fournitures de bureau et imprimés</i>	61 529 227	0	61 529 227
635100 <i>Electricité</i>	30 946 500	0	30 946 500
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>25 241 374 764</b>	<b>140 057 472 665</b>	<b>165 298 847 429</b>
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 780 000 000	0	1 780 000 000
201100 <i>FRAIS D'ETUDE, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT</i>	1 780 000 000	0	1 780 000 000
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 339 393 914	0	12 339 393 914

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
211100 Terrains	2 200 000 000	0	2 200 000 000
211800 Autres	93 355 664	0	93 355 664
212300 Bâtiments techniques	3 475 910 300	0	3 475 910 300
212800 Autres constructions	0	0	0
213200 Réseaux adduction d'eau potable	0	0	0
213400 Barrages	2 000 000 000	0	2 000 000 000
213800 Autres infrastructures	500 000 000	0	500 000 000
214100 Matériel de transport	0	0	0
214300 Mobilier et équipements de bureau	0	0	0
214500 Machines et matériels techniques	4 000 127 950	0	4 000 127 950
214800 Autres machines & équipements	70 000 000	0	70 000 000
22 STOCKS	10 000 000 000	0	10 000 000 000
221800 Autres stocks stratégiques	10 000 000 000	0	10 000 000 000
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	1 121 980 850	140 057 472 665	141 179 453 515
271000 Contrepartie nationale (1)	1 121 980 850	0	1 121 980 850
272000 Tirages sur emprunts (2)	0	5 629 456 810	5 629 456 810
273000 Tirages sur dons (3)	0	134 428 015 855	134 428 015 855
<b>7 DONS</b>	<b>2 924 407 230</b>	<b>0</b>	<b>2 924 407 230</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	2 924 407 230	0	2 924 407 230
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	2 823 054 632	0	2 823 054 632
664000 Allocations aux entités administratives autonomes (4)	101 352 598	0	101 352 598
<b>41 MINISTERE DU COMMERCE , DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DU TOURISME</b>	<b>2 573 206 611</b>	<b>1 540 345 140</b>	<b>4 113 551 751</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	<b>327 243 160</b>	<b>0</b>	<b>327 243 160</b>
61 Remunerations des salaries	327 243 160	0	327 243 160
611100 Rémunérations de base	227 929 362	0	227 929 362
611400 Primes de technicité	58 945 748	0	58 945 748
611600 Allocations familiales	4 920 323	0	4 920 323
612100 Rémunérations de base	8 238 502	0	8 238 502
612400 Primes de technicité	4 774 224	0	4 774 224
612600 Allocations familiales	1 248 000	0	1 248 000
616100 Contributions de SS des sous statuts	20 607 952	0	20 607 952
616200 Contributions de SS des sous contrats	579 049	0	579 049
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>272 577 612</b>	<b>0</b>	<b>272 577 612</b>
62 Services extérieurs	201 985 943	0	201 985 943
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	13 725 000	0	13 725 000
622300 Frais de réception, conférence, sommets	110 000 000	0	110 000 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	19 080 000	0	19 080 000
623300 Frais de télécommunication	14 124 043	0	14 124 043
623600 Abonnements à Internet	20 000 000	0	20 000 000
623800 Autres	4 036 500	0	4 036 500
625500 Entretien & réparations des véhicules	2 870 400	0	2 870 400
625800 Autres	18 150 000	0	18 150 000
63 ACHATS	70 591 669	0	70 591 669

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
631200 Lubrifiants et carburants	13 060 320	0	13 060 320
632100 Fournitures de bureau et imprimés	57 531 349	0	57 531 349
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>456 854 640</b>	<b>1 540 345 140</b>	<b>1 997 199 780</b>
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	288 654 640	0	288 654 640
213800 Autres infrastructures	262 199 956	0	262 199 956
214300 Mobilier et équipements de bureau	26 454 684	0	26 454 684
26 Titres & participations	70 000 000	0	70 000 000
268000 Autres titres & participations	70 000 000	0	70 000 000
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	98 200 000	1 540 345 140	1 638 545 140
271000 Contrepartie nationale (1)	98 200 000	0	98 200 000
273000 Tirages sur dons (3)	0	1 540 345 140	1 540 345 140
<b>7 DONS</b>	<b>1 516 531 199</b>	<b>0</b>	<b>1 516 531 199</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	1 516 531 199	0	1 516 531 199
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	1 477 457 164	0	1 477 457 164
662000 Allocations aux services ministériels (2)	18 846 727	0	18 846 727
664800 Autres	20 227 308	0	20 227 308
<b>42 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES</b>	<b>22 458 890 017</b>	<b>66 060 267 783</b>	<b>88 519 157 800</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	<b>337 113 215</b>	<b>0</b>	<b>337 113 215</b>
61 Remunerations des salaires	337 113 215	0	337 113 215
611100 Rémunérations de base	199 579 122	0	199 579 122
611400 Primes de technicité	38 129 540	0	38 129 540
611600 Allocations familiales	1 147 000	0	1 147 000
612100 Rémunérations de base	14 461 051	0	14 461 051
612400 Primes de technicité	6 870 804	0	6 870 804
612600 Allocations familiales	1 632 000	0	1 632 000
613400 Rémunérations des journaliers	53 036 000	0	53 036 000
616100 Contributions de SS des sous statuts	21 134 326	0	21 134 326
616200 Contributions de SS des sous contrats	1 123 372	0	1 123 372
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>286 384 254</b>	<b>0</b>	<b>286 384 254</b>
62 Services extérieurs	220 440 129	0	220 440 129
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	15 250 000	0	15 250 000
621600 Frais de mission à l'intérieur	19 740 000	0	19 740 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	172 800	0	172 800
623300 Frais de télécommunication	7 261 398	0	7 261 398
625100 Entretien de terrains	799 227	0	799 227
625500 Entretien & réparations des véhicules	1 600 000	0	1 600 000
625800 Autres	175 616 704	0	175 616 704
63 ACHATS	65 944 125	0	65 944 125
631200 Lubrifiants et carburants	7 020 000	0	7 020 000
631800 Autres	45 000 000	0	45 000 000
632100 Fournitures de bureau et imprimés	9 403 245	0	9 403 245
635100 Electricité	4 520 880	0	4 520 880
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>20 731 209 117</b>	<b>66 060 267 783</b>	<b>86 791 476 900</b>
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 000 000	0	10 000 000

	Crédits votés		
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
201100 FRAIS D'ETUDE, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	10 000 000	0	10 000 000
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 093 959 117	0	20 093 959 117
211100 Terrains	910 000 000	0	910 000 000
211200 Gisements	150 000 000	0	150 000 000
212200 Bâtiments administratifs	0	0	0
212800 Autres constructions	0	0	0
213200 Réseaux adduction d'eau potable	1 037 053 551	0	1 037 053 551
213400 Barrages	334 905 566	0	334 905 566
213700 Electrification et télécommunications	16 407 000 000	0	16 407 000 000
213800 Autres infrastructures	1 150 000 000	0	1 150 000 000
214800 Autres machines & équipements	105 000 000	0	105 000 000
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	627 250 000	66 060 267 783	66 687 517 783
271000 Contrepartie nationale (1)	627 250 000	0	627 250 000
272000 Tirages sur emprunts (2)	0	14 362 565 617	14 362 565 617
273000 Tirages sur dons (3)	0	51 697 702 166	51 697 702 166
7 DONNS	1 104 183 431	0	1 104 183 431
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	1 104 183 431	0	1 104 183 431
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	1 096 933 890	0	1 096 933 890
662000 Allocations aux services ministériels (2)	7 249 541	0	7 249 541
<b>44 MINISTERE DE L' EAU, DE L' ENVIRONNEMENT, DE L' AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>	<b>5 456 322 526</b>	<b>12 120 550 970</b>	<b>17 576 873 496</b>
1 Comptes des capitaux	852 381 976	0	852 381 976
61 Remunerations des salaires	852 381 976	0	852 381 976
611100 Rémunérations de base	475 449 129	0	475 449 129
611400 Primes de technicité	68 316 372	0	68 316 372
611600 Allocations familiales	2 052 000	0	2 052 000
612100 Rémunérations de base	25 446 014	0	25 446 014
612400 Primes de technicité	9 598 800	0	9 598 800
612600 Allocations familiales	4 968 000	0	4 968 000
613200 Rémunérations de personnels sous contrats spécifiques (1)	221 988 000	0	221 988 000
616100 Contributions de SS des sous statuts	42 777 341	0	42 777 341
616200 Contributions de SS des sous contrats	1 786 320	0	1 786 320
2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES	257 521 949	0	257 521 949
62 Services extérieurs	149 761 840	0	149 761 840
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	15 250 000	0	15 250 000
621600 Frais de mission à l'intérieur	94 000 000	0	94 000 000
622800 Autres	10 000 000	0	10 000 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	495 000	0	495 000
623300 Frais de télécommunication	3 960 000	0	3 960 000
623600 Abonnements à Internet	7 992 000	0	7 992 000
623800 Autres	7 176 000	0	7 176 000
625100 Entretien de terrains	3 960 660	0	3 960 660
625500 Entretien & réparations des véhicules	1 600 000	0	1 600 000
625800 Autres	5 328 180	0	5 328 180

Crédits votés			
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
63 ACHATS	107 760 109	0	107 760 109
631200 Lubrifiants et carburants	7 082 400	0	7 082 400
631800 Autres	50 000 000	0	50 000 000
632100 Fournitures de bureau et imprimés	50 677 709	0	50 677 709
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>2 672 510 054</b>	<b>12 120 550 970</b>	<b>14 793 061 024</b>
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	315 000 000	0	315 000 000
201100 FRAIS D'ETUDE, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	315 000 000	0	315 000 000
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 465 440 054	0	1 465 440 054
211100 Terrains	706 686 627	0	706 686 627
211200 Gisements	63 700 000	0	63 700 000
212800 Autres constructions	20 000 000	0	20 000 000
213200 Réseaux adduction d'eau potable	61 810 423	0	61 810 423
213300 Réseaux d'assainissement	63 000 000	0	63 000 000
213600 Aéroports	86 143 004	0	86 143 004
213800 Autres infrastructures	350 000 000	0	350 000 000
214300 Mobilier et équipements de bureau	51 100 000	0	51 100 000
214800 Autres machines & équipements	63 000 000	0	63 000 000
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	892 070 000	12 120 550 970	13 012 620 970
271000 Contrepartie nationale (1)	892 070 000	0	892 070 000
273000 Tirages sur dons (3)	0	12 120 550 970	12 120 550 970
<b>7 DONS</b>	<b>1 673 908 547</b>	<b>0</b>	<b>1 673 908 547</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	1 673 908 547	0	1 673 908 547
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	1 669 377 584	0	1 669 377 584
662000 Allocations aux services ministériels (2)	4 530 963	0	4 530 963
<b>45 MINISTERE DES TRANSPORTS, DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'EQUIPEMENT</b>	<b>10 925 879 944</b>	<b>52 969 190 320</b>	<b>63 895 070 264</b>
<b>1 Comptes des capitaux</b>	<b>249 390 917</b>	<b>0</b>	<b>249 390 917</b>
61 Remunerations des salaries	249 390 917	0	249 390 917
611100 Rémunérations de base	143 860 021	0	143 860 021
611400 Primes de technicité	27 224 516	0	27 224 516
611600 Allocations familiales	1 716 000	0	1 716 000
612100 Rémunérations de base	32 920 423	0	32 920 423
612400 Primes de technicité	13 583 760	0	13 583 760
612600 Allocations familiales	5 208 000	0	5 208 000
613400 Rémunérations des journaliers	9 360 000	0	9 360 000
616100 Contributions de SS des sous statuts	13 396 546	0	13 396 546
616200 Contributions de SS des sous contrats	2 121 651	0	2 121 651
<b>2 ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>7 327 606 643</b>	<b>0</b>	<b>7 327 606 643</b>
62 Services extérieurs	7 277 044 799	0	7 277 044 799
621400 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	15 250 000	0	15 250 000
621600 Frais de mission à l'intérieur	5 000 000	0	5 000 000
623200 Frais de Poste, courrier rapide & valises diplomatiques	2 917 800	0	2 917 800
623300 Frais de télécommunication	18 446 580	0	18 446 580
623600 Abonnements à Internet	8 500 000	0	8 500 000

Crédits votés			
	Resources nationales	Resources exterieures	Total
624100 Locations immeubles administratifs	6 403 155 214	0	6 403 155 214
624200 Locations maisons d'habitation	478 363 392	0	478 363 392
625100 Entretien de terrains	200 000 000	0	200 000 000
625200 Entretien des bâtiments et constructions	50 000 000	0	50 000 000
625500 Entretien & réparations des véhicules	1 600 000	0	1 600 000
625800 Autres	50 811 813	0	50 811 813
626200 Assurances des véhicules	20 000 000	0	20 000 000
627500 Frais d'étude	23 000 000	0	23 000 000
63 ACHATS	50 561 844	0	50 561 844
631200 Lubrifiants et carburants	7 020 000	0	7 020 000
632100 Fournitures de bureau et imprimés	37 675 284	0	37 675 284
635100 Electricité	5 866 560	0	5 866 560
<b>4 INVESTISSEMENTS</b>	<b>2 593 386 147</b>	<b>52 969 190 320</b>	<b>55 562 576 467</b>
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	200 000 000	0	200 000 000
201100 FRAIS D'ETUDE, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	200 000 000	0	200 000 000
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	221 601 935	0	221 601 935
211100 Terrains	45 301 935	0	45 301 935
212200 Bâtiments administratifs	0	0	0
212800 Autres constructions	176 300 000	0	176 300 000
213100 Routes	0	0	0
213700 Electrification et télécommunications	0	0	0
23 IMMOBILISATIONS EN COURS	0	0	0
231300 Infrastructures	0	0	0
27 RESSOURCES TRANSFEREES AUX PROJETS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS	2 171 784 212	52 969 190 320	55 140 974 532
271000 Contrepartie nationale (1)	2 171 784 212	0	2 171 784 212
272000 Tirages sur emprunts (2)	0	24 007 977 573	24 007 977 573
273000 Tirages sur dons (3)	0	28 961 212 747	28 961 212 747
<b>7 DONS</b>	<b>755 496 237</b>	<b>0</b>	<b>755 496 237</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	755 496 237	0	755 496 237
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	631 154 429	0	631 154 429
662000 Allocations aux services ministériels (2)	124 341 808	0	124 341 808
<b>71 INSTITUTION OMBUSMAN</b>	<b>794 432 387</b>	<b>0</b>	<b>794 432 387</b>
<b>7 DONS</b>	<b>794 432 387</b>	<b>0</b>	<b>794 432 387</b>
66 ALLOCATIONS - Contributions ET EXONERATIONS	794 432 387	0	794 432 387
661100 Allocations aux pouvoirs publics (1)	794 432 387	0	794 432 387
<b>Total général</b>	<b>811 427 734 033</b>	<b>617 330 878 870</b>	<b>1 428 758 612 903</b>

**TABLEAU B : BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT  
SUR RESSOURCES NATIONALES**



				Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>01</b>	<b><u>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</u></b>			<b><u>20 557 136 292</u></b>	<b><u>24 579 508 675</u></b>	<b><u>-4 022 372 383</u></b>
001	CABINET			20 557 136 292	24 579 508 675	-4 022 372 383
00	1 61210 11 000	0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	282 592 302	264 104 955	18 487 347
00	1 61240 11 000	0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	292 580 968	292 580 968	0
00	1 61260 11 000	0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 938 840	1 812 800	126 040
00	1 61410 11 000	0113 01	TRAITEMENTS ET INDEMNITES DU PERSONNEL POLITIQUE	4 785 252 504	4 741 536 504	43 716 000
00	1 61480 11 000	0113 01	REGULARISATION DES INDEMNITES DES ANCIENS CHEFS D' ETAT ET AYANTS DROITS	200 000 000	720 000 000	-520 000 000
00	1 61620 11 000	0113 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	46 978 240	43 904 897	3 073 343
00	2 62130 11 000	0113 01	VOYAGES OFFICIELS DU CHEF DE L'ETAT	410 772 720	469 085 941	-58 313 221
00	2 62140 11 000	0113 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	262 500 000	1 439 057 076	-1 176 557 076
00	2 62220 11 000	0113 01	HABILLEMENT DU PERSONNEL DE LA PRESIDENCE	18 000 000	18 000 000	0
00	2 62260 11 000	0113 01	FRAIS D'INTENDANCE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	145 457 200	145 457 200	0
00	2 62320 11 000	0413 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	2 000 000	2 000 000	0
00	2 62330 11 000	0413 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	108 000 000	108 000 000	0
00	2 62360 11 000	0413 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	140 000 000	140 000 000	0
00	2 62550 11 000	0113 01	ENTRETIEN DU CHARROI	40 000 000	191 555 510	-151 555 510
00	2 62550 11 000	0113 02	ENTRETIEN DU CHARROI PRESIDENTIEL	82 569 087	434 438 862	-351 869 775
00	2 62560 11 000	0113 01	ENTRETIEN DE L' AVION DU GOUVERNEMENT	200 000 000	254 815 741	-54 815 741
00	2 62580 11 000	0113 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DES PALAIS	281 536 000	281 536 000	0
00	2 62580 11 000	0113 02	ENTRETIEN DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS DE LA PRESIDENCE	146 000 000	446 000 000	-300 000 000
00	2 63120 11 000	0113 01	CARBURANTS & LUBRIFIANTS	106 652 000	133 315 000	-26 663 000
00	2 63120 11 000	0113 02	CARBURANT ET LUBRIFIANTS CHARROI PRESIDENTIEL	217 360 000	473 973 132	-256 613 132
00	2 63210 11 000	0113 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	134 285 120	545 981 119	-411 695 999
00	2 63510 11 000	0631 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	12 000 000	13 500 000	-1 500 000
00	4 21430 11 000	0661 01	EQUIPEMENT BUILDING ADMINISTRATIF DE LA PRESIDENCE	150 000 000	150 000 000	0
00	4 21430 11 002	0463 01	EQUIPEMENT DE L' AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TELECOMMUNICATIONS ( ARCT)	600 000 000	700 000 000	-100 000 000
00	4 21450 11 000	0113 01	APPUI AUX BONNES INITIATIVES	2 300 000 000	2 994 556 571	-694 556 571
00	6 67210 11 000	1013 01	FRAIS FUNERAIRES	4 032 557	4 450 000	-417 443
00	6 67210 11 000	1013 02	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	19 356 275	21 360 000	-2 003 725
00	7 66110 11 000	0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET MILITAIRE	34 107 659	52 161 339	-18 053 680
00	7 66110 11 000	0113 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION ( CNC)	304 506 258	212 260 165	92 246 093

				Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence	
00	7 66110 11 000	0113	03	CONSEIL NATIONAL DE SECURITE	218 904 431	191 565 000	27 339 431
00	7 66110 11 000	0321	04	SERVICE NATIONAL DE RENSEIGNEMENT	3 730 497 653	4 418 365 606	-687 867 953
00	7 66110 11 000	0321	05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA BSPI.	369 818 429	379 161 328	-9 342 899
00	7 66110 11 000	0321	07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT A L'UNITE D'APPUI A LA PROTECTION DES INSTITUTIONS	282 886 254	266 004 090	16 882 164
00	7 66110 11 000	0113	08	COMMISSION VERITE RECONCILIATION	90 619 266	0	90 619 266
00	7 66110 11 000	0311	09	CABINET CHARGE DES QUESTIONS DE POLICE	63 433 486	68 146 658	-4 713 172
00	7 66110 11 000	0113	10	COMMISSION NATIONALE CHARGEE DE LA DEMARCATION ET DE LA MATERIALIZATION DES FRONTIERES COMMUNES AVEC LES PAYS VOI	181 238 533	262 810 000	-81 571 467
00	7 66110 11 000	0413	11	BUREAU D'ETUDE STRATEGIQUE ET DEVELOPPEMENT	94 244 037	104 000 000	-9 755 963
00	7 66110 11 000	0413	12	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	152 240 367	168 000 000	-15 759 633
00	7 66110 11 000	0661	13	COMMISSION NATIONALE DES TERRES ET AUTRES BIENS	1 682 089 076	1 719 360 112	-37 271 036
00	7 66110 11 000	0113	14	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ORDRES NATIONAUX	90 619 266	0	90 619 266
00	7 66110 11 000	0113	15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMITE NATIONAL DES FETES	150 000 000	0	150 000 000
00	7 66110 11 005	0413	01	SUBSIDES A L'AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TELECOMMUNICATIONS (ARCT)	2 122 067 764	1 706 652 101	415 415 663
<b>02</b>	<b><u>PREMIERE VICE-PRESIDENCE</u></b>			<b><u>1 599 483 410</u></b>	<b><u>1 875 338 512</u></b>	<b><u>-275 855 102</u></b>	
001	CABINET			733 787 078	957 838 512	-224 051 434	
00	1 61210 11 000	0113	01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	50 538 725	53 207 445	-2 668 720
00	1 61240 11 000	0113	01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	56 827 000	56 827 000	0
00	1 61260 11 000	0113	01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	3 043 080	3 600 000	-556 920
00	1 61620 11 000	0113	01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 581 212	16 134 905	-1 553 693
00	2 62130 11 000	0113	01	VOYAGES OFFICIELS VICE-PRESIDENT	164 000 000	181 000 000	-17 000 000
00	2 62140 11 000	0113	01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	115 850 000	115 850 000	0
00	2 62160 11 000	0113	01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	19 375 000	19 375 000	0
00	2 62220 11 000	0113	01	HABILLEMENT DU PERSONNEL DE LA PREMIERE VICE PRESIDENCE	10 855 000	10 855 000	0
00	2 62220 11 000	0113	02	FETES OFFICIELLES	5 400 000	5 400 000	0
00	2 62260 11 000	0113	01	FRAIS D'INTENDANCE	45 000 000	49 800 000	-4 800 000
00	2 62320 11 000	0113	01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	865 488	865 488	0
00	2 62330 11 000	0463	01	FRAS DES TELECOMMUNICATIONS	27 000 000	27 000 000	0
00	2 62360 11 000	0413	01	ABONNEMENT A L'INTERNET	16 129 462	16 129 462	0
00	2 62550 11 000	0113	01	ENTRETIEN DU CHARROI DE LA PREMIERE VICE PRESIDENCE ET DE LA COLONNE DU PREMIER VICE PRESIDENT	9 000 000	153 383 671	-144 383 671
00	2 62580 11 000	0113	01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DE LA RESIDENCE DU VICE PRESIDENT	17 000 000	54 086 568	-37 086 568
00	2 62580 11 000	0113	02	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	10 894 181	19 894 181	-9 000 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	2 63120 11 000	0113 01 ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	73 749 792	88 749 792	-15 000 000
00	2 63210 11 000	0113 01 ACHAT ET FOURNITURES DE BUREAU	51 700 000	47 200 000	4 500 000
00	2 63510 11 000	0631 01 CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	10 800 000	10 800 000	0
00	4 21220 11 000	0113 01 EQUIPEMENT PREMIERE VICE-PRESIDENCE	21 500 000	17 000 000	4 500 000
00	6 67210 11 000	1013 01 FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	9 678 138	10 680 000	-1 001 862
<b>501</b>	<b>EQUIPEMENT DE LA COMMISSION DES DROIS DE L' HOMME</b>		<b>17 500 000</b>	<b>17 500 000</b>	<b>0</b>
00	4 21220 11 000	0113 01 EQUIPEMENT COMMISSION DES DROITS DE L' HOMME	17 500 000	17 500 000	0
<b>502</b>	<b>FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L' HOMME</b>		<b>848 196 332</b>	<b>900 000 000</b>	<b>-51 803 668</b>
00	7 66110 11 000	0113 01 FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L' HOMME	848 196 332	900 000 000	-51 803 668
<b>03</b>	<b><u>DEUXIEME VICE-PRESIDENCE</u></b>		<b><u>1 517 961 741</u></b>	<b><u>1 569 044 266</u></b>	<b><u>-51 082 525</u></b>
<b>001</b>	<b>CABINET</b>		<b>1 253 955 700</b>	<b>1 254 031 939</b>	<b>-76 239</b>
00	1 61210 11 000	0411 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	65 355 239	61 079 663	4 275 576
00	1 61240 11 000	0411 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CDNTRATS	63 964 779	65 764 779	-1 800 000
00	1 61260 11 000	0411 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 730 640	2 730 640	0
00	1 61620 11 000	0411 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	12 953 237	15 315 505	-2 362 268
00	2 62130 11 000	0411 01 VOYAGES OFFICIELS VICE-PRESIDENT	164 000 000	227 253 173	-63 253 173
00	2 62140 11 000	0411 01 MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIDNNAIRES A L'ETRANGER	122 850 000	132 244 000	-9 394 000
00	2 62160 11 000	0411 01 FRAIS DE MISSION A L' INTERIEUR DU PAYS	19 375 000	19 375 000	0
00	2 62220 11 000	0411 01 FETES OFFICIELLES	6 000 000	6 000 000	0
00	2 62220 11 000	0411 02 HABILLEMENT DU PERSONNEL DE LA DEUXIEME VICE PRESIDENCE	8 495 000	8 495 000	0
00	2 62260 11 000	0411 01 FRAIS D'INTENDANCE	45 000 000	45 000 000	0
00	2 62320 11 000	0411 01 FRAIS POSTAUX ET CDMMUNIQUES	900 000	900 000	0
00	2 62330 11 000	0411 01 FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS.	27 000 000	29 454 112	-2 454 112
00	2 62360 11 000	0411 01 ABONNEMENT A L' INTERNET	46 653 458	26 968 346	19 685 112
00	2 62510 11 000	0411 01 ENTRETIEN DU BATIMENT ADMINISTRATIF	21 312 720	21 312 720	0
00	2 62550 11 000	0411 01 ENTRETIEN DU CHARROI	10 000 000	35 000 000	-25 000 000
00	2 62580 11 000	0411 01 ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DU PALAIS	17 000 000	15 249 000	1 751 000
00	2 62580 11 000	0411 02 ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	17 940 000	17 940 000	0
00	2 63120 11 000	0411 01 ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	73 749 792	82 200 000	-8 450 208
00	2 63210 11 000	0411 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	47 200 000	52 221 201	-5 021 201
00	2 63510 11 000	0411 01 CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	15 384 000	20 384 000	-5 000 000
00	4 21430 11 000	0411 01 EQUIPEMENT DEUXIEME VICE-PRESIDENCE	17 000 000	16 655 000	345 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	6 67210 11 000	0411 01 FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	9 786 881	10 800 000	-1 013 119
00	7 66110 11 000	0411 01 FONCTIONNEMENT DU COMITE DECISIONNEL SUR LE CLIMAT DES AFFAIRES	279 656 734	231 360 000	48 296 734
00	7 66110 11 000	0411 02 FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL DE GEOMATIQUE	129 648 220	80 000 000	49 648 220
00	7 66110 11 000	0411 03 FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE SUIVI-EVALUATION DE LA MESURE DE DETAXATION DE CERTAINES DENREES ALIMENTAIRES	0	30 329 800	-30 329 800
00	7 66110 11 000	0411 04 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CADRE D'EVALUATION DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES(C.P.A)	30 000 000	0	30 000 000
<b>501</b>	<b>APPUI AU RENFORCEMENT DES MECANISMES DE COORDINATION DES AIDES( CNCA)</b>		<b>99 494 344</b>	<b>126 115 532</b>	<b>-26 621 188</b>
00	7 66110 11 000	0411 01 SUBSIDES AU COMITE NATIONAL DE COORDINATION DES AIDES( CNCA)	99 494 344	126 115 532	-26 621 188
<b>502</b>	<b>SUBSIDES AU SECRETARIAT PERMANENT DE SUIVI DES REFORMES ECO ET SOCIALES</b>		<b>164 511 697</b>	<b>188 896 795</b>	<b>-24 385 098</b>
00	7 66110 11 000	0411 01 SUBSIDES AU SECRETARIAT PERMANENT DE SUIVI DES REFORMES ECO ET SOCIALES	164 511 697	188 896 795	-24 385 098
<b>04</b>	<b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>		<b>1 145 189 279</b>	<b>1 166 734 008</b>	<b>-21 544 729</b>
<b>001</b>	<b>CABINET</b>		<b>1 145 189 279</b>	<b>1 166 734 008</b>	<b>-21 544 729</b>
00	1 61110 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 837 034	10 672 539	2 164 495
00	1 61140 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 436 452	3 444 132	-7 680
00	1 61160 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000	132 000	36 000
00	1 61210 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 587 310	7 004 256	-2 416 946
00	1 61240 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 446 436	5 791 660	-2 345 224
00	1 61260 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	900 000	1 464 000	-564 000
00	1 61610 11 000	0113 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 437 748	1 354 424	83 324
00	1 61620 11 000	0113 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	363 277	806 595	-443 318
00	2 62140 11 000	0113 01 MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	15 250 000	22 250 000	-7 000 000
00	2 62160 11 000	0113 01 MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	303 600 000	377 730 000	-74 130 000
00	2 62220 11 000	0113 01 HABILLEMENT DU PERSONNEL DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	6 000 000	6 000 000	0
00	2 62230 11 000	0113 01 FRAIS DE RECEPTION	67 055 690	131 921 690	-64 866 000
00	2 62230 11 000	0113 02 FRAIS DE LOGEMENT ET RECEPTION POUR HOTES DE MARQUE	156 295 238	327 533 383	-171 238 145
00	2 62230 11 000	0113 03 CONFERENCES ET SOMMETS	104 331 150	117 609 950	-13 278 800
00	2 62320 11 000	0413 01 FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	324 000	324 000	0
00	2 62330 11 000	0413 01 FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	21 304 800	21 304 800	0
00	2 62360 11 000	0113 01 ABONNEMENT A L'INTERNET	7 883 976	7 883 976	0
00	2 62550 11 000	0113 01 ENTRETIEN DU CHARROI SGG	3 600 000	3 600 000	0
00	2 62580 11 000	0113 01 ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	8 810 000	8 810 000	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	2 63120 11 000	0113 01 CARBURANT ET LUBRIFIANTS	20 001 603	20 001 603	0
00	2 63210 11 000	0113 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	40 950 000	40 950 000	0
00	2 63510 11 000	0631 01 CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	4 050 000	4 050 000	0
00	4 21430 11 000	0113 01 EQUIPEMENT DES BUREAUX	30 000 000	45 135 000	-15 135 000
00	7 66110 11 000	0113 01 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS TECHNIQUES	28 998 165	960 000	28 038 165
00	7 66110 11 000	0113 02 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES PORTES PAROLES DES MINISTERES	299 558 400	0	299 558 400
			<b>9 237 779 705</b>	<b>9 141 162 957</b>	<b>96 616 748</b>
<b>05</b>	<b>ASSEMBLEE NATIONALE</b>				
			<b>9 237 779 705</b>	<b>9 141 162 957</b>	<b>96 616 748</b>
001	CABINET				
00	1 61110 11 000	0111 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	652 196 425	603 885 579	48 310 846
00	1 61140 11 000	0111 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	325 259 000	311 259 000	14 000 000
00	1 61160 11 000	0111 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 575 000	1 716 000	859 000
00	1 61210 11 000	0111 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	492 547 626	456 062 617	36 485 009
00	1 61240 11 000	0111 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	40 560 000	31 560 000	9 000 000
00	1 61250 11 000	0111 01 PRIMES DE RENDEMENT S/STATUTS	257 160 000	257 160 000	0
00	1 61260 11 000	0111 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	7 292 520	6 324 000	968 520
00	1 61420 11 000	0111 01 INDEMNITES DES DEPUTES	976 714 056	976 714 056	0
00	1 61440 11 000	0111 01 INDEMNITES DE SUJETIONS PARTICULIERES	636 000 000	636 000 000	0
00	1 61480 11 000	0111 01 INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE POUR LE PERSONNEL ADMINISTRATIF	4 212 210	15 091 378	-10 879 168
00	1 61610 11 000	0111 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	72 360 000	67 000 000	5 360 000
00	1 61620 11 000	0111 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	60 177 520	55 719 926	4 457 594
00	2 62130 11 000	0111 01 VOYAGES OFFICIELS DES VICE-PRESIDENTS	90 000 000	90 000 000	0
00	2 62130 11 000	0111 02 MISSIONS POUR L' EALA	100 000 000	120 000 000	-20 000 000
00	2 62130 11 000	0111 03 VOYAGES OFFICIELS DU PRESIDENT	200 000 000	200 000 000	0
00	2 62130 11 000	0111 04 MISSIONS A L'ETRANGER DES DEPUTES ET FONCTIONNAIRES	405 000 000	405 000 000	0
00	2 62130 11 000	0111 05 MISSIONS POUR LE PARLEMENT PANAFRICAIN	21 375 423	21 375 423	0
00	2 62160 11 000	0111 01 MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS DES DEPUTES	380 200 000	253 000 000	127 200 000
00	2 62220 11 000	0111 01 HABILLEMENT DU PERSONNEL DE L'ASSEMBLEE NATIONALE	14 208 480	14 208 480	0
00	2 62230 11 000	0111 01 CONFERENCES ET SEMINAIRES	25 000 000	25 000 000	0
00	2 62230 11 000	0111 02 FRAIS DES RECEPTIONS OFFICIELLES	44 496 000	44 496 000	0
00	2 62260 11 000	0111 01 FRAIS D'INTENDANCE DES VICE-PRESIDENTS	33 592 909	36 137 863	-2 544 954
00	2 62260 11 000	0111 02 FRAIS D'INTENDANCE DU PRESIDENT	60 000 000	60 000 000	0
00	2 62280 11 000	0111 01 RENFORCEMENT DES CAPACITES	9 000 000	9 000 000	0
00	2 62330 11 000	0111 01 FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS ET POSTAUX	69 393 741	69 393 741	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence	
00	2 62360 11 000	0111 01	ABONNEMENT A L' INTERNET	86 855 613	86 855 613	0
00	2 62420 11 000	0111 01	HEBERGEMENT DES DEPUTES	190 800 000	190 800 000	0
00	2 62430 11 000	0111 01	LOCATION DE DEUX BUS OTRACO POUR LE TRANSPORT DU PERSONNEL D'APPUI	72 000 000	72 000 000	0
00	2 62480 11 000	0111 01	LOCATION DES SALLES DE COMMISSIONS DES DEPUTES DE L' EALA	116 563 050	116 563 050	0
00	2 62510 11 000	0111 01	AMENAGEMENT DE L 'ENVIRONNEMENT DU PALAIS DE L' ASSEMBLEE NATIONALE	39 504 600	39 504 600	0
00	2 62550 11 000	0111 01	ENTRETIEN DU CHARROI	10 000 000	10 000 000	0
00	2 62550 11 000	0111 02	ENTRETIEN DES VEHICULES ACCORDES EN LOCATION-VENTE AUX DEPUTES	681 030 976	681 030 976	0
00	2 62580 11 000	0111 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DE LA RESIDENCE DU PRESIDENT DE L' ASSEMBLEE NATIONALE	30 000 000	30 000 000	0
00	2 62580 11 000	0111 02	ENTRETIEN DES RESIDENCES DES VICE-PRESIDENTS	23 000 000	23 000 000	0
00	2 62580 11 000	0111 03	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	91 788 780	91 788 780	0
00	2 62610 11 000	0111 01	ASSURANCE INCENDIE DES BATIMENTS DU PARLEMENT	16 200 000	16 200 000	0
00	2 62620 11 000	0111 01	ASSURANCE VEHICULES	30 000 000	30 000 000	0
00	2 62620 11 000	0111 02	ASSURANCE DES VEHICULES ACCORDES EN LOCATION-VENTE AUX DEPUTES	212 004 240	212 004 240	0
00	2 62760 11 000	0111 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISMES PARLEMENTAIRES	198 568 200	245 134 498	-46 566 298
00	2 63120 11 000	0111 01	CARBURANT ET LUBRIFIANTS/ADMINISTRATION	65 975 000	65 975 000	0
00	2 63120 11 000	0111 02	CARBURANT POUR LE DEPLACEMENT DES DEPUTES	1 935 104 213	1 807 904 213	127 200 000
00	2 63210 11 000	0111 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	153 877 491	153 877 491	0
00	2 63510 11 000	0111 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	43 192 487	43 192 487	0
00	4 21220 11 000	0113 01	ASSAINISSEMENT DU PALAIS DE KIGOBE	21 000 000	21 000 000	0
00	4 21410 0111	01	ACQUISITION D'UN NOUVEAU CHARRDI	0	209 450 000	-209 450 000
00	4 21430 11 000	0111 01	EQUIPEMENT ASSEMBLEE NATIONALE	39 200 000	39 200 000	0
00	6 67210 11 000	0111 01	FRAIS FUNERAIRES	5 806 883	6 408 000	-601 117
00	6 67210 11 000	0111 02	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	36 293 016	40 050 000	-3 756 984
00	6 67210 11 000	0111 03	FRAIS MEDICAUX POUR LES MEMBRES DU BUREAU	30 000 000	0	30 000 000
00	7 66110 11 000	0111 01	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS PERMANENTES	24 467 202	27 000 000	-2 532 798
00	7 66110 11 000	0111 02	ACCUEIL DES DELEGATIONS ETRANGERES	17 420 648	19 224 000	-1 803 352
00	7 66110 11 000	0111 03	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS SPECIALES	12 097 672	13 350 000	-1 252 328
00	7 66110 11 000	0111 04	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS D'ENQUETE	27 231 041	30 049 946	-2 818 905
00	7 66110 11 000	0111 05	APPUI AUX ASSOCIATIONS NATIONALES PARLEMENTAIRES	4 355 162	4 806 000	-450 838
00	7 66110 11 000	0111 06	JOURNAL PARLEMENTAIRE	27 185 780	30 000 000	-2 814 220
00	7 66110 11 000	0111 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COLLEGE DES QUESTEURS	16 936 741	18 690 000	-1 753 259

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>06</b>	<b>SENAT</b>		<b>5 330 952 547</b>	<b>5 378 448 855</b>	<b>-47 496 308</b>
<b>001</b>	<b>CABINET</b>		<b>5 330 952 547</b>	<b>5 378 448 855</b>	<b>-47 496 308</b>
00	1 61110 11 000	0111 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	760 390 017	704 064 830	56 325 187
00	1 61140 11 000	0111 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	282 060 200	282 060 200	0
00	1 61160 11 000	0111 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	7 716 000	7 476 000	240 000
00	1 61210 11 000	0111 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	134 297 283	131 866 716	2 430 567
00	1 61240 11 000	0111 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	25 752 000	26 352 000	-800 000
00	1 61250 11 000	0111 01 PRIMES DE RENDEMENT S/STATUTS	294 544 666	294 544 666	0
00	1 61260 11 000	0111 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	4 140 000	4 620 000	-480 000
00	1 61420 11 000	0111 01 INDEMNITES DES SENATEURS	357 406 250	357 406 250	0
00	1 61440 11 000	0111 01 INDEMNITES DE SUJESTIONS PARTICULIERES	275 750 750	275 750 750	0
00	1 61610 11 000	0111 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	82 440 736	76 334 014	6 106 722
00	1 61620 11 000	0111 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 400 318	22 723 082	677 236
00	2 62130 11 000	0111 01 MISSIONS A L'ETRANGER DES SENATEURS ET FONCTIONNAIRES	230 000 000	247 144 000	-17 144 000
00	2 62130 11 000	0111 02 MISSIONS POUR ASSECAA	45 000 000	45 000 000	0
00	2 62130 11 000	0111 03 VOYAGES OFFICIELS DU PRESIDENT	200 000 000	200 000 000	0
00	2 62130 11 000	0111 04 VOYAGES OFFICIELLES DES VICE- PRESIDENTS	81 000 000	81 000 000	0
00	2 62130 11 000	0111 05 MISSIONS POUR LE PARLEMENT PANAFRICAIN	33 500 000	33 500 000	0
00	2 62160 11 000	0111 01 MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	173 640 000	124 440 000	49 200 000
00	2 62220 11 000	0111 01 HABILLEMENT DU PERSONNEL DU SENAT	7 540 182	7 540 182	0
00	2 62230 11 000	0111 01 FRAIS DE RECEPTION OFFICIELLE	17 304 000	17 304 000	0
00	2 62230 11 000	0111 02 CONFERENCES ET SEMINAIRES	40 000 000	40 000 000	0
00	2 62260 11 000	0111 01 FRAIS D' INTENDANCE DES VICES-PRESIDENTS	32 000 000	32 000 000	0
00	2 62260 11 000	0111 02 FRAIS D'INTENDANCE DU PRESIDENT	60 000 000	60 000 000	0
00	2 62280 11 000	0111 01 RENFORCEMENT DES CAPACITES	18 000 000	18 000 000	0
00	2 62330 11 000	0111 01 FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS ET POSTAUX	28 255 500	28 255 500	0
00	2 62360 11 000	0111 01 ABONNEMENT A L'INTERNET	76 800 000	76 800 000	0
00	2 62410 11 000	0111 01 LOYER BUREAUX	276 411 664	276 411 664	0
00	2 62420 11 000	0111 01 HEBERGEMENT DES SENATEURS	73 800 000	73 800 000	0
00	2 62430 11 000	0111 01 LOCATION DES BUS POUR LE TRANSPORT DU PERSONNEL ADMINISTRATIF	72 000 000	72 000 000	0
00	2 62510 11 000	0111 01 ENTRETIEN DU SIEGE DU SENAT	14 400 000	14 400 000	0
00	2 62550 11 000	0111 01 ENTRETIEN DES VEHICULES ACCORDES EN LOCATION-VENTE AUX SENATEURS	263 417 641	263 417 641	0
00	2 62550 11 000	0111 02 ENTRETIEN CHARROI	9 000 000	9 000 000	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence	
00	2 62580 11 000	0111 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DE LA RESIDENCE DU PRESIDENT	30 000 000	30 000 000	0
00	2 62580 11 000	0111 02	ENTRETIEN DES MACHINES	34 200 000	34 200 000	0
00	2 62580 11 000	0111 03	ENTRETIEN DES RESIDENCES DES VICE-PRESIDENTS	23 000 000	23 000 000	0
00	2 62620 11 000	0111 01	ASSURANCE VEHICULES	35 110 551	35 110 551	0
00	2 62620 11 000	0111 02	ASSURANCE DES VEHICULES ACCORDES EN LOCATION-VENTE AUX SENATEURS	82 001 640	82 001 640	0
00	2 62760 11 000	0111 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISMES PARLEMENTAIRES	32 918 954	32 918 954	0
00	2 63120 11 000	0111 01	CARBURANT POUR LE DEPLACEMENT DES SENATEURS	729 317 712	680 117 712	49 200 000
00	2 63120 11 000	0111 02	CARBURANT ET LUBRIFIANT/ADMINISTRATION	65 975 000	65 975 000	0
00	2 63210 11 000	0111 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	74 121 211	74 121 211	0
00	2 63510 11 000	0111 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	34 576 000	34 576 000	0
00	4 21430 11 000	0111 01	EQUIPEMENT SENAT	24 502 692	24 502 692	0
00	4 21440 0111	01	ACQUISITION DU NOUVEAU CHARRDI	0	209 450 000	-209 450 000
00	6 67210 11 000	0111 01	FRAIS FUNERAIRES	2 939 689	3 244 000	-304 311
00	6 67210 11 000	0111 02	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	11 613 765	12 816 000	-1 202 235
00	6 67210 11 000	0111 03	FRAIS MEDICAUX DES MEMBRES DU BUREAU	30 000 000	0	30 000 000
00	7 66110 11 000	0111 01	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS D'ENQUETES	28 998 165	32 000 000	-3 001 835
00	7 66110 11 000	0111 02	JOURNAL PARLEMENTAIRE	17 420 648	19 224 000	-1 803 352
00	7 66110 11 000	0111 03	ACCUEIL DES DELEGATIONS ETRANGERES	17 420 648	19 224 000	-1 803 352
00	7 66110 11 000	0111 04	FONCTIONNEMENT DU COLLEGE DES QUESTEURS	13 547 218	14 949 600	-1 402 382
00	7 66110 11 000	0111 05	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS SPECIALES	14 499 083	16 000 000	-1 500 917
00	7 66110 11 000	0111 06	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS PERMANENTES	24 467 202	27 000 000	-2 532 798
00	7 66110 11 000	0111 07	APPUI AUX ASSOCIATIONS NATIONALES PARLEMENTAIRES	4 355 162	4 806 000	-450 838
<b>07</b>	<b><u>COUR DES COMPTES</u></b>		<b><u>1 072 038 316</u></b>	<b><u>955 560 364</u></b>	<b><u>116 477 952</u></b>	
001	<b>CABINET</b>		<b>1 072 038 316</b>	<b>955 560 364</b>	<b>116 477 952</b>	
00	1 61110 11 000	0114 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	573 600 000	573 600 000	0
00	1 61210 11 000	0114 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	131 660 834	123 047 508	8 613 326
00	1 61240 11 000	0114 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	19 380 000	18 120 000	1 260 000
00	1 61260 11 000	0114 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 872 000	1 848 000	24 000
00	1 61610 11 000	0114 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	42 861 600	42 861 600	0
00	1 61620 11 000	0114 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	18 123 913	17 362 644	761 269
00	2 62130 11 000	0114 01	MISSIONS A L' ETRANGER	12 000 000	6 000 000	6 000 000
00	2 62160 11 000	0114 01	MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	9 400 000	8 460 000	940 000
00	2 62230 11 000	0114 01	FRAIS DES RECEPTIONS OFFICIELS	3 600 000	3 600 000	0



			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	2 62320 11 000	0114 01 FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	1 350 000	1 350 000	0
00	2 62330 11 000	0114 01 FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	7 014 600	7 014 600	0
00	2 62360 11 000	0114 01 ABONNEMENT A L'INTERNET	8 968 000	8 968 000	0
00	2 62410 11 000	0114 01 LOYER BUREAUX	78 000 000	78 000 000	0
00	2 62510 11 000	0114 01 ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	1 500 000	1 500 000	0
00	2 62550 11 000	0114 01 ENTRETIEN DU CHARROI	3 426 000	3 426 000	0
00	2 62580 11 000	0114 01 ENTRETIEN DES MACHINES	9 080 600	9 080 600	0
00	2 62620 11 000	0114 01 ASSURANCE VEHICULES	5 352 622	5 352 622	0
00	2 63120 11 000	0114 01 CARBURANT ET LUBRIFIANTS	12 465 000	10 465 000	2 000 000
00	2 63210 11 000	0114 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	35 000 000	28 728 000	6 272 000
00	2 63510 11 000	0114 01 CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	3 600 000	3 600 000	0
00	6 67210 11 000	0114 01 FRAIS FUNERAIRES	1 290 418	1 424 000	-133 582
00	7 66110 11 000	0114 01 AUDIT DES MINISTERES	90 619 266	0	90 619 266
00	7 66620 11 000	0114 01 CONTRIBUTION AUX INSTITUTIONS SUPERIEURES DE CONTROLE	1 873 463	1 751 790	121 673
			<b>2 000 000 000</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>1 000 000 000</b>
<b>08</b>	<b><u>COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE</u></b>				
	<b>001</b>	<b>CABINET</b>	<b>2 000 000 000</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>1 000 000 000</b>
	00	7 66110 11 000 0133 01 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	2 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
			<b>3 386 034 506</b>	<b>3 218 714 941</b>	<b>167 319 565</b>
<b>09</b>	<b><u>MINISTERE DE L'INTERIEUR</u></b>				
	<b>001</b>	<b>CABINET</b>	<b>1 647 356 638</b>	<b>1 548 099 155</b>	<b>99 257 483</b>
	00	1 61110 11 000 0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	44 923 949	39 630 196	5 293 753
	00	1 61140 11 000 0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 731 486	7 427 166	304 320
	00	1 61160 11 000 0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	370 000	370 000	0
	00	1 61210 11 000 0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 525 247	3 589 141	936 106
	00	1 61240 11 000 0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 621 920	1 789 920	-168 000
	00	1 61260 11 000 0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 032 000	576 000	456 000
	00	1 61610 11 000 0113 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 312 699	3 804 499	508 200
	00	1 61620 11 000 0113 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	341 430	243 496	97 934
	00	2 62120 11 000 0113 01 FORMATION PATRIOTIQUE	200 000 000	60 000 000	140 000 000
	00	2 62140 11 000 0113 01 MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	15 250 000	19 252 276	-4 002 276
	00	2 62160 11 000 0113 01 MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	16 000 000	17 101 356	-1 101 356
	00	2 62250 11 000 0113 01 FRAIS DE RENSEIGNEMENT	39 600 000	39 600 000	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	2 62320 11 000	0113 01 FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUE	98 670	98 670	0
00	2 62330 11 000	0113 01 FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS COMMUNALES	79 479 000	79 479 000	0
00	2 62330 11 000	0113 02 FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	8 704 470	8 704 470	0
00	2 62340 11 000	0113 01 MAINTENANCE INFORMATIQUE	8 970 000	8 970 000	0
00	2 62420 11 000	0113 01 HEBERGEMENT DES GOUVERNEURS	8 073 000	8 073 000	0
00	2 62510 11 000	0113 01 ENTRETIEN DES BATIMENTS	986 700	986 700	0
00	2 62550 11 000	0113 01 ENTRETIEN CHARROI/ADMINISTRATION CENTRALE	2 800 000	2 800 000	0
00	2 62550 11 000	0113 02 ENTRETIEN CHARROI/ADMINISTRATION PROVINCIALE	60 600 000	338 167 618	-277 567 618
00	2 63120 11 000	0113 01 ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS/ADMINISTRATION CENTRALE	16 074 000	16 074 000	0
00	2 63120 11 000	0113 02 ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS/ADMINISTRATION PROVINCIALE	200 000 000	200 000 000	0
00	2 63210 11 000	0113 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	7 104 240	7 104 240	0
00	2 63280 11 000	0113 01 ACQUISITIDN DES DRAPEAUX NATIONAUX	148 000 000	148 000 000	0
00	2 63280 11 000	0113 02 PRODUCTION DE LA CARTE D'IDENTITE BIOMETRIQUE	400 000 000	135 000 000	265 000 000
00	2 63510 11 000	0113 01 CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	6 127 407	6 127 407	0
00	4 21370 11 000	0521 01 EVACUATION DES EAUX USEES	70 000 000	70 000 000	0
00	7 66110 11 000	0113 01 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS COMMUNALES	13 710 695	15 130 000	-1 419 305
00	7 66110 11 000	0113 02 FONCTIONNEMENT DES ADMINSTRATIONS PROVINCIALES	208 424 312	230 000 000	-21 575 688
00	7 66110 11 000	0113 03 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PORTE PAROLE DE L'OPPOSITION	72 495 413	80 000 000	-7 504 587
<b>002</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE</b>		<b>1 331 365 981</b>	<b>1 263 970 880</b>	<b>67 395 101</b>
00	1 61110 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	875 417 400	810 571 666	64 845 734
00	1 61140 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	317 045 640	317 045 640	0
00	1 61160 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	18 400 000	18 400 000	0
00	1 61210 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	20 836 733	23 633 208	-2 796 475
00	1 61240 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	9 423 840	10 681 440	-1 257 600
00	1 61260 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	3 120 000	3 600 000	-480 000
00	1 61610 11 000	0113 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	85 040 070	77 814 880	7 225 190
00	1 61620 11 000	0113 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 391 608	1 533 356	-141 748
00	2 63210 11 000	0113 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	690 690	690 690	0
<b>003</b>	<b>DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES JURIDIQUES ET POLITIQUES</b>		<b>29 781 949</b>	<b>23 776 685</b>	<b>6 005 264</b>
00	1 61110 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 851 550	17 088 240	4 763 310
00	1 61140 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 628 920	3 196 440	432 480
00	1 61160 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000	156 000	24 000
00	1 61210 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	690 259	466 656	223 603
00	1 61240 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	348 480	232 320	116 160

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61260 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	156 000	180 000	-24 000
00	1 61610 11 000	0113 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 097 749	1 640 471	457 278
00	1 61620 11 000	0113 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	39 631	27 198	12 433
00	2 63210 11 000	0113 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	789 360	789 360	0
<b>004</b>	<b>DIRECTION DE LA POPULATION</b>		<b>44 076 326</b>	<b>42 356 922</b>	<b>1 719 404</b>
00	1 61110 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	31 531 805	29 486 977	2 044 828
00	1 61140 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 887 092	2 887 092	0
00	1 61160 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	588 000	588 000	0
00	1 61210 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 002 827	4 244 448	-241 621
00	1 61240 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	813 120	813 120	0
00	1 61260 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	156 000	512 000	-356 000
00	1 61610 11 000	0113 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 128 053	2 829 022	299 031
00	1 61620 11 000	0113 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	278 739	305 573	-26 834
00	2 63210 11 000	0113 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	690 690	690 690	0
<b>005</b>	<b>DIRECTION DES FINANCES COMMUNALES</b>		<b>97 142 868</b>	<b>94 683 034</b>	<b>2 459 834</b>
00	1 61110 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	72 196 493	67 566 846	4 629 647
00	1 61140 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 064 212	15 064 212	0
00	1 61160 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 056 000	1 056 000	0
00	1 61210 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	740 259	2 956 279	-2 216 020
00	1 61240 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	232 320	464 640	-232 320
00	1 61260 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000	144 000	-72 000
00	1 61610 11 000	0113 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 030 863	6 486 414	544 449
00	1 61620 11 000	0113 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	60 031	253 953	-193 922
00	2 63210 11 000	0113 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	690 690	690 690	0
<b>006</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE LA PROSPECTIVE ET DE LA COORDINATION DES ONGs</b>		<b>17 158 635</b>	<b>15 552 456</b>	<b>1 606 179</b>
00	1 61110 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 265 989	10 528 962	737 027
00	1 61140 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 145 024	3 145 024	0
00	1 61160 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	177 000	177 000	0
00	1 61210 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	455 249	0	455 249
00	1 61240 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	232 320	0	232 320
00	1 61260 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000	0	72 000
00	1 61610 11 000	0113 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 094 534	1 010 780	83 754
00	1 61620 11 000	0113 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	25 829	0	25 829
00	2 63210 11 000	0113 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	690 690	690 690	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
007	<b>DIRECTION DE L' ADMINISTRATION DES ELECTIONS</b>		<b>6 699 270</b>	<b>6 350 905</b>	<b>348 365</b>
00	1 61110 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 719 106	4 410 379	308 727
00	1 61140 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	778 440	778 440	0
00	1 61160 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000	48 000	0
00	1 61210 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61240 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61260 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61610 11 000	0113 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	463 034	423 396	39 638
00	1 61620 11 000	0113 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	0	0
00	2 63210 11 000	0113 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	690 690	690 690	0
008	<b>DIRECTION DES ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET MUNICIPALES</b>		<b>15 008 496</b>	<b>11 207 714</b>	<b>3 800 782</b>
00	1 61110 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 715 542	8 459 646	3 255 896
00	1 61140 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 429 572	1 197 252	232 320
00	1 61160 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000	48 000	0
00	1 61210 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61240 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61260 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61610 11 000	0113 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 124 692	812 126	312 566
00	1 61620 11 000	0113 01 CDNTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SDCIALE S/CONTRATS	0	0	0
00	2 63210 11 000	0113 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	690 690	690 690	0
009	<b>DIRECTION DE LA COORDINATION DES DNGs</b>		<b>14 725 608</b>	<b>13 619 694</b>	<b>1 105 914</b>
00	1 61110 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 858 867	10 148 474	710 393
00	1 61140 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 674 276	1 674 276	0
00	1 61160 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000	84 000	0
00	1 61210 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	203 182	0	203 182
00	1 61240 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	116 160	0	116 160
00	1 61260 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000	48 000	-12 000
00	1 61610 11 000	0113 01 CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 052 451	974 254	78 197
00	1 61620 11 000	0113 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 982	0	9 982
00	2 63210 11 000	0113 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	690 690	690 690	0
010	<b>DIRECTION DE LA CONCERTATION ET DE PROSPECTIVE</b>		<b>24 497 496</b>	<b>24 497 496</b>	<b>0</b>
00	1 61110 11 000	0113 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 464 162	10 464 162	0
00	1 61140 11 000	0113 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 145 024	3 145 024	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61160 11 000	0113 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	175 000	175 000	0
00	1 61610 11 000	0113 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 040 560	10 040 560	0
00	2 63210 11 000	0113 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	672 750	672 750	0
<b>502</b>	<b>FORUM PERMANENT DE DIALOGUE ENTRE PARTIS POLITIQUES</b>		<b>158 221 239</b>	<b>174 600 000</b>	<b>-16 378 761</b>
00	7 66110 11 000	0113 01 FORUM PERMANENT DE DIALOGUE ENTRE PARTIS POLITIQUES	158 221 239	174 600 000	-16 378 761
<b>10</b>	<b><u>MINISTERE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL</u></b>		<b><u>9 603 911 069</u></b>	<b><u>8 641 222 482</u></b>	<b><u>962 688 587</u></b>
<b>001</b>	<b>CABINET DU MINISTRE</b>		<b>454 844 042</b>	<b>378 641 462</b>	<b>76 202 580</b>
00	1 61110 11 000	0132 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 929 124	10 116 809	812 315
00	1 61140 11 000	0132 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 791 896	2 791 896	0
00	1 61160 11 000	0132 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	160 000	156 000	4 000
00	1 61210 11 000	0132 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	835 427	3 161 167	-2 325 740
00	1 61240 11 000	0132 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	504 480	1 962 720	-1 458 240
00	1 61260 11 000	0132 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CDNTRATS	220 000	792 000	-572 000
00	1 61320 0132	01 APPUI AU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET SOCIAL	0	135 484 142	-135 484 142
00	1 61320 11 000	0132 02 ANTENNES PROVINCIALES DU PLAN	110 413 871	0	110 413 871
00	1 61610 11 000	0132 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 048 911	971 214	77 697
00	1 61620 11 000	0132 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	57 051	206 540	-149 489
00	2 62140 11 000	0132 01 MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	13 679 250	13 679 250	0
00	2 62160 11 000	0132 01 FRAIS DE SUIVI EVALUATION	5 000 000	0	5 000 000
00	2 62160 11 000	0132 02 FRAIS DE MISSION POUR LE PROGRAMME PETITS PROJETS RURAUX	4 036 500	4 036 500	0
00	2 62160 11 000	0132 03 EVALUATION DE LA PERFORMANCE DES COMMUNES	45 000 000	0	45 000 000
00	2 62320 11 000	0132 01 FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	419 796	419 796	0
00	2 62330 11 000	0132 01 FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	6 325 920	6 325 920	0
00	2 62360 11 000	0132 01 ABONNEMENT A L' INTERNET	7 490 876	7 490 876	0
00	2 62510 11 000	0132 01 ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	1 533 870	1 533 870	0
00	2 62550 11 000	0132 01 ENTRETIEN CHARROI	1 600 000	4 748 300	-3 148 300
00	2 62580 11 000	0132 01 ENTRETIEN DES CLIMATISEURS	3 299 996	3 299 996	0
00	2 62580 11 000	0132 02 ENTRETIEN GROUPE ELECTROGENE	2 691 000	2 691 000	0
00	2 62580 11 000	0132 03 ENTRETIEN PARC INFORMATIQUE	6 435 165	6 435 165	0
00	2 63120 11 000	0132 01 ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	7 020 000	19 254 953	-12 234 953
00	2 63210 11 000	0132 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	7 947 248	7 947 248	0
00	2 63510 11 000	0134 01 CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	9 687 600	9 687 600	0
00	5 65320 11 000	0421 02 APPUI A LA PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE	32 123 171	35 448 500	-3 325 329

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 7 66110 0132	03	APPUI AU CENTRE DE FORMATION DES ACTEURS LOCAUX	0	100 000 000	-100 000 000
00 7 66110 11 000	0132 01	PROMOUVOIR L'AUTO-EMPLOI DES JEUNES	9 061 927	0	9 061 927
00 7 66110 11 000	0132 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL DE FORMATION DES ACTEURS LOCAUX	100 000 000	0	100 000 000
00 7 66110 11 000	0132 04	PROMOUVOIR LES COOPERATIVES ET LES MICROCREDITS RURAUX	14 530 963	0	14 530 963
00 7 66110 11 000	0132 05	APPUI AU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET SOCIAL	50 000 000	0	50 000 000
<b>002</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA COORDINATION DU DEVELOPPEMENT LOCAL</b>		<b>22 049 332</b>	<b>21 473 482</b>	<b>575 850</b>
00 1 61110 11 000	0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 472 957	13 400 886	1 072 071
00 1 61140 11 000	0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 891 316	2 891 316	0
00 1 61160 11 000	0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000	144 000	12 000
00 1 61210 11 000	0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	506 568	864 943	-358 375
00 1 61240 11 000	0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	232 320	348 480	-116 160
00 1 61260 11 000	0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000	252 000	-108 000
00 1 61610 11 000	0421 01	CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 389 404	1 286 485	102 919
00 1 61620 11 000	0421 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	31 988	60 593	-28 605
00 2 63210 11 000	0421 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 224 779	2 224 779	0
<b>003</b>	<b>DIRECTION DE LA FORMATION ET DE L'ANIMATION DES COMMUNAUTES</b>		<b>12 619 702</b>	<b>12 630 277</b>	<b>-10 575</b>
00 1 61110 11 000	0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 339 214	7 980 574	358 640
00 1 61140 11 000	0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 042 008	1 042 008	0
00 1 61160 11 000	0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000	36 000	0
00 1 61210 11 000	0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	438 699	726 239	-287 540
00 1 61240 11 000	0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	304 320	388 320	-84 000
00 1 61260 11 000	0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000	84 000	-12 000
00 1 61610 11 000	0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUS	800 565	766 135	34 430
00 1 61620 11 000	0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 843	43 948	-20 105
00 2 63210 11 000	0421 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 563 053	1 563 053	0
<b>004</b>	<b>DIRECTION DE LA DECENTRALISATION</b>		<b>10 971 610</b>	<b>7 268 835</b>	<b>3 702 775</b>
00 1 61110 11 000	0134 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/S	7 955 062	4 588 020	3 367 042
00 1 61140 11 000	0134 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/S	848 640	848 640	0
00 1 61160 11 000	0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	36 000	36 000	0
00 1 61210 11 000	0134 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	472 198	241 041	231 157
00 1 61240 11 000	0134 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/C	137 760	116 160	21 600
00 1 61260 11 000	0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	84 000	84 000	0
00 1 61610 11 000	0134 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	495 686	440 450	55 236

				Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence	
00	1 61620 11 000	0134	01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE S/C	42 264	14 524	27 740
00	2 63210 11 000	0134	01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	900 000	900 000	0
<b>005</b>	<b>DIRECTION DE LA PLANIFICATION LOCALE ET DE LA COORDINATION DES PROJETS COMMUNAUX</b>			<b>28 398 293</b>	<b>25 118 660</b>	<b>3 279 633</b>	
00	1 61110 11 000	0132	01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS/STATUTS	16 739 040	15 499 111	1 239 929
00	1 61140 11 000	0132	01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES SOUS/STATUTS	3 017 760	3 017 760	0
00	1 61160 11 000	0132	01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS/STATUTS	168 000	156 000	12 000
00	1 61210 11 000	0132	01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS/CONTRATS	1 226 701	253 674	973 027
00	1 61240 11 000	0132	01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES SOUS/CONTRATS	740 640	116 160	624 480
00	1 61260 11 000	0132	01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS/CONTRATS	324 000	72 000	252 000
00	1 61610 11 000	0132	01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS/STATUTS	1 606 948	1 487 915	119 033
00	1 61620 11 000	0132	01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS/CONTRATS	75 204	16 040	59 164
00	2 63210 11 000	0132	02	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	4 500 000	4 500 000	0
<b>006</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE LA PROMOTION DE L'ECONOMIE LOCALE ET DE L'ENTREPRETARIAT</b>			<b>11 367 611</b>	<b>11 523 181</b>	<b>-155 570</b>	
00	1 61110 11 000	0421	01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS/STATUTS	6 647 188	6 118 867	528 321
00	1 61140 11 000	0421	01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES SOUS/STATUTS	1 324 800	1 324 800	0
00	1 61160 11 000	0421	01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS/STATUTS	36 000	36 000	0
00	1 61210 11 000	0421	01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS/CONTRATS	257 678	726 240	-468 562
00	1 61240 11 000	0421	01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES SOUS/CONTRATS	116 160	390 241	-274 081
00	1 61260 11 000	0421	01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS/CONTRATS	0	72 000	-72 000
00	1 61610 11 000	0421	01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS/STATUTS	744 485	587 411	157 074
00	1 61620 11 000	0421	01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS/CONTRATS	16 521	42 843	-26 322
00	2 63210 11 000	0421	01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 224 779	2 224 779	0
<b>007</b>	<b>DIRECTION DE LA PROMOTION DES VILLAGES</b>			<b>7 707 154</b>	<b>7 347 489</b>	<b>359 665</b>	
00	1 61110 11 000	0421	01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS/STATUTS	5 016 182	4 688 020	328 162
00	1 61140 11 000	0421	01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES SOUS/STATUTS	848 640	848 640	0
00	1 61160 11 000	0421	01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS/STATUTS	36 000	36 000	0
00	1 61610 11 000	0421	01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOUS/STATUTS	481 553	450 050	31 503
00	2 63210 11 000	0421	01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 324 779	1 324 779	0
<b>008</b>	<b>DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'ECONOMIE LOCALE</b>			<b>92 416 897</b>	<b>87 039 551</b>	<b>5 377 346</b>	
00	1 61110 11 000	0421	01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	63 772 053	59 048 197	4 723 856
00	1 61140 11 000	0421	01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	9 957 948	9 957 948	0
00	1 61160 11 000	0421	01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	11 040 000	11 040 000	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61610 11 000	0421 01	6 322 117	5 668 627	653 490
00	2 63210 11 000	0421 01	1 324 779	1 324 779	0
<b>009</b>	<b>FONDS NATIONAL D' INVESTISSEMENT COMMUNAL ( FONIC)</b>		<b>8 777 297 895</b>	<b>7 869 679 545</b>	<b>907 618 350</b>
00	4 21210 11 000	0421 01	500 000 000	341 120 680	158 879 320
00	4 21220 11 000	0912 01	781 451 296	5 500 000 000	-4 718 548 704
00	4 21220 11 000	0912 02	0	728 000 000	-728 000 000
00	4 21220 11 000	0421 03	6 450 000 000	0	6 450 000 000
00	7 66110 0421	02	0	849 248 260	-849 248 260
00	7 66110 11 000	0421 01	1 045 846 599	451 310 605	594 535 994
<b>501</b>	<b>PROJET PADLPC</b>		<b>100 000 000</b>	<b>220 500 000</b>	<b>-120 500 000</b>
00	4 27100 11 000	0132 01	100 000 000	220 500 000	-120 500 000
<b>508</b>	<b>PROJET CNFAL</b>		<b>86 238 533</b>	<b>0</b>	<b>86 238 533</b>
00	4 27100 11 000	0132 01	86 238 533	0	86 238 533
<b>11</b>	<b>MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE</b>		<b>60 500 426 820</b>	<b>61 254 492 026</b>	<b>-754 065 206</b>
<b>001</b>	<b>CABINET DU MINISTRE</b>		<b>60 500 426 820</b>	<b>61 254 492 026</b>	<b>-754 065 206</b>
00	1 61110 11 000	0113 01	8 731 278 480	8 473 437 915	257 840 565
00	1 61140 11 000	0311 01	974 217 839	880 202 541	94 015 298
00	1 61160 11 000	0311 01	119 205 400	121 063 800	-1 858 400
00	1 61210 11 000	0311 01	15 749 374 105	15 065 801 144	683 572 961
00	1 61240 11 000	0311 01	1 057 495 864	1 007 530 528	49 965 336
00	1 61260 11 000	0311 01	405 946 600	385 825 800	20 120 800
00	1 61280 11 000	0311 01	349 301 289	0	349 301 289
00	1 61610 11 000	0311 01	2 134 230 058	2 002 792 216	131 437 842
00	1 61620 11 000	0311 01	3 553 738 649	2 965 179 915	588 558 734
00	1 61680 11 000	0311 01	1 828 000 000	1 828 000 000	0
00	2 62140 11 000	0311 01	27 000 000	41 615 846	-14 615 846
00	2 62160 11 000	0311 01	225 000 000	225 000 000	0
00	2 62230 11 000	0311 01	72 000 000	72 000 000	0
00	2 62250 11 000	0311 01	198 000 000	198 000 000	0
00	2 62320 11 000	0311 01	13 860 000	13 860 000	0
00	2 62330 11 000	0311 01	152 100 000	152 100 000	0



			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence	
00	2 62360 11 000	0311 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	37 989 283	35 189 283	2 800 000
00	2 62420 11 000	0311 01	LOYERS D' HABITATION	2 386 620 000	2 300 710 000	85 910 000
00	2 62510 11 000	0311 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	80 000 000	63 000 000	17 000 000
00	2 62550 11 000	0311 01	ENTRETIEN CHARROI	1 000 000 000	2 050 000 000	-1 050 000 000
00	2 62570 11 000	0311 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE	28 104 100	28 104 100	0
00	2 63120 11 000	0311 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFINATS	2 500 000 000	2 500 000 000	0
00	2 63140 11 000	0311 01	ENTRETIEN DES TROUPES , ALIMENTATION ET HABILLEMENT	16 114 562 359	17 314 562 359	-1 200 000 000
00	2 63210 11 000	0311 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	279 000 000	279 000 000	0
00	2 63280 11 000	0311 01	ACHAT PASSEPORT POUR LES POLICIERS EN MAINTIEN DE LA PAIX	34 850 000	0	34 850 000
00	2 63510 11 000	0311 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	400 000 000	400 000 000	0
00	4 20110 11 000	0311 01	ETUDE D'EVALUATION DU CONTRAT CONTEC GLOBAL	30 000 000	0	30 000 000
00	4 21430 0311	01	EQUIPEMENT POUR LA POLICE NATIONALE	0	2 069 392 283	-2 069 392 283
00	4 21450 11 000	0311 01	EQUIPEMENT SPECIAL POUR LA PROTECTION CIVIL	173 668 498	0	173 668 498
00	4 21450 11 000	0311 02	EQUIPEMENT POUR LA POLICE NATIONALE	1 000 000 000	0	1 000 000 000
00	7 66110 11 000	0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA PLATE FORME	33 000 000	30 240 000	2 760 000
00	7 66110 11 000	0311 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION TECHNIQUE DE DESARMEMENT	314 487 375	314 487 375	0
00	7 66110 11 000	0311 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT D'UN ATTACHE DE SECURITE A NAIROBIE DANS LE CADRE DE L'INTERPOL	58 382 091	58 382 091	0
00	7 66110 11 000	0311 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT D'UN ATTACHE A L'EASBRICOM	56 681 682	56 681 682	0
00	7 66110 11 000	0311 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ATTACHES DE SECURITE	60 000 000	0	60 000 000
00	7 66680 11 000	0311 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES (INTERPOL)	42 333 148	42 333 148	0
00	8 67310 11 000	0311 01	BOURSES ET STAGES(Y COMPRIS LES FRAIS DES FORMATEURS)	280 000 000	280 000 000	0
<b>12</b>	<b>MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>		<b>37 634 786 235</b>	<b>33 379 274 525</b>	<b>4 255 511 710</b>	
<b>001</b>	<b>CABINET</b>		<b>2 695 362 976</b>	<b>2 471 897 232</b>	<b>223 465 744</b>	
00	1 61110 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	31 673 856	32 503 807	-829 951
00	1 61140 11 000	0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	9 825 108	11 788 824	-1 963 716
00	1 61160 11 000	0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000	300 000	0
00	1 61210 11 000	0115 01	HONORAIRES DES INFORMATIENS	14 232 780	15 600 000	-1 367 220
00	1 61350 11 000	0115 01	REGULARISATION DES EX-FONCTIONNAIRES DE LA CEPGL	71 385 238	385 290 786	-313 905 548
00	1 61610 11 000	0115 01	CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 973 208	5 312 964	-339 756
00	2 62140 11 000	0115 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	100 000 000	207 200 024	-107 200 024
00	2 62150 11 000	0115 01	VOYAGES DES DIPLOMATES	323 124 957	578 980 868	-255 855 911
00	2 62230 11 000	0115 01	FRAIS POUR LES CONFERENCES	2 421 900	1 121 900	1 300 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence	
00	2 62320 11 000	0115 01	FRAIS POUR VALISE DIPLOMATIQUE	10 800 000	10 800 000	0
00	2 62320 11 000	0115 02	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	179 400	179 400	0
00	2 62330 11 000	0115 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	20 304 000	20 304 000	0
00	2 62360 11 000	0115 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	32 400 000	32 400 000	0
00	2 62430 11 000	0661 01	LOCATION VEHICULES POUR DELEGATIONS ETRANGERES	79 047 514	89 594 636	-10 547 122
00	2 62550 11 000	0115 01	ENTRETIEN DU CHARROI	4 194 897	5 494 897	-1 300 000
00	2 62580 11 000	0115 01	ENTRETIEN DU GROUPE ELECTROGENE	3 202 290	3 202 290	0
00	2 63120 11 000	0115 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	4 800 000	14 284 725	-9 484 725
00	2 63210 11 000	0115 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	55 816 733	55 816 733	0
00	2 63510 11 000	0115 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	10 218 416	10 218 416	0
00	4 21220 11 000	0115 01	CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE ET D'UNE CHANCELLERIE A ADDIS	1 000 000 000	261 197 389	738 802 611
00	4 21220 11 000	0115 02	REHABILITATION DES AMBASSADES	163 590 000	163 590 000	0
00	4 21410 11 000	0115 01	ACQUISITION VEHICULES AMBASSADES ET ATTACHES DE SECURITE	320 671 612	131 379 573	189 292 039
00	4 21430 11 000	0115 01	EQUIPEMENT SALLE DE REUNION	360 000 000	360 000 000	0
00	4 21430 11 000	0115 02	EQUIPEMENT BUREAUTIQUE ET MOBILIER	10 000 000	0	10 000 000
00	7 66110 11 000	0115 01	FONCTIONNEMENT DU MECANISME DE COORDINATION DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES REGIONS DES GRANDS LACS(CHIRGL)	62 201 067	75 336 000	-13 134 933
<b>002</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE LA FRANCOPHONIE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE</b>		<b>8 934 300</b>	<b>8 239 476</b>	<b>694 824</b>	
00	1 61110 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 762 919	5 232 696	530 223
00	1 61140 11 000	0115 01	INDEMNITES & PRIMES DE TECHNICITE SOUS/STATUTS	2 234 680	2 081 800	152 880
00	1 61160 11 000	0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000	36 000	36 000
00	1 61610 11 000	0115 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	864 701	888 980	-24 279
<b>003</b>	<b>DELEGATION A LA FRANCOPHONIE</b>		<b>11 201 351</b>	<b>12 215 336</b>	<b>-1 013 985</b>	
00	1 61110 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 164 132	8 360 948	-196 816
00	1 61140 11 000	0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 646 628	2 790 960	-1 144 332
00	1 61160 11 000	0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000	0	36 000
00	1 61610 11 000	0115 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 354 591	1 063 428	291 163
<b>004</b>	<b>DIRECTION DE L'INTEGRATION REGIONALE</b>		<b>9 550 182</b>	<b>16 108 620</b>	<b>-6 558 438</b>	
00	1 61110 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 009 363	11 242 092	-5 232 729
00	1 61140 11 000	0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 667 372	3 240 036	-572 664
00	1 61160 11 000	0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000	72 000	-36 000
00	1 61610 11 000	0115 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	837 447	1 554 492	-717 045

		Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>005</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE L'INSPECTION DIPLOMATIQUE, DE LA DIASPORA ET DE LA COMMUNICATION</b>	<b>9 558 785</b>	<b>7 513 679</b>	<b>2 045 106</b>
00 1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 292 089	4 963 987	1 328 102
00 1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 250 996	1 896 640	354 356
00 1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000	0	24 000
00 1 61610 11 000	0115 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	991 700	653 052	338 648
<b>006</b>	<b>DIRECTION DU BUREAU DES ETUDES PROSPECTIVES ET DE L'INSPECTION DIPLOMATIQUE</b>	<b>11 614 129</b>	<b>11 596 957</b>	<b>17 172</b>
00 1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 366 907	8 082 361	-715 454
00 1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 995 164	2 103 864	891 300
00 1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000	72 000	-12 000
00 1 61610 11 000	0115 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 192 058	1 338 732	-146 674
<b>007</b>	<b>DIRECTION DE LA DIASPORA</b>	<b>7 912 784</b>	<b>32 526 270</b>	<b>-24 613 486</b>
00 1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 112 906	21 769 157	-16 656 251
00 1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	1 947 180	7 306 248	-5 359 068
00 1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	0	84 000	-84 000
00 1 61610 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	852 698	3 366 865	-2 514 167
<b>008</b>	<b>DIRECTION DE COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION</b>	<b>13 642 197</b>	<b>18 764 251</b>	<b>-5 122 054</b>
00 1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 097 807	11 079 457	-1 981 650
00 1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 167 316	5 397 372	-2 230 056
00 1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	0	72 000	-72 000
00 1 61610 11 000	0115 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 377 074	2 215 422	-838 348
<b>009</b>	<b>DIRECTION GENERALE DU PROTOCOLE, DES AFFAIRES CONSULAIRES ET JURIDIQUES</b>	<b>14 429 835</b>	<b>9 962 377</b>	<b>4 467 458</b>
00 1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 939 483	6 238 143	3 701 340
00 1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	2 937 696	2 580 960	356 736
00 1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000	72 000	-24 000
00 1 61610 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE S/STATUTS	1 504 656	1 071 274	433 382
<b>010</b>	<b>DIRECTION DU PROTOCOLE ET DES AFFAIRES CONSULAIRES</b>	<b>42 226 172</b>	<b>51 863 907</b>	<b>-9 637 735</b>
00 1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	28 904 724	13 923 009	14 981 715
00 1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	9 349 020	6 720 000	2 629 020
00 1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000	36 000	48 000
00 1 61210 0115	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	11 436 705	-11 436 705
00 1 61240 0115	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	0	11 585 196	-11 585 196

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 1 61260 0115	01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	2 040 000	-2 040 000
00 1 61610 11 000	0115 01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE S/STATUTS	3 888 428	3 853 280	35 148
00 1 61620 0115	01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	760 066	-760 066
00 2 62510 0115	01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DES IMMEUBLES	0	1 509 651	-1 509 651
<b>011</b>		<b>DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES</b>	<b>15 169 010</b>	<b>13 611 212</b>	<b>1 557 798</b>
00 1 61110 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 333 008	9 257 472	1 075 536
00 1 61140 11 000	0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 263 280	2 614 044	649 236
00 1 61160 11 000	0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000	108 000	-36 000
00 1 61610 11 000	0115 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 500 722	1 631 696	-130 974
<b>012</b>		<b>DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION</b>	<b>14 520 993</b>	<b>23 529 412</b>	<b>-9 008 419</b>
00 1 61110 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 313 704	15 850 408	-7 536 704
00 1 61140 11 000	0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	4 209 600	5 200 008	-990 408
00 1 61160 11 000	0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000	36 000	36 000
00 1 61610 11 000	0115 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 925 689	2 442 996	-517 307
<b>013</b>		<b>DIRECTION DE L'ADMINISTRATION FINANCIERE ET DE LA LOGISTIQUE</b>	<b>44 701 353</b>	<b>9 929 610</b>	<b>34 771 743</b>
00 1 61110 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 834 156	6 346 430	2 487 726
00 1 61140 11 000	0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	4 165 440	2 485 824	1 679 616
00 1 61160 11 000	0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000	60 000	-24 000
00 1 61210 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRCTES DE BASE S/CONTRATS	12 172 625	0	12 172 625
00 1 61240 11 000	0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	13 420 968	0	13 420 968
00 1 61260 11 000	0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 728 000	0	1 728 000
00 1 61610 11 000	0115 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 021 798	1 037 356	984 442
00 1 61620 11 000	0115 01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	812 715	0	812 715
00 2 62510 11 000	0115 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DES IMMEUBLES	1 509 651	0	1 509 651
<b>014</b>		<b>DIRECTION GENERALE DES RELATIONS AVEC L'EUROPE,L'AMERIQUE ET LES CARAIBES</b>	<b>20 593 515</b>	<b>5 981 130</b>	<b>14 612 385</b>
00 1 61110 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 489 824	3 386 954	10 102 870
00 1 61140 11 000	0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	4 362 934	1 935 912	2 427 022
00 1 61160 11 000	0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000	0	108 000
00 1 61610 11 000	0115 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 632 757	658 264	1 974 493
<b>015</b>		<b>DIRECTION CHARGEE DES RELATIONS AVEC L' EUROPE</b>	<b>14 142 443</b>	<b>17 297 754</b>	<b>-3 155 311</b>
00 1 61110 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 589 286	11 456 732	-1 867 446
00 1 61140 11 000	0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 252 528	3 865 440	-612 912

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000	96 000	-60 000
00	1 61610 11 000	0115 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 264 629	1 879 582	-614 953
<b>016</b>	<b>DIRECTION CHARGEE DES RELATIONS AVEC L'AMERIQUE ET LES CARAIBES</b>		<b>12 035 894</b>	<b>16 583 331</b>	<b>-4 547 437</b>
00	1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 578 960	11 016 393	-3 437 433
00	1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 384 384	3 670 848	-286 464
00	1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000	120 000	-60 000
00	1 61610 11 000	0115 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 012 550	1 776 090	-763 540
<b>017</b>	<b>DIRECTION GENERALE CHARGEE DES RELATIONS AVEC L'AFRIQUE, L'ASIE ET L'OCEANIE</b>		<b>7 087 122</b>	<b>9 428 066</b>	<b>-2 340 944</b>
00	1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 047 944	6 673 184	-2 625 240
00	1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 358 072	1 508 640	849 432
00	1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000	60 000	24 000
00	1 61610 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	597 106	1 186 242	-589 136
<b>018</b>	<b>DIRECTION CHARGEE DES RELATIONS AVEC L'AFRIQUE</b>		<b>11 898 155</b>	<b>22 519 754</b>	<b>-10 621 599</b>
00	1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 296 770	14 786 270	-6 489 500
00	1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 406 960	5 397 900	-2 990 940
00	1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000	108 000	-12 000
00	1 61610 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 098 425	2 227 584	-1 129 159
<b>019</b>	<b>DIRECTION CHARGEE DES RELATIONS AVEC L'ASIE ET L'OCEANIE</b>		<b>21 365 785</b>	<b>14 510 216 449</b>	<b>-14 488 850 664</b>
00	1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 339 682	14 305 985	33 697
00	1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	4 352 184	4 559 832	-207 648
00	1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000	120 000	-48 000
00	1 61610 11 000	0115 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 601 919	2 471 343	130 576
00	2 62760 0115	01 CONTRIBUTION A L'INITIATIVE DU BASSIN DU NIL	0	35 000 000	-35 000 000
00	2 62760 0115	02 CONTRIBUTION A L' OIAC	0	1 031 062	-1 031 062
00	2 62760 0115	03 CONTRIBUTION A LA F.A.O	0	7 007 398	-7 007 398
00	2 62760 0115	04 CONTRIBUTION A LA CONFEJES	0	4 234 434	-4 234 434
00	2 62760 0115	05 CONTRIBUTION AU B.I.T	0	5 000 000	-5 000 000
00	2 62760 0115	06 CONTRIBUTION A L' OMC	0	248 472 000	-248 472 000
00	2 62760 0115	07 CONTRIBUTION DU PROGRAMME HCR	0	1 000 000	-1 000 000
00	2 62760 0115	08 CONTRIBUTION A L' AFRITAC	0	100 000 000	-100 000 000
00	2 62760 0115	09 CONTRIBUTION AU COUT DES ASSISTANCES BILATERALES	0	279 809 881	-279 809 881
00	2 62760 0115	12 CONTRIBUTION A LA A.H.JU.CA.F	0	3 173 270	-3 173 270
00	2 62760 0115	13 CONTRIBUTION A L' ONUDI	0	8 700 000	-8 700 000

		Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 2 62760 0115	14 CONTRIBUTION AU GROUPE U.E ET ACP	0	1 200 956	-1 200 956
00 2 62760 0115	15 CONTRIBUTION AU PNUD	0	5 000 000	-5 000 000
00 2 62760 0115	16 CONTRIBUTION A L'ISO	0	13 000 000	-13 000 000
00 2 62760 0115	17 CONTRIBUTION A L' O.M.S	0	7 111 646	-7 111 646
00 2 62760 0115	18 CONTRIBUTION AUX ORGANISATIONS D' INSPECTION	0	9 000 000	-9 000 000
00 2 62760 0115	19 CONTRIBUTION A L'O.N.U	0	29 280 400	-29 280 400
00 2 62760 0115	20 CONTRIBUTION AU FNUAP	0	1 000 000	-1 000 000
00 2 62760 0115	22 CONTRIBUTION A L' UNICEF	0	1 000 000	-1 000 000
00 2 62760 0115	23 CONTRIBUTION A LA GLIA	0	50 000 000	-50 000 000
00 2 62760 0115	25 CONTRIBUTION A L'UNESCO	0	3 412 500	-3 412 500
00 7 66610 0115	01 CONTRIBUTION A L' EGL	0	318 973 187	-318 973 187
00 7 66620 0115	01 CONTRIBUTION A L' EAC	0	9 464 138 568	-9 464 138 568
00 7 66620 0115	02 CONTRIBUTION A L' O.I.F	0	87 505 980	-87 505 980
00 7 66620 0115	03 CONTRIBUTION A L' ACCPUF	0	3 108 761	-3 108 761
00 7 66620 0115	05 CONTRIBUTION A L' OMD	0	31 150 000	-31 150 000
00 7 66620 0115	06 CONTRIBUTION AU CAFRAD	0	9 868 320	-9 868 320
00 7 66620 0115	07 CONTRIBUTION AU CORRIDOR NORD	0	89 000 000	-89 000 000
00 7 66620 0115	08 CONTRIBUTION AU FONDS DE SOLIDARITE AFRICAINE	0	400 500 000	-400 500 000
00 7 66620 0115	09 CONTRIBUTION AU COMESA	0	180 261 179	-180 261 179
00 7 66620 0115	10 CONTRIBUTION A LA CEPGL	0	85 329 250	-85 329 250
00 7 66620 0115	12 CONTRIBUTION AU FOND SPECIAL DE DEVELOPPEMENT (CIRGL)	0	4 890 000	-4 890 000
00 7 66620 0115	13 CONTRIBUTION A LA CPI	0	3 598 149	-3 598 149
00 7 66620 0115	14 CONTRIBUTION A L' U.A	0	172 849 865	-172 849 865
00 7 66620 0115	15 CONTRIBUTION A L' ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME	0	39 210 552	-39 210 552
00 7 66620 0115	17 CONTRIBUTION AU CDNSEIL INTER UNIVERSITAIRE DE L' EAC	0	384 718 100	-384 718 100
00 7 66620 0115	18 CONTRIBUTION A L' INBAR	0	1 978 755	-1 978 755
00 7 66620 0115	26 CONTRIBUTION A LA CEEAC	0	1 783 272 466	-1 783 272 466
00 7 66620 0115	27 CONTRIBUTION AUX ORGANISATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX	0	10 548 228	-10 548 228
00 7 66620 0115	28 CONTRIBUTION CISSA	0	74 432 477	-74 432 477
00 7 66680 0115	01 CONTRIBUTION AU CENTRE REGIONAL SUR LES ARMES LEGERES	0	42 333 148	-42 333 148
00 7 66680 0115	01 CONTRIBUTION AU FONDS POUR L' ENVIRONNEMENT MONDIAL	0	3 115 000	-3 115 000
00 7 66680 0115	02 CONTRIBUTION A L' AMCOW	0	14 585 000	-14 585 000
00 7 66680 0115	03 CONTRIBUTION A L' OMM	0	106 800 000	-106 800 000
00 7 66680 0115	04 CONTRIBUTION AU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L' ENVIRONNEMENT	0	890 000	-890 000
00 7 66680 0115	05 CONTRIBUTION A L'EASBRICOM	0	352 709 748	-352 709 748

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 7 66680 0115	06	CONTRIBUTION A LA PROTECTION DES ZONES HUMIDES	0	6 933 709	-6 933 709
00 7 66680 0115	07	CONTRIBUTION AU POP	0	2 625 300	-2 625 300
<b>020</b>		<b>DIRECTION GENERALE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ETRANGERES</b>	<b>12 142 970</b>	<b>16 109 489 702</b>	<b>-16 097 346 732</b>
00 1 61110 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 147 556	5 277 942 974	-5 269 795 418
00 1 61140 11 000	0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	2 584 800	0	2 584 800
00 1 61160 11 000	0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000	0	60 000
00 1 61210 0115	01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	1 898 475 133	-1 898 475 133
00 1 61240 0115	01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	0	239 753 713	-239 753 713
00 1 61610 11 000	0115 01	CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 350 614	15 147 000	-13 796 386
00 1 61620 0115	01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CDNTRATS	0	249 596 545	-249 596 545
00 2 62130 0115	01	VOYAGES OFFICIELS ET CONSULTATIONS	0	153 700 305	-153 700 305
00 2 62250 0115	01	FRAIS DE CONTACT	0	107 759 080	-107 759 080
00 2 62320 0115	01	VALISE DIPLOMATIQUE	0	18 350 000	-18 350 000
00 2 62330 0115	01	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	0	174 612 764	-174 612 764
00 2 62410 0115	01	LOYERS DE BUREAU	0	1 814 458 730	-1 814 458 730
00 2 62420 0115	01	LOYERS D'IMMEUBLES A USAGE D'HABITATION	0	3 747 776 855	-3 747 776 855
00 2 62510 0115	01	ENTRETIEN RESIDENCES ET CHANCELLERIES	0	147 637 011	-147 637 011
00 2 62550 0115	01	ENTRETIEN DES VEHICULES	0	283 575 184	-283 575 184
00 2 62620 0115	0112 01	ASSURANCE DES VEHICULES	0	129 323 042	-129 323 042
00 2 63210 0115	01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	48 613 547	-48 613 547
00 2 63410 0115	01	EQUIPEMENT DE BUREAUX	0	119 497 412	-119 497 412
00 6 67210 0115	01	SOINS DE SANTE	0	652 069 583	-652 069 583
00 8 67320 0115	01	FRAIS DE SCOLARISATION DES ENFANTS DES DIPLOMATES	0	1 031 200 824	-1 031 200 824
<b>021</b>		<b>DIRECTION DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ETRANGERES</b>	<b>15 124 624</b>	<b>0</b>	<b>15 124 624</b>
00 1 61110 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 035 313	0	10 035 313
00 1 61140 11 000	0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	3 495 636	0	3 495 636
00 1 61160 11 000	0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000	0	36 000
00 1 61610 11 000	0115 01	CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 557 675	0	1 557 675
<b>022</b>		<b>DIRECTION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES</b>	<b>12 891 353 750</b>	<b>0</b>	<b>12 891 353 750</b>
00 1 61110 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 961 325	0	16 961 325
00 1 61140 11 000	0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	5 591 916	0	5 591 916
00 1 61160 11 000	0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000	0	120 000
00 1 61610 11 000	0115 01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 598 919	0	2 598 919

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	2 62760 11 000	0115 01 CONTRIBUTION A L'INITIATIVE DU BASSIN DU NIL	35 000 000	0	35 000 000
00	2 62760 11 000	0115 02 CONTRIBUTION A L' OIAC	1 031 062	0	1 031 062
00	2 62760 11 000	0115 03 CONTRIBUTION A LA F.A.O	7 007 398	0	7 007 398
00	2 62760 11 000	0115 04 CONTRIBUTION A LA CONFEJES	3 535 556	0	3 535 556
00	2 62760 11 000	0115 05 CONTRIBUTION AU B.J.T	5 000 000	0	5 000 000
00	2 62760 11 000	0115 06 CONTRIBUTION A L' OMC	1 406 564	0	1 406 564
00	2 62760 11 000	0115 07 CONTRIBUTION DU PROGRAMME HCR	1 000 000	0	1 000 000
00	2 62760 11 000	0115 08 CONTRIBUTION A L' AFRITAC	100 000 000	0	100 000 000
00	2 62760 11 000	0115 09 CONTRIBUTION AU COUT DES ASSISTANCES BILATERALES	257 980 497	0	257 980 497
00	2 62760 11 000	0115 12 CONTRIBUTION A LA A.H.JU.CA.F	3 120 932	0	3 120 932
00	2 62760 11 000	0115 13 CONTRIBUTION A L' ONUDI	8 700 000	0	8 700 000
00	2 62760 11 000	0115 14 CONTRIBUTION AU GROUPE U.E ET ACP	1 200 956	0	1 200 956
00	2 62760 11 000	0115 15 CONTRIBUTION AU PNUD	5 000 000	0	5 000 000
00	2 62760 11 000	0115 16 CONTRIBUTION A L'ISO	13 000 000	0	13 000 000
00	2 62760 11 000	0115 17 CONTRIBUTION A L' O.M.S	7 111 646	0	7 111 646
00	2 62760 11 000	0115 18 CONTRIBUTION AUX ORGANISATIONS D' INSPECTION	9 000 000	0	9 000 000
00	2 62760 11 000	0115 19 CONTRIBUTION A L'O.N.U	29 280 400	0	29 280 400
00	2 62760 11 000	0115 20 CONTRIBUTION AU FNUAP	1 000 000	0	1 000 000
00	2 62760 11 000	0115 22 CONTRIBUTION A L' UNICEF	1 000 000	0	1 000 000
00	2 62760 11 000	0115 23 CONTRIBUTION A LA GLIA	50 000 000	0	50 000 000
00	2 62760 11 000	0115 25 CONTRIBUTION A L'UNESCO	3 412 500	0	3 412 500
00	7 66610 11 000	0115 01 CONTRIBUTION A L' EGL	289 051 162	0	289 051 162
00	7 66620 11 000	0115 01 CONTRIBUTION A L' EAC	8 576 332 930	0	8 576 332 930
00	7 66620 11 000	0115 02 CONTRIBUTION A L' O.I.F	79 297 277	0	79 297 277
00	7 66620 11 000	0115 03 CONTRIBUTION A L' ACCPUF	2 817 136	0	2 817 136
00	7 66620 11 000	0115 05 CONTRIBUTION A L' OMD	28 227 901	0	28 227 901
00	7 66620 11 000	0115 06 CONTRIBUTION AU CAFRAD	8 942 599	0	8 942 599
00	7 66620 11 000	0115 07 CONTRIBUTION AU CORRIDOR NORD	80 651 147	0	80 651 147
00	7 66620 11 000	0115 08 CONTRIBUTION AU FONDS DE SOLIDARITE AFRICAINE	362 930 161	0	362 930 161
00	7 66620 11 000	0115 09 CONTRIBUTION AU COMESA	163 351 358	0	163 351 358
00	7 66620 11 000	0115 10 CONTRIBUTION A LA CEPGL	77 324 740	0	77 324 740
00	7 66620 11 000	0115 12 CONTRIBUTION AU FOND SPECIAL DE DEVELOPPEMENT (CIRGL)	4 431 282	0	4 431 282
00	7 66620 11 000	0115 13 CONTRIBUTION A LA CPI	3 272 215	0	3 272 215
00	7 66620 11 000	0115 14 CONTRIBUTION A L' U.A	108 829 087	0	108 829 087
00	7 66620 11 000	0115 15 CONTRIBUTION A L' ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME	35 532 315	0	35 532 315



			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	7 66620 11 000	0115 17 CONTRIBUTION AU CONSEIL INTER UNIVERSITAIRE DE L' EAC	348 628 719	0	348 628 719
00	7 66620 11 000	0115 18 CONTRIBUTION A L' INBAR	1 793 133	0	1 793 133
00	7 66620 11 000	0115 26 CONTRIBUTION A LA CEEAC	1 615 988 424	0	1 615 988 424
00	7 66620 11 000	0115 27 CONTRIBUTION AUX ORGANISATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX	9 558 727	0	9 558 727
00	7 66620 11 000	0115 28 CONTRIBUTION CISSA	101 730 875	0	101 730 875
00	7 66620 11 000	0115 30 CONTRIBUTION AU CENTRE DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME	27 185 780	0	27 185 780
00	7 66620 11 000	0115 31 CONTRIBUTION A LA COMIFAC	83 460 344	0	83 460 344
00	7 66680 11 000	0115 01 CONTRIBUTION AU FONDS POUR L' ENVIRONNEMENT MONDIAL	2 822 790	0	2 822 790
00	7 66680 11 000	0115 02 CONTRIBUTION A L' AMCOW	13 216 820	0	13 216 820
00	7 66680 11 000	0115 03 CONTRIBUTION A L' OMM	96 781 376	0	96 781 376
00	7 66680 11 000	0115 04 CONTRIBUTION AU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L' ENVIRONNEMENT	806 511	0	806 511
00	7 66680 11 000	0115 05 CONTRIBUTION A L'EASBRICOM	157 102 518	0	157 102 518
00	7 66680 11 000	0115 06 CONTRIBUTION A LA PROTECTION DES ZONES HUMIDES	1 485 736	0	1 485 736
00	7 66680 11 000	0115 07 CONTRIBUTION AU POP	2 379 028	0	2 379 028
00	7 66680 11 748	0115 01 CONTRIBUTION AU CENTRE REGIONAL SUR LES ARMES LEGERES	38 361 988	0	38 361 988
<b>023</b>	<b>SERVICE EXTERIEUR</b>		<b>21 730 217 910</b>	<b>0</b>	<b>21 730 217 910</b>
00	1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 666 946 600	0	7 666 946 600
00	1 61210 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 712 852 453	0	2 712 852 453
00	1 61240 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	587 790 408	0	587 790 408
00	1 61610 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUS	43 706 700	0	43 706 700
00	1 61620 11 000	0115 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	249 596 545	0	249 596 545
00	2 62130 11 000	0115 01 VOYAGES OFFICIELS ET CONSULTATIONS	153 700 305	0	153 700 305
00	2 62250 11 000	0115 01 FRAIS DE CONTACT	100 000 000	0	100 000 000
00	2 62320 11 000	0115 01 VALISE DIPLOMATIQUE	18 350 000	0	18 350 000
00	2 62330 11 000	0115 01 FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	174 612 764	0	174 612 764
00	2 62410 11 000	0115 01 LOYERS DE BUREAU	2 670 000 000	0	2 670 000 000
00	2 62420 11 000	0115 01 LOYERS D'IMMEUBLES A USAGE D'HABITATION	5 032 077 134	0	5 032 077 134
00	2 62510 11 000	0115 01 ENTRETIEN RESIDENCES ET CHANCELLERIES	147 637 011	0	147 637 011
00	2 62550 11 000	0115 01 ENTRETIEN DES VEHICULES	283 575 184	0	283 575 184
00	2 62620 11 000	0115 01 ASSURANCE DES VEHICULES	144 278 061	0	144 278 061
00	2 63210 11 000	0115 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	48 613 547	0	48 613 547
00	2 63410 11 000	0115 01 EQUIPEMENT DE BUREAUX	119 497 412	0	119 497 412
00	6 67210 11 000	0115 01 SOINS DE SANTE	596 337 828	0	596 337 828
00	8 67320 11 000	0115 01 FRAIS DE SCOLARISATION DES ENFANTS DES DIPLOMATES	980 645 958	0	980 645 958

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>13</b>	<b>MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS</b>		<b>96 169 089 390</b>	<b>94 641 614 093</b>	<b>1 527 475 297</b>
001	CABINET		96 169 089 390	94 641 614 093	1 527 475 297
00	1 61110 11 000	0211 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 193 364 974	13 973 432 873	219 932 101
00	1 61140 11 000	0211 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 409 253 910	1 859 756 732	549 497 178
00	1 61160 11 000	0211 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	293 729 760	14 333 020	279 396 740
00	1 61210 11 000	0211 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	21 442 716 219	19 959 865 488	1 482 850 731
00	1 61240 11 000	0211 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 580 808 085	1 379 569 266	201 238 819
00	1 61260 11 000	0211 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	795 143 520	839 805 120	-44 661 600
00	1 61610 11 000	0211 01 CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 755 313 871	3 017 278 519	738 035 352
00	1 61620 11 000	0211 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	4 989 777 213	4 787 899 692	201 877 521
00	2 62140 11 000	0211 01 MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	30 000 000	30 000 000	0
00	2 62160 11 000	0211 01 FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	144 000 000	144 000 000	0
00	2 62230 11 000	0211 01 WELFARE	81 000 000	81 000 000	0
00	2 62250 11 000	0211 01 RENSEIGNEMENTS	180 000 000	180 000 000	0
00	2 62330 11 000	0211 01 FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	150 011 400	198 784 018	-48 772 618
00	2 62420 11 000	0211 01 LOYER D'HABITATION	3 460 500 000	3 460 500 000	0
00	2 62520 11 000	0211 01 ENTRETIEN BATIMENTS	250 000 000	0	250 000 000
00	2 62550 11 000	0211 01 ENTRETIEN DU CHARRDI	2 641 604 755	2 641 604 755	0
00	2 63120 11 000	0211 01 ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	4 857 154 512	4 857 154 512	0
00	2 63130 11 000	0211 01 ENTRETIEN DES TROUPES ALIMENTATION, HABILLEMENT.	23 593 847 464	25 280 154 499	-1 686 307 035
00	2 63210 11 000	0211 01 FOURNITURES DE BUREAU ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT	807 300 000	807 300 000	0
00	2 63510 11 000	0211 01 CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	600 000 000	600 000 000	0
00	4 21220 11 000	0211 01 EQUIPEMENT DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	3 000 000 000	3 980 000 000	-980 000 000
00	7 66110 11 000	0211 01 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE DE L'AMISOM	2 718 577 988	2 000 000 000	718 577 988
00	7 66110 11 000	0211 02 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ATTACHES MILITAIRES	572 631 854	531 909 612	40 722 242
00	7 66110 11 816	0211 01 SUBSIDES A L' HOPITAL MILITAIRE DE KAMENGE	602 588 259	113 208 000	489 380 259
00	7 66110 11 853	0211 01 DOTATION A LA REGIE MILITAIRE DE CONSTRUCTION	39 920 958	42 853 500	-2 932 542
00	7 66620 11 000	0211 01 CONTRIBUTION AUX EXERCICES MILITAIRES EAC	332 681 450	940 012 000	-607 330 550
00	8 67310 11 000	0211 01 BOURSES ET STAGES	2 647 163 198	2 921 192 487	-274 029 289

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>14</b>	<b>MINISTÈRE DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE</b>		<b>129 114 612 120</b>	<b>107 241 434 072</b>	<b>21 873 178 048</b>
<b>001</b>	<b>CABINET</b>		<b>50 544 545 629</b>	<b>44 894 067 911</b>	<b>5 650 477 718</b>
00	1 61110 11 000	0121 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	94 469 045	262 349 364	-167 880 319
00	1 61130 11 000	0121 01 INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROITS AUX VEHICULES DE FONCTION	2 500 000 000	1 622 193 557	877 806 443
00	1 61140 11 000	0121 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 917 783	54 325 068	-34 407 285
00	1 61150 11 000	0121 01 PRIMES DE RENDEMENT S/STATUTS	14 400 000	30 580 000	-16 180 000
00	1 61160 11 000	0121 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 536 000	3 516 000	-1 980 000
00	1 61210 11 000	0121 01 HONORAIRES DES INFORMATIENS	213 696 000	201 600 000	12 096 000
00	1 61210 11 000	0121 02 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	5 309 471	12 508 703	-7 199 232
00	1 61240 11 000	0121 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 961 088	4 536 852	-2 575 764
00	1 61250 11 000	0121 01 PRIMES DE RENDEMENT S/CONTRATS	1 020 000	4 064 000	-3 044 000
00	1 61260 11 000	0121 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	672 000	816 000	-144 000
00	1 61320 11 000	0121 01 APPUI A LA POLITIQUE NATIONALE DE LA POPULATION	18 020 000	17 000 000	1 020 000
00	1 61320 11 000	0121 02 APPUI A L' ELABORATION DES CDMT	83 000 000	51 106 000	31 894 000
00	1 61610 11 000	0121 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 671 303	24 705 996	-14 034 693
00	1 61620 11 000	0121 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	464 337	596 244	-131 907
00	2 62140 11 000	0121 01 MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	232 805 000	502 805 000	-270 000 000
00	2 62160 11 000	0121 01 FRAIS DE SUIVI-EVALUATION DES PROJETS DE L'EX-MINISTÈRE DU PLAN	0	0	0
00	2 62250 11 000	0121 01 FRAIS DE CONTACT	50 000 000	80 000 000	-30 000 000
00	2 62320 11 000	0121 01 FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUES	900 000	900 000	0
00	2 62330 11 000	0121 01 FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	28 278 472	28 278 472	0
00	2 62340 11 000	0121 01 MAINTENANCE INFORMATIQUE	28 000 000	0	28 000 000
00	2 62360 11 000	0121 01 ABONNEMENT A L' INTERNET	50 000 000	30 000 000	20 000 000
00	2 62360 11 000	0121 02 ABONNEMENT A L' INTERNETEX MINIPLAN	0	73 179 469	-73 179 469
00	2 62380 11 000	0121 01 FRAIS DE DEMENAGEMENT ET INSTALLATION	45 000 000	45 000 000	0
00	2 62510 11 000	0121 01 ENTRETIEN DU NOUVEAU BUILDING	100 000 000	3 544 390	96 455 610
00	2 62550 11 000	0121 01 ENTRETIEN DU CHARROI	1 600 000	8 900 000	-7 300 000
00	2 62570 11 000	0121 01 ENTRETIEN DES MACHINES	10 000 000	5 000 000	5 000 000
00	2 62580 11 000	0121 02 ENTRETIEN GROUPE ELECTROGENE NOUVEAU BUILDING	5 000 000	5 000 000	0
00	2 62580 11 000	0121 03 ENTRETIEN CLIMATISEURS	6 000 000	1 500 000	4 500 000
00	2 63120 11 000	0121 01 ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	7 020 000	17 153 331	-10 133 331
00	2 63210 11 000	0121 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	120 000 000	202 626 503	-82 626 503
00	2 63210 11 000	0121 02 APPUI INSTITUTIONNEL AUX REFORMES DU MINISTÈRE DES FINANCES	600 000 000	989 006 478	-389 006 478

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 2 63210 11 000	0121 03	APPUI A LA CELLULE DE PROSPECTIVE	0	0	0
00 2 63510 11 000	0121 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	36 000 000	44 000 000	-8 000 000
00 4 20110 11 000	0121 01	ETUDES ARCHITECTURALES CONSTRUCTION SIEGE ISTEEBU	0	0	0
00 4 21280 11 000	0121 01	CONSTRUCTION CLOTURE SECURISEE AEROPORT DE BUJUMBURA	0	782 851 893	-782 851 893
00 4 21280 11 000	0121 02	INDEMNISATION DE LA FERME DE RANDA	0	544 327 998	-544 327 998
00 4 21430 11 000	0121 01	EQUIPEMENT DU NOUVEAU BUILDING DES FINANCES	1 050 000 000	1 050 000 000	0
00 4 21440 11 000	0121 01	APPUI TECHNIQUE AUX REFORMES DU MINISTERE DES FINANCES	72 000 000	72 000 000	0
00 4 21440 11 000	0121 02	INFORMATISATION DES FINANCES PUBLIQUES ET INTERCONNEXIONS AVEC LES MINISTERES ET INSTITUTIONS	1 284 863 580	1 384 863 580	-100 000 000
00 4 21440 11 000	0121 03	PROJET RESEAU 4 GLTE	5 088 720 000	0	5 088 720 000
00 4 26110 11 000	0121 01	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE L'ACBF	130 000 000	130 000 000	0
00 4 26110 11 743	0121 01	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA ZEP	700 000 000	700 000 000	0
00 4 26110 11 744	0121 01	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BAD	1 240 000 000	1 237 791 488	2 208 512
00 7 66110 11 000	0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION DES ENTREPRISES (ISGE)	328 542 087	251 986 192	76 555 895
00 7 66110 11 000	0121 02	CELLULE NATIONALE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER	0	0	0
00 7 66110 11 000	0121 03	AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (API)	1 163 420 156	1 004 775 338	158 644 818
00 7 66110 11 000	0134 04	SUBSIDES A L'INSTITUT DES STATISTIQUES ET ETUDES ECONOMIQUES DU BURUNDI(ISTEEBU)	1 622 140 007	1 435 361 642	186 778 365
00 7 66110 11 000	0121 05	FONDS DE SOUTIEN AU SECTEUR PRIVE (FOSIP)	36 247 707	20 000 000	16 247 707
00 7 66110 11 000	0131 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CONTROLEURS DES ENGAGEMENTS DES DEPENSES ET PERFORMANCES	500 000 000	0	500 000 000
00 7 66110 11 004	0126 01	SUBSIDES A L'AGENCE DE REGULATION DE CONTROLE DES ASSURANCES(ARCA)	160 000 000	142 729 632	17 270 368
00 7 66110 11 005	0125 01	SUBSIDES A L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)	271 857 799	279 572 829	-7 715 030
00 7 66110 11 022	0122 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES (OBR)	13 592 889 941	13 200 000 000	392 889 941
00 7 66200 11 000	0121 01	CONTRIBUTION DU BURUNDI A L'IFORD	18 123 853	300 000 000	-281 876 147
00 7 66710 11 000	0121 01	EXONERATIONS	18 000 000 000	18 000 000 000	0
00 A 88888 11 000	0000 01	IMPREVUS	1 000 000 000	31 015 892	968 984 108
<b>002</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE LA PREVISION ET DE LA PLANIFICATION</b>		<b>7 237 022</b>	<b>11 359 588</b>	<b>-4 122 566</b>
00 1 61110 11 000	0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	3 169 181	7 147 188	-3 978 007
00 1 61140 11 000	0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 939 920	2 160 804	-220 884
00 1 61150 11 000	0121 01	PRIMES DE RENDEMENT S/STATUTS	660 000	1 315 000	-655 000
00 1 61160 11 000	0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000	72 000	-48 000
00 1 61210 11 000	0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	506 868	0	506 868
00 1 61240 11 000	0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	252 840	0	252 840

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	161250 11 000	0121 01 PRIMES DE RENDEMENT S/CONTRATS	180 000	0	180 000
00	161260 11 000	0121 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	28 500	0	28 500
00	161610 11 000	0121 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	443 685	664 596	-220 911
00	161620 11 000	0121 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	32 028	0	32 028
<b>003</b>	<b>DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA PROSPECTIVE</b>		<b>26 851 210</b>	<b>0</b>	<b>26 851 210</b>
00	161110 11 000	0134 01 REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUTS	17 211 767	0	17 211 767
00	161140 11 000	0134 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	3 881 796	0	3 881 796
00	161150 11 000	0121 01 PRIME DE RENDEMENT SOUS/STATUTS	2 940 000	0	2 940 000
00	161160 11 000	0134 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000	0	240 000
00	161210 11 000	0134 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	0	0
00	161240 11 000	0134 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	0	0	0
00	161250 11 000	0121 01 PRIME DE RENDEMENT SOUS/CONTRATS	168 000	0	168 000
00	161260 11 000	0134 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	0	0
00	161610 11 000	0134 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 409 647	0	2 409 647
00	263210 0121	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	0	0
<b>004</b>	<b>DIRECTION DE LA PLANIFICATION NATIONALE</b>		<b>20 164 829</b>	<b>32 514 464</b>	<b>-12 349 635</b>
00	161110 11 000	0121 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS/STATUTS	12 472 408	20 881 608	-8 409 200
00	161140 11 000	0121 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS/STATUTS	3 155 040	5 529 996	-2 374 956
00	161150 11 000	0121 01 PRIME DE RENDEMENT SOUS/STATUTS	2 040 000	3 100 000	-1 060 000
00	161160 11 000	0121 01 ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS/STATUTS	216 000	120 000	96 000
00	161210 11 000	0121 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS/CONTRATS	258 889	487 627	-228 738
00	161240 11 000	0121 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS/CONTRATS	152 160	328 320	-176 160
00	161250 11 000	0121 01 PRIME DE RENDEMENT SOUS/CONTRATS	84 000	180 000	-96 000
00	161260 11 000	0121 01 ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS/CONTRATS	24 000	60 000	-36 000
00	161610 11 000	0121 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS/STATUTS	1 746 137	1 797 798	-51 661
00	161620 11 000	0121 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS/CONTRATS	16 195	29 115	-12 920
<b>005</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE LA PROGRAMMATION ET DU BUDGET</b>		<b>11 613 928</b>	<b>7 539 480</b>	<b>4 074 448</b>
00	161110 11 000	0121 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS/STATUTS	7 052 304	2 943 168	4 109 136
00	161140 11 000	0121 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES SOUS/STATUTS	1 840 126	1 442 508	397 618
00	161150 11 000	0121 01 PRIME DE RENDEMENT SOUS/STATUTS	1 140 000	2 010 000	-870 000
00	161160 11 000	0121 01 ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS/STATUTS	123 600	24 000	99 600
00	161210 11 000	0121 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS/CONTRATS	220 761	216 432	4 329
00	161240 11 000	0121 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES SOUS/CONTRATS	152 160	152 160	0
00	161250 11 000	0121 01 PRIME DE RENDEMENT SOUS/CONTRATS	180 000	390 000	-210 000

				Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61260 11 000	0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS/CONTRATS	72 000	72 000	0
00	1 61610 11 000	0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS/STATUTS	821 405	277 640	543 765
00	1 61620 11 000	0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE SDUS/CONTRATS	11 572	11 572	0
<b>006</b>	<b>DIRECTION DE LA POLITIQUE FISCALE</b>			<b>29 285 276</b>	<b>26 831 092</b>	<b>2 454 184</b>
00	1 61110 11 000	0125 01	REMUNERATIDNS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 068 194	18 017 736	1 050 458
00	1 61140 11 000	0125 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	4 068 624	4 005 216	63 408
00	1 61150 11 000	0125 01	PRIMES DE RENDEMENT S/STATUTS	2 580 000	2 000 000	580 000
00	1 61160 11 000	0125 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	360 000	180 000	180 000
00	1 61210 11 000	0125 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	251 028	251 028	0
00	1 61240 11 000	0125 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	152 160	152 160	0
00	1 61250 11 000	0125 01	PRIMES DE RENDEMENT S/CONTRATS	84 000	390 000	-306 000
00	1 61260 11 000	0125 01	ALLOCATIDNS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000	36 000	0
00	1 61610 11 000	0125 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 669 547	1 783 229	886 318
00	1 61620 11 000	0125 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SDCIALE S/CONTRATS	15 723	15 723	0
<b>007</b>	<b>DIRECTION DE LA PROGRAMMATION</b>			<b>25 297 596</b>	<b>36 287 425</b>	<b>-10 989 829</b>
00	1 61110 11 000	0134 01	REMUNERATIDN DIRECTE DE BASE S/STATUTS	15 382 884	18 744 540	-3 361 656
00	1 61140 11 000	0134 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	4 512 984	7 878 300	-3 365 316
00	1 61150 11 000	0121 01	PRIME DE RENDEMENT SOUS/STATUTS	2 040 000	5 850 000	-3 810 000
00	1 61160 11 000	0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	234 840	348 000	-113 160
00	1 61210 11 000	0121 01	REMUNERATIDN DIRECTE DE BASE S/CONTRATS	436 206	427 653	8 553
00	1 61240 11 000	0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES/STATUTS	260 160	260 160	0
00	1 61250 11 000	0121 01	PRIME DE RENDEMENT SDUS/CONTRATS	180 000	780 000	-600 000
00	1 61260 11 000	0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000	60 000	0
00	1 61610 11 000	0134 01	CONTRIBUTIDN DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 153 604	1 901 854	251 750
00	1 61620 11 000	0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	36 918	36 918	0
<b>008</b>	<b>DIRECTIDN DU BUDGET</b>			<b>82 825 463</b>	<b>99 934 790</b>	<b>-17 109 327</b>
00	1 61110 11 000	0134 01	REMUNERATIDN DIRECTE DE BASE S/STATUTS	51 839 433	38 323 078	13 516 355
00	1 61140 11 000	0134 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	10 003 085	7 477 164	2 525 921
00	1 61150 11 000	0121 01	PRIME DE RENDEMENT SOUS/S/STATUTS	8 820 000	39 728 000	-30 908 000
00	1 61160 11 000	0134 01	ALLOCATIDNS FAMILIALES S/STATUTS	708 000	792 000	-84 000
00	1 61210 11 000	0134 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 419 138	3 145 366	-726 228
00	1 61240 11 000	0134 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	752 160	1 027 320	-275 160
00	1 61250 11 000	0121 01	PRIME DE RENDEMENT SOUS/CONTRATS	672 000	4 968 000	-4 296 000
00	1 61260 11 000	0134 01	ALLDCATIONS FAMILIALES S/CDNTRATS	156 000	180 000	-24 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61610 11 000	0134 01	7 257 521	3 802 819	3 454 702
00	1 61620 11 000	0134 01	198 126	291 043	-92 917
00	2 63210 0121	01	0	200 000	-200 000
009	DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES		13 606 699	12 347 753	1 258 946
00	1 61110 11 000	0132 01	9 299 871	6 595 380	2 704 491
00	1 61140 11 000	0132 01	1 095 276	881 376	213 900
00	1 61150 11 000	0121 01	1 200 000	2 340 000	-1 140 000
00	1 61160 11 000	0132 01	48 000	48 000	0
00	1 61210 11 000	0132 01	210 820	527 964	-317 144
00	1 61240 11 000	0132 01	116 160	253 920	-137 760
00	1 61250 11 000	0132 01	168 000	696 000	-528 000
00	1 61260 11 000	0132 01	156 000	156 000	0
00	1 61610 11 000	0132 01	1 301 982	654 557	647 425
00	1 61620 11 000	0132 01	10 590	34 556	-23 966
00	2 63210 0132	01	0	160 000	-160 000
010	DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE ET DU TRESOR		358 138 520	470 879 363	-112 740 843
00	1 61110 11 000	0121 01	96 950 000	91 344 214	5 605 786
00	1 61140 11 000	0123 01	18 101 928	17 941 800	160 128
00	1 61150 11 000	0124 01	18 780 000	23 040 000	-4 260 000
00	1 61160 11 000	0121 01	2 336 040	1 464 000	872 040
00	1 61210 11 000	0121 01	3 497 014	4 139 781	-642 767
00	1 61240 11 000	0121 01	1 068 720	1 320 528	-251 808
00	1 61250 11 000	0124 01	852 000	4 500 000	-3 648 000
00	1 61260 11 000	0121 01	420 000	456 000	-36 000
00	1 61520 11 000	0124 01	7 500 000	7 500 000	0
00	1 61610 11 000	0121 01	13 573 000	9 545 686	4 027 314
00	1 61620 11 000	0123 01	239 856	266 373	-26 517
00	2 62340 11 000	0124 01	50 000 000	20 000 000	30 000 000
00	2 63210 0124	02	0	200 000	-200 000
00	2 63210 11 000	0124 01	44 819 962	44 819 962	0
00	3 64810 11 000	0124 01	100 000 000	244 341 019	-144 341 019
011	DIRECTION DE LA DETTE		76 859 237 579	60 458 538 761	16 400 698 818
00	1 61110 11 000	0124 01	29 229 289	27 778 478	1 450 811
00	1 61140 11 000	0127 01	4 888 932	5 376 600	-487 668

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	161150 11 000	0124 01 PRIMES DE RENDEMENT S/STATUTS	4 980 000	5 940 000	-960 000
00	161160 11 000	0124 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	704 520	348 000	356 520
00	161210 11 000	0127 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 081 372	1 060 169	21 203
00	161240 11 000	0127 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	415 680	415 680	0
00	161250 11 000	0124 01 PRIMES DE RENDEMENT S/CDNTRATS	180 000	1 152 000	-972 000
00	161260 11 000	0127 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	216 000	216 000	0
00	161580 11 000	0124 01 COMMISSIDN TECHNIQUE DE LA GESTON DE LA DETTE	30 000 000	30 000 000	0
00	161610 11 000	0127 02 CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 092 100	2 880 977	1 211 123
00	161620 11 000	0127 01 CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	84 021	84 021	0
00	263210 0124	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	0	0
00	364110 11 000	0124 01 INTERETS DETTE BILATERALE RETROCEDEE	68 133 579	71 866 217	-3 732 638
00	364110 11 000	0124 02 INTERETS DETTE DIRECTE BILATERALE	1 796 937 478	1 223 159 639	573 777 839
00	364120 11 000	0124 02 INTERETS DETTE DIRECTE MULTILATERALE	4 348 956 832	4 083 008 719	265 948 113
00	364220 11 000	0124 01 INTERETS AVANCES EXTRAORDINAIRE ET ORDINAIRE CONSOLIDEES	8 456 733 225	12 307 248 001	-3 850 514 776
00	364240 11 000	0124 01 INTERETS DBLIGATIONS DU TRESOR	6 164 566 550	3 048 625 284	3 115 941 266
00	364240 11 000	0124 02 INTERETS BONS DU TRESOR	17 164 380 937	8 625 217 998	8 539 162 939
00	364280 11 000	0124 01 INTERETS SUR FONDS D' EQUIPEMENT DES PARLEMENTAIRES	45 749 607	97 599 758	-51 850 151
00	364280 11 000	0124 02 INTERETS VEHICULES DES PARLEMENTAIRES	91 499 214	195 199 516	-103 700 302
00	364280 11 000	0124 03 INTERETS CREDIT SPECIAL (ALLDCATION EN DTS)	2 779 638 791	2 568 801 725	210 837 066
00	9 16100 0124	01 REMBOURSEMENT AVANCES EXTRADRDINAIRES ET ORDINAIRES CONSOLIDEES	0	3 697 603 572	-3 697 603 572
00	9 16110 11 000	0124 01 REMBOURSEMENT AVANCES EXTRAORDINAIRES ET ORDINAIRES CONSOLIDEES	7 678 420 512	0	7 678 420 512
00	9 16120 11 000	0124 01 REMBOURSEMENT CREDIT SPECIAL(ALLOCATION EN DTS)	16 719 631 824	0	16 719 631 824
00	9 16810 0124	01 REMBOURSEMENT CREDIT SPECIAL(ALLOCATION EN DTS)	0	13 323 074 812	-13 323 074 812
00	9 17222 11 000	0124 01 REMBOURSEMENT DETTE DIRECTE MULTILATERALE	11 133 625 356	10 824 618 301	309 007 055
00	9 17312 11 000	0124 02 REMBOURSEMENT DETTE BILATERALE RETROCEDEE	335 091 760	317 263 294	17 828 466
<b>012</b>	<b>DIRECTION DE LA POLITIQUE FINANCIERE ET MDNETAIRE</b>		<b>19 049 184</b>	<b>0</b>	<b>19 049 184</b>
00	161110 11 000	0134 01 REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUTS	12 653 274	0	12 653 274
00	161140 11 000	0134 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	1 936 452	0	1 936 452
00	161150 11 000	0121 01 PRIME DE RENDEMENT SOUS/STATUTS	2 340 000	0	2 340 000
00	161160 11 000	0134 01 ALLDCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	264 000	0	264 000
00	161210 11 000	0134 01 REMUNERATIDNS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	0	0
00	161240 11 000	0134 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	0	0	0
00	161250 11 000	0121 01 PRIME DE RENDEMENT SOUS/CONTRATS	84 000	0	84 000
00	161260 11 000	0134 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CDNTRATS	0	0	0



			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 1 61610 11 000	0134 01	CONTRIB.DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 771 458	0	1 771 458
00 1 61620 11 000	0134 01	CONTRIB.DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	0	0
00 2 63210 0411	01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURESDE BUREAU	0	0	0
<b>013</b>	<b>DIRECTION NATIONALE DES MARCHES PUBLICS</b>		<b>264 408 025</b>	<b>315 332 285</b>	<b>-50 924 260</b>
00 1 61110 11 000	0414 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS/STATUTS	46 406 621	37 635 024	8 771 597
00 1 61140 11 000	0414 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITES SOUS/STATUTS	8 057 052	6 435 252	1 621 800
00 1 61150 11 000	0121 01	PRIMES DE RENDEMENT SOUS/STATUTS	10 500 000	7 560 000	2 940 000
00 1 61160 11 000	0414 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS/STATUTS	1 152 000	564 000	588 000
00 1 61210 11 000	0414 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS/CONTRATS	586 888	1 096 813	-509 925
00 1 61240 11 000	0414 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITES SOUS/CONTRATS	253 920	507 840	-253 920
00 1 61250 11 000	0414 01	PRIMES DE RENDEMENT SOUS/CONTRATS	420 000	1 620 000	-1 200 000
00 1 61260 11 000	0414 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS/CONTRATS	720 000	252 000	468 000
00 1 61610 11 000	0414 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS/STATUTS	6 496 927	3 807 318	2 689 609
00 1 61620 11 000	0414 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS/CONTRATS	40 448	74 018	-33 570
00 2 63210 11 000	0414 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	15 984 540	20	15 984 520
00 7 66110 11 000	0414 01	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS TECHNIQUES DES MARCHES	173 789 629	255 780 000	-81 990 371
<b>501</b>	<b>PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GOUVERNEMENCE ECONOMIQUE (PRGE)</b>		<b>194 850 000</b>	<b>105 300 000</b>	<b>89 550 000</b>
00 4 27100 11 000	0121 01	CONTREPARTIE AU PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE CAPACITE DE GOUVERNANCE ECONOMIQUE (PRGE)	194 850 000	105 300 000	89 550 000
<b>502</b>	<b>PROJET "ENQUETE BUDGET-CONSOMMATION"</b>		<b>50 000 000</b>	<b>63 000 000</b>	<b>-13 000 000</b>
00 4 27100 11 000	0121 01	CONTREPARTIE AU PROJET "ENQUETE BUDGET-CONSOMMATION"	50 000 000	63 000 000	-13 000 000
<b>503</b>	<b>PROJET ENQUETE AGRICOLE</b>		<b>0</b>	<b>72 000 000</b>	<b>-72 000 000</b>
00 4 27100 11 000	0121 01	CONTREPARTIE ENQUETE AGRICOLE	0	72 000 000	-72 000 000
<b>504</b>	<b>PROGRAMME POST CONFLIT</b>		<b>10 000 000</b>	<b>31 500 000</b>	<b>-21 500 000</b>
00 4 27100 11 000	0121 01	FONDS DE CONTREPARTIE PROGRAMME POST CONFLIT	10 000 000	31 500 000	-21 500 000
<b>505</b>	<b>STRATEGIE NATIONALE DU DEVELOPPEMENT STATISTIQUE DU BURUNDI</b>		<b>340 000 000</b>	<b>315 000 000</b>	<b>25 000 000</b>
00 4 27100 11 000	0121 01	CONTREPARTIE POUR LA STRATEGIE NATIONALE DU DEVELOPPEMENT STATISTIQUE DU BURUNDI	340 000 000	315 000 000	25 000 000
<b>506</b>	<b>IDEC</b>		<b>115 751 160</b>	<b>115 751 160</b>	<b>0</b>
00 4 27100 11 000	0121 01	CONTREPARTIE IDEC	115 751 160	115 751 160	0

		Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>508</b>	<b>PROJET D'APPUI AU PROGRAMME DE CREATION D' EMPLOI</b>	<b>0</b>	<b>31 500 000</b>	<b>-31 500 000</b>
00 4 27100 11 000	0413 01 CONTREPARTIE AU PROJET D' APPUI AU PROGRAMME DE CREATION D'EMPLOI	0	31 500 000	-31 500 000
<b>509</b>	<b>PROJET FACILITE DES ETATS FRAGILES</b>	<b>141 750 000</b>	<b>141 750 000</b>	<b>0</b>
00 4 27100 11 000	0121 01 CONTREPARTIE AU PROJET FACILITE DES ETATS FRAGILES(FEF)	141 750 000	141 750 000	0
<b>516</b>	<b>ENQUETE EDS III/MIS-II</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
00 4 27100 11 000	0121 01 CONTREPARTIE ENQUETE EDS III/MIS-II	0	0	0
<b>16</b>	<b><u>MINISTERE DE LA JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX</u></b>	<b><u>18 122 260 023</u></b>	<b><u>22 181 672 216</u></b>	<b><u>-4 059 412 193</u></b>
<b>001</b>	<b>CABINET</b>	<b>4 014 902 134</b>	<b>8 004 697 961</b>	<b>-3 989 795 827</b>
00 1 61110 11 000	0331 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	98 298 088	91 860 765	6 437 323
00 1 61140 11 000	0331 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	143 512 932	143 512 932	0
00 1 61160 11 000	0331 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	516 000	516 000	0
00 1 61210 11 000	0331 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 522 974	3 522 974	0
00 1 61240 11 000	0331 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 577 080	3 577 080	0
00 1 61260 11 000	0331 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CDNTRATS	494 000	494 000	0
00 1 61580 11 000	0331 01 INDEMNITE DE FIN DE CARRIERE	121 609 727	0	121 609 727
00 1 61610 11 000	0331 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SDCIALE S/STATUTS	8 292 166	7 973 237	318 929
00 1 61620 11 000	0331 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SDCIALE S/CONTRATS	340 715	340 715	0
00 2 62140 11 000	0331 01 MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	15 250 000	44 657 758	-29 407 758
00 2 62160 11 000	0331 01 PROGRAMME D'ITINERANCE	2 672 262	2 672 262	0
00 2 62160 11 000	0331 02 PROGRAMME NATIONAL D' EXECUTION DES JUGEMENTS , DE CONSTAT ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES	200 000 000	252 000 000	-52 000 000
00 2 62160 11 000	0331 03 FRAIS DE MISSION A L,INTERIEUR	16 146 000	16 146 000	0
00 2 62250 11 000	0331 01 FRAIS DE RENSEIGNEMENT	52 000 000	0	52 000 000
00 2 62320 11 000	0331 01 FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	1 800 000	1 800 000	0
00 2 62330 11 000	0331 01 FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	31 003 925	31 003 925	0
00 2 62360 11 000	0331 01 ABONNEMENT A L'INTERNET	13 125 000	13 125 000	0
00 2 62510 11 000	0331 01 ENTRETIEN DES BATIMENTS	4 036 500	4 036 500	0
00 2 62550 11 000	0331 01 ENTRETIEN CHARROI	88 800 000	88 800 000	0
00 2 62580 11 000	0331 01 MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES MACHINES, APPAREILS ET PARC INFORMATIQUE	35 219 418	35 219 418	0
00 2 62730 0331	03 INDEMNISATION AFFIMET	0	3 887 571 500	-3 887 571 500
00 2 62730 11 000	0331 01 FRAIS INHERANTS A LA DEFENSE DES INTERETS DE L' ETAT	38 750 400	99 750 400	-61 000 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 2 62730 11 000	0331 02	FRAIS INHERANTS A LA DEFENSE DES INTERETS DE L' ETAT A L' ETRANGER	180 000 000	130 000 000	50 000 000
00 2 63120 11 000	0331 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	140 221 380	140 221 380	0
00 2 63120 11 000	0331 02	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS ( 165 MOTOS)	27 179 100	27 179 100	0
00 2 63210 11 000	0331 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	9 504 000	9 504 000	0
00 2 63510 11 000	0331 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	30 248 441	30 248 441	0
00 4 21220 0331	02	REHABILITATION DE LQ COUR SUPREME	0	65 000 000	-65 000 000
00 4 21220 11 000	0334 03	REHABILITATION DES TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE ET LEURS PARQUETS	265 000 000	315 000 000	-50 000 000
00 4 21220 11 000	0335 04	CONSTRUCTION,REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES TRIBUNAUX DE RESIDENCE	509 000 000	509 000 000	0
00 4 21430 0331	01	EQUIPEMENT TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE ET PARQUET BUJUMBURA RURAL	0	10 500 000	-10 500 000
00 7 66110 11 000	0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE NATIONALE CHARGEE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE L'ENFANT	14 499 083	16 000 000	-1 500 917
00 7 66110 11 000	0331 02	FDRMATION DES CADRES JUDICIAIRES	3 347 023	3 693 500	-346 477
00 7 66110 11 000	0331 03	FRAIS DE FDNCTIONNEMENT DES STRUCTURES SPECIALISEES POUR LA LUTTE CDNTRE LES VIDLENCEES FAITES AUX FEMMES	21 694 252	23 940 000	-2 245 748
00 7 66110 11 000	0331 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CDNSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE	11 613 765	12 816 000	-1 202 235
00 7 66110 11 000	0331 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CDUR CONSTITUTIONNELLE	9 428 028	10 404 000	-975 972
00 7 66110 11 000	0331 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CHAMBRES CRIMINELLES	8 728 448	9 632 000	-903 552
00 7 66110 11 010	0331 01	SUBSIDES AU CENTRE D' ETUDES ET DOCUMENTATIONS JURIDIQUES	249 768 104	257 310 897	-7 542 793
00 7 66110 11 027	0331 01	SUBSIDES AU SERVICE NATIONAL DE LEGISLATION	469 697 830	476 146 794	-6 448 964
00 7 66110 11 029	0333 01	SUBSIDES A LA COUR ANTI-CDRRUPTION	413 611 665	414 934 506	-1 322 841
00 7 66110 11 860	0339 01	SUBSIDES AUX TITRES FONCIERS	681 734 273	716 893 401	-35 159 128
00 7 66200 11 009	0951 01	SUBSIDES AU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA JUSTICE	90 659 555	97 693 476	-7 033 921
<b>002</b>		<b>DIRECTION GENERALE DE LA JUSTICE</b>	<b>82 740 506</b>	<b>62 568 910</b>	<b>20 171 596</b>
00 1 61110 11 000	0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	29 408 134	9 466 371	19 941 763
00 1 61140 11 000	0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	43 738 020	43 738 020	0
00 1 61160 11 000	0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	288 000	168 000	120 000
00 1 61210 11 000	0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	968 108	969 108	-1 000
00 1 61240 11 000	0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 100 640	1 100 640	0
00 1 61260 11 000	0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CDNTRATS	208 000	208 000	0
00 1 61610 11 000	0331 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 881 657	2 770 824	110 833
00 1 61620 11 000	0331 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	111 447	111 447	0
00 2 63210 11 000	0331 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	4 036 500	4 036 500	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>003</b>	<b>ORGANISATION JUDICIAIRE</b>		<b>8 652 699 705</b>	<b>9 049 890 992</b>	<b>-397 191 287</b>
00 1 61110 11 000	0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	3 917 259 704	3 728 070 786	189 188 918
00 1 61140 11 000	0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 614 989 164	4 300 189 164	-685 200 000
00 1 61160 11 000	0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	47 460 000	47 460 000	0
00 1 61210 11 000	0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	142 237 966	143 273 659	-1 035 693
00 1 61240 11 000	0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	242 693 892	242 693 892	0
00 1 61260 11 000	0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000 000	36 000 000	0
00 1 61610 11 000	0331 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	507 984 722	407 321 099	100 663 623
00 1 61620 11 000	0331 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 224 716	16 282 392	-57 676
00 2 63210 11 000	0331 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	120 600 000	120 600 000	0
00 7 66200 11 000	0331 01	FRAIS DIVERS DE JUSTICE	7 249 541	8 000 000	-750 459
<b>004</b>	<b>DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTENTIEUX</b>		<b>1 097 999 309</b>	<b>1 083 776 839</b>	<b>14 222 470</b>
00 1 61110 11 000	0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	94 972 726	90 685 929	4 286 797
00 1 61140 11 000	0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	113 581 116	103 823 244	9 757 872
00 1 61160 11 000	0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	966 000	840 000	126 000
00 1 61210 11 000	0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 661 098	3 661 098	0
00 1 61240 11 000	0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 697 600	2 697 600	0
00 1 61260 11 000	0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	612 000	612 000	0
00 1 61610 11 000	0331 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 161 965	9 771 120	390 845
00 1 61620 11 000	0331 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	81 982	421 026	-339 044
00 2 62730 11 000	0331 01	FRAIS DU CONTENTIEUX	860 366 272	860 366 272	0
00 2 63210 11 000	0331 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	10 898 550	10 898 550	0
<b>006</b>	<b>INSPECTION GENERALE DE LA JUSTICE</b>		<b>187 523 565</b>	<b>168 116 657</b>	<b>19 406 908</b>
00 1 61110 11 000	0339 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	77 539 351	74 557 068	2 982 283
00 1 61140 11 000	0339 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	90 510 920	74 487 432	16 023 488
00 1 61160 11 000	0339 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	552 000	552 000	0
00 1 61210 11 000	0339 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 491 168	1 491 168	0
00 1 61240 11 000	0339 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 505 280	1 505 280	0
00 1 61260 11 000	0339 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	480 000	480 000	0
00 1 61610 11 000	0339 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 429 561	10 028 424	401 137
00 1 61620 11 000	0339 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	171 485	171 485	0
00 2 63210 11 000	0339 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	4 843 800	4 843 800	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>007</b>	<b>COUR SUPREME ET PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE</b>		<b>493 679 947</b>	<b>431 979 117</b>	<b>61 700 830</b>
00 1 61110 11 000	0339 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS		173 525 389	162 079 006	11 446 383
00 1 61140 11 000	0339 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS		221 158 860	171 734 364	49 424 496
00 1 61160 11 000	0339 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS		1 608 000	1 608 000	0
00 1 61210 11 000	0339 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS		4 285 956	4 285 956	0
00 1 61240 11 000	0339 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS		4 746 720	4 746 720	0
00 1 61260 11 000	0339 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS		1 248 000	1 248 000	0
00 1 61610 11 000	0339 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS		21 578 767	20 748 816	829 951
00 1 61620 11 000	0339 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS		492 885	492 885	0
00 2 62160 11 000	0339 01 FRAIS DE MISSION A L,INTERIEUR		15 538 910	15 538 910	0
00 2 62320 11 000	0339 01 FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES		968 760	968 760	0
00 2 62330 11 000	0339 01 FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS		6 458 400	6 458 400	0
00 2 62360 11 000	0339 01 ABONNEMENT A L,INTERNET		4 305 600	4 305 600	0
00 2 62520 11 000	0339 01 ENTRETIENT BATIMENTS		1 614 600	1 614 600	0
00 2 62550 11 000	0339 01 ENTRETIEN VEHICULES		3 588 000	3 588 000	0
00 2 62580 11 000	0339 01 ENTRETIEN DES MACHINES		2 960 100	2 960 100	0
00 2 63120 11 000	0339 01 CARBURANT VEHICULES		13 455 000	13 455 000	0
00 2 63210 11 000	0339 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU		16 146 000	16 146 000	0
<b>008</b>	<b>DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES PENITENTIAIRES</b>		<b>3 584 214 857</b>	<b>3 371 686 500</b>	<b>212 528 357</b>
00 4 20110 11 000	0341 01 ETUDE POUR LA CONSTRUCTION DES PRISONS DE MWARO, KARUZI ET CIBITOKI		60 000 000	140 000 000	-80 000 000
00 4 21280 11 000	0341 01 REHABILITATION DE LA TOITURE DE LA PRISON DE MPIMBA		100 000 000	0	100 000 000
00 4 21450 11 000	0341 01 EQUIPEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES PENITENTIAIRES		70 000 000	70 000 000	0
00 7 66110 11 000	0341 01 SUBSIDES A LA DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES PENITENTIAIRES		3 354 214 857	3 161 686 500	192 528 357
<b>501</b>	<b>PROJET APPUI INSTITUTIONNEL A LA JUSTICE AU BURUNDI</b>		<b>8 500 000</b>	<b>8 955 240</b>	<b>-455 240</b>
00 4 27100 11 000	0331 01 CONTREPARTIE AU PROJET APPUI INSTITUTIONNEL A LA JUSTICE AU BURUNDI		8 500 000	8 955 240	-455 240
<b>17</b>	<b><u>MINISTERE A LA PRESIDENCE CHARGE DE LA BONNE GOUVERNANCE ET DE LA PRIVATISATION</u></b>		<b><u>3 108 740 093</u></b>	<b><u>3 081 064 121</u></b>	<b><u>27 675 972</u></b>
<b>001</b>	<b>CABINET</b>		<b>3 108 740 093</b>	<b>3 081 064 121</b>	<b>27 675 972</b>
00 1 61110 11 000	0164 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS		267 340 484	260 351 352	6 989 132
00 1 61140 11 000	0164 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS		92 735 280	92 735 280	0
00 1 61160 11 000	0164 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS		233 200	233 200	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61210 11 000	0164 01	16 826 014	15 782 460	1 043 554
00	1 61240 11 000	0164 01	4 286 726	5 050 368	-763 642
00	1 61260 11 000	0164 01	373 120	373 120	0
00	1 61610 11 000	0164 01	19 133 802	19 133 802	0
00	1 61620 11 000	0164 01	1 697 562	1 543 238	154 324
00	2 62140 11 000	0164 01	15 250 000	15 250 000	0
00	2 62320 11 000	0164 01	90 000	90 000	0
00	2 62330 11 000	0164 01	6 040 800	6 040 800	0
00	2 62360 11 000	0164 01	5 000 000	5 000 000	0
00	2 62510 11 000	0164 01	900 000	900 000	0
00	2 62550 11 000	0164 01	1 600 000	2 000 000	-400 000
00	2 62580 11 000	0164 01	8 747 242	8 747 242	0
00	2 63100 11 000	0164 01	200 000 000	200 000 000	0
00	2 63120 11 000	0164 01	4 000 000	4 000 000	0
00	2 63120 11 000	0164 02	7 020 000	10 465 000	-3 445 000
00	2 63210 11 000	0164 01	16 353 000	16 353 000	0
00	2 63510 11 000	0164 01	2 700 000	2 700 000	0
00	7 66110 11 030	0164 01	266 095 578	282 188 106	-16 092 528
00	7 66110 11 031	0164 01	861 262 027	910 640 776	-49 378 749
00	7 66110 11 032	0164 01	1 311 055 258	1 221 486 377	89 568 881
<b>18</b>	<b><u>MINISTERE DE LA TELECOMMUNICATION, DE L'INFORMATION, DE LA COMMUNICATION</u></b>		<b><u>6 164 938 338</u></b>	<b><u>5 826 917 726</u></b>	<b><u>338 020 612</u></b>
	<b><u>ET DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT</u></b>				
001	<b>CABINET</b>		<b>6 114 592 399</b>	<b>5 715 108 731</b>	<b>399 483 668</b>
00	1 61110 11 000	0461 01	32 167 877	16 321 044	15 846 833
00	1 61140 11 000	0461 01	10 776 528	5 438 556	5 337 972
00	1 61160 11 000	0461 01	156 000	60 000	96 000
00	1 61210 11 000	0461 01	1 831 742	1 287 351	544 391
00	1 61240 11 000	0461 01	1 375 965	1 019 568	356 397
00	1 61260 11 000	0461 01	300 000	144 000	156 000
00	1 61610 11 000	0461 01	5 358 690	1 461 746	3 896 944
00	1 61620 11 000	0461 01	119 009	82 482	36 527
00	2 62140 11 000	0461 01	15 250 000	39 714 369	-24 464 369
00	2 62320 11 000	0461 01	120 000	45 000	75 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence	
00	2 62330 11 000	0461 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	6 321 289	6 321 289	0
00	2 62340 11 000	0461 01	MAINTENANCE INFORMATIQUE	5 000 000	5 000 000	0
00	2 62360 11 000	0461 01	SITE WEB DU GOUVERNEMENT	3 960 000	3 960 000	0
00	2 62380 11 000	0461 01	APPUI ET REALISATION DES ACTIVITES DE MIGRATION	50 000 000	88 054 763	-38 054 763
00	2 62550 11 000	0461 01	ENTRETIEN DU CHARROI	1 600 000	2 152 800	-552 800
00	2 62580 11 000	0461 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	393 639	393 639	0
00	2 63120 11 000	0461 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	7 020 000	12 500 000	-5 480 000
00	2 63210 11 000	0461 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	3 150 000	3 150 000	0
00	2 63510 11 000	0461 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	4 054 882	4 054 882	0
00	4 21220 0461	01	EQUIPEMENT RTNB	0	21 000 000	-21 000 000
00	4 21430 11 000	0461 02	EQUIPEMENT CIEP	25 000 000	0	25 000 000
00	4 21430 11 801	0461 01	EQUIPEMENT ABP	25 000 000	21 000 000	4 000 000
00	4 21440 11 000	0461 01	EQUIPEMENT DES TELECENTRES COMMUNAUTAIRES	35 000 000	0	35 000 000
00	7 66110 11 000	0461 01	MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES NATIONALES DE COMMUNICATION, DE L'AUDIOVISUEL ET DES TIC	52 559 174	2 970 000	49 589 174
00	7 66110 11 000	0461 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CLUBS DES TIC DANS LES ECOLES	9 061 927	0	9 061 927
00	7 66110 11 025	0461 01	SUBSIDES A LA DIRECTION GENERALE DE LA R.T.N.B	4 140 833 201	3 881 896 929	258 936 272
00	7 66110 11 033	0461 01	SUBSIDES A LA DIRECTION GENERALE DU CIEP	281 878 903	233 855 713	48 023 190
00	7 66110 11 801	0461 03	SUBSIDES A L'AGENCE BURUNDAISE DE PRESSE	661 830 987	603 024 600	58 806 387
00	7 66110 11 862	0461 01	SUBSIDES A LA DIRECTION GENERALE DES PUBLICATIONS DE PRESSE BURUNDAISE	734 472 586	760 200 000	-25 727 414
<b>002</b>	<b>DIRECTION GENERALE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)</b>			<b>10 430 270</b>	<b>24 073 389</b>	<b>-13 643 119</b>
00	1 61110 11 000	0465 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 444 785	12 281 148	-10 836 363
00	1 61140 11 000	0465 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	416 160	2 000 000	-1 583 840
00	1 61160 11 000	0465 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	0	60 000	-60 000
00	1 61610 11 000	0465 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	202 749	1 064 161	-861 412
00	2 63210 11 000	0465 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	5 454 000	5 454 000	0
00	7 66110 11 000	0465 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES TIC	2 912 576	3 214 080	-301 504
<b>003</b>	<b>DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DES TIC</b>			<b>900 000</b>	<b>900 000</b>	<b>0</b>
00	2 63210 11 000	0465 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	900 000	900 000	0
<b>004</b>	<b>DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DE LA POLITIQUE</b>			<b>900 000</b>	<b>900 000</b>	<b>0</b>
00	2 63210 11 000	0465 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	900 000	900 000	0
<b>005</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE LA COMMUNICATION</b>			<b>4 815 669</b>	<b>13 977 546</b>	<b>-9 161 877</b>
00	1 61110 11 000	0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 548 646	8 555 184	-7 006 538

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61140 11 000	0461 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 215 348	2 791 836	-1 576 488
00	1 61160 11 000	0461 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000	120 000	-96 000
00	1 61610 11 000	0461 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	227 675	710 526	-482 851
00	2 63210 11 000	0461 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 800 000	1 800 000	0
006		DIRECTIDN DE L'AUDIO-VISUEL	900 000	900 000	0
00	2 63210 11 000	0461 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	900 000	900 000	0
007		DIRECTION DU SITE WEB DU GOUVERNEMENT	900 000	900 000	0
00	2 63210 11 000	0461 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	900 000	900 000	0
501		PROJET DE CREATION D'UN FONDS D'APPUI AUX MEDIAS	31 500 000	31 500 000	0
00	4 27100 11 000	0461 01 CONTREPARTIE AU PROJET DE CREATIDN D'UN FONDS D'APPUI AUX MEDIAS	31 500 000	31 500 000	0
502		PROJET DE MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES DU RESEAU HAUT DEBIT (EAC-BIN)	0	38 658 060	-38 658 060
00	4 27100 11 000	0461 01 CONTREPARTIE AU PROJET DE MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES DU RESEAU HAUT DEBIT (EAC-BIN)	0	38 658 060	-38 658 060
<b>19</b>	<b>MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE</b>		<b>4 035 173 249</b>	<b>2 699 661 316</b>	<b>1 335 511 933</b>
001		CABINET	2 574 999 934	1 200 958 043	1 374 041 891
00	1 61110 11 000	0131 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 082 201	20 389 035	2 693 166
00	1 61140 11 000	0131 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	10 493 558	9 716 258	777 300
00	1 61160 11 000	0131 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	858 000	724 960	133 040
00	1 61210 11 000	0131 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 808 654	7 737 940	-3 929 286
00	1 61240 11 000	0131 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 147 212	7 317 465	-3 170 253
00	1 61260 11 000	0131 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	8 380 000	1 086 000	5 274 000
00	1 61580 11 000	0131 01 HONORAIRES DES INFORMATIENS	135 700 000	74 500 000	61 200 000
00	1 61610 11 000	0131 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SDCIALE S/STATUTS	3 895 619	3 493 620	401 999
00	1 61620 11 000	0131 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	262 202	1 058 161	-795 959
00	2 62140 11 000	0131 01 MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	15 250 000	150 000 000	-134 750 000
00	2 62320 11 000	0131 01 FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	3 024 000	3 024 000	0
00	2 62330 11 000	0131 01 FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	12 976 650	12 976 650	0
00	2 62510 11 000	0131 01 ENTRETIEN DES BATIMENTS	1 511 670	1 511 670	0
00	2 62550 11 000	0131 01 ENTRETIEN DU CHARROI	1 600 000	15 200 000	-13 600 000
00	2 63120 11 000	0131 01 ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	7 020 000	46 216 903	-39 196 903
00	2 63210 11 000	0131 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	45 000 000	45 000 000	0



				Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	2 63510 11 000	0131 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	10 368 000	10 368 000	0
00	4 21430 11 000	0131 01	EQUIPEMENT DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	4 900 000	4 900 000	0
00	6 67180 11 000	0131 01	RENTES DES AYANTS DROITS DES FONCTIONNAIRES DECEDES EN 1972	681 191 200	0	681 191 200
00	7 66110 11 000	0131 01	PARTICIPATION AU RESEAU ETENDU DE LA FONCTION PUBLIQUE	39 147 523	43 200 000	-4 052 477
00	7 66110 11 000	0131 02	SUBSIDES A L'ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION( ENA)	745 717 048	608 910 129	136 806 919
00	7 66110 11 000	1091 03	PARTICIPATION A L'ORGANE NATIONAL DE LA PROTECTION SOCIALE	72 495 413	80 000 000	-7 504 587
00	7 66110 11 000	0131 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SECRETARIAT EXECUTIF DE LA PROTECTION SOCIALE	226 548 166	0	226 548 166
00	7 66110 11 000	0131 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT SU SECRETARIAT EXECUTIF DE DIALOGUE SOCIAL	136 835 092	0	136 835 092
00	7 66110 11 034	0131 01	SUBSIDES AU SERAP( EX ASAP)	88 043 189	50 957 252	37 085 937
00	7 66200 11 000	0131 01	FONDS POUR LE DIALOGUE SOCIAL	2 419 534	2 670 000	-250 466
00	7 66620 11 000	0131 01	CONTRIBUTIONDE L' ETAT A L'ACTUALISATION DU RECENSEMENT DE 2008	292 345 003	0	292 345 003
<b>002</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>			<b>189 715 190</b>	<b>181 723 708</b>	<b>7 991 482</b>
00	1 61110 11 000	0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 769 189	11 915 781	5 853 408
00	1 61140 11 000	0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	91 622 023	88 218 124	3 403 899
00	1 61160 11 000	0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	600 340	600 340	0
00	1 61210 11 000	0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 893 484	3 518 577	-1 625 093
00	1 61240 11 000	0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 548 960	2 301 329	-752 369
00	1 61260 11 000	0131 01	ALLDCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	636 000	648 000	-12 000
00	1 61610 11 000	0131 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 569 512	998 486	1 571 026
00	1 61620 11 000	0131 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	136 833	597 722	-460 889
00	2 63210 11 000	0131 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 820 849	1 820 849	0
00	7 66110 11 000	0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DES TRAITEMENTS	65 245 872	67 500 000	-2 254 128
00	7 66110 11 000	0131 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE RECRUTEMENT	5 872 128	3 604 500	2 267 628
<b>003</b>	<b>DIRECTION DE LA GESTION DES CARRIERES</b>			<b>770 346 090</b>	<b>801 427 849</b>	<b>-31 081 759</b>
00	1 61110 11 000	0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	149 343 081	139 573 160	9 769 921
00	1 61140 11 000	0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 590 988	36 056 857	3 534 131
00	1 61160 11 000	0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 495 560	1 578 652	-83 092
00	1 61180 11 000	0131 02	REGULARISATIONS LIEES A LA MISE A JOUR DE LA CARRIERE DES FONCTIONNAIRES	100 000 000	100 000 000	0
00	1 61210 11 000	0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	6 499 556	10 415 777	-3 916 221
00	1 61240 11 000	0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 385 568	4 774 789	-389 221
00	1 61260 11 000	0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 108 000	1 108 000	0
00	1 61610 11 000	0131 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 657 640	8 381 149	6 276 491

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence	
00	1 61620 11 000	0131 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	506 009	723 186	-217 177
00	2 63210 11 000	0131 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	7 846 254	7 846 254	0
00	6 67110 11 000	0131 01	REGULARISATION DES AGENTS COMPLEMENTAIRES RWANDAIS	368 225 133	406 343 097	-38 117 964
00	6 67210 11 000	0131 01	FRAIS FUNERAIRES	76 688 301	84 626 928	-7 938 627
<b>004</b>	<b>DIRECTION DE LA GESTION DES TRAITEMENTS</b>		<b>169 852 816</b>	<b>83 429 682</b>	<b>86 423 134</b>	
00	1 61110 11 000	0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	59 470 720	51 192 198	8 278 522
00	1 61140 11 000	0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	80 677 823	7 539 963	73 137 860
00	1 61160 11 000	0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 594 440	1 536 079	58 361
00	1 61210 11 000	0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	6 561 704	5 737 061	824 643
00	1 61240 11 000	0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	3 986 880	2 751 835	1 235 045
00	1 61260 11 000	0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	360 000	444 000	-84 000
00	1 61610 11 000	0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 176 457	4 317 534	2 858 923
00	1 61620 11 000	0131 01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	624 665	510 885	113 780
00	2 63210 11 000	0131 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	9 400 127	9 400 127	0
<b>005</b>	<b>DIRECTION DU RECRUTEMENT ET DU CONTROLE DES EFFECTIFS</b>		<b>46 401 216</b>	<b>43 767 887</b>	<b>2 633 329</b>	
00	1 61110 11 000	0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 825 853	28 197 160	-371 307
00	1 61140 11 000	0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	9 017 004	7 489 842	1 527 162
00	1 61160 11 000	0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	539 733	506 733	33 000
00	1 61210 11 000	0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	824 942	1 385 110	-560 168
00	1 61240 11 000	0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 276 088	1 403 604	872 484
00	1 61260 11 000	0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	132 000	444 000	-312 000
00	1 61610 11 000	0131 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 895 619	2 327 436	1 568 183
00	1 61620 11 000	0131 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	54 214	178 239	-124 025
00	2 63210 11 000	0131 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 835 763	1 835 763	0
<b>006</b>	<b>DIRECTION DE LA CODRDINATION DES ANTENNES REGIONALES DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>		<b>91 175 599</b>	<b>90 399 514</b>	<b>776 085</b>	
00	1 61110 11 000	0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	64 627 771	60 102 578	4 525 193
00	1 61140 11 000	0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	14 876 880	11 975 442	2 901 438
00	1 61160 11 000	0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	333 720	460 000	-126 280
00	1 61210 11 000	0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 588 794	8 011 562	-5 422 768
00	1 61240 11 000	0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 478 960	3 174 262	-695 302
00	1 61260 11 000	0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	624 000	476 000	148 000
00	1 61610 11 000	0131 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 357 186	3 717 141	-359 955
00	1 61620 11 000	0131 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	147 946	342 187	-194 241

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 2 63210 11 000	0131 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 140 342	2 140 342	0
<b>007</b>		<b>INSPECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>	<b>39 614 514</b>	<b>76 316 915</b>	<b>-36 702 401</b>
00 1 61110 11 000	0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 809 252	23 317 987	491 265
00 1 61140 11 000	0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 854 524	35 651 349	-27 796 825
00 1 61160 11 000	0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	212 000	212 000	0
00 1 61210 11 000	0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	681 040	6 025 160	-5 344 120
00 1 61240 11 000	0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	436 320	3 822 400	-3 386 080
00 1 61260 11 000	0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	156 000	384 000	-228 000
00 1 61610 11 000	0131 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 333 295	3 451 425	-118 130
00 1 61620 11 000	0131 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	51 426	371 937	-320 511
00 2 63210 11 000	0131 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	3 080 657	3 080 657	0
<b>008</b>		<b>INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE</b>	<b>58 295 274</b>	<b>66 103 864</b>	<b>-7 808 590</b>
00 1 61110 11 000	0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	36 595 304	42 469 706	-5 874 402
00 1 61140 11 000	0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	10 919 028	11 660 375	-741 347
00 1 61160 11 000	0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	709 632	709 632	0
00 1 61210 11 000	0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 572 890	2 709 491	-1 136 601
00 1 61240 11 000	0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	951 840	1 543 545	-591 705
00 1 61260 11 000	0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	336 000	482 000	-146 000
00 1 61610 11 000	0412 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 123 343	4 384 520	738 823
00 1 61620 11 000	0412 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	127 436	184 794	-57 358
00 2 63210 11 000	0412 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 959 801	1 959 801	0
<b>009</b>		<b>DIRECTION GENERALE DU TRAVAIL ET DU PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL</b>	<b>35 266 349</b>	<b>41 629 507</b>	<b>-6 363 158</b>
00 1 61110 11 000	0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 236 487	28 831 583	-6 595 096
00 1 61140 11 000	0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	6 881 472	5 562 496	1 318 976
00 1 61160 11 000	0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000	1 055 472	-983 472
00 1 61210 11 000	0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	233 538	936 332	-702 794
00 1 61240 11 000	0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	218 160	809 807	-591 647
00 1 61260 11 000	0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000	282 000	-246 000
00 1 61610 11 000	0412 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 113 188	1 364 342	1 748 846
00 1 61620 11 000	0412 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	13 239	325 210	-311 971
00 2 63210 11 000	0412 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 462 265	2 462 265	0
<b>010</b>		<b>DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI</b>	<b>38 672 537</b>	<b>36 158 238</b>	<b>2 514 299</b>
00 1 61110 11 000	0413 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 789 053	21 100 975	1 688 078

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61140 11 000	0413 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	9 112 042	8 437 076	674 966
00	1 61160 11 000	0413 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	405 504	405 504	0
00	1 61210 11 000	0413 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	964 769	947 965	16 804
00	1 61240 11 000	0413 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CDNTRATS	267 468	267 468	0
00	1 61260 11 000	0413 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000	108 000	-36 000
00	1 61610 11 000	0413 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SDCIALE S/STATUTS	3 190 467	3 020 016	170 451
00	1 61620 11 000	0413 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CDNTRATS	67 218	67 218	0
00	2 63210 11 000	0413 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 804 016	1 804 016	0
<b>011</b>	<b>DIRECTIDN DU PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL</b>		<b>17 683 730</b>	<b>20 282 600</b>	<b>-2 598 870</b>
00	1 61110 11 000	0163 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 423 921	9 818 986	-395 065
00	1 61140 11 000	0463 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 308 424	5 691 662	-2 383 238
00	1 61160 11 000	0463 01 ALLOCATIDNS FAMILIALES S/STATUTS	323 687	323 687	0
00	1 61210 11 000	0463 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	513 269	492 918	20 351
00	1 61240 11 000	0463 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	490 115	490 115	0
00	1 61260 11 000	0463 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000	62 000	-14 000
00	1 61610 11 000	0463 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 319 349	1 146 267	173 082
00	1 61620 11 000	0463 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	81 405	81 405	0
00	2 63210 11 000	0463 01 ACHAT MATERIEL ET FDURNITURES DE BUREAU	2 175 560	2 175 560	0
<b>013</b>			<b>0</b>	<b>18 411 396</b>	<b>-18 411 396</b>
00	1 61110 1081	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	0	8 973 865	-8 973 865
00	1 61140 1081	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	0	5 379 960	-5 379 960
00	1 61160 1081	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	0	204 000	-204 000
00	1 61210 1081	01 REMUNERATION DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	1 117 118	-1 117 118
00	1 61240 1081	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	0	46 000	-46 000
00	1 61260 1081	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	240 000	-240 000
00	1 61610 1081	01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	0	855 933	-855 933
00	1 61620 1081	01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	144 147	-144 147
00	2 63210 1081	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	0	1 450 373	-1 450 373
<b>014</b>			<b>0</b>	<b>15 699 403</b>	<b>-15 699 403</b>
00	1 61110 0114	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	0	6 541 400	-6 541 400
00	1 61140 0114	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	0	5 408 160	-5 408 160
00	1 61160 0114	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	0	54 000	-54 000
00	1 61210 0114	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	488 390	-488 390
00	1 61240 0114	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	0	268 972	-268 972

		Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 1 61260 0114	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	72 000	-72 000
00 1 61610 0114	01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	0	917 218	-917 218
00 1 61620 0114	01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	408 217	-408 217
00 2 63210 0114	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	0	1 541 046	-1 541 046
<b>015</b>		<b>0</b>	<b>20 202 710</b>	<b>-20 202 710</b>
00 1 61110 0131	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	0	10 302 812	-10 302 812
00 1 61140 0131	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	0	5 204 832	-5 204 832
00 1 61160 0131	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	0	149 000	-149 000
00 1 61210 0131	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	643 840	-643 840
00 1 61240 0131	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	0	387 400	-387 400
00 1 61260 0131	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	54 000	-54 000
00 1 61610 0131	01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	0	1 871 780	-1 871 780
00 1 61620 0131	01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	48 000	-48 000
00 2 63210 0131	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	0	1 541 046	-1 541 046
<b>501</b>	<b>COMITE TECHNIQUE DE PILOTAGE BIT/IPEC</b>	<b>3 150 000</b>	<b>3 150 000</b>	<b>0</b>
00 4 27100 11 000	0412 01 CONTREPARTIE AU COMITE TECHNIQUE DE PILOTAGE BIT/IPEC	3 150 000	3 150 000	0
<b>20</b>	<b><u>MINISTERE DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE</u></b>	<b><u>1 168 204 961</u></b>	<b><u>1 845 049 878</u></b>	<b><u>-676 844 917</u></b>
<b>001</b>	<b>CABINET</b>	<b>1 091 264 868</b>	<b>1 755 202 393</b>	<b>-663 937 525</b>
00 1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/S	34 428 142	27 679 002	6 749 140
00 1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/S	10 700 480	9 021 840	1 678 640
00 1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	336 000	936 000	-600 000
00 1 61210 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	2 621 767	2 242 050	379 717
00 1 61240 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/C	2 836 800	2 179 344	657 456
00 1 61260 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	720 000	540 000	180 000
00 1 61610 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	365 400	3 693 204	-3 327 804
00 1 61620 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/C	156 211	139 446	16 765
00 2 62120 11 000	0115 01 FRAIS DE FORMATION SUR L'INTEGRATION REGIONALE	5 000 000	2 500 000	2 500 000
00 2 62140 11 000	0115 01 MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	750 000 000	1 391 500 000	-641 500 000
00 2 62240 11 000	0115 01 FRAIS DES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION	100 000 000	100 000 000	0
00 2 62320 11 000	0115 01 FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	4 036 500	4 036 500	0
00 2 62330 11 000	0115 01 FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	9 687 600	9 687 600	0
00 2 62360 11 000	0115 01 ABONNEMENT A L' INTERNET	34 682 880	28 902 400	5 780 480

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 2 62520 11 000	0115 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	807 300	807 300	0
00 2 62550 11 000	0115 01	ENTRETIEN CHARROI	18 042 956	20 375 024	-2 332 068
00 2 62570 11 000	0115 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATQUE	9 515 928	9 515 928	0
00 2 62580 11 000	0115 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	7 764 000	7 764 000	0
00 2 62740 11 000	0115 01	FRAIS DE MARKETING DU BURUNDI ET DOCUMENTATION A L' EAC	48 000 000	48 000 000	0
00 2 62740 11 000	0115 02	FRAIS DE TRADUCTION ET INTERPRETARIAT	20 000 000	42 000 000	-22 000 000
00 2 63120 11 000	0115 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	7 020 000	16 835 915	-9 815 915
00 2 63210 11 000	0115 01	ACHAT MATERIELET FOURNITURES DE BUREAU	11 409 840	11 409 840	0
00 2 63510 11 000	0115 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	10 197 000	10 197 000	0
00 4 21220 0411	01	EQUIPEMENT DU MINISTERE	0	2 000 000	-2 000 000
00 7 66200 11 000	0115 01	ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ETRANGERS	2 936 064	3 240 000	-303 936
<b>002</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION DES AFFAIRES SDCIALES ET DES SECTEURS PRODUCTIFS</b>		<b>4 538 272</b>	<b>8 441 629</b>	<b>-3 903 357</b>
00 1 61110 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 764 195	3 331 119	-566 924
00 1 61140 11 000	0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	832 320	1 152 480	-320 160
00 1 61160 11 000	0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000	96 000	-36 000
00 1 61210 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	209 462	417 749	-208 287
00 1 61240 11 000	0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	236 160	472 320	-236 160
00 1 61260 11 000	0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000	72 000	-12 000
00 1 61610 11 000	0115 01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/ STATUTS	365 400	456 732	-91 332
00 1 61620 11 000	0115 01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 735	21 329	-10 594
00 2 63210 0115	01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	2 421 900	-2 421 900
<b>003</b>	<b>DIRECTIDN DES AFFAIRES SOCIALES</b>		<b>12 060 905</b>	<b>5 564 231</b>	<b>6 496 674</b>
00 1 61110 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 292 585	2 282 101	6 010 484
00 1 61140 11 000	0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 496 960	742 320	1 754 640
00 1 61160 11 000	0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000	72 000	108 000
00 1 61210 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	417 749	-417 749
00 1 61240 11 000	0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	0	472 320	-472 320
00 1 61260 11 000	0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	84 000	-84 000
00 1 61610 11 000	0115 01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/ STATUTS	1 091 360	302 412	788 948
00 1 61620 11 000	0115 01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	21 329	-21 329
00 2 63210 0115	01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	1 170 000	-1 170 000
<b>004</b>	<b>DIRECTION DES SECTEURS PRODUCTIFS</b>		<b>12 060 009</b>	<b>7 900 665</b>	<b>4 159 344</b>
00 1 61110 11 000	0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 292 585	4 236 087	4 056 498

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 496 960	1 103 592	1 393 368
00	1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000	144 000	36 000
00	1 61210 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	210 895	-210 895
00	1 61240 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	0	236 160	-236 160
00	1 61260 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	60 000	-60 000
00	1 61610 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/ STATUTS	1 090 464	729 024	361 440
00	1 61620 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	10 907	-10 907
00	2 63210 11 000	0115 01 ACHAT MATERIELM DE FOURNITURES DE BUREAU	0	1 170 000	-1 170 000
<b>005</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION DES INFRASTRUCTURES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES</b>		<b>4 593 009</b>	<b>9 112 079</b>	<b>-4 519 070</b>
00	1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 764 196	3 288 837	-524 641
00	1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	834 324	1 478 640	-644 316
00	1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	80 000	144 000	-64 000
00	1 61210 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	208 251	466 213	-257 962
00	1 61240 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	260 160	472 320	-212 160
00	1 61260 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000	84 000	-12 000
00	1 61610 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/ STATUTS	363 488	729 024	-365 536
00	1 61620 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 590	27 145	-16 555
00	2 63210 0115	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	2 421 900	-2 421 900
<b>006</b>	<b>DIRECTION DES FINANCES, COMMERCE ET DES INVESTISSEMENTS</b>		<b>11 753 292</b>	<b>13 828 518</b>	<b>-2 075 226</b>
00	1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 361 012	8 812 722	-451 710
00	1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 380 800	2 565 672	-184 872
00	1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000	144 000	36 000
00	1 61610 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/ STATUTS	831 480	1 136 124	-304 644
00	2 63210 0115	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	1 170 000	-1 170 000
<b>007</b>	<b>DIRECTION DES DOUANES, DES AFFAIRES FISCALES ET MDNETAIRES</b>		<b>11 755 291</b>	<b>9 727 195</b>	<b>2 028 096</b>
00	1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 362 012	5 825 107	2 536 905
00	1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 381 799	1 844 640	537 159
00	1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000	144 000	36 000
00	1 61610 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/ STATUTS	831 480	743 448	88 032
00	2 63210 0115	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	1 170 000	-1 170 000
<b>008</b>	<b>DIRECTION DES INFRASTRUCTURES</b>		<b>5 983 660</b>	<b>13 066 651</b>	<b>-7 082 991</b>
00	1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 146 292	8 018 811	-3 872 519
00	1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 248 480	2 080 800	-832 320

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	90 000	144 000	-54 000
00	1 61210 0115	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	261 893	-261 893
00	1 61240 0115	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	0	236 160	-236 160
00	1 61260 0115	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	36 000	-36 000
00	1 61610 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/ STATUTS	498 888	1 101 960	-603 072
00	1 61620 0115	01 CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	17 027	-17 027
00	2 63210 0115	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	1 170 000	-1 170 000
<b>009</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE CDDRDINATIDN DES AFFAIRES POLITIQUES ,DIPLDMATIQUE, DEFENSE ET DE SECURITE</b>		<b>4 524 129</b>	<b>5 885 642</b>	<b>-1 361 513</b>
00	1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 765 196	827 324	1 937 872
00	1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	833 319	326 160	507 159
00	1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000	48 000	12 000
00	1 61210 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	213 627	210 895	2 732
00	1 61240 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	236 160	236 160	0
00	1 61260 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000	60 000	12 000
00	1 61610 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/ STATUTS	332 592	129 696	202 896
00	1 61620 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	11 235	10 907	328
00	2 63210 0115	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	4 036 500	-4 036 500
<b>010</b>	<b>DIRECTION DE DEFENSE ET DE SECURITE</b>		<b>4 004 424</b>	<b>7 133 428</b>	<b>-3 129 004</b>
00	1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIDNS DIRECTES DE BSE S/S	2 781 391	3 605 232	-823 841
00	1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/S	831 342	1 158 480	-327 138
00	1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	60 000	144 000	-84 000
00	1 61210 0115	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	261 893	-261 893
00	1 61240 0115	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	0	236 160	-236 160
00	1 61260 0115	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	36 000	-36 000
00	1 61610 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	331 691	504 636	-172 945
00	1 61620 0115	01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS CONTRATS	0	17 027	-17 027
00	2 63210 0115	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	1 170 000	-1 170 000
<b>011</b>	<b>DIRECTION DES AFFAIRES PDLITIQUES ET DIPLOMATIQUES</b>		<b>5 667 102</b>	<b>7 572 847</b>	<b>-1 905 745</b>
00	1 61110 11 000	0115 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/S	4 086 640	4 034 809	51 831
00	1 61140 11 000	0115 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/S	1 158 480	1 248 480	-90 000
00	1 61160 11 000	0115 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	90 000	144 000	-54 000
00	1 61210 0115	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	210 895	-210 895
00	1 61240 0115	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	0	236 160	-236 160



			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 1 61260 0115	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS		0	36 000	-36 000
00 1 61610 11 000	0115 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S		331 982	481 596	-149 614
00 1 61620 0115	01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS		0	10 907	-10 907
00 2 63210 0115	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU		0	1 170 000	-1 170 000
<b>012</b>			<b>0</b>	<b>1 614 600</b>	<b>-1 614 600</b>
00 2 63210 0414	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU		0	1 614 600	-1 614 600
<b>31</b>	<b>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>		<b>47 173 992 020</b>	<b>48 591 693 378</b>	<b>-1 417 701 358</b>
<b>001</b>	<b>CABINET</b>		<b>34 465 209 814</b>	<b>34 564 341 209</b>	<b>-99 131 395</b>
00 1 61110 11 000	0941 01 REMUNERATIONS ET JETONS DES COMMISSIONS NATIONALES		52 000 000	52 000 000	0
00 1 61110 11 000	0941 02 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS		45 660 134	38 256 694	7 403 440
00 1 61140 11 000	0941 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS		9 934 572	14 192 100	-4 257 528
00 1 61160 11 000	0941 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS		231 000	229 000	2 000
00 1 61210 11 000	0941 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS		1 262 100	1 876 027	-613 927
00 1 61240 11 000	0941 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS		790 800	1 156 120	-365 320
00 1 61260 11 000	0941 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS		432 000	300 000	132 000
00 1 61610 11 000	0941 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS		5 065 219	4 230 337	834 882
00 1 61620 11 000	0941 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS		79 452	124 323	-44 871
00 2 62140 11 000	0941 01 MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER		15 250 000	15 250 000	0
00 2 62320 11 000	0941 01 FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUES		62 986	62 986	0
00 2 62330 11 000	0941 01 FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS		15 622 266	15 622 266	0
00 2 62360 11 000	0941 01 ABONNEMENT A L' INTERNET ET CREATION DU SITE WEB		6 000 000	6 000 000	0
00 2 62510 11 000	0941 01 ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS		976 833	976 833	0
00 2 62550 11 000	0941 01 ENTRETIEN DU CHARROI		1 600 000	4 070 400	-2 470 400
00 2 62580 11 000	0941 01 ENTRETIEN DES MACHINES ET ACHAT D' ANTIVIRUS		7 000 000	7 000 000	0
00 2 63120 11 000	0941 01 ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS		7 020 000	19 358 160	-12 338 160
00 2 63210 11 000	0941 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU		9 757 237	9 757 237	0
00 2 63510 11 000	0941 01 CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE		9 800 000	9 800 000	0
00 4 21220 11 000	0941 01 REHABILITATION ET EQUIPEMENTS DU CAMPUS KAMENGE POUR L'INSTITUT AFRIQUE-INDE		112 000 000	112 000 000	0
00 4 21220 11 000	0941 02 REHABILITATION DES MAISONS DE PASSAGE DES PROFESSEURS VISITEURS		49 000 000	49 000 000	0
00 4 21220 11 000	0942 03 PARACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DU CAMPUS ZEGE(HOMES ET AUDITOIRES)		300 000 000	1 450 000 000	-1 150 000 000
00 4 21220 11 855	0941 04 CONSTRUCTION D'UN AMPHITHEATRE+DEUX BLOCS DE TOILETTES(REGIE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES)		800 000 000	0	800 000 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 4 21410 11 000	0941 01	ACQUISITION BUS COASTER CAPUS ZEGE	90 000 000	0	90 000 000
00 4 21430 11 000	0941 01	EQUIPEMENT CENTRE HOSPITALO UNIVERSITAIRE DE KAMENGE	168 000 000	168 000 000	0
00 4 21450 11 000	0941 01	EQUIPEMENT TECHNIQUE DE L'ENS	95 200 000	95 200 000	0
00 7 66110 11 000	0941 02	DRGANISATION D'UN ATELIER SUR LES ETATS GENERAUX	54 371 560	0	54 371 560
00 7 66110 11 000	0941 05	APPUI AUX UNIVERSITES PRIVES	453 096 331	0	453 096 331
00 7 66110 11 011	0942 01	FRAIS DE FONCTIONEMENT DE L'E.N.S	2 984 903 892	2 719 069 142	265 834 750
00 7 66110 11 816	0941 01	SUBSIDES AU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE KAMENGE	2 535 471 861	2 565 600 297	-30 128 436
00 7 66110 11 855	0963 01	SUBSIDES A LA REGIE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	5 234 078 157	5 550 023 933	-315 945 776
00 7 66200 11 000	0942 01	SUBSIDES A LA COMMISSION NATIONALE DE L' ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	82 757 881	83 230 863	-472 982
00 7 66400 11 028	0742 01	SUBSIDES A L' UNIVERSITE DU BURUNDI.	21 317 785 533	21 571 954 491	-254 168 958
<b>002</b>	<b>BUREAU DES BOURSES ET STAGES</b>		<b>12 496 969 916</b>	<b>13 796 420 076</b>	<b>-1 299 450 160</b>
00 1 61110 11 000	0965 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 416 168	23 689 615	-4 273 447
00 1 61140 11 000	0965 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 851 280	7 825 707	-3 974 427
00 1 61160 11 000	0965 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	218 000	216 000	2 000
00 1 61210 11 000	0965 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	203 195	222 365	-19 170
00 1 61240 11 000	0965 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	158 160	158 160	0
00 1 61260 11 000	0965 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000	36 000	0
00 1 61610 11 000	0965 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 130 264	2 577 346	-447 082
00 1 61620 11 000	0965 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 983	12 283	-2 300
00 2 63210 11 000	0965 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 250 000	2 250 000	0
00 8 67310 11 000	0965 01	BOURSES D'ETUDES ET STAGES	12 468 696 866	13 759 432 600	-1 290 735 734
<b>003</b>	<b>COMMISSION NATIONALE POUR L' UNESCO</b>		<b>38 951 682</b>	<b>55 836 185</b>	<b>-16 884 503</b>
00 1 61110 11 000	0984 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 017 906	30 962 175	-3 944 269
00 1 61140 11 000	0984 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	6 676 596	19 263 393	-12 586 797
00 1 61160 11 000	0984 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	524 000	521 000	3 000
00 1 61210 11 000	0984 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	246 273	239 100	7 173
00 1 61240 11 000	0984 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	158 160	158 160	0
00 1 61260 11 000	0984 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000	36 000	0
00 1 61610 11 000	0984 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 328 907	3 692 945	-364 038
00 1 61620 11 000	0984 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 720	14 292	428
00 2 63210 11 000	0984 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	949 120	949 120	0
<b>004</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>		<b>52 695 724</b>	<b>55 584 048</b>	<b>-2 888 324</b>
00 1 61110 11 000	0942 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 605 800	17 341 273	1 264 527

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61140 11 000	0942 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	4 371 216	8 662 535	-4 291 319
00	1 61160 11 000	0942 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	206 000	204 000	2 000
00	1 61210 11 000	0942 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	524 589	552 238	-27 649
00	1 61240 11 000	0942 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	316 320	316 320	0
00	1 61260 11 000	0942 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000	72 000	24 000
00	1 61580 11 000	0942 01 FRAIS POUR ENTERINEMENT DES DIPLOMES, ORIENTATION DES DIPLOMES ET EQUIVALENCE DES DIPLOMES UNIVERSITAIRES	25 308 000	25 308 000	0
00	1 61610 11 000	0942 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 168 012	2 024 578	143 434
00	1 61620 11 000	0942 01 CONTR. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	34 151	37 468	-3 317
00	2 63210 11 000	0942 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 065 636	1 065 636	0
005	<b>DIRECTION DE L' ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>		24 640 095	37 140 343	-12 500 248
00	1 61110 11 000	0942 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 495 960	21 837 672	-5 341 712
00	1 61140 11 000	0942 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	4 069 584	10 611 681	-6 542 097
00	1 61160 11 000	0942 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	124 000	127 000	-3 000
00	1 61210 11 000	0942 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	241 140	241 140	0
00	1 61240 11 000	0942 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	158 160	158 160	0
00	1 61260 11 000	0942 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000	36 000	0
00	1 61610 11 000	0942 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 956 634	2 570 074	-613 440
00	1 61620 11 000	0942 01 CONTR. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 537	14 536	1
00	2 63210 11 000	0942 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 544 080	1 544 080	0
006	<b>DIRECTION DE L' ENSEIGNEMENT POST SECONDAIRE PROFESSIONNEL</b>		21 167 385	18 236 195	2 931 190
00	1 61110 11 000	0951 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/S	13 740 195	11 145 988	2 594 207
00	1 61140 11 000	0951 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/S	3 433 560	3 023 940	409 620
00	1 61160 11 000	0951 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	67 000	64 000	3 000
00	1 61210 11 000	0951 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	246 273	385 128	-138 855
00	1 61240 11 000	0951 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/C	158 160	342 636	-184 476
00	1 61260 11 000	0951 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	36 000	60 000	-24 000
00	1 61610 11 000	0951 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	1 453 227	1 174 038	279 189
00	1 61620 11 000	0951 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/C	14 720	22 215	-7 495
00	2 63210 11 000	0951 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 018 250	2 018 250	0
007	<b>DIRECTION GENERALE DE LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET LA RECHERCHE</b>		12 468 087	12 402 818	65 269
00	1 61110 11 000	0971 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/S	7 679 039	6 587 654	1 091 385
00	1 61140 11 000	0971 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/S	1 540 380	1 988 640	-448 260
00	1 61160 11 000	0971 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	53 000	51 000	2 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61210 11 000	0971 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	246 273	582 038	-335 765
00	1 61240 11 000	0971 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/C	158 160	358 320	-200 160
00	1 61260 11 000	0971 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	36 000	156 000	-120 000
00	1 61610 11 000	0971 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A AL SECURITE SOCIALE S/S	722 265	619 872	102 393
00	1 61620 11 000	0971 01 CONTRIBUTIDNDE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/C	14 720	41 044	-26 324
00	2 63210 11 000	0971 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	2 018 250	2 018 250	0
<b>008</b>	<b>DIRECTIDN DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE</b>		<b>49 575 556</b>	<b>40 487 318</b>	<b>9 088 238</b>
00	1 61110 11 000	0971 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 342 344	11 668 363	8 673 981
00	1 61140 11 000	0971 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	5 131 956	5 703 812	-571 856
00	1 61160 11 000	0971 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	193 000	191 000	2 000
00	1 61210 11 000	0971 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	271 904	267 479	4 425
00	1 61240 11 000	0971 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	158 160	158 160	0
00	1 61260 11 000	0971 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000	84 000	0
00	1 61580 11 000	0971 01 FRAIS D' ENCOURAGEMENT A LA RECHERCHE ET INNOVATION	20 000 000	20 000 000	0
00	1 61610 11 000	0971 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 310 328	1 331 171	979 157
00	1 61620 11 000	0971 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CDNTRATS	18 228	17 697	531
00	2 63210 11 000	0971 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 065 636	1 065 636	0
<b>009</b>	<b>DIRECTIDN DE LA PRDMOTION DE LA SCIENCE ,LA TECHNOLOGIE ET DE L'</b>		<b>12 313 761</b>	<b>11 245 186</b>	<b>1 068 575</b>
00	1 61110 11 000	0971 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/S	7 521 973	6 263 262	1 258 711
00	1 61140 11 000	0971 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/S	1 961 712	2 101 754	-140 042
00	1 61160 11 000	0971 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	43 000	39 000	4 000
00	1 61210 11 000	0971 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	249 840	299 096	-49 256
00	1 61240 11 000	0971 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/C	158 160	249 840	-91 680
00	1 61260 11 000	0971 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	36 000	72 000	-36 000
00	1 61610 11 000	0971 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	784 276	658 457	125 819
00	1 61620 11 000	0971 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE ET SOCIALE S/C	14 720	17 697	-2 977
00	2 63210 11 000	0771 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 544 080	1 544 080	0
<b>32</b>	<b><u>MINISTERE DE L' ENSEIGNEMENT DE BASE ET SECONDAIRE, DE L'ENSEIGNEMENT DES METIERS, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'ALPHABETISATION</u></b>		<b>184 412 873 163</b>	<b>173 824 776 930</b>	<b>10 588 096 233</b>
<b>001</b>	<b>CABINET</b>		<b>5 917 082 738</b>	<b>5 519 183 984</b>	<b>397 898 754</b>
00	1 61110 11 000	0919 01 REGULARISATION DES ENSEIGNANTS	717 000 000	717 000 000	0
00	1 61110 11 000	0919 02 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	77 161 010	82 529 896	-5 368 886
00	1 61140 11 000	0919 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	18 998 808	21 422 388	-2 423 580

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 1 61160 11 000	0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	727 000	724 000	3 000
00 1 61210 11 000	0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 751 554	5 338 531	-3 586 977
00 1 61240 11 000	0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 140 236	3 298 752	-1 158 516
00 1 61260 11 000	0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	912 000	912 000	0
00 1 61610 11 000	0919 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 685 741	9 252 585	-566 844
00 1 61620 11 000	0919 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	191 411	367 023	-175 612
00 2 62120 11 000	0919 01	RENFORCEMENT DES CAPACITES	28 255 500	8 255 500	20 000 000
00 2 62120 11 000	0919 02	FORMATION DES FORMATEURS ET IMPRESSION DES MANUELS ANGLAIS ET SWAHILI	900 000 000	900 000 000	0
00 2 62140 11 000	0919 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	15 250 000	15 250 000	0
00 2 62160 11 000	0919 01	ACQUISITION DU KIT D' ALPHABETISATION	40 365 000	0	40 365 000
00 2 62320 11 000	0919 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	1 874 874	1 874 874	0
00 2 62330 11 000	0919 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	21 000 000	21 630 473	-630 473
00 2 62360 11 000	0919 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	15 545 010	15 545 010	0
00 2 62430 11 000	0919 01	LOCATION VEHICULES POUR LE CONCOURS ET TESTS NATIONAUX	578 538 400	578 538 400	0
00 2 62510 11 000	0919 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	2 502 630	2 502 630	0
00 2 62550 11 000	0919 01	ENTRETIEN DU CHARROI	16 000 000	28 790 341	-12 790 341
00 2 62580 11 000	0919 01	ENTRETIEN DES MACHINES ET ACHAT DU LOGICIELS ANTIVIRUS	14 352 000	14 352 000	0
00 2 63120 11 000	0919 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	52 845 600	78 132 054	-25 286 454
00 2 63120 11 000	0919 02	ACHAT CARBURANT MOTOS	9 545 515	9 545 515	0
00 2 63180 11 000	0919 01	ACQUISITION DES KITS POUR ENFANTS A BESOINS SPECIFIQUES	15 000 000	15 000 000	0
00 2 63210 11 000	0919 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	21 522 618	21 522 618	0
00 2 63510 11 000	0919 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	183 270 080	183 270 080	0
00 4 21220 11 000	0922 01	EQUIPEMENT DES ECOLES TECHNIQUES	186 676 700	0	186 676 700
00 4 21230 11 000	0922 01	REHABILITATION DES CENTRES D' ENSEIGNEMENT DES METIERS	210 000 000	210 000 000	0
00 4 21250 11 000	0921 01	REHABILITATION DES ECOLES GENERALES	210 000 000	210 000 000	0
00 4 21410 11 000	0921 01	EQUIPEMENTS DES ECOLES SECONDAIRES GENERALES PEDAGOGIQUES (LITS, MATELATS ET MATERIEL DIDACTIQUE)	1 061 881 100	1 761 281 697	-699 400 597
00 4 21430 11 867	0919 01	EQUIPEMENT CFPP NYAKABIGA	10 000 000	7 000 000	3 000 000
00 4 21430 11 868	0919 01	EQUIPEMENT CFPP BURURI	5 000 000	3 500 000	1 500 000
00 4 21430 11 869	0919 01	EQUIPEMENT CFPP KIRUNDO	5 000 000	3 500 000	1 500 000
00 4 21450 11 000	0912 01	EQUIPEMENT DES ECOLES PRIMAIRES	900 000 000	0	900 000 000
00 5 65320 11 863	0922 01	CENTRE DE FORMATION ARTISANALE DE KAMENGE	11 110 381	12 260 507	-1 150 126
00 5 65320 11 864	0922 01	CENTRE DE FORMATION ARTISANALE DE GITEGA	14 069 528	15 525 979	-1 456 451
00 6 67210 11 000	0963 01	APPUI AUX LOGEMENTS DES ENSEIGNANTS	200 000 000	200 000 000	0
00 7 66110 11 867	0952 01	SUBSIDES AU CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL DE NYAKABIGA	239 023 658	239 788 120	-764 462

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 7 66110 11 868	0952 01	SUBSIDES CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL DE BURURI	62 541 705	62 741 730	-200 025
00 7 66110 11 869	0952 01	SUBSIDES AU CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL DE KIRUNDO	58 344 679	58 531 281	-186 602
<b>002</b>	<b>SECRETARIAT PERMANENT</b>		<b>78 901 124</b>	<b>88 448 346</b>	<b>-9 547 222</b>
00 1 61110 11 000	0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	35 029 142	40 799 149	-5 770 007
00 1 61140 11 000	0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	8 397 936	9 703 680	-1 305 744
00 1 61160 11 000	0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	502 000	496 000	6 000
00 1 61210 11 000	0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 039 220	2 429 690	-390 470
00 1 61240 11 000	0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	647 712	810 384	-162 672
00 1 61260 11 000	0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	228 000	300 000	-72 000
00 1 61610 11 000	0919 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 131 280	4 771 081	-639 801
00 1 61620 11 000	0919 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	166 069	176 362	-10 293
00 2 62580 11 000	0919 01	ENTRETIEN DES MACHINES ET ACHAT LOGICIELS ANTIVIRUS	8 073 000	8 073 000	0
00 2 63210 11 000	0919 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	8 073 000	8 073 000	0
00 7 66110 11 000	0919 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE LA COMMUNICATION	11 613 765	12 816 000	-1 202 235
<b>003</b>	<b>INSPECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT</b>		<b>2 169 749 297</b>	<b>2 168 570 218</b>	<b>1 179 079</b>
00 1 61110 11 000	0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/S	1 335 525 509	1 311 419 378	24 106 131
00 1 61140 11 000	0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/S	331 940 508	353 793 312	-21 852 804
00 1 61160 11 000	0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	21 405 000	21 330 000	75 000
00 1 61210 11 000	0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	51 258 662	59 764 482	-8 505 820
00 1 61240 11 000	0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/C	27 939 840	43 834 080	-15 894 240
00 1 61260 11 000	0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	9 880 000	13 716 000	-3 836 000
00 1 61610 11 000	0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	159 707 171	155 811 513	3 895 658
00 1 61620 11 000	0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/C	3 402 342	4 104 537	-702 195
00 2 62240 11 000	0969 01	FRAIS DE CAMPAGNE EDUCATION POUR TOUS	15 173 900	15 173 900	0
00 2 63210 11 000	0969 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	9 623 016	9 623 016	0
00 7 66110 11 000	0969 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS DU PRIMAIRE ET DU SECONDAIRE	203 893 349	180 000 000	23 893 349
<b>004</b>	<b>DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES HUMAINES</b>		<b>94 286 199</b>	<b>73 179 188</b>	<b>21 107 011</b>
00 1 61110 11 000	0969 01	REMUNERATIONS DIRECTE DE BASE S/STATUTS	50 116 158	34 194 432	15 921 726
00 1 61140 11 000	0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 413 092	8 568 648	2 844 444
00 1 61160 11 000	0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES	308 000	305 000	3 000
00 1 61210 11 000	0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	289 150	279 579	9 571
00 1 61240 11 000	0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	158 160	158 160	0

				Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	161260 11 000	0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000	96 000	0
00	161610 11 000	0969 01	CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 689 062	3 863 220	1 825 842
00	161620 11 000	0969 01	CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	19 724	19 149	575
00	263210 11 000	0969 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	8 073 000	8 073 000	0
00	766110 11 000	0969 01	FRAIS DE SUIVI DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE L'ENCADREMENT DES SERVICES DECONCENTRES	18 123 853	17 622 000	501 853
<b>005</b>	<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT PREVISIONNEL DU PERSONNEL ET DE LA FORMATION CONTINUEII</b>			<b>45 434 905 279</b>	<b>42 458 838 963</b>	<b>2 976 066 316</b>
00	161110 11 000	0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	34 043 334 885	31 145 397 389	2 897 937 496
00	161140 11 000	0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	6 881 081 112	6 835 754 764	45 326 348
00	161160 11 000	0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	139 300 000	138 882 000	418 000
00	161210 11 000	0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	568 894 662	561 541 502	7 353 160
00	161240 11 000	0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	125 779 200	154 627 620	-28 848 420
00	161260 11 000	0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	26 580 000	311 152 000	-284 572 000
00	161610 11 000	0969 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 527 385 258	3 187 026 391	340 358 867
00	161620 11 000	0969 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	35 237 845	37 144 980	-1 907 135
00	263170 11 000	0969 01	MATERIEL PEDAGOGIQUE POUR ENSEIGNANTS	80 635 946	80 635 946	0
00	263210 11 000	0969 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	6 676 371	6 676 371	0
<b>006</b>	<b>DIRECTION DE LA PLANIFICATION DE RECRUTEMENT ET DE REAFFECTATION</b>			<b>32 736 562</b>	<b>140 684 942</b>	<b>-107 948 380</b>
00	161110 11 000	0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 643 090	96 853 601	-77 210 511
00	161140 11 000	0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	4 754 736	24 268 272	-19 513 536
00	161160 11 000	0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	540 000	1 219 000	-679 000
00	161210 11 000	0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	710 258	1 328 251	-617 993
00	161240 11 000	0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	474 480	1 155 600	-681 120
00	161260 11 000	0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	81 000	144 000	-63 000
00	161610 11 000	0969 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 195 633	11 375 504	-9 179 871
00	161620 11 000	0969 01	CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	84 041	87 390	-3 349
00	263210 11 000	0969 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	4 253 324	4 253 324	0
<b>007</b>	<b>DIRECTION GENERALE DES FINANCES</b>			<b>3 217 106 885</b>	<b>3 221 148 264</b>	<b>-4 041 379</b>
00	161110 11 000	0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	28 099 519	28 654 528	-555 009
00	161140 11 000	0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	6 508 848	7 827 852	-1 319 004
00	161160 11 000	0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	304 000	313 000	-9 000
00	161210 11 000	0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 223 688	5 145 938	-1 922 250
00	161240 11 000	0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 325 520	1 155 600	169 920
00	161260 11 000	0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	156 000	288 000	-132 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence	
00	1 61610 11 000	0982 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 976 333	3 070 834	-94 501
00	1 61620 11 000	0982 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	221 977	401 512	-179 535
00	2 62680 11 000	0982 01	FRAIS D'ASSURANCE SCOLAIRE	49 608 000	49 608 000	0
00	2 63170 11 000	0982 01	MATERIEL SPECIAL DES SERVICES , OUTILLAGE ET EQUIPEMENT	116 610 000	116 610 000	0
00	2 63210 11 000	0982 01	ACHAT MATRIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	8 073 000	8 073 000	0
00	7 66200 11 000	0982 01	MISE EN PLACE DES CANTINES SCOLAIRES	3 000 000 000	3 000 000 000	0
<b>008</b>	<b>DIRECTION DU BUDGET</b>		<b>16 165 231 856</b>	<b>18 101 040 681</b>	<b>-1 935 808 825</b>	
00	1 61110 11 000	0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 041 680	22 837 990	2 203 690
00	1 61140 11 000	0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 079 496	6 279 156	800 340
00	1 61160 11 000	0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	210 000	191 000	19 000
00	1 61310 11 000	0982 01	REMUNERATION DES PROFESSEURS VACATAIRES	300 000 000	300 000 000	0
00	1 61610 11 000	0982 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 766 635	2 575 719	190 916
00	2 62120 11 000	0982 01	FRAIS DE STAGE	300 000 000	300 000 000	0
00	2 62160 11 000	0982 01	FRAIS DE MISSION D'ENSEIGNEMENT	13 500 000	13 500 000	0
00	2 62550 11 000	0982 01	ENTRETIEN VEHICULES POUR TOUTES LES ECOLES A INTERNAT	77 500 800	77 500 800	0
00	2 62580 11 000	0982 01	MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS	17 940 000	17 940 000	0
00	2 62580 11 000	0982 02	ENTRETIEN GROUPEES ELECTROGENES	80 000 000	104 949 000	-24 949 000
00	2 62580 11 000	0982 03	ENTRETIEN DES MOTO-POMPES	3 229 200	3 229 200	0
00	2 63120 11 000	0982 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	530 400 000	530 400 000	0
00	2 63120 11 000	0982 02	ACHAT MAZOUT POUR GROUPEES ELECTROGENES	270 760 000	320 760 000	-50 000 000
00	2 63170 11 000	0982 01	FOURNITURES CLASSIQUES ET DIVERS	34 713 900	34 713 900	0
00	2 63170 11 000	0982 02	FOURNITURES MATERIEL SCOLAIRES	173 480 400	0	173 480 400
00	2 63210 11 000	0982 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	3 534 683	3 534 683	0
00	8 67320 11 000	0982 01	ENTRETIEN DES ELEVES INTERNES	10 230 717 324	12 153 781 681	-1 923 064 357
00	8 67320 11 000	0982 02	COMPENSATION DES FRAIS DE SCOLARITE	4 094 357 738	4 208 847 552	-114 489 814
<b>009</b>	<b>DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS SCOLAIRES</b>		<b>1 004 063 028</b>	<b>820 145 038</b>	<b>183 917 990</b>	
00	1 61110 11 000	0969 01	REMUNERATION DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 075 486	24 607 095	1 468 391
00	1 61140 11 000	0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHICITE S/STATUTS	6 547 284	6 467 124	80 160
00	1 61160 11 000	0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	408 000	343 000	65 000
00	1 61610 11 000	0969 01	CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 978 568	2 823 393	155 175
00	2 62160 11 000	0969 01	FRAIS DE DISTRIBUTION DES CAHIERS	100 000 000	0	100 000 000
00	2 62370 11 000	0969 01	ABONNEMENT ANNUEL AU JOURNAL "LE RENOUVEAU"	149 351	149 351	0
00	2 63170 11 000	0969 01	FOURNITURES MATERIEL SCOLAIRES	864 675 139	782 525 875	82 149 264
00	2 63210 11 000	0969 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	3 229 200	3 229 200	0



			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>010</b>	<b>DIRECTION GENERALE DES BUREAUX PEDAGOGIQUES</b>		<b>71 102 809</b>	<b>82 849 118</b>	<b>-11 746 309</b>
00	1 61110 11 000	0969 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	46 507 985	54 075 055	-7 567 070
00	1 61140 11 000	0969 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 395 076	15 301 152	-2 906 076
00	1 61160 11 000	0969 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000	610 000	-442 000
00	1 61210 11 000	0969 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 315 500	1 274 991	40 509
00	1 61240 11 000	0969 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	790 800	790 800	0
00	1 61260 11 000	0969 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	336 000	336 000	0
00	1 61610 11 000	0969 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 469 518	6 344 108	-874 590
00	1 61620 11 000	0969 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	83 430	80 512	2 918
00	2 63210 11 000	0969 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	4 036 500	4 036 500	0
<b>011</b>	<b>RADIO SCOLAIRE NDERAGAKURA</b>		<b>254 226 380</b>	<b>243 372 687</b>	<b>10 853 693</b>
00	1 61110 11 865	0461 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	86 425 263	79 552 620	6 872 643
00	1 61140 11 865	0461 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	87 227 433	77 352 969	9 874 464
00	1 61160 11 865	0461 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	767 000	699 000	68 000
00	1 61210 11 865	0461 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	749 448	767 632	-18 184
00	1 61240 11 865	0461 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	903 800	832 584	71 216
00	1 61260 11 865	0461 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	336 000	108 000	228 000
00	1 61610 11 865	0461 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 831 537	9 037 367	794 170
00	1 61620 11 865	0461 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	45 373	48 915	-3 542
00	7 66110 11 865	0461 01 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA RADIO SCOLAIRE NDERAGAKURA	67 940 526	74 973 600	-7 033 074
<b>012</b>	<b>BUREAU D' ETUDES DES PROGRAMMES DE L' ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ( BEPEP)</b>		<b>714 490 790</b>	<b>691 141 106</b>	<b>23 349 684</b>
00	1 61110 11 000	0971 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	265 605 193	249 739 054	15 866 139
00	1 61140 11 000	0971 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	69 968 292	69 410 424	557 868
00	1 61160 11 000	0971 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 525 000	2 375 000	150 000
00	1 61210 11 000	0971 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	6 644 972	6 377 535	267 437
00	1 61240 11 000	0971 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	2 652 180	2 652 180	0
00	1 61260 11 000	0971 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	620 000	636 000	-16 000
00	1 61610 11 000	0971 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	31 489 527	21 604 268	9 885 259
00	1 61620 11 000	0971 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	550 949	534 904	16 045
00	2 62120 11 000	0971 01 FRAIS DE FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS	295 756 991	295 756 991	0
00	2 63210 11 000	0971 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	6 054 750	6 054 750	0
00	7 66110 11 000	0971 01 ENCADREMENT CONTINU DES ENSEIGNANTS	32 622 936	36 000 000	-3 377 064

		Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
013	<b>BUREAU D' ETUDE DES PROGRAMMES DE L' ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL ET PEDAGOGIQUE ( BEPES)</b>	<b>1 293 246 460</b>	<b>1 222 243 259</b>	<b>71 003 201</b>
00 1 61110 11 000	0971 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	279 521 623	268 529 780	10 991 843
00 1 61140 11 000	0971 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	74 137 440	69 742 380	4 395 060
00 1 61160 11 000	0971 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 738 000	2 641 000	97 000
00 1 61210 11 000	0971 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 760 466	3 255 181	-494 715
00 1 61240 11 000	0971 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	770 640	1 086 960	-316 320
00 1 61260 11 000	0971 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	216 000	384 000	-168 000
00 1 61610 11 000	0971 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	31 976 227	30 437 369	1 538 858
00 1 61620 11 000	0971 01 CONTR. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	209 941	289 821	-79 880
00 2 62120 11 000	0971 01 FORMATION METHODOLOGIQUE ET PEDAGOGIQUE DES PROFESSEURS	360 000 000	360 000 000	0
00 2 62160 11 000	0971 01 SUIVI- ENCADREMENT	400 000 000	400 000 000	0
00 2 63210 11 000	0971 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	5 651 100	5 651 100	0
00 7 66110 11 000	0971 01 ORGANISATION DES OLYMPIADES PANAFRICAINES DES MATHÉMATIQUES	8 398 050	9 267 400	-869 350
00 7 66110 11 000	0971 02 ORGANISATION DES COMPETITIONS SPORTIVES PLUS EQUIPEMENT	126 866 973	70 958 268	55 908 705
014	<b>BUREAU D' ETUDE DE L' ENSEIGNEMENT TECHNIQUE</b>	<b>228 334 169</b>	<b>225 571 171</b>	<b>2 762 998</b>
00 1 61110 11 000	0971 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	99 059 247	90 833 699	8 225 548
00 1 61140 11 000	0971 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 317 164	25 052 592	-1 735 428
00 1 61160 11 000	0971 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 125 000	1 105 000	20 000
00 1 61210 11 000	0971 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	736 158	1 901 958	-1 165 800
00 1 61240 11 000	0971 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	790 800	1 107 120	-316 320
00 1 61260 11 000	0971 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	312 000	456 000	-144 000
00 1 61610 11 000	0971 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 314 695	10 381 518	933 177
00 1 61620 11 000	0971 01 CONTR. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	78 842	127 434	-48 592
00 2 62160 11 000	0971 01 ENCADREMENT PEDAGOGIQUE	56 511 100	56 511 100	0
00 2 63210 11 000	0971 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	6 054 750	6 054 750	0
00 7 66200 11 000	0971 01 ENCADREMENT CONTINU DES ENSEIGNANTS	29 034 413	32 040 000	-3 005 587
015	<b>DIRECTION GENERALE DE L' ADMINISTRATION DE L' ENSEIGNEMENT DE BASE ET SECONDAIRE GENERAL ET PEDAGOGIQUE</b>	<b>53 007 792</b>	<b>55 611 087</b>	<b>-2 603 295</b>
00 1 61110 11 000	0982 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 823 793	26 275 397	-1 451 604
00 1 61140 11 000	0982 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	5 580 012	5 860 272	-280 260
00 1 61160 11 000	0982 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	285 000	254 000	31 000
00 1 61210 11 000	0982 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	278 580	701 176	-422 596
00 1 61240 11 000	0982 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	158 160	364 320	-206 160

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61260 11 000	0982 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000	72 000	0
00	1 61610 11 000	0982 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	2 752 931	2 989 756	-236 825
00	1 61620 11 000	0982 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	18 491	55 341	-36 850
00	2 62780 11 000	0982 01 FRAIS D'ENCADREMENT DES SERVICES DECONCENTRES	17 222 400	17 222 400	0
00	2 63210 11 000	0982 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 816 425	1 816 425	0
<b>016</b>	<b>DIRECTIONS PROVINCIALES DE L' ENSEIGNEMENT ( DPE)</b>		<b>674 922 036</b>	<b>709 381 940</b>	<b>-34 459 904</b>
00	1 61110 11 000	0982 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	328 039 939	326 693 080	1 346 859
00	1 61140 11 000	0982 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	73 992 228	79 509 300	-5 517 072
00	1 61160 11 000	0982 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	4 850 000	4 698 951	151 049
00	1 61210 11 000	0982 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	15 221 462	16 599 909	-1 378 447
00	1 61240 11 000	0982 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	8 532 480	9 204 960	-672 480
00	1 61260 11 000	0982 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 776 000	2 558 400	-782 400
00	1 61610 11 000	0982 01 CONTRIBUTIDN DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	37 844 791	44 928 951	-7 084 160
00	1 61620 11 000	0982 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	991 302	1 099 189	-107 887
00	2 63210 11 000	0982 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE	6 458 400	6 458 400	0
00	7 66110 11 000	0982 01 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DPE	134 090 053	147 970 800	-13 880 747
00	7 66110 11 000	0982 02 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DIRECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	63 125 381	69 660 000	-6 534 619
<b>017</b>	<b>DIRECTION DE L' EDUCATION PRESCOLAIRE ET DE LA PETITE ENFANCE</b>		<b>61 357 958</b>	<b>61 844 760</b>	<b>-486 802</b>
00	1 61110 11 000	0919 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	33 843 514	33 782 488	61 026
00	1 61140 11 000	0919 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 659 396	8 329 704	-670 308
00	1 61160 11 000	0919 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	210 000	166 000	44 000
00	1 61210 11 000	0919 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 287 223	1 722 840	-435 617
00	1 61240 11 000	0919 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	516 480	674 640	-158 160
00	1 61260 11 000	0919 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	192 000	276 000	-84 000
00	1 61610 11 000	0919 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 652 412	3 855 948	796 464
00	1 61620 11 000	0919 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	80 133	120 340	-40 207
00	2 62160 11 000	0919 01 FRAIS DE MISSION D' ENSEIGNEMENT	8 073 000	8 073 000	0
00	2 63170 11 000	0919 01 FOURNITURE DU MATERIEL SCOLAIRE	2 421 900	2 421 900	0
00	2 63210 11 000	0919 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	2 421 900	2 421 900	0
<b>018</b>	<b>DIRECTION DE L' ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL PUBLIC ET PRIVE</b>		<b>102 182 896 567</b>	<b>92 899 110 795</b>	<b>9 283 785 772</b>
00	1 61110 11 000	0919 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	77 088 075 857	69 784 192 909	7 303 882 948
00	1 61140 11 000	0919 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 557 209 128	14 780 705 328	776 503 800
00	1 61160 11 000	0919 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	608 576 000	606 755 000	1 821 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence	
00	1 61210 11 000	0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	653 723 104	667 003 198	-13 280 094
00	1 61240 11 000	0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	198 879 228	209 757 360	-10 878 132
00	1 61260 11 000	0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	47 680 000	51 276 000	-3 596 000
00	1 61610 11 000	0919 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 973 804 701	6 748 464 116	1 225 340 585
00	1 61620 11 000	0919 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	50 912 049	46 920 384	3 991 665
00	2 63210 11 000	0919 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	4 036 500	4 036 500	0
<b>019</b>	<b>DIRECTION DE L' ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL ET PEDAGOGIQUE PUBLIC</b>		<b>92 488 441</b>	<b>97 548 173</b>	<b>-5 059 732</b>	
00	1 61110 11 000	0921 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	63 814 541	67 479 801	-3 665 260
00	1 61140 11 000	0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	16 266 564	17 208 900	-942 336
00	1 61160 11 000	0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	764 000	787 000	-23 000
00	1 61610 11 000	0921 01	CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 606 836	8 035 972	-429 136
00	2 63210 11 000	0921 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	4 036 500	4 036 500	0
<b>020</b>	<b>DIRECTION DE L' ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERALE ET PEDAGOGIQUE, DES ETABLISSEMENTS COMMUNAUX ET PRIVES</b>		<b>3 614 760</b>	<b>3 614 760</b>	<b>0</b>	
00	2 63210 11 000	0921 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	3 614 760	3 614 760	0
<b>021</b>	<b>DIRECTION DE L' ALPHABETISATION</b>		<b>191 479 180</b>	<b>215 140 570</b>	<b>-23 661 390</b>	
00	1 61110 11 000	0913 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	116 215 877	126 923 665	-10 707 788
00	1 61140 11 000	0913 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	24 975 528	30 581 664	-5 606 136
00	1 61160 11 000	0913 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 429 000	1 473 000	-44 000
00	1 61210 11 000	0913 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	7 837 240	10 653 543	-2 816 303
00	1 61240 11 000	0913 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 422 880	4 940 160	-1 517 280
00	1 61260 11 000	0913 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	660 000	960 000	-300 000
00	1 61610 11 000	0913 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	12 809 423	14 224 513	-1 415 090
00	1 61620 11 000	0913 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	606 018	846 425	-240 407
00	2 62220 11 000	0913 01	JOURNEE INTERNATIONALE DE L' ALPHABETISATION	5 651 100	5 651 100	0
00	2 63210 11 000	0913 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	8 073 000	8 073 000	0
00	7 66110 11 000	0913 01	SUIVI-ENCADREMENT	9 799 114	10 813 500	-1 014 386
<b>022</b>	<b>DIRECTION GEN. DE L' ADMINISTRATION, DE L' ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE L' ENSEIGNEMENT DES METIERS ET DE LA FORMATION PROF.</b>		<b>239 022 956</b>	<b>117 852 788</b>	<b>121 170 168</b>	
00	1 61110 11 000	0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	84 223 474	83 219 420	1 004 054
00	1 61140 11 000	0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	18 712 512	20 490 972	-1 778 460
00	1 61160 11 000	0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	739 000	737 000	2 000
00	1 61210 11 000	0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	508 658	705 910	-197 252
00	1 61240 11 000	0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	200 160	358 320	-158 160

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61260 11 000	0982 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000	132 000	-84 000
00	1 61610 11 000	0982 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 952 086	8 895 519	56 567
00	1 61620 11 000	0982 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	45 319	55 909	-10 590
00	2 63210 11 000	0982 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	3 257 738	3 257 738	0
00	7 66110 11 000	0982 01 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES TECHNIQUES	31 716 743	0	31 716 743
00	7 66110 11 000	0982 02 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION	90 619 266	0	90 619 266
<b>023</b>	<b>DIRECTION DE L' ENSEIGNEMENT TECHNIQUE</b>		<b>8 685 803</b>	<b>51 161 530</b>	<b>-42 475 727</b>
00	1 61110 11 000	0922 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	3 076 620	34 402 632	-31 326 012
00	1 61140 11 000	0922 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	712 008	8 291 292	-7 579 284
00	1 61160 11 000	0922 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	73 000	77 000	-4 000
00	1 61210 11 000	0922 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	205 606	264 624	-59 018
00	1 61240 11 000	0922 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	158 160	158 160	0
00	1 61260 11 000	0922 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000	72 000	12 000
00	1 61610 11 000	0922 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	329 927	3 841 968	-3 512 041
00	1 61620 11 000	0922 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 982	17 354	-7 372
00	2 63210 11 000	0922 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	4 036 500	4 036 500	0
<b>024</b>	<b>DIRECTION DE L' ENSEIGNEMENT DES METIERS ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>		<b>2 142 337 778</b>	<b>2 106 923 150</b>	<b>35 414 628</b>
00	1 61110 11 000	0923 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 441 702 700	1 401 794 409	39 908 291
00	1 61140 11 000	0923 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	280 413 636	302 697 636	-22 284 000
00	1 61160 11 000	0923 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	18 707 000	18 651 000	56 000
00	1 61210 11 000	0923 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	45 363 336	63 461 507	-18 098 171
00	1 61240 11 000	0923 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	19 459 608	30 422 172	-10 962 564
00	1 61260 11 000	0923 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	5 400 000	8 076 000	-2 676 000
00	1 61610 11 000	0923 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	201 754 378	146 170 417	55 583 961
00	1 61620 11 000	0923 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	3 456 524	4 879 381	-1 422 857
00	2 62160 11 000	0923 01 FRAIS DE MISSION D' INSPECTION DES CENTRES D' ENSEIGNEMENT DES METIERS	12 109 500	12 109 500	0
00	2 63210 11 000	0923 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	23 351 830	23 351 830	0
00	7 66110 11 000	0923 01 FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LES CENTRES D'ENSEIGNEMENT	90 619 266	95 309 298	-4 690 032
<b>025</b>	<b>BUREAU DE LA PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES DE L' EDUCATION</b>		<b>93 665 456</b>	<b>263 233 701</b>	<b>-169 568 245</b>
00	1 61110 11 000	0983 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	51 057 542	64 551 194	-13 493 652
00	1 61140 11 000	0983 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 731 796	167 711 320	-154 979 524
00	1 61160 11 000	0983 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	642 000	597 000	45 000

				Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61210 11 000	0983 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	311 726	0	311 726
00	1 61240 11 000	0983 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	158 160	0	158 160
00	1 61260 11 000	0983 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000	0	72 000
00	1 61610 11 000	0983 01	CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIAL S/STATUTS	5 904 856	7 609 167	-1 704 311
00	1 61620 11 000	0983 01	CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALES S/CONTRATS	22 356	0	22 356
00	2 63210 11 000	0983 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	6 619 020	6 619 020	0
00	2 63210 11 000	0983 02	FRAIS DE PRODUCTION ANNUAIRE STATISTIQUES DE L'ENSEIGNEMENT	16 146 000	16 146 000	0
<b>026</b>	<b>BUREAU DES EVALUATIONS</b>			<b>1 938 162 093</b>	<b>2 132 323 562</b>	<b>-194 161 469</b>
00	1 61110 11 000	0986 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	70 640 534	72 106 836	-1 466 302
00	1 61140 11 000	0986 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 395 460	17 838 432	-2 442 972
00	1 61160 11 000	0986 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	642 000	661 000	-19 000
00	1 61610 11 000	0986 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 108 875	8 146 157	-37 282
00	2 63210 11 000	0986 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	6 054 750	6 054 750	0
00	7 66200 11 000	0986 01	ORGANISATION DU CONCOURS NATIONAL	922 321 216	1 017 798 150	-95 476 934
00	7 66200 11 000	0986 02	ORGANISATION DU TEST DE 10ème	608 152 489	671 107 275	-62 954 786
00	7 66200 11 000	0986 03	ORGANISATION DE L' EXAMEN O' ETAT	306 846 769	338 610 962	-31 764 193
<b>027</b>	<b>BUREAU DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DES EQUIPEMENTS ET DE LA MAINTENANCE</b>			<b>55 768 767</b>	<b>54 613 149</b>	<b>1 155 618</b>
00	1 61110 11 000	0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	29 311 890	28 395 983	915 907
00	1 61140 11 000	0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	6 044 712	6 203 028	-158 316
00	1 61160 11 000	0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	128 000	127 000	1 000
00	1 61610 11 000	0969 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 330 865	2 933 838	397 027
00	2 62160 11 000	0969 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	0	0	0
00	2 63170 11 000	0969 02	FRAIS D'ELABORATION DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES	9 687 600	9 687 600	0
00	2 63210 11 000	0969 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	7 265 700	7 265 700	0
<b>33</b>	<b><u>MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA</u></b>			<b><u>80 993 838 307</u></b>	<b><u>74 352 093 459</u></b>	<b><u>6 641 744 848</u></b>
<b>001</b>	<b>CABINET</b>			<b>43 742 454 431</b>	<b>41 750 518 616</b>	<b>1 991 935 815</b>
00	1 61110 11 000	0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	43 155 583	33 807 650	9 347 933
00	1 61140 11 000	0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	69 791 604	65 494 476	4 297 128
00	1 61160 11 000	0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000	132 000	-12 000
00	1 61210 11 000	0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	11 655 910	12 559 730	-903 820
00	1 61240 11 000	0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	33 928 721	35 906 530	-1 977 809
00	1 61260 11 000	0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 052 000	2 052 000	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 1 61610 11 000	0711 01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 123 805	3 106 891	1 016 914
00 1 61620 11 000	0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	837 059	876 010	-38 951
00 2 62140 11 000	0711 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	15 250 000	37 931 668	-22 681 668
00 2 62320 11 000	0711 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	461 538	461 538	0
00 2 62330 11 000	0711 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	14 102 749	24 102 749	-10 000 000
00 2 62360 11 000	0711 01	ABONNEMENT A L' INTERNET	7 000 000	9 000 000	-2 000 000
00 2 62510 11 000	0711 01	ENTRETIEN BATIMENT	5 000 000	9 000 000	-4 000 000
00 2 62550 11 000	0711 01	ENTRETIEN DU CHARROI	64 800 000	64 800 000	0
00 2 62580 11 000	0711 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	17 940 000	17 940 000	0
00 2 63120 11 000	0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	45 428 242	95 428 242	-50 000 000
00 2 63160 11 000	0711 02	ACHAT DES VACCINS ANTI AMARIL	395 000 000	395 000 000	0
00 2 63210 11 000	0711 01	AMELIORATION DE LA QUALITE DE VIE DES PERSONNES INFECTEES PAR LE VIH/SIDA	403 650 000	403 650 000	0
00 2 63210 11 000	0711 02	ACHAT MEDICAMENT ARV	1 000 000 000	931 696 725	68 303 275
00 2 63210 11 000	0711 03	APPUI AUX ASSOCIATIONS DE PRISE EN CHARGE DES MALADES DU SIDA	180 000 000	271 612 649	-91 612 649
00 2 63210 11 000	0711 04	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU POUR CONSEIL	1 421 900	2 421 900	-1 000 000
00 2 63210 11 000	0711 05	REDUCTION DE LA TRANSMISSION DES IST/VIH PAR LE RENFORCEMENT ET L' ELARGISSEMENT DES INTERVENTION DE PREVENTION	190 000 000	190 000 000	0
00 2 63210 11 000	0711 06	ACHAT DES CONSOMMABLES ET REACTIFS POUR LE CNTS	165 134 305	137 434 305	27 700 000
00 2 63210 11 000	0711 07	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	17 080 000	18 263 700	-1 183 700
00 2 63510 11 000	0711 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	45 730 000	45 730 000	0
00 4 20110 11 000	0749 02	ETUDE DE REHABILITATION DE CERTAINS HOPITAUX ET ETUDE DES SOLS POUR LA KARERA	98 003 982	35 000 000	63 003 982
00 4 21220 11 000	0749 03	PARACHEVEMENT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTIONS DES CENTRES DE SANTE	1 100 000 000	280 000 000	820 000 000
00 4 21220 11 000	0749 06	CONSTRUCTION DE L'HOPITAL DE KARUZI	385 351 547	7 036 048 453	-6 650 696 906
00 4 21220 11 000	0749 07	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE L'ECOLE PARAMEDICALE DE GISURU	0	23 420 456	-23 420 456
00 4 21220 11 000	0749 08	CONSTRUCTION DE L' HOPITAL DE GITEGA	2 000 000 000	0	2 000 000 000
00 4 21230 11 000	0734 01	PARACHEVEMENT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES PHARMACIES DE DISTRICTS	30 000 000	0	30 000 000
00 4 21280 11 000	0749 01	CONSTRUCTION DE LA CLOTURE DE L'INSECTORIUM A GIHANGA (CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE ENTOMOLOGIQUE)	15 000 000	0	15 000 000
00 4 21450 11 000	0735 01	EQUIPEMENT SPECIFIQUE DU LABORATOIRE ET ECHOGRAPHIE POUR INSP	0	175 000 000	-175 000 000
00 4 21450 11 000	0711 02	EQUIPEMENT DES CDS(5)	121 993 120	0	121 993 120
00 4 21450 11 000	0752 04	EQUIPEMENT CNTS	237 000 000	227 700 000	9 300 000
00 4 21450 11 000	0711 05	EQUIPEMENT DE L' HOPITAL KARUZI	1 600 000 000	4 000 000 000	-2 400 000 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 4 21480 11 000	0471 01	EQUIPEMENT HPRC ( SCANNER ET HEMODIALYSE)	250 000 000	950 000 000	-700 000 000
00 7 66110 0711	05	PROGRAMME NATIONAL INTEGRE CONTRE LA LUTTE DE LA LEPRE ET LA TUBERCULOSE	0	9 000 000	-9 000 000
00 7 66110 11 000	0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DISTRICTS SANITAIRES	513 811 240	567 000 000	-53 188 760
00 7 66110 11 000	0711 02	PARTICIPATION AUX SOINS DE SANTE	456 516 190	384 480 000	72 036 190
00 7 66110 11 000	0711 03	ENCADREMENT, SUPERVISION, FORMATIONS ET FRAIS DE COMITE	23 445 440	25 872 467	-2 427 027
00 7 66110 11 000	0711 04	FONCTIONNEMENT DU SP/CNLS	288 169 267	300 000 000	-11 830 733
00 7 66110 11 804	0756 01	DOTATION AU CENTRE NEURO-PSYCHIATRIQUE DE KAMENGE (CNPK)	457 079 436	173 340 000	283 739 436
00 7 66110 11 808	0752 01	DOTATION AUX CENTRES DE TRANSFUSION SANGUINE	475 189 625	524 380 349	-49 190 724
07 7 66110 11 813	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE GITEGA	315 456 972	348 112 477	-32 655 505
09 7 66110 11 814	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE KAYANZA	51 054 654	56 339 735	-5 285 081
10 7 66110 11 815	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE KIRUNDO	51 054 654	56 339 735	-5 285 081
13 7 66110 11 817	0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MUYINGA	51 054 654	56 339 735	-5 285 081
04 7 66110 11 818	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE RUMONGE	72 495 413	80 000 000	-7 504 587
03 7 66110 11 819	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE RWIBAGA	32 622 936	36 000 000	-3 377 064
04 7 66110 11 820	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE BURURI	165 452 220	182 579 518	-17 127 298
05 7 66110 11 821	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE CANKUZO	51 054 654	56 339 735	-5 285 081
06 7 66110 11 822	0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE CIBITOKE	51 054 654	56 339 735	-5 285 081
08 7 66110 11 823	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE BUHIGA ( KARUZI)	51 054 654	56 339 735	-5 285 081
11 7 66110 11 824	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE MAKAMBA	51 054 654	56 339 735	-5 285 081
12 7 66110 11 825	0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MURAMVYA	97 868 808	108 000 000	-10 131 192
14 7 66110 11 826	0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE KIBUMBU (MWARO)	51 054 654	56 339 735	-5 285 081
15 7 66110 11 827	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE NGOZI	161 065 408	177 738 592	-16 673 184
16 7 66110 11 828	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE RUTANA	51 054 654	56 339 735	-5 285 081
17 7 66110 11 829	0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE RUYIGI	51 054 654	56 339 735	-5 285 081
05 7 66110 11 830	0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MURORE	40 778 670	45 000 000	-4 221 330
06 7 66110 11 831	0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MABAYI	51 054 654	56 339 735	-5 285 081
07 7 66110 11 832	0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MUTAHO	32 622 936	36 000 000	-3 377 064
09 7 66110 11 833	0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MUSEMA	40 778 670	45 000 000	-4 221 330
10 7 66110 11 834	0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MUKENKE	51 054 654	56 339 735	-5 285 081
12 7 66110 11 835	0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE KIGANDA	32 622 936	36 000 000	-3 377 064
14 7 66110 11 836	0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE FOTA	32 622 936	36 000 000	-3 377 064
14 7 66110 11 836	0749 02	SANATORIUM KIBUMBU	22 020 482	24 300 000	-2 279 518
15 7 66110 11 837	0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE BUYE	51 054 654	56 339 735	-5 285 081
16 7 66110 11 838	0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE GIHOFI	32 622 936	36 000 000	-3 377 064



				Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
17	7 66110 11 839	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL GISURU	51 054 654	56 339 735	-5 285 081
04	7 66110 11 840	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE RUTOVU	40 778 670	45 000 000	-4 221 330
07	7 66110 11 841	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE BUTEZI	40 778 670	45 000 000	-4 221 330
04	7 66110 11 842	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL MATANA	32 622 939	36 000 000	-3 377 061
02	7 66110 11 843	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL PRINCE REGENT CHARLES	806 511 470	890 000 000	-83 488 530
00	7 66110 11 844	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL KINYINYA	62 273 668	68 720 119	-6 446 451
11	7 66110 11 845	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL NYANZA- LAC	51 054 654	56 339 735	-5 285 081
00	7 66110 11 870	0759 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE MEDECINE COMMUNAUTAIRE DE BUYENZI	13 065 486	14 418 000	-1 352 514
01	7 66110 11 871	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL MPANDA	65 898 330	72 720 000	-6 821 670
01	7 66110 11 872	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL BUBANZA	22 020 482	24 300 000	-2 279 518
02	7 66110 11 873	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL PRINCE LOUIS RWAGASORE	215 565 113	237 880 003	-22 314 890
03	7 66110 11 874	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL RUSHUBI	34 580 312	38 160 000	-3 579 688
03	7 66110 11 875	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL KABEZI	32 622 936	36 000 000	-3 377 064
03	7 66110 11 876	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL D' IJENDA	22 020 482	24 300 000	-2 279 518
04	7 66110 11 877	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL KIREMBA	22 020 482	24 300 000	-2 279 518
07	7 66110 11 878	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL MUTOYI	22 020 482	24 300 000	-2 279 518
07	7 66110 11 879	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL NTITA	22 020 482	24 300 000	-2 279 518
07	7 66110 11 880	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL KIBIMBA	22 020 482	24 300 000	-2 279 518
09	7 66110 11 881	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL GAHOMBO	22 020 482	24 300 000	-2 279 518
13	7 66110 11 883	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL GITERANYI	22 020 482	24 300 000	-2 279 518
13	7 66110 11 884	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL GASHOHO	22 020 482	24 300 000	-2 279 518
15	7 66110 11 885	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL MIVO	19 818 434	21 870 000	-2 051 566
07	7 66110 11 886	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL KIBUYE	22 020 482	24 300 000	-2 279 518
17	7 66110 11 891	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL REMA	22 020 482	24 300 000	-2 279 518
01	7 66110 11 892	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL GIHANGA	22 020 482	24 300 000	-2 279 518
16	7 66110 11 893	0749 01	DOTATION A L'HOPITAL MUSONGATI	22 020 482	24 300 000	-2 279 518
00	7 66110 11 894	0749 01	DOTATION HOPITAL SAINTE THERESE DE GITEGA	22 020 482	0	22 020 482
00	7 66110 11 895	0749 01	DOTATION DE L'HOPITAL DE 3EME DE REFERENCE DE KARUSI	226 548 166	0	226 548 166
00	7 66200 11 000	0711 01	FONCTIONNEMENT DU COMITE DE SUPERVISION DES PROJETS FINANCES SUR FONDS MONDIAL	11 613 765	12 816 000	-1 202 235
00	7 66200 11 000	0711 02	FINANCEMENT BASE SUR LA PERFORMANCE ( PBF)	16 248 449 197	17 930 457 688	-1 682 008 491
00	7 66620 11 000	0711 03	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT POUR L'ACHAT DE VITAMINE A	47 575 115	52 500 000	-4 924 885
00	8 67350 11 000	0711 01	CARTE D'ASSURANCE MALADIE	12 905 391 016	2 377 599 706	10 527 791 310
002	DIRECTION GENERALE DES SERVICES DE SANTE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA			158 264 305	133 495 319	24 768 986
00	1 61110 11 000	0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	46 640 227	40 887 682	5 752 545

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61140 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	98 469 624	81 440 652	17 028 972
00	1 61160 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	360 000	492 000	-132 000
00	1 61210 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 770 560	1 302 678	467 882
00	1 61240 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 063 396	3 347 762	715 634
00	1 61260 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	408 000	408 000	0
00	1 61610 11 000	0711 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 664 768	3 744 653	920 115
00	1 61620 11 000	0711 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	111 670	95 832	15 838
00	2 63210 11 000	0711 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 776 060	1 776 060	0
<b>003</b>	<b>DIRECTION DE L'INSPECTION GENERALE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA</b>		<b>144 038 806</b>	<b>150 663 045</b>	<b>-6 624 239</b>
00	1 61110 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	40 206 614	40 253 611	-46 997
00	1 61140 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	93 944 520	101 219 364	-7 274 844
00	1 61160 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	480 000	372 000	108 000
00	1 61210 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	842 654	828 604	14 050
00	1 61240 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 738 911	2 538 946	199 965
00	1 61260 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000	144 000	0
00	1 61610 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 848 143	3 475 870	372 273
00	1 61620 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	57 904	54 590	3 314
00	2 63210 11 000	0711 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 776 060	1 776 060	0
<b>004</b>	<b>DIRECTION DES PROGRAMMES ET PROJETS DE SANTE</b>		<b>1 305 989 255</b>	<b>1 293 946 761</b>	<b>12 042 494</b>
00	1 61110 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	372 882 571	365 376 019	7 506 552
00	1 61140 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	820 718 040	813 338 400	7 379 640
00	1 61160 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	3 000 000	4 224 000	-1 224 000
00	1 61210 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	6 882 976	6 974 686	-91 710
00	1 61240 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	20 271 506	21 022 625	-751 119
00	1 61260 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	900 000	900 000	0
00	1 61610 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	37 996 112	33 790 210	4 205 902
00	1 61620 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	480 275	463 046	17 229
00	2 63160 11 000	0711 01 ACHAT DES MEDICAMENTS ANTI-TUBERCULEUX	41 777 775	46 777 775	-5 000 000
00	2 63210 11 000	0711 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 080 000	1 080 000	0
<b>005</b>	<b>DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA SANTE, DE L'HYGIENE ET DE L'ASSAINISSEMENT</b>		<b>231 835 361</b>	<b>234 161 347</b>	<b>-2 325 986</b>
00	1 61110 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	65 399 054	65 610 341	-211 287
00	1 61140 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	142 224 672	143 164 932	-940 260
00	1 61160 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	600 000	1 008 000	-408 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61210 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 977 384	2 441 892	-464 508
00	1 61240 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 341 800	6 204 180	-862 380
00	1 61260 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	468 000	468 000	0
00	1 61610 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 534 997	5 938 346	596 651
00	1 61620 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	136 454	172 656	-36 202
00	2 63210 11 000	0711 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 080 000	1 080 000	0
00	2 63210 11 000	0711 02 EDUCATION POUR LA SANTE ( IEC)	8 073 000	8 073 000	0
<b>006</b>	<b>DIRECTION DE LA PHARMACIE, DU MEDICAMENT ET DES LABORATOIRES</b>		<b>105 128 651</b>	<b>100 511 481</b>	<b>4 617 170</b>
00	1 61110 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 071 251	28 215 962	-1 144 711
00	1 61140 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	74 342 220	68 512 584	5 829 636
00	1 61160 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000	384 000	-144 000
00	1 61610 11 000	0711 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 613 952	2 537 707	76 245
00	2 63210 11 000	0711 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	861 228	861 228	0
<b>007</b>	<b>DIRECTION DES PROVINCES SANITAIRES</b>		<b>31 111 370 831</b>	<b>26 951 204 267</b>	<b>4 160 166 564</b>
00	1 61110 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 545 943 972	6 493 646 050	1 052 297 922
00	1 61140 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 750 475 685	16 835 967 092	2 914 508 593
00	1 61160 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 540 000	52 146 000	-15 606 000
00	1 61210 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	712 833 988	712 833 988	0
00	1 61240 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 064 962 130	1 950 822 642	114 139 488
00	1 61260 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	82 296 000	102 684 000	-20 388 000
00	1 61610 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	626 640 746	510 519 774	116 120 972
00	1 61620 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	42 903 992	40 672 523	2 231 469
00	2 63210 11 000	0711 01 PRODUITS MEDICAUX ET PHARMACEUTIQUES	170 161 198	165 161 198	5 000 000
00	7 66110 11 000	0711 01 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES PROVINCES SANITAIRES	78 613 120	86 751 000	-8 137 880
<b>008</b>	<b>DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES</b>		<b>78 443 266</b>	<b>76 855 583</b>	<b>1 587 683</b>
00	1 61110 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 427 226	22 426 668	1 000 558
00	1 61140 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	48 957 240	47 276 556	1 680 684
00	1 61160 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000	276 000	-96 000
00	1 61210 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	275 724	550 878	-275 154
00	1 61240 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	749 100	1 748 237	-999 137
00	1 61260 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	192 000	192 000	0
00	1 61610 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 221 388	1 927 128	294 260
00	1 61620 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	18 688	36 216	-17 528
00	2 63210 11 000	0711 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 421 900	2 421 900	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>009</b>	<b>DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES</b>		<b>718 547 486</b>	<b>675 659 372</b>	<b>42 888 114</b>
00	1 61110 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	38 977 390	38 310 638	666 752
00	1 61140 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	83 425 860	81 675 456	1 750 404
00	1 61160 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	600 000	744 000	-144 000
00	1 61210 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 286 330	5 170 992	-884 662
00	1 61240 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	11 701 597	14 110 843	-2 409 246
00	1 61260 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	744 000	672 000	72 000
00	1 61580 11 000	0711 01 INDEMNITES DES PROFESSEURS DES ECOLES ET PERSONNEL	300 000 000	285 000 000	15 000 000
00	1 61610 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 961 579	3 636 091	325 488
00	1 61620 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	298 331	364 752	-66 421
00	2 63170 11 000	0711 01 MATERIEL DIDACTIQUE POUR ELEVES	1 614 600	1 614 600	0
00	2 63210 11 000	0711 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 080 000	1 080 000	0
00	8 67320 11 000	0711 01 FRAIS D' ENTRETIEN DES ELEVES	271 857 799	243 280 000	28 577 799
<b>010</b>	<b>DIRECTION DES DU BUDGET ET DES APPROVISIONNEMENTS</b>		<b>76 492 171</b>	<b>73 402 500</b>	<b>3 089 671</b>
00	1 61110 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTS DE BASE S/ STATUTS	23 657 405	22 696 644	960 761
00	1 61140 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	49 191 576	47 442 780	1 748 796
00	1 61160 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	360 000	252 000	108 000
00	1 61210 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61240 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61260 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61610 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 203 190	1 931 076	272 114
00	1 61620 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	0	0
00	2 63210 11 000	0711 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES	1 080 000	1 080 000	0
<b>011</b>	<b>DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS</b>		<b>61 590 056</b>	<b>84 443 326</b>	<b>-22 853 270</b>
00	1 61110 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 930 737	24 903 979	-11 973 242
00	1 61140 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	30 371 352	39 896 064	-9 524 712
00	1 61160 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000	408 000	-108 000
00	1 61210 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 974 818	4 116 877	-142 059
00	1 61240 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	10 921 865	11 569 643	-647 778
00	1 61260 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	588 000	588 000	0
00	1 61610 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 104 752	1 568 902	-464 150
00	1 61620 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	318 532	311 861	6 671
00	2 63210 11 000	0711 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 080 000	1 080 000	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>012</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION</b>		<b>129 974 294</b>	<b>164 678 904</b>	<b>-34 704 610</b>
00	1 61110 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	37 779 830	47 501 626	-9 721 796
00	1 61140 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	81 864 816	106 053 084	-24 188 268
00	1 61160 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	360 000	816 000	-456 000
00	1 61210 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 263 796	1 244 467	19 329
00	1 61240 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	4 117 394	4 117 394	0
00	1 61260 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	312 000	312 000	0
00	1 61610 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 659 536	4 022 021	-362 485
00	1 61620 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	79 663	75 053	4 610
00	2 63210 11 000	0711 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	537 259	537 259	0
<b>013</b>	<b>DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET SUIVI-EVALUATION DES POLITIQUES DE SANTE</b>		<b>644 710</b>	<b>644 710</b>	<b>0</b>
00	1 61110 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	0	0	0
00	1 61140 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	0	0	0
00	1 61160 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	0	0	0
00	1 61210 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61240 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61260 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61610 11 000	0711 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	0	0	0
00	1 61620 11 000	0711 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	0	0
00	2 63210 11 000	0711 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	644 710	644 710	0
<b>014</b>	<b>DIRECTION DU SYSTEME NATIONAL D'INFORMATION SANITAIRE</b>		<b>9 786 090</b>	<b>8 886 706</b>	<b>899 384</b>
00	1 61110 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTE DE BASE S/ STATUTS	3 972 036	3 878 172	93 864
00	1 61140 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	4 745 244	4 016 652	728 592
00	1 61160 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000	0	36 000
00	1 61210 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTE DE BASE S/CDNTRATS	0	0	0
00	1 61240 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61260 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61610 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	388 100	347 172	40 928
00	1 61620 11 000	0711 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALES/CONTRATS	0	0	0
00	2 63210 11 000	0711 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	644 710	644 710	0
<b>015</b>	<b>BUREAU DE LA COORDINATION DES APPUIS INTERNATIONAUX</b>		<b>1 206 562</b>	<b>1 151 553</b>	<b>55 009</b>
00	1 61110 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES OE BASE S/STATUTS	0	0	0
00	1 61140 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	0	0	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61160 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	0	0	0
00	1 61210 11 000	0711 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	213 629	210 894	2 735
00	1 61240 11 000	0711 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	300 980	285 365	15 615
00	1 61260 11 000	0711 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000	0	36 000
00	1 61610 11 000	0711 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	0	0	0
00	1 61620 11 000	0711 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	11 243	10 584	659
00	2 63210 11 000	0711 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	644 710	644 710	0
<b>016</b>	<b>DIRECTION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DES SDINS</b>		<b>644 710</b>	<b>644 710</b>	<b>0</b>
00	2 63210 11 000	0711 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	644 710	644 710	0
<b>053</b>	<b>INSTITUT DE SANTE PUBLIQUE</b>		<b>1 468 092 383</b>	<b>1 568 403 457</b>	<b>-100 311 074</b>
00	7 66110 11 016	0759 01 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT DE SANTE PUBLIQUE	1 468 092 383	1 568 403 457	-100 311 074
<b>054</b>	<b>PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION</b>		<b>8 155 734</b>	<b>9 000 000</b>	<b>-844 266</b>
00	7 66200 11 000	0761 01 CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT AU PEV	8 155 734	9 000 000	-844 266
<b>055</b>	<b>PROGRAMME DE FORMATION ET D'EDUCATION EN MATIERE D'HYGIENE ET ASSAINISSEMENT</b>		<b>8 155 734</b>	<b>9 000 000</b>	<b>-844 266</b>
00	7 66200 11 000	0759 01 FORMATION ET EDUCATION EN MATIERE D'HYGIENE ET ASSAINISSEMENT	8 155 734	9 000 000	-844 266
<b>056</b>	<b>PROGRAMME NATIONAL DE SANTE REPRODUCTION (PNSR)</b>		<b>269 531 403</b>	<b>297 432 780</b>	<b>-27 901 377</b>
00	7 66200 11 000	0755 01 DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL DE SANTE REPRODUCTION	269 531 403	297 432 780	-27 901 377
<b>057</b>	<b>LUTTE CONTRE LES ENDEMO-EPIDEMIES</b>		<b>8 699 450</b>	<b>9 600 000</b>	<b>-900 550</b>
00	7 66200 11 000	0762 01 LUTTE CONTRE LES ENDEMO-EPIDEMIES	8 699 450	9 600 000	-900 550
<b>058</b>	<b>LUTTE CONTRE LES MST ET LE SIDA</b>		<b>11 753 339</b>	<b>12 970 022</b>	<b>-1 216 683</b>
00	7 66200 11 000	0771 01 LUTTE CONTRE LES MST ET LE SIDA	11 753 339	12 970 022	-1 216 683
<b>059</b>	<b>SANTE MENTALE, MEDICAMENTS TRADITIONNELS ,HYGIENE ET SANTE AU TRAVAIL ET SANTE SCOLAIRE</b>		<b>4 893 440</b>	<b>5 400 000</b>	<b>-506 560</b>
00	7 66200 11 000	0756 01 SANTE MENTALE, MEDICAMENTS TRADITIONNELS ,HYGIENE ET SANTE AU TRAVAIL ET SANTE SCOLAIRE	4 893 440	5 400 000	-506 560
<b>060</b>	<b>DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL INTEGRE DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME</b>		<b>18 848 807</b>	<b>20 800 000</b>	<b>-1 951 193</b>
00	7 66200 11 000	0759 01 DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL INTEGRE DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME	18 848 807	20 800 000	-1 951 193
<b>061</b>	<b>DOTATION AU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES MALADIES CHRONIQUES NON TRANSMISSIBLES</b>		<b>28 998 165</b>	<b>32 000 000</b>	<b>-3 001 835</b>
00	7 66200 11 000	0759 01 DOTATION AU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES MALADIES CHRONIQUES NON TRANSMISSIBLES	28 998 165	32 000 000	-3 001 835

		Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
062	DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL POUR LA NUTRITION	14 680 321	16 200 000	-1 519 679
00 7 66200 11 000 0754 01	DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL POUR LA NUTRITION	14 680 321	16 200 000	-1 519 679
063	CENTRE ANTI-TUBERCULEUX DE BUJUMBURA	6 532 743	7 209 000	-676 257
00 7 66110 11 000 0759 01	CENTRE ANTI-TUBERCULEUX DE BUJUMBURA	6 532 743	7 209 000	-676 257
064	PROGRAMME NATIONAL INTEGRE CONTRE LA LEPRE ET TUBERCULOSE	7 258 603	8 010 000	-751 397
00 7 66110 11 000 0759 01	PROGRAMME NATIONAL INTEGRE CONTRE LA LEPRE ET LA TUBERCULOSE	7 258 603	8 010 000	-751 397
501	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE POUR L' ACHAT DES CONTRACEPTIFS	126 000 000	126 000 000	0
00 4 27100 11 000 0711 02	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE POUR L' ACHAT DES CONTRACEPTIFS	126 000 000	126 000 000	0
502	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L' ONCHOCERCOSE	25 200 000	25 200 000	0
00 4 27100 11 000 0761 01	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L' ONCHOCERCOSE	25 200 000	25 200 000	0
504	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE POUR LES VACCINS	1 110 627 200	504 000 000	606 627 200
00 4 27100 11 000 0761 01	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE POUR LES VACCINS	1 110 627 200	504 000 000	606 627 200
<b>35</b>	<b><u>MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE</u></b>	<b>9 604 465 215</b>	<b>9 912 408 899</b>	<b>-307 943 684</b>
001	CABINET	6 596 652 070	6 638 090 670	-41 438 600
00 1 61110 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/S	31 079 856	36 698 796	-5 618 940
00 1 61110 11 000 1019 02	PENSIONS D'INVALIDITE DES DEMOBILISES	300 244 260	300 244 260	0
00 1 61140 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/S	4 592 472	5 473 560	-881 088
00 1 61160 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	216 000	240 000	-24 000
00 1 61210 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	2 574 429	3 775 628	-1 201 199
00 1 61240 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/C	1 959 980	2 376 240	-416 260
00 1 61260 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	554 000	396 000	158 000
00 1 61320 11 000 1019 03	APPUI A LA PROMOTION DE LA FEMME	448 254 686	0	448 254 686
00 1 61610 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	4 944 660	5 338 673	-394 013
00 1 61620 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/C	57 848	208 275	-150 427
00 2 62140 11 000 1019 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	15 250 000	63 831 171	-48 581 171
00 2 62220 11 000 1019 01	PARTICIPATION AUX JOURNEES INTERNATIONALES	31 400 000	31 400 000	0
00 2 62320 11 000 1019 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	2 070 000	2 070 000	0
00 2 62330 11 000 1019 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	18 944 909	18 944 909	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 2 62360 11 000	1019 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	39 000 000	39 000 000	0
00 2 62510 11 000	1019 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	1 890 000	1 890 000	0
00 2 62550 11 000	1019 01	ENTRETIEN DU CHARROI	1 600 000	5 023 200	-3 423 200
00 2 62550 11 000	1019 02	ENTRETIEN DES CAMIONS	8 718 840	8 718 840	0
00 2 62580 11 000	1019 01	ENTRETIEN ET REPARATION MACHINES DE BUREAU	7 475 356	7 475 356	0
00 2 63120 11 000	1019 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	7 020 000	20 500 000	-13 480 000
00 2 63120 11 000	1019 02	CARBURANT CAMIONS	44 078 580	44 078 580	0
00 2 63150 11 000	1019 01	ACHAT DES VIVRES ET NON VIVRES POUR LES SINISTRES ET VICTIMES DE LA FAMINE	700 000 000	329 129 348	370 870 652
00 2 63210 11 000	0134 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	7 783 912	7 783 912	0
00 2 63510 11 000	1019 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	74 271 600	74 271 600	0
00 4 21230 11 000	1033 01	APPUI AU PROCESSUS DE RAPATRIEMENT	1 000 000 000	1 013 500 000	-13 500 000
00 4 21230 11 000	1019 02	EXTENSION ET EQUIPEMENT DU CNAR	63 000 000	63 000 000	0
00 4 21450 11 000	1031 01	EQUIPEMENT DES ATELIERS DE PRODUCTION DU CNRSP	39 990 000	39 990 000	0
00 7 66110 1019	03	APPUI A LA PROMOTION DE LA FEMME	0	413 625 566	-413 625 566
00 7 66110 11 000	1019 01	MISE EM OEUVRE DU PLAN D'ACTION DE LA RESOLUTION 1325	13 065 486	14 418 000	-1 352 514
00 7 66110 11 000	1019 02	REDACTION DES RAPPORTS INITIAUX ET PERIODIQUES	54 371 560	26 570 445	27 801 115
00 7 66110 11 000	1019 04	REINSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES RETIRES DE LA RUE	195 740 062	216 002 700	-20 262 638
00 7 66110 11 000	1019 05	MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE NATIONAL GENRE	27 185 780	20 000 000	7 185 780
00 7 66110 11 000	1051 08	FORUM NATIONAL DES ENFANTS	36 247 707	59 999 100	-23 751 393
00 7 66110 11 000	1042 09	FORUM NATIONAL DES FEMMES	72 495 413	59 993 700	12 501 713
00 7 66110 11 000	1019 10	OPERATIONALISATION DE LA POLITIQUE NATIONALE DES DROITS DE L'HDMMME	45 309 633	0	45 309 633
00 7 66110 11 035	1091 01	CENTRE DE PROMOTION DES DROITS DE L' HOMME ( CPDH)	50 642 869	54 915 782	-4 272 913
00 7 66110 11 806	1022 01	CENTRE NATIONAL D'APPAREILLAGE ET DE REEDUCATION (CNAR)	178 839 368	193 949 070	-15 109 702
00 7 66110 11 807	1022 01	CENTRE NATIONAL DE READAPTATION SOCIO-PROFESSIONNELLE (CNRSP)	185 136 790	208 993 779	-23 856 989
00 7 66110 11 882	1022 01	SUBSIDES AUX CENTRES POUR HANDICAPES ET ORPHELINATS	102 426 957	113 030 000	-10 603 043
00 7 66110 11 882	1022 02	CENTRE REGIONAL DE READAPTATION SOCIO-PROFESSIONNELLE ( ANTENNE NGOZI)	80 626 986	91 960 340	-11 333 354
00 7 66200 11 000	1019 01	READAPTATION PHYSIQUE ET REINSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES HANDICAPES	1 088 790 484	1 201 500 000	-112 709 516
00 8 67350 11 000	1028 01	CENTRE D'ENCADREMENT ET REINSERTION DES ENFANTS SOLEIL (GIHOSHA)	148 045 954	159 849 201	-11 803 247
00 8 67350 11 000	1019 02	ASSISTANCE MEDICALE POUR LES GROUPES VULNERABLES	1 350 227 068	1 559 246 341	-209 019 273
00 8 67350 11 000	1051 06	PROJET ENFANT SOLEIL	74 280 858	78 678 298	-4 397 440
00 8 67380 11 000	1019 01	REINSERTION DES HANDICAPES LAUREATS DU CNRSP	36 247 707	40 000 000	-3 752 293



			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
002	DIRECTION GENERALE DE LA SOLIDARITE NATIONALE		29 352 447	43 181 921	-13 829 474
00	1 61110 11 000	1019 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 094 807	29 469 320	-11 374 513
00	1 61140 11 000	1019 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 446 376	4 502 292	-1 055 916
00	1 61160 11 000	1019 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000	144 000	36 000
00	1 61210 11 000	1019 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	842 024	831 624	10 400
00	1 61240 11 000	1019 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	328 320	328 320	0
00	1 61260 11 000	1019 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000	180 000	-36 000
00	1 61610 11 000	1019 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 877 860	5 274 158	-1 396 298
00	1 61620 11 000	1019 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	57 848	70 995	-13 147
00	2 63210 11 000	1019 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 381 212	2 381 212	0
003	DIRECTION DE L'INTEGRATION SOCIALE		66 494 867	77 541 860	-11 046 993
00	1 61110 11 000	1019 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	42 278 978	43 158 711	-879 733
00	1 61140 11 000	1019 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	4 717 472	8 354 304	-3 636 832
00	1 61160 11 000	1019 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	432 000	600 000	-168 000
00	1 61210 11 000	1019 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	7 452 918	9 642 325	-2 189 407
00	1 61240 11 000	1019 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 714 000	4 661 280	-947 280
00	1 61260 11 000	1019 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	852 000	852 000	0
00	1 61610 11 000	1019 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 877 860	6 927 271	-3 049 411
00	1 61620 11 000	1019 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	505 549	681 879	-176 330
00	2 63210 11 000	1019 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 664 090	2 664 090	0
004	DIRECTION DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE L'ASSISTANCE AUX VICTIMES DES CATASTROPHES		1 780 736 809	2 020 270 227	-239 533 418
00	1 61110 11 000	1019 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 652 134	10 395 095	-4 742 961
00	1 61140 11 000	1019 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	848 640	1 986 696	-1 138 056
00	1 61160 11 000	1019 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	216 000	144 000	72 000
00	1 61210 11 000	1019 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	458 092	451 739	6 353
00	1 61240 11 000	1019 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	304 320	268 320	36 000
00	1 61260 11 000	1019 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000	84 000	0
00	1 61610 11 000	1019 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	863 160	1 403 253	-540 093
00	1 61620 11 000	1019 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	26 171	25 409	762
00	2 63210 11 000	1019 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 280 461	2 280 461	0
00	7 66110 11 000	1019 01 ALLOCATION A L'ASSISTANCE HUMANITAIRE D'URGENCE	1 770 003 831	2 003 231 254	-233 227 423
005	DIRECTION DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE		9 912 117	13 222 215	-3 310 098
00	1 61110 11 000	1051 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 282 332	8 657 089	-3 374 757

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61140 11 000	1051 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	721 896	929 280	-207 384
00	1 61160 11 000	1051 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000	100 000	-4 000
00	1 61210 11 000	1051 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	203 162	0	203 162
00	1 61240 11 000	1051 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	158 160	0	158 160
00	1 61260 11 000	1051 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000	0	48 000
00	1 61610 11 000	1051 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	887 952	1 031 213	-143 261
00	1 61620 11 000	1051 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 982	0	9 982
00	2 63210 11 000	1051 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 504 633	2 504 633	0
<b>006</b>	<b>DIRECTION GENERALE DU RAPATRIEMENT, DE LA REINTEGRATION DES SINISTRES DEGUERRE</b>		<b>10 244 253</b>	<b>13 095 975</b>	<b>-2 851 722</b>
00	1 61110 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 788 364	7 304 822	-2 516 458
00	1 61140 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	479 688	1 372 008	-892 320
00	1 61160 11 000	1091 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000	180 000	-60 000
00	1 61210 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	529 150	520 720	8 430
00	1 61240 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	376 320	304 320	72 000
00	1 61260 11 000	1091 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000	108 000	0
00	1 61610 11 000	1091 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 508 568	972 954	535 614
00	1 61620 11 000	1091 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	34 698	33 686	1 012
00	2 63210 11 000	1091 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 299 465	2 299 465	0
<b>007</b>	<b>DIRECTION DU RAPATRIEMENT ET DE LA REINSTALLATION DES SINISTRES DE</b>		<b>13 384 884</b>	<b>11 559 242</b>	<b>1 825 642</b>
00	1 61110 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 029 512	6 360 083	1 669 429
00	1 61140 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	984 324	1 102 560	-118 236
00	1 61160 11 000	1091 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000	60 000	84 000
00	1 61210 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	208 263	451 665	-243 402
00	1 61240 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	152 160	268 320	-116 160
00	1 61260 11 000	1091 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000	144 000	-96 000
00	1 61610 11 000	1091 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 508 568	847 749	660 819
00	1 61620 11 000	1091 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 592	25 400	-14 808
00	2 63210 11 000	1091 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 299 465	2 299 465	0
<b>008</b>	<b>DIRECTIDN DE LA REINTEGRATION DES SINISTRES DE GUERRE</b>		<b>18 006 237</b>	<b>13 366 054</b>	<b>4 640 183</b>
00	1 61110 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 192 090	8 057 123	3 134 967
00	1 61140 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 182 500	1 290 180	892 320
00	1 61160 11 000	1091 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000	100 000	68 000
00	1 61210 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	213 627	210 895	2 732

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61240 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	152 160	152 160	0
00	1 61260 11 000	1091 01 ALLDCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000	60 000	0
00	1 61610 11 000	1091 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 727 160	1 185 324	541 836
00	1 61620 11 000	1091 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	11 235	10 907	328
00	2 63210 11 000	1091 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 299 465	2 299 465	0
<b>009</b>	<b>DIRECTIDN GENERALE DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE, DE L'EDUCATION DE LA PAIX ET LA RECONSTRUCTION NATIONALE</b>		<b>54 734 454</b>	<b>45 909 888</b>	<b>8 824 566</b>
00	1 61110 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 027 630	8 213 222	8 814 408
00	1 61140 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 668 692	1 515 864	1 152 828
00	1 61160 11 000	1091 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000	60 000	108 000
00	1 61210 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	944 872	489 524	455 348
00	1 61240 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	708 180	232 320	475 860
00	1 61260 11 000	1091 01 ALLDCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	168 000	132 000	36 000
00	1 61610 11 000	1091 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 976 880	1 218 765	758 115
00	1 61620 11 000	1091 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	55 785	29 943	25 842
00	2 63210 11 000	1091 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 018 250	2 018 250	0
00	7 66110 11 000	1091 01 APPUI AU MONITORING DES DROITS DE L' HOMME	28 998 165	32 000 000	-3 001 835
<b>010</b>	<b>DIRECTION DE LA PROMOTIDN ET DE LA PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE</b>		<b>10 875 995</b>	<b>18 547 336</b>	<b>-7 671 341</b>
00	1 61110 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 168 285	12 248 271	-6 079 986
00	1 61140 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	964 800	1 812 012	-847 212
00	1 61160 11 000	1091 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000	20 000	100 000
00	1 61210 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	440 096	434 262	5 834
00	1 61240 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	304 320	268 320	36 000
00	1 61260 11 000	1091 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000	0	48 000
00	1 61610 11 000	1091 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	788 232	1 722 910	-934 678
00	1 61620 11 000	1091 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	24 012	23 311	701
00	2 63210 11 000	1091 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 018 250	2 018 250	0
<b>011</b>	<b>DIRECTIDN DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE AUX VICTIMES DES VIDLATIONS DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE</b>		<b>7 435 668</b>	<b>13 746 159</b>	<b>-6 310 491</b>
00	1 61110 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 875 075	8 195 181	-5 320 106
00	1 61140 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	741 636	1 390 116	-648 480
00	1 61160 11 000	1091 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000	100 000	-28 000
00	1 61210 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	470 143	500 178	-30 035
00	1 61240 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	310 320	268 320	42 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61260 11 000	1091 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000	96 000	-12 000
00	1 61610 11 000	1091 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	837 432	1 146 893	-309 461
00	1 61620 11 000	1091 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	26 812	31 221	-4 409
00	2 63210 11 000	1091 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 018 250	2 018 250	0
<b>012</b>	<b>DIRECTION DE L'EDUCATION A LA PAIX ET A LA RECONCILIATION NATIONALE</b>		<b>6 160 800</b>	<b>12 112 849</b>	<b>-5 952 049</b>
00	1 61110 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 875 075	7 728 210	-4 853 135
00	1 61140 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	316 320	1 229 280	-912 960
00	1 61160 11 000	1091 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000	20 000	28 000
00	1 61210 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	238 681	0	238 681
00	1 61240 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	152 160	0	152 160
00	1 61260 11 000	1091 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000	0	48 000
00	1 61610 11 000	1091 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	450 072	1 075 895	-625 823
00	1 61620 11 000	1091 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 242	41 214	-26 972
00	2 63210 11 000	1091 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 018 250	2 018 250	0
<b>013</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE L'EGALITE DES GENRES</b>		<b>90 638 002</b>	<b>101 581 061</b>	<b>-10 943 059</b>
00	1 61110 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 990 496	11 918 610	-1 928 114
00	1 61140 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 222 548	1 973 280	-750 732
00	1 61160 11 000	1091 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000	150 000	18 000
00	1 61210 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	225 418	527 469	-302 051
00	1 61240 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	152 160	232 320	-80 160
00	1 61260 11 000	1091 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000	36 000	12 000
00	1 61610 11 000	1091 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 575 252	1 678 236	-102 984
00	1 61620 11 000	1091 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	12 650	34 496	-21 846
00	2 63210 11 000	1091 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 018 250	2 018 250	0
00	7 66110 11 000	1091 01 LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES	64 772 839	71 478 000	-6 705 161
00	7 66110 11 000	1091 02 APPUI AUX CDFs	10 452 389	11 534 400	-1 082 011
<b>014</b>	<b>DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA FEMME</b>		<b>13 866 609</b>	<b>16 180 595</b>	<b>-2 313 986</b>
00	1 61110 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 707 336	10 303 974	-1 596 638
00	1 61140 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 102 536	1 218 696	-116 160
00	1 61160 11 000	1091 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000	200 000	-80 000
00	1 61210 11 000	1091 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	238 681	470 440	-231 759
00	1 61240 11 000	1091 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	152 160	232 320	-80 160
00	1 61260 11 000	1091 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000	120 000	-60 000
00	1 61610 11 000	1091 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 453 404	1 589 262	-135 858

				Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61620 11 000	1091 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 242	27 653	-13 411
00	2 63210 11 000	1091 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 018 250	2 018 250	0
<b>015</b>	<b>DIRECTION DE L'EGALIE ET DES GENRES</b>			<b>20 645 984</b>	<b>18 282 195</b>	<b>2 363 789</b>
00	1 61110 11 000	1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 670 772	12 354 403	1 316 369
00	1 61140 11 000	1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 976 628	1 213 440	763 188
00	1 61160 11 000	1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000	84 000	156 000
00	1 61210 11 000	1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	455 188	448 921	6 267
00	1 61240 11 000	1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	304 320	268 320	36 000
00	1 61260 11 000	1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000	200 000	-128 000
00	1 61610 11 000	1091 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 883 004	1 669 790	213 214
00	1 61620 11 000	1091 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	25 822	25 071	751
00	2 63210 11 000	1091 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 018 250	2 018 250	0
<b>502</b>	<b>PROJET FC/SOS BURUNDI KINDER DOOF</b>			<b>126 000 000</b>	<b>126 000 000</b>	<b>0</b>
00	4 27100 11 000	1091 01	FC/SOS BURUNDI KINDER DOOF	126 000 000	126 000 000	0
<b>503</b>	<b>PROJET " MAISON DES FEMMES"</b>			<b>34 220 652</b>	<b>34 220 652</b>	<b>0</b>
00	4 27100 11 000	1042 00	CONTREPARTIE AU PROJET " MAISON DES FEMMES"	34 220 652	34 220 652	0
<b>504</b>	<b>PROJET AUTONDMISATION DES FEMMES</b>			<b>126 000 000</b>	<b>126 000 000</b>	<b>0</b>
00	4 27100 11 000	1019 01	CONTREPARTIE A L'AUTONOMISATION DES FEMMES	126 000 000	126 000 000	0
<b>505</b>	<b>PROJET APPUI A LA RECONSTRUCTION DES MAISONS POUR LES SINISTRES</b>			<b>13 500 000</b>	<b>0</b>	<b>13 500 000</b>
00	4 27100 11 000	1019 01	CONTREPARTIE AU PROJET APPUI A LA RECONSTRUCTION DES MAISONS POUR LES SINISTRES	13 500 000	0	13 500 000
<b>506</b>	<b>PROJET CONSOLIDATION DE LA PAIX</b>			<b>409 500 000</b>	<b>409 500 000</b>	<b>0</b>
00	4 27100 11 000	1019 01	CONTREPARTIE CONSOLIDATION DE LA PAIX	409 500 000	409 500 000	0
<b>508</b>	<b>CENTRE HUMURA</b>			<b>166 103 367</b>	<b>160 000 000</b>	<b>6 103 367</b>
00	4 27100 11 000	1019 01	CONTREPARTIE CENTRE HUMURA	166 103 367	160 000 000	6 103 367
<b>37</b>	<b><u>MINISTERE DE LA JEUNESSE , DES SPORTS ET DE LA CULTURE</u></b>			<b><u>2 573 329 910</u></b>	<b><u>2 493 530 905</u></b>	<b><u>79 799 005</u></b>
<b>001</b>	<b>CABINET</b>			<b>907 737 296</b>	<b>630 491 791</b>	<b>277 245 505</b>
00	1 61110 11 000	0853 01	REMUNERATIONS DIRECTES OE BASE S/STATUTS	55 400 781	34 691 444	20 709 337
00	1 61140 11 000	0853 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	9 349 908	7 612 788	1 737 120
00	1 61160 11 000	0853 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 056 000	864 000	192 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence	
00	1 61210 11 000	0853 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	8 131 689	10 460 341	-2 328 652
00	1 61240 11 000	0853 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 682 524	4 637 160	-954 636
00	1 61260 11 000	0853 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 584 000	1 212 000	372 000
00	1 61280 11 000	0853 01	HONORAIRES DE L'ENTREPRENEUR EGYPTIEN DE L'EQUIPE NATIONAL DE FOOTBALL	108 000 000	96 579 200	11 420 800
00	1 61610 11 000	0853 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 752 656	7 307 676	1 444 980
00	1 61620 11 000	0853 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	572 603	866 441	-293 838
00	2 62140 11 000	0853 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	15 250 000	35 495 480	-20 245 480
00	2 62330 11 000	0853 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	5 948 186	5 948 186	0
00	2 62360 11 000	0853 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	4 485 000	4 485 000	0
00	2 62510 11 000	0853 01	ENTRETIEN STADES	6 000 000	1 500 000	4 500 000
00	2 62510 11 000	0853 02	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	4 843 800	4 843 800	0
00	2 62550 11 000	0853 01	ENTRETIEN DU CHARROI	2 565 000	2 565 000	0
00	2 62580 11 000	0853 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	8 073 000	8 073 000	0
00	2 63120 11 000	0853 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	13 060 320	13 060 320	0
00	2 63180 11 000	0853 01	CABINE MOBILE MOYENNE TENSION	90 000 000	0	90 000 000
00	2 63180 11 000	0853 02	APPUI AU COMITE NATIONAL DE LA JEUNESSE	18 000 000	18 000 000	0
00	2 63210 11 000	0853 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	9 413 118	9 413 118	0
00	2 63510 11 000	0853 01	CONSOMMATION EN EAU ET ETECTRICITE	5 812 717	5 812 717	0
00	4 21220 11 000	0853 01	EQUIPEMENTS SPORTIFS DES EQUIPES PROVINCIALES	8 000 000	0	8 000 000
00	4 21220 11 000	0853 03	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES DANS LES PROVINCES	42 147 185	34 338 185	7 809 000
00	4 21280 11 000	0853 01	REHABILITATION DES MONUMENTS ET SITES HISTORIQUES	5 040 000	5 040 000	0
00	4 21480 11 000	0853 01	EQUIPEMENT DES MAJORETTES	50 000 000	0	50 000 000
00	7 66110 11 000	0853 01	ORGANISATION DE LA CONFERENCE DE LA CONFEJES	0	0	0
00	7 66110 11 000	0841 02	PROGRMME ANNUEL D'ACTIVITES SPORTIVES	724 954	800 000	-75 046
00	7 66110 11 000	0841 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES JEUNES	78 419 918	86 537 798	-8 117 880
00	7 66110 11 000	0821 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L' OFFICE BURUNDAIS DU DROIT D' AUTEUR	60 000 000	36 000 000	24 000 000
00	7 66110 11 000	0821 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE CEBULAC	209 128 377	142 128 377	67 000 000
00	7 66110 11 000	0841 07	PROGRAMME ANNUEL DE PROMOTION DES ASSOCIATIONS DES JEUNES	16 020 000	16 020 000	0
00	7 66110 11 000	0841 08	DETECTION DES JEUNES TALENTS	19 157 800	4 082 000	15 075 800
00	7 66110 11 000	0853 09	APPUI AU VOLONTARIAT NATIONAL DES JEUNES	8 000 000	13 000 000	-5 000 000
00	7 66620 11 000	0841 01	CONTRIBUTION AU FONDS DE L'INSERTION DES JEUNES( FIJ)	12 000 000	0	12 000 000
00	8 67350 11 000	0841 01	FESTIVAL DE LA JEUNESSE	19 117 760	19 117 760	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>002</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE LA JEUNESSE</b>		<b>24 256 305</b>	<b>21 260 122</b>	<b>2 996 183</b>
00	1 61110 11 000	0841 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 668 083	12 051 291	616 792
00	1 61140 11 000	0841 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	5 880 456	1 506 588	4 373 868
00	1 61160 11 000	0841 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	264 000	180 000	84 000
00	1 61210 11 000	0841 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 502 113	2 975 236	-1 473 123
00	1 61240 11 000	0841 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE	813 120	1 393 920	-580 800
00	1 61260 11 000	0841 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	192 000	192 000	0
00	1 61610 11 000	0841 01 CDNTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 821 636	1 741 416	80 220
00	1 61620 11 000	0841 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	79 454	184 228	-104 774
00	2 63210 11 000	0841 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 035 443	1 035 443	0
<b>003</b>	<b>DIRECTION DE LA PROMOTION DU MOUVEMENT ASSOCIATIF DES JEUNES</b>		<b>15 361 484</b>	<b>18 182 733</b>	<b>-2 821 249</b>
00	1 61110 11 000	0842 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 535 460	12 890 713	-2 355 253
00	1 61140 11 000	0842 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	2 046 576	2 105 052	-58 476
00	1 61160 11 000	0842 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	211 200	240 000	-28 800
00	1 61210 11 000	0842 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61240 11 000	0842 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61260 11 000	0842 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61610 11 000	0842 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 626 936	2 005 656	-378 720
00	1 61620 11 000	0842 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	0	0
00	2 63210 11 000	0842 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	941 312	941 312	0
<b>004</b>	<b>DIRECTION DE L'INSERTION ECONOMIQUE DES JEUNES</b>		<b>41 084 308</b>	<b>17 577 153</b>	<b>23 507 155</b>
00	1 61110 11 000	0841 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 776 344	5 636 620	1 139 724
00	1 61140 11 000	0841 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	1 790 754	987 036	803 718
00	1 61160 11 000	0841 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	184 800	120 000	64 800
00	1 61210 11 000	0841 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	205 680	203 183	2 497
00	1 61240 11 000	0841 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	116 160	116 160	0
00	1 61260 11 000	0841 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000	0	60 000
00	1 61610 11 000	0841 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	998 976	562 860	436 116
00	1 61620 11 000	0841 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 282	9 982	300
00	2 62120 11 000	0841 01 FORMATION A L' ENTREPRENARIAT DES JEUNES ISSUS DES HUMANITES TECHNIQUES ET DES UNIVERSITES	30 000 000	9 000 000	21 000 000
00	2 63210 11 000	0841 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	941 312	941 312	0
<b>005</b>	<b>DIRECTION GENERALE DES SPORTS</b>		<b>1 100 368 215</b>	<b>1 286 296 095</b>	<b>-185 927 880</b>
00	1 61110 11 000	0853 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 334 041	6 509 483	-175 442

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61140 11 000	0853 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 940 228	1 507 428	1 432 800
00	1 61160 11 000	0853 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000	144 000	-12 000
00	1 61210 11 000	0853 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 641 030	2 189 724	451 306
00	1 61240 11 000	0853 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE	1 393 920	1 277 760	116 160
00	1 61260 11 000	0853 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	288 000	228 000	60 000
00	1 61610 11 000	0853 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	910 818	960 252	-49 434
00	1 61620 11 000	0853 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	129 724	104 367	25 357
00	2 63210 11 000	0853 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 598 454	1 598 454	0
00	7 66110 11 000	0853 01 CHAMPIONAT NATIONAL D'ATHLETISME	40 000 000	45 710 400	-5 710 400
00	7 66110 11 000	0853 02 ALLOCATION AUX FEDERATIONS NATIONALES SPORTIVES	24 000 000	23 000 000	1 000 000
00	7 66110 11 000	0853 03 ALLOCATIONS AUX ACTIVITES SPORTIVES ET COMPETITIONS INTERNATIONALES	1 020 000 000	1 203 066 227	-183 066 227
<b>006</b>	<b>DIRECTION DES SPORTS D' ELITE</b>		<b>15 733 559</b>	<b>14 281 707</b>	<b>1 451 852</b>
00	1 61110 11 000	0853 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 535 464	9 361 497	1 173 967
00	1 61140 11 000	0853 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 047 643	2 002 884	44 759
00	1 61160 11 000	0853 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	211 200	144 000	67 200
00	1 61210 11 000	0853 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	208 250	205 680	2 570
00	1 61240 11 000	0853 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE	116 160	116 160	0
00	1 61260 11 000	0853 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000	0	36 000
00	1 61610 11 000	0853 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 626 940	1 499 892	127 048
00	1 61620 11 000	0853 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 590	10 282	308
00	2 63210 11 000	0853 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	941 312	941 312	0
<b>007</b>	<b>DIRECTION DES SPORTS DE MASSE ET DE L' EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE</b>		<b>76 962 179</b>	<b>74 799 056</b>	<b>2 163 123</b>
00	1 61110 11 000	0853 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 197 980	7 300 587	1 897 393
00	1 61140 11 000	0853 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 791 732	1 375 572	416 160
00	1 61160 11 000	0853 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	158 400	216 000	-57 600
00	1 61210 11 000	0853 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	219 374	491 526	-272 152
00	1 61240 11 000	0853 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	116 160	232 320	-116 160
00	1 61260 11 000	0853 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000	72 000	0
00	1 61610 11 000	0853 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 453 296	1 139 556	313 740
00	1 61620 11 000	0853 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	11 925	30 183	-18 258
00	2 63210 11 000	0853 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	941 312	941 312	0
00	7 66110 11 000	0853 01 ALLOCATIONS AUX ACTIVITES DES SPORTS DE MASSE	63 000 000	63 000 000	0



			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>008</b>	<b>DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENT SPORTIFS</b>		<b>16 023 029</b>	<b>15 632 509</b>	<b>390 520</b>
00 1 61110 11 000	0851 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS		9 453 477	9 543 649	-90 172
00 1 61140 11 000	0851 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS		2 057 424	1 375 572	681 852
00 1 61160 11 000	0851 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS		158 400	264 000	-105 600
00 1 61210 11 000	0851 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS		867 350	877 671	-10 321
00 1 61240 11 000	0851 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS		464 600	464 600	0
00 1 61260 11 000	0851 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS		132 000	216 000	-84 000
00 1 61610 11 000	0851 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS		1 600 764	1 600 764	0
00 1 61620 11 000	0851 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS		46 482	47 721	-1 239
00 2 63210 11 000	0851 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU		1 242 532	1 242 532	0
<b>010</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE LA CULTURE</b>		<b>11 209 987</b>	<b>11 806 705</b>	<b>-596 718</b>
00 1 61110 11 000	0821 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/S		5 149 051	5 413 764	-264 713
00 1 61140 11 000	0821 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/S		1 217 856	1 418 016	-200 160
00 1 61160 11 000	0821 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/S		158 000	180 000	-22 000
00 1 61210 11 000	0821 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C		758 440	670 622	87 818
00 1 61240 11 000	0821 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/C		484 320	684 480	-200 160
00 1 61260 11 000	0821 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/C		72 000	96 000	-24 000
00 1 61610 11 000	0821 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S		795 096	779 136	15 960
00 1 61620 11 000	0821 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/C		62 212	51 675	10 537
00 2 63210 11 000	0821 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU		2 513 012	2 513 012	0
<b>011</b>	<b>DIRECTION DU PATRIMOINE</b>		<b>154 644 628</b>	<b>144 613 174</b>	<b>10 031 454</b>
00 1 61110 11 000	0821 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/S		23 287 432	26 625 316	-3 337 884
00 1 61140 11 000	0821 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/S		4 653 744	4 970 064	-316 320
00 1 61160 11 000	0821 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/S		473 100	864 000	-390 900
00 1 61210 11 000	0821 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C		6 718 726	6 603 546	115 180
00 1 61240 11 000	0821 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/C		3 209 964	3 209 964	0
00 1 61260 11 000	0821 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/C		1 032 000	1 032 000	0
00 1 61610 11 000	0821 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S		3 803 460	4 086 984	-283 524
00 1 61620 11 000	0821 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/C		489 447	490 025	-578
00 2 63210 11 000	0821 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU		1 976 755	1 976 755	0
00 7 66110 11 000	0821 01 ALLOCATIONS A LA PROMOTION DE LA CULTURE		109 000 000	94 754 520	14 245 480
<b>012</b>	<b>DIRECTION DES ARTS, DES SPECTACLES ET LOISIRS</b>		<b>61 560 485</b>	<b>110 201 425</b>	<b>-48 640 940</b>
00 1 61110 11 000	0851 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS		16 818 700	20 826 972	-4 008 272

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61140 11 000	0851 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 618 340	4 399 428	-1 781 088
00	1 61160 11 000	0851 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	114 000	360 000	-246 000
00	1 61210 11 000	0851 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	12 502 120	48 789 509	-36 287 389
00	1 61240 11 000	0851 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 798 960	4 537 920	-738 960
00	1 61260 11 000	0851 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 428 000	1 680 000	-252 000
00	1 61610 11 000	0851 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 329 956	3 360 300	-1 030 344
00	1 61620 11 000	0851 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 025 054	5 321 941	-4 296 887
00	2 63210 11 000	0851 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	3 378 955	3 378 955	0
00	7 66110 11 000	0851 01 APPUI A LA CREATION DE L' ART MUSICAL ET SCENIQUE	9 216 000	9 216 000	0
00	7 66110 11 000	0851 02 ALLOCATIDN AUX SPECTACLES DE LA SCENE ET DE LA RUE	8 330 400	8 330 400	0
<b>013</b>	<b>DIRECTIDN DES ARCHIVES ET BIBLIOTHEQUE NATIONALE</b>		<b>19 388 435</b>	<b>19 388 435</b>	<b>0</b>
00	2 63210 11 000	0821 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	1 388 435	1 388 435	0
00	7 66110 11 000	0821 01 PROMOTIDN DE LA CREATIVITE	10 000 000	10 000 000	0
00	7 66110 11 000	0821 02 CONSERVATIONS DES ARCHIVES NATIONALES	8 000 000	8 000 000	0
<b>014</b>	<b>AGENCE BURUNDAISE POUR L'EMPLOI DES JEUNES(ABEJ)</b>		<b>129 000 000</b>	<b>129 000 000</b>	<b>0</b>
00	2 62120 11 000	0841 01 STAGE DE PREMIER EMPLOI POUR 250 JEUNES	90 000 000	90 000 000	0
00	2 62160 11 000	0841 01 FRAIS DE SUIVI DES STAGIAIRES	9 000 000	9 000 000	0
00	7 66110 11 000	0841 01 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE BURUNDAISE POUR L'EMPLOI DES JEUNES	30 000 000	30 000 000	0
<b>40</b>	<b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE</b>		<b>32 991 785 839</b>	<b>33 146 764 631</b>	<b>-154 978 792</b>
<b>001</b>	<b>CABINET</b>		<b>27 514 757 664</b>	<b>28 423 624 752</b>	<b>-908 867 088</b>
00	1 61110 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	71 962 323	67 187 336	4 774 987
00	1 61140 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	8 719 680	8 719 680	0
00	1 61160 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	448 000	448 000	0
00	1 61180 11 000	0424 01 REGULARISATION DU PERSONNEL DU DAPA	19 200 000	0	19 200 000
00	1 61210 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 311 133	2 136 953	-825 820
00	1 61240 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	580 800	1 045 440	-464 640
00	1 61260 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	372 000	528 000	-156 000
00	1 61320 11 000	0427 01 CENTRE D'APPUI A L'INSEMINATION ARTIFICIELLE	35 681 997	0	35 681 997
00	1 61610 11 000	0424 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 948 383	6 649 984	298 399
00	1 61620 11 000	0424 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	85 336	126 834	-41 498
00	2 62140 11 000	0424 01 MISSIONS OFFICIELLES A L' ETRANGER	15 000 000	34 946 558	-19 946 558
00	2 62160 11 000	0424 01 SUIVI EVALUATION TECHNICO-FINANCIER DES PROJETS	88 366 080	88 366 080	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 2 62320 11 000	0424 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	1 614 600	1 614 600	0
00 2 62330 11 000	0424 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	17 496 000	17 496 000	0
00 2 62420 11 000	0424 01	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT POUR LA JOURNEE MONDIALE DE L'ALIMENTATION	7 000 000	7 000 000	0
00 2 62430 11 000	0424 01	SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUES DES MALADIES ET ENEMIS DES CULTURES	27 559 575	27 559 575	0
00 2 62510 11 000	0424 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	1 614 600	1 614 600	0
00 2 62550 11 000	0424 01	ENTRETIEN DU CHARROI	14 400 000	16 128 800	-1 728 800
00 2 62580 11 000	0424 01	ENTRETIEN MATERIEL ET EQUIPEMENT	32 292 000	32 292 000	0
00 2 63120 11 000	0424 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	60 372 000	70 801 770	-10 429 770
00 2 63150 11 000	0424 01	SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE DES MALADIES DES ANIMAUX	27 559 575	32 000 000	-4 440 425
00 2 63210 11 000	0424 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	9 000 000	9 000 000	0
00 2 63510 11 000	0424 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	30 946 500	30 946 500	0
00 4 20110 11 000	0424 01	ETUDE D'AMENAGEMENT DES MARRAIS, DE CONSTRUCTION DES BARRAGES D'IRRIGATION, DES RETENUES COLLINAIRES	780 000 000	1 100 000 000	-320 000 000
00 4 20110 11 000	0424 02	RECHERCHE	1 000 000 000	1 000 000 000	0
00 4 21110 0414	03	CONTREPARTIE AU PROJET D'APPUI AUX INFRASTRUCTURES RURALES DE BUGESERA	0	119 000 000	-119 000 000
00 4 21110 11 000	0424 02	ARBRES FRUITIERS	700 000 000	382 000 000	318 000 000
00 4 21110 11 000	0423 04	AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS	500 000 000	400 000 000	100 000 000
00 4 21110 11 000	0424 05	RECONVERSION DE LA PALMERAIE VILLAGEOISE DE RUMONGE( PHASEII)	1 000 000 000	0	1 000 000 000
00 4 21180 11 000	0424 01	AMENAGEMENT DES MARAIS( 1022ha)	93 355 664	0	93 355 664
00 4 21230 11 000	0427 01	PROJET D'APPUI A LA REHABILITATION DU SECTEUR ELEVAGE	0	67 200 000	-67 200 000
00 4 21230 11 000	0427 02	INTENSIFICATION DES PRODUCTIONS ANIMALES	3 475 910 300	4 173 910 300	-698 000 000
00 4 21280 11 000	0434 01	INDEMNISATION KAJEKE	0	550 000 000	-550 000 000
00 4 21280 11 000	0423 02	CONSTRUCTION DE DEUX RETENUES COLLINAIRES	0	0	0
00 4 21320 11 000	0424 01	PROJET REGIONAL INTEGRE DE PROTECTION DU LAC TANGANYIKA	0	99 400 000	-99 400 000
00 4 21340 11 000	0424 01	CONSTRUCTION BARRAGE KAJEKE	2 000 000 000	3 086 000 000	-1 086 000 000
00 4 21380 11 000	0428 02	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES D'APPUI A LA PRODUCTION AGRICOLE/ELEVAGE ET MECANISATION AGRICOLE	500 000 000	700 000 000	-200 000 000
00 4 21410 11 000	0424 01	FORMATION ET ACQUISITION DES VELOS POUR TECHNICIENS COMMUNAUX ET ZONAUX(AGRONOMES ET VETERINAIRES)	0	100 000 000	-100 000 000
00 4 21430 11 000	0427 01	CENTRE D'APPUI A L'INSEMINATION ARTIFICIELLE	0	0	0
00 4 21450 11 000	0424 01	MULTIPLICATION ET DISTRIBUTION RAPIDE DU MATERIEL SAIN DU MANIOC, BANANES, MAIS ET POMMES DE TERRE ET RIZ	4 000 127 950	4 398 839 850	-398 711 900
00 4 21480 11 000	0421 01	COORDINATION DU PROGRAMME	70 000 000	112 000 000	-42 000 000
00 4 22180 11 000	0424 01	SUBVENTIONS EN ENGRAIS	9 000 000 000	8 000 000 000	1 000 000 000
00 4 22180 11 000	0414 02	FONDS STRATEGIQUE DE SECURITE ALIMENTAIRE	1 000 000 000	0	1 000 000 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 4 22450 0414	01	FONDS STRATEGIQUE DE SECURITE ALIMENTAIRE	0	1 000 000 000	-1 000 000 000
00 7 66110 11 000	0414 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMITE TECHNIQUE NATIONAL DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRIC	40 000 000	50 000 000	-10 000 000
00 7 66110 11 000	0424 03	ETATS GENERAUX DE L'AGRICULTURE	40 000 000	0	40 000 000
00 7 66110 11 000	0414 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE SEMENCIERE	10 000 000	0	10 000 000
00 7 66110 11 018	0424 01	SUBSIDES A L'ISABU	2 170 933 741	2 091 678 148	79 255 593
00 7 66110 11 746	0424 01	CONTRIBUTION A L'IRAZ	90 619 266	100 000 000	-9 380 734
00 7 66110 11 850	0424 01	SUBSIDES A L' OFFICE DE L' HUILE DE PALME( OHP)	216 944 390	223 740 243	-6 795 853
00 7 66110 11 890	0424 02	OFFICE NATIONAL DE CONTROLE ET CERTIFICATION DES SEMENCES	246 983 173	108 720 000	138 263 173
00 7 66400 11 887	0424 01	CENTRE NATIONAL DES TECHNOLOGIES ALIMENTAIRES	101 352 598	104 527 501	-3 174 903
<b>002</b>		<b>DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION AGRICOLE ET DE L'ELEVAGE</b>	<b>29 640 563</b>	<b>32 609 923</b>	<b>-2 969 360</b>
00 1 61110 11 000	0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 191 842	6 975 584	13 216 258
00 1 61140 11 000	0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 822 240	1 576 640	1 245 600
00 1 61160 11 000	0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	288 000	96 000	192 000
00 1 61210 11 000	0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 202 781	978 250	224 531
00 1 61240 11 000	0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	464 640	232 320	232 320
00 1 61260 11 000	0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	400 320	0	400 320
00 1 61320 0424	01	DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION AGRICOLE	0	19 974 633	-19 974 633
00 1 61610 11 000	0424 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 144 280	669 656	1 474 624
00 1 61620 11 000	0424 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	108 210	88 590	19 620
00 2 63210 11 000	0424 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 018 250	2 018 250	0
<b>003</b>		<b>DIRECTION DES STATISTIQUES ET INFORMATIONS AGRICOLES</b>	<b>26 793 453</b>	<b>33 095 357</b>	<b>-6 301 904</b>
00 1 61110 11 000	0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 485 678	18 462 550	1 023 128
00 1 61140 11 000	0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 704 092	2 704 092	0
00 1 61160 11 000	0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000	120 000	0
00 1 61210 11 000	0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	405 936	397 606	8 330
00 1 61240 11 000	0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	116 160	116 160	0
00 1 61260 11 000	0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000	36 000	12 000
00 1 61320 0424	01	DIRECTION DES STATISTIQUES ET INFORMATIONS AGRICOLES	0	7 434 981	-7 434 981
00 1 61610 11 000	0424 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 861 025	1 772 405	88 620
00 1 61620 11 000	0424 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	34 312	33 313	999
00 2 63210 11 000	0424 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 018 250	2 018 250	0
<b>004</b>		<b>DIRECTION DU SUIVI -EVALUATION</b>	<b>23 424 485</b>	<b>25 283 067</b>	<b>-1 858 582</b>
00 1 61110 11 000	0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 267 840	18 858 977	-591 137

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61140 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 692 332	2 855 028	-162 696
00	1 61160 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000	144 000	-48 000
00	1 61610 11 000	0424 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	753 713	1 810 462	-1 056 749
00	2 63210 11 000	0424 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0
005	<b>DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE</b>		<b>21 355 551</b>	<b>15 381 764</b>	<b>5 973 787</b>
00	1 61110 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 913 857	10 412 230	4 501 627
00	1 61140 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 688 000	2 139 360	548 640
00	1 61160 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000	216 000	108 000
00	1 61610 11 000	0424 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 815 094	999 574	815 520
00	2 63210 11 000	0424 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0
006	<b>DIRECTION DE LA PROMOTION DES SEMENCES ET PLANTS</b>		<b>94 924 495</b>	<b>111 764 507</b>	<b>-16 840 012</b>
00	1 61110 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	59 153 755	27 969 481	31 184 274
00	1 61140 0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	0	5 158 596	-5 158 596
00	1 61140 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	8 346 756	0	8 346 756
00	1 61160 0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	0	312 000	-312 000
00	1 61160 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	888 000	0	888 000
00	1 61210 0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	5 246 007	-5 246 007
00	1 61210 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	10 472 517	0	10 472 517
00	1 61240 0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	0	2 639 520	-2 639 520
00	1 61240 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 614 240	0	4 614 240
00	1 61260 0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	636 000	-636 000
00	1 61260 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 652 000	0	2 652 000
00	1 61320 0424	01 DIRECTION DE LA PRODUCTION DES SEMENCES ET PLANTS	0	65 029 052	-65 029 052
00	1 61610 11 000	0424 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 166 271	2 685 070	3 481 201
00	1 61620 0424	01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	312 721	-312 721
00	1 61620 11 000	0424 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 016 356	0	1 016 356
00	2 63210 11 000	0424 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 776 060	-161 460
007	<b>DIRECTION DE LA PROTECTION DES VEGETAUX</b>		<b>67 095 478</b>	<b>66 736 980</b>	<b>358 498</b>
00	1 61110 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	49 842 820	16 645 443	33 197 377
00	1 61140 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	6 421 524	3 200 640	3 220 884
00	1 61160 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	840 000	240 000	600 000
00	1 61210 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 883 700	0	1 883 700
00	1 61240 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	813 120	0	813 120
00	1 61260 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	504 000	0	504 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 1 61320 0424	01	DIRECTION DE LA PROTECTION DES VEGETAUX	0	44 626 680	-44 626 680
00 1 61610 11 000	0424 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 166 271	1 597 963	4 568 308
00 1 61620 11 000	0424 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	197 789	0	197 789
00 2 63210 11 000	0424 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	426 254	426 254	0
<b>008</b>		<b>DIRECTION DE LA FERTILISATION ET PROTECTION DES SOLS</b>	<b>40 031 389</b>	<b>47 136 150</b>	<b>-7 104 761</b>
00 1 61110 11 000	0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 452 886	6 185 479	17 267 407
00 1 61140 11 000	0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 059 520	800 640	2 258 880
00 1 61160 11 000	0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	660 000	48 000	612 000
00 1 61210 11 000	0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 633 200	0	4 633 200
00 1 61240 11 000	0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 090 880	0	2 090 880
00 1 61260 11 000	0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 512 000	0	1 512 000
00 1 61610 11 000	0424 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 521 817	593 806	1 928 011
00 1 61620 11 000	0424 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	486 486	0	486 486
00 2 63210 11 000	0424 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0
00 8 67360 0424	01	FERTILISATION DES SOLS	0	37 893 625	-37 893 625
<b>009</b>		<b>DIRECTION GENERALE DE L'ELEVAGE</b>	<b>94 390 889</b>	<b>26 580 776</b>	<b>67 810 113</b>
00 1 61110 11 000	0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	71 504 895	18 593 544	52 911 351
00 1 61140 11 000	0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	8 909 868	3 486 540	5 423 328
00 1 61160 11 000	0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 164 000	252 000	912 000
00 1 61210 11 000	0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 050 565	538 707	1 511 858
00 1 61240 11 000	0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	873 120	176 160	696 960
00 1 61260 11 000	0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	444 000	84 000	360 000
00 1 61610 11 000	0427 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 671 365	1 784 980	5 886 385
00 1 61620 11 000	0427 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	158 476	50 245	108 231
00 2 63210 11 000	0427 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0
<b>010</b>		<b>DIRECTION DE LA PROMOTION DES PRODUCTIONS ANIMALES</b>	<b>67 966 136</b>	<b>45 548 934</b>	<b>22 417 202</b>
00 1 61110 11 000	0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	47 664 693	30 929 986	16 734 707
00 1 61140 11 000	0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 843 296	5 641 536	2 201 760
00 1 61160 11 000	0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	336 000	336 000	0
00 1 61210 11 000	0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	374 591	623 988	-249 397
00 1 61240 11 000	0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	116 160	232 320	-116 160
00 1 61260 11 000	0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000	60 000	0
00 1 61320 0427	01	DIRECTION DES PRODUCTIONS ANIMALES	0	3 014 416	-3 014 416
00 1 61610 11 000	0427 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 845 515	2 969 279	1 876 236

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61620 11 000	0427 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	30 551	46 079	-15 528
00	2 63150 11 000	0427 01 ACHAT AZOTE LIQUIDE	5 000 000	0	5 000 000
00	2 63210 11 000	0427 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 695 330	1 695 330	0
<b>011</b>	<b>DIRECTION DE LA SANTE ANIMALE</b>		<b>117 389 982</b>	<b>124 466 090</b>	<b>-7 076 108</b>
00	1 61110 11 000	0427 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	54 985 958	53 684 866	1 301 092
00	1 61140 11 000	0427 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	9 412 896	9 412 896	0
00	1 61160 11 000	0427 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	780 000	780 000	0
00	1 61210 11 000	0427 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	7 841 403	11 429 278	-3 587 875
00	1 61240 11 000	0427 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 493 648	3 655 248	-1 161 600
00	1 61260 11 000	0427 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 080 000	1 404 000	-324 000
00	1 61320 0427	01 DIRECTION DE LA SANTE ANIMALE	0	2 644 577	-2 644 577
00	1 61610 11 000	0427 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 278 652	5 153 747	124 905
00	1 61620 11 000	0427 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	925 113	925 113	0
00	2 63150 11 000	0427 01 PRODUITS SCIENTIFIQUES ET VETERINAIRES	25 000 000	25 000 000	0
00	2 63210 11 000	0427 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 018 250	2 018 250	0
00	7 66110 11 000	0427 01 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES VETERINAIRES	7 574 062	8 358 115	-784 053
<b>012</b>	<b>DIRECTION DES EAUX, PECHE ET PISCICULTURE</b>		<b>114 594 734</b>	<b>119 258 566</b>	<b>-4 663 832</b>
00	1 61110 11 000	0427 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	63 271 758	59 690 338	3 581 420
00	1 61140 11 000	0427 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	6 742 896	6 742 084	812
00	1 61160 11 000	0427 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	408 000	408 000	0
00	1 61210 11 000	0427 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	14 166 791	17 871 693	-3 704 902
00	1 61240 11 000	0427 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 646 400	5 808 000	-1 161 600
00	1 61260 11 000	0427 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	900 000	1 188 000	-288 000
00	1 61320 0427	01 DIRECTION PECHE ET PISCULTURE	0	18 377 326	-18 377 326
00	1 61610 11 000	0427 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 074 089	5 730 272	343 817
00	1 61620 11 000	0427 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 366 550	1 424 603	14 941 947
00	2 63210 11 000	0427 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 018 250	2 018 250	0
<b>013</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE LA MOBILISATION POUR L'AUTO-DEVELOPPEMENT ET LA VULGARISATION AGRICDLES</b>		<b>50 889 703</b>	<b>58 620 803</b>	<b>-7 731 100</b>
00	1 61110 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	36 412 813	22 658 645	13 754 168
00	1 61140 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	5 492 868	4 014 948	1 477 920
00	1 61160 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	732 000	300 000	432 000
00	1 61210 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 194 461	2 520 549	-1 326 088
00	1 61240 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	464 640	548 640	-84 000

				Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61260 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	288 000	336 000	-48 000
00	1 61320 0424		01 DIRECTION GENERALE DE LA MOBILISATION POUR L'AUTO DEVELOPPEMENT ET LA VULGARISATION AGRICOLES	0	22 915 645	-22 915 645
00	1 61610 11 000	0424	01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 688 095	2 175 230	1 512 865
00	1 61620 11 000	0424	01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	116 826	244 866	-128 040
00	2 63210 11 000	0424	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 500 000	2 906 280	-406 280
<b>014</b>	<b>DIRECTIDN DES ETUDES ET PROGRAMMATIONS</b>			<b>27 552 981</b>	<b>26 191 574</b>	<b>1 361 407</b>
00	1 61110 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 926 585	16 088 285	838 300
00	1 61140 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 682 560	3 854 916	-172 356
00	1 61160 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000	180 000	0
00	1 61210 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 322 968	1 896 873	426 095
00	1 61240 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	696 960	580 800	116 160
00	1 61260 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	312 000	276 000	36 000
00	1 61610 11 000	0424	01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 624 952	1 544 475	80 477
00	1 61620 11 000	0424	01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	192 356	155 625	36 731
00	2 63210 11 000	0424	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0
<b>015</b>	<b>DIRECTION DE L' ANIMATION ET LA FORMATION AGRICOLE</b>			<b>15 278 731</b>	<b>14 625 882</b>	<b>652 849</b>
00	1 61110 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 447 754	9 856 372	591 382
00	1 61140 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 825 764	1 825 764	0
00	1 61160 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000	60 000	0
00	1 61210 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	875 255	860 348	14 907
00	1 61240 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	232 320	232 320	0
00	1 61260 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000	60 000	-12 000
00	1 61610 11 000	0424	01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 002 984	946 212	56 772
00	1 61620 11 000	0424	01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	76 230	74 442	1 788
00	2 63210 11 000	0424	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	710 424	710 424	0
<b>016</b>	<b>DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE BUBANZA</b>			<b>152 309 088</b>	<b>122 395 656</b>	<b>29 913 432</b>
01	1 61110 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	69 829 144	35 242 374	34 586 770
01	1 61140 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	10 206 552	6 205 272	4 001 280
01	1 61160 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 368 000	576 000	792 000
01	1 61210 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	40 482 430	34 139 150	6 343 280
01	1 61240 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	12 196 800	10 692 804	1 503 996
01	1 61260 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	5 856 000	5 520 000	336 000
01	1 61320 0424		01 DIRECTION PROVINCIALE BUBANZA	0	22 235 888	-22 235 888



			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
01	1 61610 11 000	0424 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 223 154	3 383 270	3 839 884
01	1 61620 11 000	0424 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	3 532 408	2 786 298	746 110
01	2 63210 11 000	0424 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0
<b>017</b>	<b>DIRECTIDN PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE BUJUMBURA</b>		<b>250 543 994</b>	<b>239 851 645</b>	<b>10 692 349</b>
03	1 61110 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	95 159 643	29 744 569	65 415 074
03	1 61140 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 498 528	4 896 288	7 602 240
03	1 61160 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 172 000	732 000	1 440 000
03	1 61210 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	84 066 340	79 273 523	4 792 817
03	1 61240 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	26 788 800	24 625 920	2 162 880
03	1 61260 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	11 160 000	9 744 000	1 416 000
03	1 61320 0424	01 DIRECTION PROVINCIALE BUJUMBURA-RURAL	0	80 066 703	-80 066 703
03	1 61610 11 000	0424 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 153 412	2 855 479	7 297 933
03	1 61620 11 000	0424 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	7 092 131	6 460 023	632 108
03	2 63210 11 000	0424 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 453 140	1 453 140	0
<b>018</b>	<b>DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE BURURI</b>		<b>310 677 660</b>	<b>358 606 334</b>	<b>-47 928 674</b>
04	1 61110 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	163 543 949	121 643 244	41 900 705
04	1 61140 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 894 208	19 596 288	4 297 920
04	1 61160 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	4 536 000	3 888 000	648 000
04	1 61210 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	67 315 621	76 512 053	-9 196 432
04	1 61240 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	20 961 348	23 633 028	-2 671 680
04	1 61260 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	6 720 000	6 912 000	-192 000
04	1 61610 11 000	0424 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	16 253 853	11 677 751	4 576 102
04	1 61620 11 000	0424 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	5 676 621	6 301 446	-624 825
04	2 63210 11 000	0424 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 776 060	1 776 060	0
04	8 67360 0424	01 RUMONGE VIVRIERS	0	86 666 464	-86 666 464
<b>019</b>	<b>DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE CANKUZO</b>		<b>109 568 575</b>	<b>139 645 182</b>	<b>-30 076 607</b>
05	1 61110 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	61 116 807	23 924 213	37 192 594
05	1 61140 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	9 320 416	5 202 976	4 117 440
05	1 61160 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	936 000	216 000	720 000
05	1 61210 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	13 892 599	34 762 344	-20 869 745
05	1 61240 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	10 440 240	10 556 400	-116 160
05	1 61260 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	3 744 000	3 348 000	396 000
05	1 61320 0424	01 DIRECTION PROVINCIALE CANKUZO	0	54 848 444	-54 848 444
05	1 61610 11 000	0424 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 439 308	2 296 724	4 142 584

				Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
05	1 61620 11 000	0424	01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	2 064 605	2 875 481	-810 876
05	2 63210 11 000	0424	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0
<b>020</b>	<b>DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE CIBITOKÉ</b>			<b>166 501 471</b>	<b>163 791 125</b>	<b>2 710 346</b>
06	1 61110 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	72 937 720	33 669 996	39 267 724
06	1 61140 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	10 128 168	5 714 088	4 414 080
06	1 61160 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 452 000	540 000	912 000
06	1 61210 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	46 489 534	50 379 606	-3 890 072
06	1 61240 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	16 030 080	15 565 440	464 640
06	1 61260 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	6 696 000	6 744 000	-48 000
06	1 61320 0424		01 DIRECTION PROVINCIALE DE CIBITOKÉ	0	42 977 213	-42 977 213
06	1 61610 11 000	0424	01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 597 982	3 232 320	4 365 662
06	1 61620 11 000	0424	01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	4 317 478	4 115 953	201 525
06	2 63210 11 000	0424	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	852 509	852 509	0
<b>021</b>	<b>DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE GITEGA</b>			<b>264 234 354</b>	<b>278 954 139</b>	<b>-14 719 785</b>
07	1 61110 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	92 610 482	20 995 848	71 614 634
07	1 61140 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 822 472	3 871 752	7 950 720
07	1 61160 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 860 000	252 000	1 608 000
07	1 61210 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	97 800 955	97 014 741	786 214
07	1 61240 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	29 853 120	30 085 440	-232 320
07	1 61260 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	9 984 000	10 020 000	-36 000
07	1 61320 0424		01 DIRECTION PROVINCIALE GITEGA	0	104 606 878	-104 606 878
07	1 61610 11 000	0424	01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 016 284	2 015 601	8 000 683
07	1 61620 11 000	0424	D1 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	8 107 331	7 912 169	195 162
07	2 63210 11 000	0424	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 179 710	2 179 710	0
<b>022</b>	<b>DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE KARUZI</b>			<b>173 019 400</b>	<b>177 852 866</b>	<b>-4 033 466</b>
08	1 61110 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	58 363 918	17 125 538	41 238 380
08	1 61140 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	9 568 224	3 673 344	5 894 880
08	1 61160 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 500 000	348 000	1 152 000
08	1 61210 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	64 843 930	57 215 332	7 628 598
08	1 61240 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	19 178 400	18 348 948	829 452
08	1 61260 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	7 236 000	7 080 000	156 000
08	1 61320 0424		01 DIRECTION PROVINCIALE KARUZI	0	66 068 412	-66 068 412
08	1 61610 11 000	0424	01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 134 310	1 644 052	4 490 258
08	1 61620 11 000	0424	01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	5 380 018	4 734 640	645 378

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
08	2 63210 11 000	0424 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0
<b>023</b>	<b>DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE KAYANZA</b>		<b>265 183 981</b>	<b>290 444 878</b>	<b>-25 260 897</b>
09	1 61110 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	88 830 649	16 764 619	72 066 030
09	1 61140 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	9 998 268	2 596 188	7 402 080
09	1 61160 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 728 000	216 000	1 512 000
09	1 61210 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	100 724 675	100 422 407	302 268
09	1 61240 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	31 479 360	31 481 892	-2 532
09	1 61260 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	12 780 000	13 128 000	-348 000
09	1 61320 0424	01 DIRECTION PROVINCIALE KAYANZA	0	99 449 080	-99 449 080
09	1 61610 11 000	0424 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 664 705	16 609 403	-6 944 698
09	1 61620 11 000	0424 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	8 363 724	8 162 689	201 035
09	2 63210 11 000	0424 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0
<b>024</b>	<b>DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE KIRUNDD</b>		<b>229 202 518</b>	<b>192 861 269</b>	<b>36 341 249</b>
10	1 61110 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	78 984 096	26 965 725	52 018 371
10	1 61140 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 053 608	5 025 768	6 027 840
10	1 61160 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 488 000	312 000	1 176 000
10	1 61210 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	83 986 805	74 525 639	9 461 166
10	1 61240 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	25 903 680	22 418 880	3 484 800
10	1 61260 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	10 584 000	9 264 000	1 320 000
10	1 61320 0424	01 DIRECTION PROVINCIALE KIRUNDO	0	43 972 470	-43 972 470
10	1 61610 11 000	0424 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 388 880	2 598 310	5 790 570
10	1 61620 11 000	0424 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	7 198 849	6 163 877	1 034 972
10	2 63210 11 000	0424 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0
<b>025</b>	<b>DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE MAKAMBA</b>		<b>202 436 301</b>	<b>193 824 376</b>	<b>8 611 925</b>
11	1 61110 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	92 513 485	35 401 904	57 111 581
11	1 61140 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 908 364	6 435 564	6 472 800
11	1 61160 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 920 000	696 000	1 224 000
11	1 61210 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	55 981 478	54 631 290	1 350 188
11	1 61240 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	16 959 360	16 262 400	696 960
11	1 61260 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	5 976 000	4 956 000	1 020 000
11	1 61320 0424	01 DIRECTION PROVINCIALE MAKAMBA	0	65 888 280	-65 888 280
11	1 61610 11 000	0424 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 761 094	3 398 583	6 362 511
11	1 61620 11 000	0424 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	4 801 920	4 539 755	262 165
11	2 63210 11 000	0424 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>026</b>	<b>DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE MURAMVYA</b>		<b>140 874 268</b>	<b>138 270 068</b>	<b>2 604 200</b>
12 1 61110 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	64 962 463	28 892 067	36 070 396
12 1 61140 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	8 290 320	4 953 840	3 336 480
12 1 61160 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	960 000	312 000	648 000
12 1 61210 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	37 688 416	37 813 332	-124 916
12 1 61240 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	11 732 160	11 616 000	116 160
12 1 61260 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	5 688 000	5 220 000	468 000
12 1 61320 0424		01 DIRECTION PROVINCIALE MURAMVYA	0	41 962 591	-41 962 591
12 1 61610 11 000	0424	01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 785 787	2 773 638	4 012 149
12 1 61620 11 000	0424	01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CDNTRATS	3 152 522	3 112 000	40 522
12 2 63210 11 000	0424	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0
<b>027</b>	<b>DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE MUYINGA</b>		<b>212 963 269</b>	<b>222 411 477</b>	<b>-9 448 208</b>
13 1 61110 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	60 904 743	40 877 544	20 027 199
13 1 61140 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	10 911 316	8 768 596	2 142 720
13 1 61160 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 104 000	720 000	384 000
13 1 61210 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	88 779 643	88 913 004	-133 361
13 1 61240 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	26 368 320	26 913 004	-544 684
13 1 61260 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	9 720 000	9 612 000	108 000
13 1 61320 0424		01 DIRECTION PROVINCIALE MUYINGA	0	33 806 925	-33 806 925
13 1 61610 11 000	0424	01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 123 195	3 828 244	2 294 951
13 1 61620 11 000	0424	01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	7 437 452	7 357 560	79 892
13 2 63210 11 000	0424	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0
<b>028</b>	<b>DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE MWARO</b>		<b>161 969 997</b>	<b>176 287 246</b>	<b>-14 317 249</b>
14 1 61110 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	67 818 904	30 981 782	36 837 122
14 1 61140 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	9 416 832	5 002 752	4 414 080
14 1 61160 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 392 000	480 000	912 000
14 1 61210 11 000	0424	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	51 534 936	45 525 581	6 009 355
14 1 61240 11 000	0424	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	16 494 720	14 171 520	2 323 200
14 1 61260 11 000	0424	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 250 000	5 722 000	-3 472 000
14 1 61320 0424		01 DIRECTION PROVINCIALE MWARO	0	66 252 490	-66 252 490
14 1 61610 11 000	0424	01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 070 252	2 974 251	4 096 001
14 1 61620 11 000	0424	01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	4 377 753	3 562 270	815 483
14 2 63210 11 000	0424	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
029	<b>DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE NGOZI</b>		<b>301 520 573</b>	<b>307 933 308</b>	<b>-6 412 735</b>
15	1 61110 11 000	0428 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	101 851 815	30 528 161	71 323 654
15	1 61140 11 000	0428 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	12 370 464	5 232 864	7 137 600
15	1 61160 11 000	0428 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 800 000	360 000	1 440 000
15	1 61210 11 000	0428 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	114 452 903	112 128 234	2 324 669
15	1 61240 11 000	0428 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	35 080 320	34 731 840	348 480
15	1 61260 11 000	0428 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	13 980 000	14 640 000	-660 000
15	1 61320 0428	01 DIRECTION PROVINCIALE NGOZI ET CAPRINS NGOZI	0	96 617 118	-96 617 118
15	1 61610 11 000	0428 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 889 646	2 930 703	7 958 943
15	1 61620 11 000	0428 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 480 825	9 149 788	331 037
15	2 63210 11 000	0428 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0
030	<b>DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE RUTANA</b>		<b>222 139 316</b>	<b>218 108 667</b>	<b>4 030 649</b>
16	1 61110 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	101 279 307	41 513 375	59 765 932
16	1 61140 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	14 181 144	7 476 024	6 705 120
16	1 61160 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 942 000	718 000	1 224 000
16	1 61210 11 000	0424 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	61 671 593	62 188 682	-517 089
16	1 61240 11 000	0424 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	19 398 720	18 701 760	696 960
16	1 61260 11 000	0424 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	5 976 000	6 780 000	-804 000
16	1 61320 0424	01 DIRECTION PROVINCIALE RUTANA	0	69 986 700	-69 986 700
16	1 61610 11 000	0424 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 654 623	3 985 284	6 669 339
16	1 61620 11 000	0424 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	5 421 329	5 144 242	277 087
16	2 63210 11 000	0424 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0
031	<b>DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE RUYIGI</b>		<b>256 000 811</b>	<b>224 293 870</b>	<b>31 706 941</b>
17	1 61110 11 000	0428 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	107 428 574	28 963 426	78 465 148
17	1 61140 11 000	0428 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	15 887 508	6 735 828	9 151 680
17	1 61160 11 000	0428 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 268 000	516 000	1 752 000
17	1 61210 11 000	0428 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	77 234 548	69 953 296	7 281 252
17	1 61240 11 000	0428 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	22 883 520	20 908 800	1 974 720
17	1 61260 11 000	0428 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	10 200 000	10 200 000	0
17	1 61320 0428	01 DIRECTION PROVINCIALE RUYIGI	0	76 819 035	-76 819 035
17	1 61610 11 000	0428 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 540 780	2 780 489	8 760 291
17	1 61620 11 000	0428 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	6 943 281	5 802 396	1 140 885
17	2 63210 11 000	0428 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>032</b>	<b>DIRECTION DU GENIE RURALE</b>		<b>136 647 486</b>	<b>69 614 089</b>	<b>67 033 397</b>
00	1 61110 0421	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	0	53 264 066	-53 264 066
17	1 61110 11 000	0428 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	100 958 096	0	100 958 096
00	1 61140 0421	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	0	8 498 673	-8 498 673
17	1 61140 11 000	0428 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	13 965 393	0	13 965 393
00	1 61160 0421	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	0	938 000	-938 000
17	1 61160 11 000	0428 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 658 000	0	1 658 000
17	1 61210 11 000	0428 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 767 400	0	3 767 400
17	1 61240 11 000	0428 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	1 626 240	0	1 626 240
17	1 61260 11 000	0428 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	936 000	0	936 000
00	1 61610 0421	01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	0	5 113 350	-5 113 350
17	1 61610 11 000	0428 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 540 780	0	11 540 780
17	1 61620 11 000	0428 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	395 577	0	395 577
00	2 63210 0421	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	1 800 000	-1 800 000
17	2 63210 11 000	0428 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 800 000	0	1 800 000
<b>033</b>	<b>ORGANISATION DES PRODUCTIONS AGRICOLES</b>		<b>7 125 693</b>	<b>0</b>	<b>7 125 693</b>
00	1 61110 11 000	0421 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	3 993 953	0	3 993 953
00	1 61140 11 000	0421 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	700 320	0	700 320
00	1 61160 11 000	0421 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000	0	48 000
00	1 61610 11 000	0421 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	383 420	0	383 420
00	2 63210 11 000	0421 01 ACHAT MATERIELS ET FOURNITURES DE BUREAU	2 000 000	0	2 000 000
<b>501</b>			<b>0</b>	<b>33 347 661</b>	<b>-33 347 661</b>
00	4 21430 0427	01 CENTRE D'APPUI A L'INSEMINATION ARTIFICIELLE	0	33 347 661	-33 347 661
<b>505</b>	<b>PROJET PRODAP</b>		<b>20 260 000</b>	<b>0</b>	<b>20 260 000</b>
00	4 27100 11 000	0421 01 CONTREPARTIE AU PROJET PRODAP	20 260 000	0	20 260 000
<b>506</b>	<b>PROJET PARSE</b>		<b>60 350 850</b>	<b>60 350 850</b>	<b>0</b>
00	4 27100 11 000	0421 01 CONTREPARTIE AU PROJET PARSE	60 350 850	60 350 850	0
<b>507</b>	<b>PROJET D' AMENAGEMENT DU BASSIN DE LA KAGERA</b>		<b>102 950 000</b>	<b>112 500 000</b>	<b>-9 550 000</b>
00	4 27100 11 000	0421 01 CONTREPARTIE AU PROJET D'AMENAGEMENT DU BASSIN DE LA KAGERA	102 950 000	112 500 000	-9 550 000
<b>508</b>	<b>PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES" PRODEFI"</b>		<b>137 500 000</b>	<b>72 450 000</b>	<b>65 050 000</b>
00	4 27100 11 000	0421 01 CONTREPARTIE AU PROJET PRODAP	137 500 000	72 450 000	65 050 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
509		SYSTEME D' INFORMATION SUR LES PRIX DES PRDUIITS AGRICOLES " SIP"	0	22 050 000	-22 050 000
00 4 27100 11 000	0421 01	CONTREPARTIE AU SYSTEME D'INFORMATION SUR LES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES "SIP"	0	22 050 000	-22 050 000
510		DEVELOPPEMENT D'HORTICULTURE URBAINE ET PERI-URBAINE AU BURUNDI	62 900 000	62 974 800	-74 800
00 4 27100 11 000	0421 01	CONTREPARTIE AU PROJET D' APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L' HORTICULTURE	62 900 000	62 974 800	-74 800
511		PAIOSA	97 020 000	97 020 000	0
00 4 27100 11 000	0421 01	CONTREPARTIE PAIOSA	97 020 000	97 020 000	0
512		PROJET D'APPUI AUX INFRASTRUCTURES RURALES DE BUGESERA	119 000 000	0	119 000 000
00 4 27100 11 000	0414 01	CONTREPARTIE AU PROJET D'APPUI AUX INFRASTRUCTURES RURALES DE BUGESERA	119 000 000	0	119 000 000
513		PROJET ENQUETE NATIONALE AGRICOLE DU BURUNDI	500 000 000	0	500 000 000
00 4 27100 11 000	0424 01	CONTREPARTIE ENQUETE NATIONALE AGRICOLE AU BURUNDI	500 000 000	0	500 000 000
519		PROJET PROSANUT	22 000 000	0	22 000 000
00 4 27100 11 000	0421 01	CONTREPARTIE AU PROJET PROSANUT	22 000 000	0	22 000 000
<b>41</b>		<b>MINISTERE DU COMMERCE , DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DU TOURISME</b>	<b>2 573 206 611</b>	<b>2 537 805 533</b>	<b>35 401 078</b>
001		CABINET	2 160 055 671	2 149 363 365	10 692 306
00 1 61110 11 000	0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	37 623 880	43 125 735	-5 501 855
00 1 61140 11 000	0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	9 782 570	11 140 644	-1 358 074
00 1 61160 11 000	0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 003 077	312 000	1 691 077
00 1 61210 11 000	0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 757 214	2 050 650	-293 436
00 1 61240 11 000	0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 061 760	1 198 320	-136 560
00 1 61260 11 000	0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	288 000	348 000	-60 000
00 1 61610 11 000	0471 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 219 102	4 140 071	-920 969
00 1 61620 11 000	0471 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	124 466	145 278	-20 812
00 2 62140 11 000	0471 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	13 725 000	13 725 000	0
00 2 62230 11 000	0471 01	CONFERENCE REGIONALE SUR LE TOURISME	110 000 000	0	110 000 000
00 2 62320 11 000	0471 01	FRAIS POSTAUX , COMMUNIQES ET PUBLICATIONS	19 080 000	7 653 900	11 426 100
00 2 62330 11 000	0471 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	14 124 043	14 124 043	0
00 2 62360 11 000	0471 01	ABONNEMENT A L' INTERNET	20 000 000	20 000 000	0
00 2 62550 11 000	0471 01	ENTRETIEN DU CHARROI	2 870 400	2 870 400	0
00 2 62580 11 000	0471 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	18 150 000	18 150 000	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 2 63120 11 000	0471 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	13 060 320	13 060 320	0
00 2 63210 11 000	0471 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	18 000 000	44 520 072	-26 520 072
00 4 21380 11 000	0474 01	REHABILITATION DES SITES TOURISTIQUES ( KARERA ET RUVUBU)	208 600 000	208 600 000	0
00 4 21380 11 000	0472 03	REHABILITATION DU LABORATOIRE DE MICROBIOLOGIE BBN	17 652 944	86 848 000	-69 195 056
00 4 21380 11 000	0491 04	REHABILITATION DU LABORATOIRE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION DU BBN	35 947 012	105 000 000	-69 052 988
00 4 21430 11 000	0476 01	CONTREPARTIE ARTISANALE DE KAYANZA	26 454 684	23 169 260	3 285 424
00 4 26800 11 000	0414 01	CONTRIBUTION CADRE INTEGRE RENFORCE	70 000 000	70 000 000	0
00 7 66110 11 000	0471 01	ENCADREMENT OPERATEURS ECONOMIQUES	226 548 166	249 228 851	-22 680 685
00 7 66110 11 000	0471 02	APPUI A LA CHAMBRE FEDERALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	58 902 523	117 000 000	-58 097 477
00 7 66110 11 000	0471 03	SECRETARIAT PERMANENT CADRE DE DIALOGUE	119 790 448	142 136 353	-22 345 905
00 7 66110 11 000	0471 04	BUREAU DE NORMALISATION ET DE CONTROLE DE LA QUALITE	387 134 374	402 711 359	-15 576 985
00 7 66110 11 000	0474 05	MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DU TOURISME	141 366 055	156 000 000	-14 633 945
00 7 66110 11 024	0474 01	SUBSIDES A L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME	543 715 598	357 301 625	186 413 973
00 7 66200 11 888	0471 01	CENTRE D'EXPOSITION VENTE POUR LA PROMOTION DE L'ARTISANAT ET DU COMMERCE	18 846 727	18 243 600	603 127
00 7 66480 11 889	0471 01	CENTRE DE PROMOTION ARTISANALE DE KAMENGE (C.P.A.)	20 227 308	16 559 884	3 667 424
<b>002</b>	<b>DIRECTION GENERALE DU COMMERCE</b>		<b>16 413 299</b>	<b>15 289 300</b>	<b>1 123 999</b>
00 1 61110 11 000	0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 375 875	7 944 286	431 589
00 1 61140 11 000	0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 766 880	2 480 148	-713 268
00 1 61160 11 000	0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	432 000	168 000	264 000
00 1 61210 11 000	0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 226 251	1 226 251	0
00 1 61240 11 000	0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	774 384	774 384	0
00 1 61260 11 000	0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	156 000	144 000	12 000
00 1 61610 11 000	0471 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	749 290	762 651	-13 361
00 1 61620 11 000	0471 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	107 069	103 950	3 119
00 2 63210 11 000	0471 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 825 550	1 685 630	1 139 920
<b>003</b>	<b>DIRECTION DU COMMERCE INTERIEUR</b>		<b>65 963 163</b>	<b>65 898 365</b>	<b>64 798</b>
00 1 61110 11 000	0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	37 359 647	41 754 023	-4 394 376
00 1 61140 11 000	0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 193 050	12 689 328	-1 496 278
00 1 61160 11 000	0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	184 800	792 000	-607 200
00 1 61210 11 000	0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 129 654	1 313 914	-184 260
00 1 61240 11 000	0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	702 240	882 000	-179 760
00 1 61260 11 000	0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	240 000	240 000	0
00 1 61610 11 000	0471 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 040 023	4 008 386	31 637



			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence	
00	1 61620 11 000	0471 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	77 958	85 670	-7 712
00	2 63210 11 000	0471 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	11 035 791	4 133 044	6 902 747
<b>004</b>	<b>DIRECTION DU COMMERCE EXTERIEUR</b>		<b>66 578 996</b>	<b>53 733 065</b>	<b>12 845 931</b>	
00	1 61110 11 000	0472 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 088 611	24 640 472	1 448 139
00	1 61110 11 000	0472 02	PROMOTION, DOCUMENTATION ET INFORMATION COMMERCIALE	22 500 000	15 000 000	7 500 000
00	1 61140 11 000	0472 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	8 108 300	7 154 964	953 336
00	1 61160 11 000	0472 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	523 636	168 000	355 636
00	1 61210 11 000	0472 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	582 051	572 088	9 963
00	1 61240 11 000	0472 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	316 320	316 320	0
00	1 61260 11 000	0472 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	120 000	120 000	0
00	1 61610 11 000	0472 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 577 293	2 365 485	211 808
00	1 61620 11 000	0472 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	41 046	39 851	1 195
00	2 63210 11 000	0472 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	5 721 739	3 355 885	2 365 854
<b>005</b>	<b>DIRECTIDN GENERALE DE L'INDUSTRIE</b>		<b>25 980 172</b>	<b>36 663 660</b>	<b>-10 683 488</b>	
00	1 61110 11 000	0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 358 091	13 532 897	-2 174 806
00	1 61140 11 000	0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 742 976	3 091 716	651 260
00	1 61160 11 000	0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	106 667	60 000	46 667
00	1 61210 11 000	0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	269 025	649 388	-380 363
00	1 61240 11 000	0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CDNTRATS	158 160	421 920	-263 760
00	1 61260 11 000	0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	120 000	120 000	0
00	1 61610 11 000	0441 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 104 494	1 299 158	-194 664
00	1 61620 11 000	0441 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	17 883	49 127	-31 244
00	2 62380 11 000	0491 01	DISSEMINATION DE LA LOI SUR LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	4 036 500	15 462 600	-11 426 100
00	2 63210 11 000	0441 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	5 066 376	1 976 854	3 089 522
<b>006</b>	<b>DIRECTION DE L'INDUSTRIE</b>		<b>31 653 183</b>	<b>23 171 925</b>	<b>8 481 258</b>	
00	1 61110 11 000	0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 389 741	15 267 969	3 121 772
00	1 61140 11 000	0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	5 616 324	3 772 560	1 843 764
00	1 61160 11 000	0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	405 000	96 000	309 000
00	1 61210 11 000	0441 01	REMUNERATIONS DIRECTE DE BASE S/CONTRATS	205 680	203 183	2 497
00	1 61240 11 000	0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	179 760	179 760	0
00	1 61260 11 000	0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALE S/CONTRATS	36 000	0	36 000
00	1 61610 11 000	0441 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 931 996	1 465 725	466 271
00	1 61620 11 000	0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 283	9 982	301
00	2 63210 11 000	0441 01	ACHAT MATERIEL ET FDURNITURES DE BUREAU	4 878 399	2 176 746	2 701 653

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>007</b>	<b>DIRECTION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET DDCUMENTATION</b>		<b>23 467 959</b>	<b>22 365 517</b>	<b>1 102 442</b>
00	1 61110 11 000	0441 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 026 438	13 655 784	370 654
00	1 61140 11 000	0441 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 178 123	3 960 228	-782 105
00	1 61160 11 000	0441 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	336 000	132 000	204 000
00	1 61210 11 000	0441 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	405 936	397 606	8 330
00	1 61240 11 000	0441 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	239 760	227 760	12 000
00	1 61260 11 000	0441 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000	36 000	0
00	1 61610 11 000	0441 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 516 806	1 310 955	205 851
00	1 61620 11 000	0441 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	34 312	33 313	999
00	2 63210 11 000	0441 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	3 694 584	2 611 871	1 082 713
<b>008</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE L' ARTISANAT</b>		<b>57 637 766</b>	<b>60 313 804</b>	<b>-2 676 038</b>
00	1 61110 11 000	0476 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	37 199 730	38 713 451	-1 513 721
00	1 61140 11 000	0476 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	10 695 502	12 985 720	-2 290 218
00	1 61160 11 000	0476 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	528 000	372 000	156 000
00	1 61210 11 000	0476 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 270 480	1 993 250	-722 770
00	1 61240 11 000	0476 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	812 400	1 191 120	-378 720
00	1 61260 11 000	0476 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	168 000	348 000	-180 000
00	1 61610 11 000	0476 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SDCIALE S/STATUTS	3 803 486	3 716 491	86 995
00	1 61620 11 000	0476 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SDCIALE S/CONTRATS	80 458	138 390	-57 932
00	2 63210 11 000	0476 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	3 079 710	855 382	2 224 328
<b>009</b>	<b>DIRECTION DE LA RECHERCHE ET VULGARISATION DES TECHNOLOGIES</b>		<b>15 966 501</b>	<b>14 023 502</b>	<b>1 942 999</b>
00	1 61110 11 000	0465 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 399 803	8 255 468	144 335
00	1 61140 11 000	0465 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 214 337	3 169 704	44 633
00	1 61160 11 000	0465 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	257 143	108 000	149 143
00	1 61210 11 000	0465 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	995 743	798 153	197 590
00	1 61240 11 000	0465 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CDNTRATS	372 144	372 144	0
00	1 61260 11 000	0465 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000	0	48 000
00	1 61610 11 000	0465 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SDCIALE S/STATUTS	995 745	792 525	203 220
00	1 61620 11 000	0465 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	68 986	66 978	2 008
00	2 63210 11 000	0465 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	460 530	1 154 070
<b>010</b>	<b>DIRECTION DE LA PRODUCTION ARTISANALE</b>		<b>11 289 901</b>	<b>9 881 030</b>	<b>1 408 871</b>
00	1 61110 11 000	0476 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 607 546	6 169 777	437 769
00	1 61140 11 000	0476 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 647 686	1 051 884	595 802

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61160 11 000	0476 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000	24 000	120 000
00	1 61210 11 000	0476 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	396 468	254 205	142 263
00	1 61240 11 000	0476 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	157 296	158 160	-864
00	1 61260 11 000	0476 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000	0	36 000
00	1 61610 11 000	0476 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	669 717	592 299	77 418
00	1 61620 11 000	0476 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 588	16 105	483
00	2 63210 11 000	0476 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 614 600	1 614 600	0
501		<b>CONSTRUCTION D'UN CENTRE D'EXPOSITION VENTE</b>	<b>10 000 000</b>	<b>15 750 000</b>	<b>-5 750 000</b>
00	4 27100 11 000	0414 02 CONTREPARTIE CONSTRUCTION D'UN CENTRE D'EXPOSITION VENTE	10 000 000	15 750 000	-5 750 000
505		<b>BURUNDI BUSINESS INCUBATOR (BBIN)</b>	<b>88 200 000</b>	<b>71 352 000</b>	<b>16 848 000</b>
00	4 27100 11 000	0414 01 CONTREPARTIE EQUIPEMENT AU BBN	88 200 000	71 352 000	16 848 000
<b>42</b>	<b>MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES</b>		<b><u>22 458 890 017</u></b>	<b><u>24 898 766 965</u></b>	<b><u>-2 439 876 948</u></b>
001		<b>CABINET</b>	<b>21 488 527 614</b>	<b>24 233 244 631</b>	<b>-2 744 717 017</b>
00	1 61110 11 000	0436 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	29 877 148	28 772 952	1 104 196
00	1 61140 11 000	0436 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	5 176 068	6 786 660	-1 610 592
00	1 61160 11 000	0436 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	105 000	408 000	-303 000
00	1 61210 11 000	0436 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 064 328	2 081 602	-1 017 274
00	1 61240 11 000	0436 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	572 640	1 080 960	-508 320
00	1 61260 11 000	0436 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	120 000	372 000	-252 000
00	1 61610 11 000	0436 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 614 482	28 354 139	-24 739 657
00	1 61620 11 000	0436 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	70 197	163 392	-93 195
00	2 62140 11 000	0436 01 MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	15 250 000	36 738 128	-21 488 128
00	2 62160 11 000	0436 01 ENCADREMENT D'EXPLOITATION ARTISANALES DE SUBSTANCES MINERALES	19 740 000	19 740 000	0
00	2 62320 11 000	0436 01 FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	172 800	172 800	0
00	2 62330 11 000	0436 01 FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	7 261 398	7 261 398	0
00	2 62510 11 000	0436 01 ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	799 227	799 227	0
00	2 62550 11 000	0436 01 ENTRETIEN DU CHARROI	1 600 000	3 200 000	-1 600 000
00	2 62580 11 000	0436 01 ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES DE BUREAU	3 616 704	3 616 704	0
00	2 62580 11 000	0436 02 DESTRUCTION DES PRODUITS CHIMIQUES PERIMES DE LACA	172 000 000	172 000 000	0
00	2 63120 11 000	0436 01 ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	7 020 000	13 060 320	-6 040 320
00	2 63180 11 000	0436 01 APPUI A LA DIRECTION GENERALE DE LA GEOLOGIE	45 000 000	45 000 000	0
00	2 63210 11 000	0436 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	3 582 864	3 582 864	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 2 63510 11 000	0436 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	4 520 880	4 520 880	0
00 4 20110 11 000	0434 01	REALISATION DES ETUDES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE THERMIQUE DE LA TOURBE (20 MW)	0	12 000 000	-12 000 000
00 4 20110 11 000	0436 02	FRAIS D' ETUDES DE FAISABILITE DES PROJETS HYDROELECTRIQUES ET AEP DIVERS	0	0	0
00 4 20110 11 000	0436 03	FRAIS D' ETUDES, COLLECTE DES DONNEES ET ELABORATION DES BILANS ENERGETIQUES DE FAISABILITE DES PROJETS HYDROELECTRIQUES ET AEP DIVERS	10 000 000	0	10 000 000
00 4 21110 11 000	0436 01	INDEMNISATIONS DIVERSES	910 000 000	910 000 000	0
00 4 21110 11 000	0436 02	INDEMNISATION JJI ET MULEMBWE	0	0	0
00 4 21120 11 000	0414 01	PROJET DE TRACABILITE DES MINERAIS AU BURUNDI	150 000 000	150 000 000	0
00 4 21220 11 000	0434 01	ELECTRIFICATION PAR ENERGIE SOLAIRE PHOTOVOLTAIQUE DE LA VILLE DE BUJUMBURA	0	0	0
00 4 21280 11 000	0436 04	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES d'ASSAINISSEMENT DE BASE DANS LES LIEUX PUBLICS	0	0	0
00 4 21320 11 000	0661 01	ACQUISITION DES TUYAUX ET ACCESSOIRES POUR DES RESEAUX D'AEP	850 213 518	805 213 518	45 000 000
00 4 21320 11 000	0423 04	APPUI A LA MAITRISE D'OUVRAGE COMMUNAL EN MATIERE DE LA PLANIFICATION ET GESTION PROFESSIONNELLE DES OUVRAGES D'AEP	86 840 033	86 840 033	0
00 4 21320 11 000	0428 05	CONSTRUCTION D'ADDUCTION D'EAU POTABLE	0	0	0
00 4 21320 11 000	0428 06	CONSTRUCTION , REHABILITATION ET EXTENSION DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES SIMPLES ( GUICHET EAU)	100 000 000	0	100 000 000
00 4 21340 11 000	0434 01	REHABILITATION ET EXTENSION DU BARRAGE DE NDURUMU A BUHINGA	334 905 566	0	334 905 566
00 4 21340 11 000	0434 02	REHABILITATION DES BARRAGES CHE RYARUSERA, KIGWENA, BITEZI ET NYABIKERE	0	177 759 549	-177 759 549
00 4 21370 11 000	0434 01	ELECTRIFICATION DE CHE MPANDA 10.4MW(Y COMPRIS LES INDEMNISATIONS)	7 600 000 000	9 145 565 205	-1 545 565 205
00 4 21370 11 000	0434 02	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES MICROCENTRALES HYDROELECTRIQUES	150 000 000	350 000 000	-200 000 000
00 4 21370 11 000	0434 03	ELECTRIFICATION DES 3 STATIONS DE POMPAGE D'EAU POTABLE(BUGABIRA, RUSUMU, CAMAZI ET MPINGA-KAYOVE )	100 000 000	840 000 000	-740 000 000
00 4 21370 11 000	0434 04	ELECTRIFICATION DES CENTRES DE SANTE ET COLLEGES COMMUNAUX PAR SYSTEME SOLAIRE PHOTOVOLTAIQUE DECENTRALISE+REHABILITATION DES SYSTEMES INSTALLES	350 000 000	507 617 792	-157 617 792
00 4 21370 11 000	0434 05	CENTRALE THERMIQUE	6 500 000 000	9 171 329 425	-2 671 329 425
00 4 21370 11 000	0436 06	ACQUISITION DU MATERIEL DE RACCORDEMENT/ABER	500 000 000	0	500 000 000
00 4 21370 11 000	0436 07	ACQUISITION DES MATERIELS POUR DES RESEAUX ELECTRIQUES (RURAUX)	167 000 000	167 000 000	0
00 4 21370 11 000	0434 08	AMENAGEMENT DE LA CENTRALE SOLAIRES DE 20 MW A BUBANZA ET GITEGA	20 000 000	0	20 000 000
00 4 21370 11 000	0434 09	ELECTRIFICATION DES CENTRES DU PAYS	1 020 000 000	0	1 020 000 000
00 4 21380 11 000	0436 01	RACCORDEMENT EN EAU ET ELECTRICITE HOPITAL KARUZI	150 000 000	150 000 000	0
00 4 21380 11 000	0436 02	AEP ET RACCORDEMENT ELECTRIQUE DU SITE DU PALAIS PRESIDENTIEL	900 000 000	96 192 656	803 807 344

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 4 21380 11 000	0434	03 AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE COMMUNAUTAIRE DE NTAKURA SUR LA KANYARU (RWANDA-BURUNDI)	35 000 000	0	35 000 000
00 4 21380 11 000	0436	04 AEP( RECEPTIDN DEFENITIVE)	65 000 000	0	65 000 000
00 4 21380 11 000	0436	05 CONSTRUCTION , REHABILITATION ET EXTENSIDN DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES SIMPLES PLANIFIEES DANS LE PCDC	0	0	0
00 4 21380 11 000	0436	06 REHABILITATION,EXTENSION ET CONSTRUCTION DES INSTALLATIONS A BIOGAZ DES COLLECTIVITES PUBLIQUES	0	0	0
00 4 21480 11 000	0631	01 PROCESSUS D'ACCREDITATION ET DE CERTIFICATION (EQUIPEMENT CONFORME A L'EAC)	105 000 000	150 000 000	-45 000 000
00 7 66110 11 000	0436	01 DIFFUSION DE LA COLLECTE DES EAUX DE PLUIE	4 984 060	7 518 000	-2 533 940
00 7 66110 11 000	0631	02 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU LABORATOIRE DE CONTROLE	181 414 999	186 180 765	-4 765 766
00 7 66110 11 000	0423	03 SUBSIDES A L'AGENCE BURUNDAISE DE L'HYDRAULIQUE RURALE ( AHR)	447 386 245	516 406 988	-69 020 743
00 7 66110 11 000	0436	04 SUBSIDES A L'AGENCE BURUNDAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ABER)	410 166 618	411 628 614	-1 461 996
00 7 66110 11 000	0434	07 AGENCE DE CONTROLE ET DE REGULATION DU SECTEUR D'EAU POTABLE ET D'ELECTRICITE(ACR)	12 203 298	0	12 203 298
00 7 66200 11 000	0436	01 CONTREPARTIE AU CODE MINIER ET PETROLIER	0	3 466 560	-3 466 560
00 7 66200 11 000	0436	02 PLAN DIRECTEUR NATIONAL DE L'EAU	7 249 541	10 813 500	-3 563 959
<b>002</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE LA GEOLOGIE ET DES MINES</b>		<b>64 763 660</b>	<b>73 809 510</b>	<b>-9 045 850</b>
00 1 61110 11 000	0436	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 202 384	14 705 256	1 497 128
00 1 61140 11 000	0436	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 498 468	3 509 844	-11 376
00 1 61160 11 000	0436	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	94 000	348 000	-254 000
00 1 61210 11 000	0436	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 257 406	3 364 672	-2 107 266
00 1 61240 11 000	0436	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	464 640	1 139 940	-675 300
00 1 61260 11 000	0436	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000	432 000	-336 000
00 1 61610 11 000	0436	01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 613 102	1 369 936	243 166
00 1 61620 11 000	0436	01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CDNTRATS	93 289	274 161	-180 872
00 2 63210 11 000	0436	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	665 701	665 701	0
00 7 66110 11 000	0436	01 DEPENSES RELATIVES A LA RECHERCHE MINIERE	40 778 670	48 000 000	-7 221 330
<b>003</b>	<b>DIRECTION DE LA GEOLOGIE</b>		<b>125 722 741</b>	<b>126 586 065</b>	<b>-863 324</b>
00 1 61110 11 000	0436	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	62 333 902	60 478 200	1 855 702
00 1 61140 11 000	0436	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 704 992	11 698 740	6 252
00 1 61160 11 000	0436	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	408 000	660 000	-252 000
00 1 61210 11 000	0436	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 659 672	7 338 837	-2 679 165
00 1 61240 11 000	0436	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 462 088	2 324 100	137 988
00 1 61260 11 000	0436	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	360 000	624 000	-264 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence	
00	1 61340 11 000	0436 01	REMUNERATION DU PERSONNEL JOURNALIER	35 540 000	35 540 000	0
00	1 61610 11 000	0436 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 542 746	5 946 948	595 798
00	1 61620 11 000	0436 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	400 761	664 660	-263 899
00	2 63210 11 000	0436 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 310 580	1 310 580	0
<b>004</b>	<b>DIRECTION DES MINES ET CARRIERES</b>					
			<b>69 922 600</b>	<b>67 283 312</b>	<b>2 639 288</b>	
00	1 61110 11 000	0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	36 275 910	31 279 380	4 996 530
00	1 61140 11 000	0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	5 247 696	7 076 448	-1 828 752
00	1 61160 11 000	0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000	696 000	-564 000
00	1 61210 11 000	0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 830 956	4 061 031	-230 075
00	1 61240 11 000	0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 469 196	1 829 916	-360 720
00	1 61260 11 000	0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	384 000	408 000	-24 000
00	1 61340 11 000	0441 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL JOURNALIER	17 496 000	17 496 000	0
00	1 61610 11 000	0441 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 969 827	3 320 713	649 114
00	1 61620 11 000	0441 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	344 515	343 324	1 191
00	2 63210 11 000	0441 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	772 500	772 500	0
<b>005</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE</b>					
			<b>21 094 452</b>	<b>0</b>	<b>21 094 452</b>	
00	1 61110 11 000	0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 949 678	0	11 949 678
00	1 61140 11 000	0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 362 952	0	3 362 952
00	1 61160 11 000	0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000	0	60 000
00	1 61210 11 000	0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 275 917	0	2 275 917
00	1 61240 11 000	0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 045 440	0	1 045 440
00	1 61260 11 000	0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	504 000	0	504 000
00	1 61610 11 000	0441 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 152 955	0	1 152 955
00	1 61620 11 000	0441 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	143 510	0	143 510
00	2 63210 11 000	0441 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	600 000	0	600 000
<b>006</b>	<b>DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DES ETUDES DES PROJETS ELECTRIQUES</b>					
			<b>10 758 425</b>	<b>16 197 071</b>	<b>-5 438 646</b>	
00	1 61110 11 000	0423 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 153 246	11 791 680	-3 638 434
00	1 61140 11 000	0423 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	780 800	2 303 748	-1 522 948
00	1 61160 11 000	0423 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000	108 000	-36 000
00	1 61210 11 000	0423 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	263 183	264 686	-1 503
00	1 61240 11 000	0423 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	116 160	116 160	0
00	1 61260 11 000	0423 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000	96 000	-48 000
00	1 61610 11 000	0423 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	715 054	1 163 635	-448 581
00	1 61620 11 000	0423 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 982	17 362	-7 380

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	2 63210 11 000	0423 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	600 000	335 800	264 200
<b>007</b>	<b>DIRECTION CHARGEE DES STATISTIQUES ET DES BILANS ENERGETIQUES</b>		<b>13 789 557</b>	<b>15 843 716</b>	<b>-2 054 159</b>
00	1 61110 11 000	0436 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 110 465	8 315 664	794 801
00	1 61140 11 000	0436 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 500 800	1 265 040	1 235 760
00	1 61160 11 000	0436 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000	72 000	24 000
00	1 61210 11 000	0436 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	494 703	2 945 553	-2 450 850
00	1 61240 11 000	0436 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	272 160	1 161 600	-889 440
00	1 61260 11 000	0436 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000	744 000	-684 000
00	1 61610 11 000	0436 01 CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	889 065	794 593	94 472
00	1 61620 11 000	0436 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	30 564	209 466	-178 902
00	2 63210 11 000	0436 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	335 800	335 800	0
<b>008</b>	<b>DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES DE L'ASSAINISSEMENT DE BASE</b>		<b>19 014 040</b>	<b>10 509 280</b>	<b>8 504 760</b>
00	1 61110 0436	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	0	6 872 880	-6 872 880
00	1 61110 11 000	0661 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 591 314	0	13 591 314
00	1 61140 0436	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	0	1 286 244	-1 286 244
00	1 61140 11 000	0661 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 148 872	0	3 148 872
00	1 61160 0436	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	0	120 000	-120 000
00	1 61160 11 000	0661 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000	0	60 000
00	1 61210 0436	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	712 708	-712 708
00	1 61210 11 000	0661 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	208 520	0	208 520
00	1 61240 0436	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	0	388 320	-388 320
00	1 61240 11 000	0661 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	116 160	0	116 160
00	1 61260 0436	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	60 000	-60 000
00	1 61260 11 000	0661 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000	0	60 000
00	1 61610 0436	01 CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	0	676 603	-676 603
00	1 61610 11 000	0661 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 482 784	0	1 482 784
00	1 61620 0436	01 CONTRIB. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	56 725	-56 725
00	1 61620 11 000	0661 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 590	0	10 590
00	2 63210 11 000	0436 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	335 800	335 800	0
<b>009</b>	<b>DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DES ETUDES DES PROJETS HYDRAULIQUES</b>		<b>9 008 284</b>	<b>15 185 916</b>	<b>-6 177 632</b>
00	1 61110 0661	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	0	11 137 596	-11 137 596
00	1 61110 11 000	0661 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 007 322	0	6 007 322
00	1 61120 0661	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	205 680	-205 680

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61140 0661	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	0	1 964 064	-1 964 064
00	1 61140 11 000 0661	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 362 612	0	1 362 612
00	1 61160 0661	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	0	132 000	-132 000
00	1 61160 11 000 0661	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000	0	48 000
00	1 61210 11 000 0661	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	203 183	0	203 183
00	1 61240 0661	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	0	116 160	-116 160
00	1 61240 11 000 0661	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	116 160	0	116 160
00	1 61240 11 000 0661	02 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000	0	72 000
00	1 61260 0661	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	60 000	-60 000
00	1 61610 0661	01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	0	1 189 664	-1 189 664
00	1 61610 11 000 0661	01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	589 025	0	589 025
00	1 61620 0661	01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	48 352	-48 352
00	1 61620 11 000 0661	01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 982	0	9 982
00	2 63210 0661	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	332 400	-332 400
00	2 63210 11 000 0661	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	600 000	0	600 000
010	<b>DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DES ETUDES DES PROJETS D'ASSAINISSEMENT DE BASE</b>		<b>9 038 644</b>	<b>10 166 118</b>	<b>-1 127 474</b>
00	1 61110 0661	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	0	7 292 604	-7 292 604
00	1 61110 11 000 0661	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 077 753	0	6 077 753
00	1 61140 0661	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	0	1 222 464	-1 222 464
00	1 61140 11 000 0661	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 346 280	0	1 346 280
00	1 61160 0661	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	0	60 000	-60 000
00	1 61160 11 000 0661	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000	0	72 000
00	1 61210 0661	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	342 076	-342 076
00	1 61210 11 000 0661	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	203 183	0	203 183
00	1 61240 0661	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	0	116 160	-116 160
00	1 61240 0661	02 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	72 000	-72 000
00	1 61240 11 000 0661	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	116 160	0	116 160
00	1 61240 11 000 0661	02 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	48 000	0	48 000
00	1 61610 0661	01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	0	701 765	-701 765
00	1 61610 11 000 0661	01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	565 286	0	565 286
00	1 61620 0661	01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	26 649	-26 649
00	1 61620 11 000 0661	01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 982	0	9 982
00	2 63210 0661	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	332 400	-332 400
00	2 63210 11 000 0661	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	600 000	0	600 000



		Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>011</b>				
00 1 61110 0661	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	0	10 691 346	-10 691 346
00 1 61140 0661	01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	0	7 039 392	-7 039 392
00 1 61160 0661	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	0	1 794 240	-1 794 240
00 1 61210 0661	01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	60 000	-60 000
00 1 61240 0661	01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	558 249	-558 249
00 1 61240 0661	02 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	0	72 000	-72 000
00 1 61610 0661	01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	0	116 160	-116 160
00 1 61620 0661	01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	666 315	-666 315
00 2 63210 0661	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	52 590	-52 590
		0	332 400	-332 400
<b>501</b>	<b>CONTREPARTIE DU GDUVERNEMENT AUX PROJETS IDA</b>	<b>84 000 000</b>	<b>126 000 000</b>	<b>-42 000 000</b>
00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT AUX PROJETS IDA	84 000 000	126 000 000	-42 000 000
<b>502</b>	<b>CONTREPARTIE AU FINANCEMENT KFW:TROIS STATIONS DE POMPAGE</b>	<b>100 000 000</b>	<b>0</b>	<b>100 000 000</b>
00 4 27100 11 000 0434 01	CONTREPARTIE AU FINANCEMENT KFW: TROIS STATIONS DE POMPAGE	100 000 000	0	100 000 000
<b>503</b>	<b>CONTREPARTIE PROJET EAU ET ASSAINISSEMENT</b>	<b>193 250 000</b>	<b>193 250 000</b>	<b>0</b>
00 4 27100 11 000 0521 01	CONTREPARTIE PROJET EAU ET ASSAINISSEMENT	193 250 000	193 250 000	0
<b>505</b>	<b>PROJET DE PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS ET SUIVI DE L' ACCES EN AEPA FINANCE PAR GTZ</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
00 4 27100 11 000 0436 01	CONTREPARTIE AU PROJET INEA( PROJET DE PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS ET SUIVI DE L'ACCES EN AEPA FINANCE PAR GTZ	0	0	0
<b>506</b>	<b>PROJETS BAD DANS LE CADRE DU PROJET PREIHMR</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
00 4 27100 11 000 0436 01	CONTREPARTIE AUX PROJETS BAD DANS LE CADRE DU PROJET PREIHMR	0	0	0
<b>510</b>	<b>PROJET REGIONAL D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT- PHASE II</b>	<b>250 000 000</b>	<b>0</b>	<b>250 000 000</b>
00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE PROJET REGIONAL D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT- PHASE II (LVWATSAN II)	250 000 000	0	250 000 000
<b>44</b>	<b>MINISTERE DE L' EAU, DE L' ENVIRONNEMENT, DE L' AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>	<b>5 456 322 526</b>	<b>6 276 863 302</b>	<b>-820 540 776</b>
<b>001</b>	<b>CABINET</b>	<b>3 934 167 955</b>	<b>4 791 575 512</b>	<b>-857 407 557</b>
00 1 61110 0421	02 INVENTAIRE, BORNAGE ET ENREGISTREMENT DES TERRES DOMANIALES	0	0	0
00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 755 808	19 418 553	-5 662 745
00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 160 020	3 041 263	118 757

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 1 61160 11 000	0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000	248 000	-164 000
00 1 61210 11 000	0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CDNTRATS	1 882 392	2 151 751	-269 359
00 1 61240 11 000	0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CDNTRATS	855 120	971 280	-116 160
00 1 61260 11 000	0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CDNTRATS	384 000	408 000	-24 000
00 1 61320 11 000	0421 01	APPUI A LA RESTAURATION ET A LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT	31 000 000	31 000 000	0
00 1 61320 11 000	0421 02	P.S.T.P HIMO	33 598 000	31 609 624	1 988 376
00 1 61320 11 000	0421 03	APPUI AUX INVESTISSEMENTS FORESTIERS	47 390 000	46 010 000	1 380 000
00 1 61320 11 000	0421 04	APPUI A LA PROMOTION DES PLANTATIONS PERURBAINES ET AGROFORESTIERES	86 000 000	86 000 000	0
00 1 61320 11 000	0421 05	APPUI A L' AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	24 000 000	24 000 000	0
00 1 61610 11 000	0421 01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 562 200	1 374 741	187 459
00 1 61620 11 000	0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	125 087	143 010	-17 923
00 2 62120 0511	01	RENFORCEMENT DES CAPACITES ET ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA GESTION DES POP AU BURUNDI	0	10 000 000	-10 000 000
00 2 62140 11 000	0421 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	15 250 000	38 056 503	-22 806 503
00 2 62160 11 000	0421 01	PROJET D'AUTO-EVALUATION DES CAPACITES POUR LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT	14 000 000	14 000 000	0
00 2 62160 11 000	0622 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION FONCIERE NATIONALE	80 000 000	80 000 000	0
00 2 62210 0421	01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	30 134 610	-30 134 610
00 2 62320 11 000	0421 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	495 000	495 000	0
00 2 62330 11 000	0421 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	3 960 000	3 960 000	0
00 2 62360 11 000	0421 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	7 992 000	7 992 000	0
00 2 62380 11 000	0421 01	FRAIS DE GESTION FONCIERE	7 176 000	7 176 000	0
00 2 62510 11 000	0421 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	1 578 720	1 578 720	0
00 2 62510 11 000	0421 02	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	2 381 940	2 381 940	0
00 2 62550 11 000	0421 01	ENTRETIEN DU CHARROI	1 600 000	10 157 457	-8 557 457
00 2 62580 11 000	0421 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	5 328 180	5 328 180	0
00 2 63120 11 000	0421 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	7 082 400	15 804 000	-8 721 600
00 2 63180 11 015	0571 01	ACHAT DES REACTIFS (INECN)	50 000 000	0	50 000 000
00 2 63210 11 000	0421 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	50 677 709	0	50 677 709
00 4 20110 11 000	0521 01	ETUDE D'EVALUATION DES EAUX SOUTERRAINES DU BURUNDI	39 000 000	39 000 000	0
00 4 20110 11 000	0571 02	ETUDE D'AMENAGEMENT DES RIVIERES ET RAVINS	276 000 000	471 404 100	-195 404 100
00 4 21110 11 000	0622 01	EXPROPRIATION NKENGA- BUSORO	0	0	0
00 4 21110 11 000	0622 02	EXPROPRIATION TERRAINS A BATIR KARERA III ET MUSONGATI	0	206 500 000	-206 500 000
00 4 21110 11 000	0622 03	AMENAGEMENT ET EXPROPRIATION DU SITE DU PALAIS PRESIDENTIEL	200 000 000	350 000 000	-150 000 000
00 4 21110 11 000	0622 04	STRATEGIE NATIONALE DE GESTION DURABLE DES TERRES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	39 000 000	39 100 000	-100 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 4 21110 11 000	0622 05	PROGRAMME NATIONAL DE MESURAGE ET BORNAGE DES CENTRES URBAINS ET DE NEGOCES	40 000 000	49 000 000	-9 000 000
00 4 21110 11 000	0622 06	EXPROPRIATION ET INDEMNISATION KINYANKONGE	0	0	0
00 4 21110 11 000	0541 07	PROGRAMME NATIONAL DE REBOISEMENT	400 000 000	629 014 518	-229 014 518
00 4 21110 11 000	0541 08	AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS	27 686 627	27 686 627	0
00 4 21120 11 000	0541 01	REHABILITATION DES SITES DE CARRIERES	63 700 000	63 700 000	0
00 4 21280 11 000	0571 01	PROTECTION ET RESTAURATION DES ZONES HUMIDES	20 000 000	20 000 000	0
00 4 21320 11 000	0571 01	PROTECTION DES SOURCES D'EAU SELON LE CONCEPT DU PLAN GIRE(GESTION INTEGREE DES RESSOURCES)	61 810 423	81 810 423	-20 000 000
00 4 21330 11 000	0511 01	GESTION INTEGRE DES EAUX SUPERFICIELLES ET DES DECHETS SOLIDES	35 000 000	35 000 000	0
00 4 21330 11 000	0622 02	REHABILITATION ET DENSIFICATION DU RESEAU HYDROLOGIQUE NATIONAL	28 000 000	28 000 000	0
00 4 21360 11 000	0454 01	PROTECTION DE L'AEROPORT INTERNATIONAL DE BUJUMBURA PAR LA DRAGAGE DE LA RIVIERE MUTIMBUZI	86 143 004	86 143 004	0
00 4 21380 11 000	0571 01	PROTECTION DE LA RIVIERE NYABAGERE	350 000 000	350 000 000	0
00 4 21430 11 000	0622 01	EQUIPEMENT ANTENNES PROVINCIALES DE L'URBANISME	51 100 000	51 100 000	0
00 4 21480 11 000	0622 01	EQUIPEMENT ANTENNES PROVINCIALES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	63 000 000	63 000 000	0
00 7 66110 11 000	0421 01	APPUI A LA COORDINATION NATIONALE A LA COMIFAC	18 123 853	0	18 123 853
00 7 66110 11 014	0571 01	SUBSIDES A L'IGEBU	637 390 965	654 219 392	-16 828 427
00 7 66110 11 015	0571 01	SUBSIDES A L'INECN	603 066 091	627 824 852	-24 758 761
00 7 66110 11 036	0561 01	SUBSIDES AU CADASTRE NATIONAL	403 828 416	445 631 964	-41 803 548
<b>002</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>		<b>31 540 099</b>	<b>19 954 624</b>	<b>11 585 475</b>
00 161110 11 000	0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 671 577	15 988 095	7 683 482
00 161140 11 000	0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	5 503 248	1 546 905	3 956 343
00 161160 11 000	0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000	285 660	-201 660
00 161610 11 000	0421 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 281 274	1 898 902	382 372
00 263210 0421	01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	235 062	-235 062
<b>004</b>	<b>DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>		<b>20 267 368</b>	<b>20 045 302</b>	<b>222 066</b>
00 161110 11 000	0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 163 627	14 721 438	1 442 189
00 161140 11 000	0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 473 080	2 905 920	-432 840
00 161160 11 000	0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000	304 704	-208 704
00 161610 11 000	0421 01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 534 661	1 658 350	-123 689
00 263210 0421	01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	454 890	-454 890

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>005</b>	<b>DIRECTION GENERALE DES FORETS ET DE L' ENVIRONNEMENT</b>		<b>14 941 596</b>	<b>14 556 597</b>	<b>384 999</b>
00	1 61110 11 000	0571 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 895 648	11 111 970	783 678
00	1 61140 11 000	0571 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 821 600	2 003 760	-182 160
00	1 61160 11 000	0571 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000	41 897	18 103
00	1 61610 11 000	0571 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 164 348	1 211 055	-46 707
00	2 63210 0571	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	187 915	-187 915
<b>006</b>	<b>DIRECTION DES FORETS</b>		<b>200 668 163</b>	<b>202 131 152</b>	<b>-1 462 989</b>
00	1 61110 11 000	0571 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	126 828 078	119 953 135	6 874 943
00	1 61140 11 000	0571 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	21 477 612	24 216 904	-2 739 292
00	1 61160 11 000	0571 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	648 000	2 810 974	-2 162 974
00	1 61210 11 000	0571 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	13 889 910	13 463 954	425 956
00	1 61240 11 000	0571 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 575 680	5 459 520	116 160
00	1 61260 11 000	0571 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	3 912 000	4 140 000	-228 000
00	1 61610 11 000	0571 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	12 844 731	15 677 559	-2 832 828
00	1 61620 11 000	0571 01 CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	961 189	938 874	22 315
00	2 62280 11 000	0571 01 FRAIS DE SUIVI ET DE VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS	10 000 000	10 000 000	0
00	2 63210 0571	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	470 232	-470 232
00	7 66200 11 000	0571 01 APPUI A LA CREATION DES CENTRES MULTI FONCTIONNELS DE PRODUCTION DU BOIS	4 530 963	5 000 000	-469 037
<b>007</b>	<b>DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b>		<b>28 471 558</b>	<b>26 681 748</b>	<b>1 789 810</b>
00	1 61110 11 000	0571 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 062 063	14 356 087	2 705 976
00	1 61140 11 000	0571 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 615 964	2 298 144	317 820
00	1 61160 11 000	0571 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000	50 784	45 216
00	1 61610 11 000	0571 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 729 272	1 445 821	283 451
00	2 63210 0571	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	841 312	-841 312
00	7 66110 11 000	0571 01 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT	6 968 259	7 689 600	-721 341
<b>008</b>	<b>DIRECTION GENERALE DE L' URBANISME ET DE L' HABITAT</b>		<b>174 510 034</b>	<b>120 850 849</b>	<b>53 659 185</b>
00	1 61110 11 000	0661 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	140 648 190	82 990 577	57 657 613
00	1 61140 11 000	0661 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 586 644	12 577 356	3 009 288
00	1 61160 11 000	0661 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	552 000	964 896	-412 896
00	1 61210 11 000	0661 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 869 262	5 559 047	-1 689 785
00	1 61240 11 000	0661 01 INDEMNITES ET PRIMEES DE TECHNICITES S/CONTRATS	1 510 080	1 742 400	-232 320
00	1 61260 11 000	0661 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000	1 020 000	-936 000

				Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence	
00	1 61610 11 000	0661	01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	12 011 547	8 672 804	3 338 743
00	1 61620 11 000	0661	01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	248 311	451 086	-202 775
00	2 63210 0661		01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	6 872 683	-6 872 683
<b>009</b>	<b>DIRECTION DE LA PLANIFICATION URBAINE</b>			<b>21 247 449</b>	<b>24 549 221</b>	<b>-3 301 772</b>	
00	1 61110 11 000	0661	01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 561 547	15 155 370	406 177
00	1 61140 11 000	0661	01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 724 480	3 189 528	-465 048
00	1 61160 11 000	0661	01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000	355 488	-271 488
00	1 61210 11 000	0661	01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	691 845	678 681	13 164
00	1 61240 11 000	0661	01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	232 320	232 320	0
00	1 61260 11 000	0661	01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000	192 000	-48 000
00	1 61610 11 000	0661	01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 755 036	1 883 190	-128 154
00	1 61620 11 000	0661	01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	54 221	52 642	1 579
00	2 63210 0661		01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	2 810 002	-2 810 002
<b>010</b>	<b>DIRECTION DE LA GESTION URBAINE</b>			<b>32 726 698</b>	<b>36 273 937</b>	<b>-3 547 239</b>	
00	1 61110 11 000	0661	01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 625 052	23 484 978	1 140 074
00	1 61140 11 000	0661	01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 950 484	3 954 936	-4 452
00	1 61160 11 000	0661	01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000	244 000	-4 000
00	1 61210 0661		02	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	1 378 476	-1 378 476
00	1 61210 11 000	0661	01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	691 845	2 748 220	-2 056 375
00	1 61240 11 000	0661	01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	232 320	1 001 280	-768 960
00	1 61260 11 000	0661	01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000	708 000	-564 000
00	1 61610 11 000	0661	01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 788 776	2 539 461	249 315
00	1 61620 11 000	0661	01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	54 221	214 586	-160 365
<b>011</b>	<b>DIRECTION DE L' HABITAT</b>			<b>43 379 030</b>	<b>46 068 700</b>	<b>-2 689 670</b>	
00	1 61110 11 000	0661	01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 512 759	26 328 718	1 184 041
00	1 61140 11 000	0661	01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	6 092 784	6 026 772	66 012
00	1 61160 11 000	0661	01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000	571 320	-487 320
00	1 61210 11 000	0661	01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 420 760	5 669 039	-1 248 279
00	1 61240 11 000	0661	01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 193 280	1 109 280	84 000
00	1 61260 11 000	0661	01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	300 000	480 000	-180 000
00	1 61610 11 000	0661	01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 432 156	3 098 443	333 713
00	1 61620 11 000	0661	01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	343 291	521 885	-178 594
00	2 63210 0661		01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	2 263 243	-2 263 243

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>012</b>	<b>DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES EN EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT</b>		<b>11 320 884</b>	<b>2 255 690</b>	<b>9 065 194</b>
00	1 61110 11 000	0661 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 810 376	0	8 810 376
00	1 61140 11 000	0661 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 549 716	0	1 549 716
00	1 61160 11 000	0661 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000	0	24 000
00	1 61610 11 000	0661 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	936 792	0	936 792
00	2 63210 0571	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	0	2 255 690	-2 255 690
<b>013</b>	<b>DIRECTION DE GESTION DES RESSOURCES EN EAU</b>		<b>6 123 924</b>	<b>2 312 570</b>	<b>3 811 354</b>
00	1 61110 11 000	0661 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 969 524	0	4 969 524
00	1 61140 11 000	0661 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	658 920	0	658 920
00	1 61160 11 000	0661 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	0	0	0
00	1 61610 11 000	0661 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	495 480	0	495 480
00	2 63210 0423	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	0	2 312 570	-2 312 570
<b>014</b>	<b>DIRECTION DE L'ASSAINISSEMENT ET DU CONTRDLE DE LA QUALITE DE L'EAU</b>		<b>3 799 768</b>	<b>2 449 400</b>	<b>1 350 368</b>
00	1 61110 11 000	0661 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 856 880	0	2 856 880
00	1 61140 11 000	0661 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	701 820	0	701 820
00	1 61160 11 000	0661 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	0	0	0
00	1 61610 11 000	0661 01 CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	241 068	0	241 068
00	2 63210 0423	01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	0	2 449 400	-2 449 400
<b>501</b>	<b>PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE ANTIEROSIVE</b>		<b>41 088 000</b>	<b>41 088 000</b>	<b>0</b>
00	1 61110 11 000	0571 01 PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE ANTIEROSIVE	41 088 000	41 088 000	0
<b>502</b>	<b>RENFORCEMENT DES CAPACITES DANS LE DOMAINE DE LA CARTOGRAPHIE ET DU SIG</b>		<b>31 500 000</b>	<b>31 500 000</b>	<b>0</b>
00	4 27100 11 000	0163 08 CONTREPARTIE AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DANS LE DOMAINE DE LA CARTOGRAPHIE ET DU SIG	31 500 000	31 500 000	0
<b>503</b>	<b>GESTION INTEGRE DES RESSOURCES EN EAU</b>		<b>8 190 000</b>	<b>8 190 000</b>	<b>0</b>
00	4 27100 11 000	0622 02 CONTREPARTIE A LA GESTION INTEGRE DES RESSOURCES EN EAU	8 190 000	8 190 000	0
<b>504</b>	<b>PROJET "ADAPTATION DES RISQUES ET ATTENUATION LIES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES"</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
00	4 27100 11 000	0571 13 CONTREPARTIE AU PROJET ADAPTATION DES RISQUES ET ATTENUATION LIES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	0	0	0
<b>505</b>	<b>PROJET DSS</b>		<b>25 200 000</b>	<b>25 200 000</b>	<b>0</b>
00	4 27100 11 000	0571 01 CONTREPARTIE AU PROJET DSS DE L'IBN	25 200 000	25 200 000	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
506	PROJET DE REHABILITATION DES MILIEUX DEGRADES DANS LE BASSIN DU CONGO		61 500 000	61 500 000	0
00 4 27100 11 000	0571 06 CONTREPARTIE AU PROJET DE REHABILITATION DES MILIEUX DEGRADES DANS LE BASSIN DU CONGO		61 500 000	61 500 000	0
507	APPUI A L'ELABORATION DES CARTES TOPOGRAPHIQUES NUMERIQUES DES VILLES DE BUJUMBURA		31 500 000	31 500 000	0
00 4 27100 11 000	0622 01 CONTREPARTIE A L'APPUI A L'ELABORATION DES CARTES TOPOGRAPHIQUES NUMERIQUES DES VILLES DE BUJUMBURA		31 500 000	31 500 000	0
508	PROGRAMME NATIONAL FONCIER		56 700 000	56 700 000	0
00 4 27100 11 000	0622 10 CONTREPARTIE AU PROGRAMME NATIONAL FONCIER		56 700 000	56 700 000	0
509	LAC VICTORIA ENVIRONNEMENTAL MANAGEMENT PROJET II		12 600 000	12 600 000	0
00 4 27100 11 000	0571 04 CONTREPARTIE AU LAC VICTORIA ENVIRONNEMENTAL MANAGEMENT PROJET II		12 600 000	12 600 000	0
510	APPUI A L'AMENAGEMENT DES VILLAGES RURAUX		63 000 000	63 000 000	0
00 4 27100 11 000	0622 05 APPUI A L'AMENAGEMENT DES VILLAGES RURAUX		63 000 000	63 000 000	0
511	AMELIORATION DE L'EFFICACITE DES AP DU BURUNDI		63 000 000	63 000 000	0
00 4 27100 11 000	0622 12 CONTREPARTIE AU PROJET SUR L'AMELIORATION DE L'EFFICACITE DES AP DU BURUNDI		63 000 000	63 000 000	0
512	PROGRAMME D'EDUCATION ENVIRONNEMENTAL		31 500 000	31 500 000	0
00 4 27100 11 000	0571 07 PROGRAMME D'EDUCATION ENVIRONNEMENTAL		31 500 000	31 500 000	0
513	SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE EN TEMPS REEL POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE DU BURUNDI		21 000 000	21 000 000	0
00 4 27100 11 000	0571 09 SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE EN TEMPS REEL POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE DU BURUNDI		21 000 000	21 000 000	0
514	REVISION DE LA STRATEGIE NATIONALE EN MATIERE DE DIVERSITE BIOLOGIQUE		8 190 000	8 190 000	0
00 4 27100 11 000	0571 11 REVISION DE LA STRATEGIE NATIONALE EN MATIERE DE DIVERSITE BIOLOGIQUE		8 190 000	8 190 000	0
515	AUTORITE DU LAC TANGANYIKA		450 000 000	450 000 000	0
00 4 27100 11 000	0571 03 CONTREPARTIE AUTDRITE DU LAC TANGANYIKA		450 000 000	450 000 000	0
516	PERENNISATION DES ACTIVITES DU PROJET PRDMR		0	54 000 000	-54 000 000
00 4 27100 0422	01 CONTREPARTIE AU PROJET PERENNISATION DES ACTIVITES DU PROJET PRDMR		0	54 000 000	-54 000 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
517	PROJET REHABILITATION DU BURUNDIA AL 3ème COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		8 190 000	8 190 000	0
00 4 27100 11 000 0571 15	CONTREPARTIE AU PROJET REHABILITATION DU BURUNDIA AL 3ème COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		8 190 000	8 190 000	0
522	PROJET HABILITATION DU BURUNDI A LA TROISIEME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		0	0	0
00 4 27100 11 000 0421 01	CONTREPARTIE AU PROJET HABILITATION DU BURUNDI A LA TROISIEME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		0	0	0
524	ETAT DES LIEUX DES RESSOURCES EN EAUX AU BURUNDI		20 000 000	0	20 000 000
00 4 27100 11 000 0421 01	CONTREPARTIE SUR L'ETAT DES LIEUX DES RESSOURCES EN EAUX AU BURUNDI		20 000 000	0	20 000 000
<b>45</b>	<b>MINISTERE DES TRANSPORTS, DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'EQUIPEMENT</b>		<b>10 925 879 944</b>	<b>12 872 062 150</b>	<b>-1 946 182 206</b>
001	CABINET		1 369 928 745	1 632 639 210	-262 710 465
00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS		42 427 436	60 403 877	-17 976 441
00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS		6 528 456	8 612 052	-2 083 596
00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS		492 000	456 000	36 000
00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS		2 620 964	3 356 427	-735 463
00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS		1 355 760	1 588 080	-232 320
00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS		348 000	360 000	-12 000
00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS		3 873 441	5 798 772	-1 925 331
00 1 61620 11 000 0661 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS		156 116	215 571	-59 455
00 2 62140 11 000 0661 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER		15 250 000	26 203 413	-10 953 413
00 2 62160 11 000 0661 01	FRAIS DE REMORQUAGE DES VEHICULES A LIQUIDER		5 000 000	18 000 000	-13 000 000
00 2 62320 11 000 0661 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES		2 917 800	2 917 800	0
00 2 62330 11 000 0661 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS		18 446 580	15 507 506	2 939 074
00 2 62360 11 000 0661 01	ABONNEMENT A L' INTERNET		8 500 000	8 500 000	0
00 2 62550 11 000 0661 01	ENTRETIEN DU CHARROI		1 600 000	7 844 200	-6 244 200
00 2 62580 11 000 0661 01	ENTRETIEN DES MACHINES		15 000 000	20 563 125	-5 563 125
00 2 62620 11 000 0661 01	ASSURANCES VEHICULES		20 000 000	138 331 749	-118 331 749
00 2 62750 11 000 0661 01	ENQUETE IMMOBILIERE		23 000 000	29 000 000	-6 000 000
00 2 63120 11 000 0661 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS		7 020 000	19 713 800	-12 693 800
00 2 63210 11 000 0661 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU		12 427 460	12 427 460	0
00 2 63510 11 000 0661 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE		5 866 560	5 866 560	0
00 4 20110 11 000 0571 01	ETUDE ET REALISATION D'UN OUVRAGE DE STABILISATION D'UN EXECUTOIRE DU LYCEE D' IJENDA		200 000 000	492 694 848	-292 694 848



			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00 4 21110 11 000	0451 01	EXPROPRIATION KABANGA BWAMBARANGWE KOBERO ( PISTE CONNEXE A LA RN14)	0	0	0
00 4 21110 11 000	0451 02	EXPROPRIATION RN7 ET RN13	45 301 935	0	45 301 935
00 4 21220 11 000	0749 02	STABILISATION DU CENTRE DE SANTE DE NDORA	0	70 000 000	-70 000 000
00 4 21220 11 000	0661 03	CONSTRUCTION DES BUREAUX AU PORT DE RUMONGE	0	0	0
00 4 21280 11 000	0454 01	ETUDE POUR LA CONSTRUCTION DE L'AEROPORT DE BUGENDANA	176 300 000	0	176 300 000
00 4 21310 11 000	0451 01	REHABILITATION DE LA RC146:GATABO RENGGA GAHWEZA NGARA	0	15 400 000	-15 400 000
00 4 21370 11 000	0475 01	CONSTRUCTION DE LA CLOTURE DU PORT DE RUMONGE	0	0	0
00 4 23130 11 000	0475 01	RENOUVELLEMENT DES BOIS DE DEFENSE DU PORT DE BUJUMBURA	0	0	0
00 4 23130 11 000	0452 02	EQUIPEMENT DU SYSTEME DE BALLISSAGE LACUSTRE	0	0	0
00 7 66110 11 000	0452 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE MARITIME ET AEROPORTUAIRE	202 827 995	217 612 000	-14 784 005
00 7 66110 11 000	0661 03	VULGARISATION DE LA LOI SUR LES TRANSPORTS INTERIEURS	4 839 069	5 340 000	-500 931
00 7 66110 11 000	0661 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION TECHNIQUE DE SECURITE DE LA NAVIGATION	13 049 174	18 000 000	-4 950 826
00 7 66110 11 000	0661 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE LA COORDINATION DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS	22 654 817	0	22 654 817
00 7 66110 11 023	0135 01	SUBSIDES A L'OFFICE DES ROUTES	200 841 500	221 632 229	-20 790 729
00 7 66110 11 029	0451 01	SUBSIDES A L'OFFICE DES TRANSPORTS EN COMMUN(OTRACO)	186 941 874	206 293 741	-19 351 867
00 7 66200 11 000	0661 01	PLAN DE RECHERCHE ET SAUVETAGE SUR LE LAC TANGANYIKA	124 341 808	0	124 341 808
<b>002</b>	<b>DIRECTION GENERALE DU BATIMENT</b>		<b>30 504 864</b>	<b>25 651 484</b>	<b>4 853 380</b>
00 1 61110 11 000	0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 263 328	12 472 030	3 791 298
00 1 61140 11 000	0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 816 612	3 307 488	509 124
00 1 61160 11 000	0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000	144 000	0
00 1 61210 11 000	0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 668 526	3 430 270	238 256
00 1 61240 11 000	0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 225 440	1 109 280	116 160
00 1 61260 11 000	0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	396 000	480 000	-84 000
00 1 61610 11 000	0661 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 537 666	1 197 315	340 351
00 1 61620 11 000	0661 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	238 623	296 432	-57 809
00 2 63210 11 000	0661 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	3 214 669	3 214 669	0
<b>003</b>	<b>DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DE LA GESTION IMMOBILIERE</b>		<b>7 218 728 771</b>	<b>7 799 355 212</b>	<b>-580 626 441</b>
00 1 61110 11 000	0161 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/S	7 671 413	3 795 271	3 876 142
00 1 61140 11 000	0135 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/S	1 393 440	745 800	647 640
00 1 61160 0135	02	ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	0	120 000	-120 000
00 1 61160 11 000	0135 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	168 000	120 000	48 000
00 1 61210 11 000	0135 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	19 274 030	24 617 306	-5 343 276

				Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
00	1 61240 11 000	0135 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/C	8 491 200	10 465 920	-1 974 720
00	1 61260 11 000	0135 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	3 588 000	4 284 000	-696 000
00	1 61340 11 000	0135 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL JOURNALIER	9 360 000	9 360 000	0
00	1 61610 11 000	0135 01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	553 198	364 346	188 852
00	1 61620 11 000	0135 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/C	1 189 684	1 658 077	-468 393
00	2 62410 11 000	0135 01	LOYERS D' IMMEUBLE A USAGE DE BUREAUX	6 403 155 214	6 911 589 600	-508 434 386
00	2 62420 11 000	0135 01	LOCATION DES MAISONS POUR COOPERANTS ET AYANT DROITS	478 363 392	499 363 692	-21 000 300
00	2 62510 11 000	0135 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS ET EQUIPEMENTS	200 000 000	297 350 000	-97 350 000
00	2 62520 11 000	0135 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS ISSUS DES TRAVAUX COMMUNAUTAIRES	50 000 000	0	50 000 000
00	2 62580 11 000	0135 01	ENTRETIEN ASCENSEUR	32 292 000	32 292 000	0
00	2 63210 11 000	0135 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	3 229 200	3 229 200	0
<b>004</b>	<b>DIRECTION DES ETUDES ,DU CONTRÔLE DES TRAVAUX ET DES MATERIAUX LDCAUX DE CONSTRUCTION</b>			<b>60 841 273</b>	<b>23 629 789</b>	<b>37 211 484</b>
00	1 61110 11 000	0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	43 037 622	14 017 238	29 020 384
00	1 61140 11 000	0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 368 084	2 411 796	4 956 288
00	1 61160 11 000	0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	456 000	204 000	252 000
00	1 61210 11 000	0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61240 11 000	0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61260 11 000	0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	0	0	0
00	1 61610 11 000	0661 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 328 467	1 345 655	2 982 812
00	1 61610 11 000	0661 02	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	0	0	0
00	2 63210 11 000	0661 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	5 651 100	5 651 100	0
<b>005</b>	<b>DIRECTION GENERALE DES TRANSPORTS</b>			<b>26 507 066</b>	<b>32 916 442</b>	<b>-6 409 376</b>
00	1 61110 11 000	0459 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 583 251	16 971 392	-3 388 141
00	1 61140 11 000	0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 211 620	5 508 564	-2 296 944
00	1 61160 11 000	0459 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000	240 000	-132 000
00	1 61210 11 000	0459 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 086 110	1 094 502	-8 392
00	1 61240 11 000	0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	536 640	580 848	-44 208
00	1 61260 11 000	0459 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000	192 000	-48 000
00	1 61610 11 000	0459 01	CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 138 570	1 629 254	-490 684
00	1 61620 11 000	0459 01	CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	72 733	73 740	-1 007
00	2 62580 11 000	0459 01	ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES	3 519 813	3 519 813	0
00	2 63210 11 000	0459 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	3 106 329	3 106 329	0

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
006	DIRECTIONS DES TRANSPORTS INTERIEURS		22 990 940	49 759 506	-26 768 566
00	1 61110 11 000	0451 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 178 705	32 306 208	-20 127 503
00	1 61140 11 000	0451 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 183 848	7 844 304	-4 660 456
00	1 61160 11 000	0451 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000	144 000	36 000
00	1 61210 11 000	0451 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 038 931	1 112 733	-73 802
00	1 61240 11 000	0451 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CDNTRATS	464 640	464 640	0
00	1 61260 11 000	0451 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	192 000	192 000	0
00	1 61610 11 000	0451 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 167 447	3 101 396	-1 933 949
00	1 61620 11 000	0451 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	67 072	75 928	-8 856
00	2 63210 11 000	0451 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	4 518 297	4 518 297	0
007	DIRECTION DES TRANSPORTS INTERNATIONAUX		22 172 173	46 712 925	-24 540 752
00	1 61110 11 000	0454 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 698 266	23 681 173	-14 982 907
00	1 61140 11 000	0454 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 722 456	5 088 936	-3 366 480
00	1 61160 11 000	0454 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000	120 000	48 000
00	1 61210 11 000	0454 01 REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	5 231 862	8 481 006	-3 249 144
00	1 61240 11 000	0454 01 INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 510 080	2 671 680	-1 161 600
00	1 61260 11 000	0454 01 ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	540 000	540 000	0
00	1 61610 11 000	0454 01 CONTRIB. DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	797 757	2 273 393	-1 475 636
00	1 61620 11 000	0454 01 CONTR. DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	397 423	750 408	-352 985
00	2 63210 11 000	0454 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	3 106 329	3 106 329	0
008	DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION DES EQUIPEMENTS		807 300	807 300	0
00	2 63210 11 000	0624 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	807 300	807 300	0
009	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES		807 300	807 300	0
00	2 63210 11 000	0135 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	807 300	807 300	0
010	DIRECTION DES NORMES ET DES TRAVAUX URBAINS		807 300	807 300	0
00	2 63210 11 000	0121 01 ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	807 300	807 300	0
501	ROUTE NATIDNALE 19 (RN19) CANKUZO-MUYINGA		269 996 594	269 996 594	0
00	4 27100 11 000	0475 01 CONTREPARTIE CANKUZO MUYINGA	269 996 594	269 996 594	0
503	PROJET MULTINATIONAL DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE NYAMITANGA -RUHWA-NTENDEZI-MWITYAZO		50 000 000	214 200 000	-164 200 000
00	4 27100 11 000	0475 01 CONTREPARTIE DU PROJET MULINATIONAL DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE NYAMITANGA-RUHWA-NTENDEZI-MWITYAZO	50 000 000	214 200 000	-164 200 000

		Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
504	ROUTE YARANDA, AVENUE DU LARGE ET DE LA PLAGE	43 405 763	43 405 763	0
00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE ROUTE YARANDA, AVENUE DU LARGE ET DE LA PLAGE	43 405 763	43 405 763	0
505	MABANDA- MUGINA	355 178 000	355 178 000	0
00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE MABANDA-MUGINA	355 178 000	355 178 000	0
506	RN 4 (EXPRDPRIATIDN)	100 000 000	356 595 325	-256 595 325
00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE RN4 (EXPROPRIATION)	100 000 000	356 595 325	-256 595 325
507	PROJET MULTINATIONAL DE CDNSTRUCTION DE LA RN5, BUJUMBURA-NYAMITANGA	150 000 000	243 800 000	-93 800 000
00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE DU PROJET MULTINATIONAL DE CONSTRUCTION DE LA RN5, BUJUMBURA-NYAMITANGA	150 000 000	243 800 000	-93 800 000
508	BUBANZA NDORA	633 403 855	1 242 000 000	-608 596 145
00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE BUBANZA NDORA	633 403 855	1 242 000 000	-608 596 145
510	CDNSTRUCTION DE LA ROUTE GITEGA-NGOZI	300 000 000	300 000 000	0
00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE POUR LA CONSTRUCTION DE LA ROUTE GITEGA-NGDZI	300 000 000	300 000 000	0
511	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME DE CREATION D'EMPLOI( P.A.P.C.E)	56 000 000	70 000 000	-14 000 000
00 4 27100 11 000 0475 01	PROGRAMME DES TRAVAUX PUBLICS POUR LA CREATION D' EMPLOI	56 000 000	70 000 000	-14 000 000
512	ABUTIP	31 500 000	31 500 000	0
00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE ABUTIP	31 500 000	31 500 000	0
513	FONDS DE CDNTREPARTIE DU BURUNDI AU PROJET DE CHEMIN DE FER ISAKA -KEZA-KIGALI-MUSONGATI	62 300 000	132 300 000	-70 000 000
00 4 27100 11 000 0453 08	FONDS DE CONTREPARTIE DU BURUNDI AU PROJET DE CHEMIN DE FER ISAKA -KEZA-KIGALI-MUSONGATI	62 300 000	132 300 000	-70 000 000
518	MAKEBUKO-RUYIGI	50 000 000	0	50 000 000
00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE MAKEBUKO-RUYIGI	50 000 000	0	50 000 000
519	MECANISMES DE SUIVI ET DE LA COORDINATIDN DES INFRASTRUCTURES	0	0	0
00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE AUX MECANISMES DE SUIVI ET DE LA COORDINATION DES INFRASTRUCTURES	0	0	0
521	RN18;NYAKARARO-MWARO-GITEGA	50 000 000	0	50 000 000
00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE RN18 NYAKARARO-MWARO-GITEGA	50 000 000	0	50 000 000
522	PROJET DE DEVELOPEMENT DU CORRIDOR DU TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA	20 000 000	0	20 000 000
00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE DEVELOPEMENT DU CORRIDOR DU TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA	20 000 000	0	20 000 000

	Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>71</b> <u>INSTITUTION OMBUSMAN</u>	<u>794 432 387</u>	<u>909 418 513</u>	<u>-114 986 126</u>
001 CABINET	794 432 387	909 418 513	-114 986 126
00 7 6611011 000 0112 01 INSTITUTION OMBUDSMAN	794 432 387	909 418 513	-114 986 126
<b>Total général</b>	<b>811 427 734 033</b>	<b>779 493 099 698</b>	<b>31 934 634 335</b>

TABLEAU B1: TIRAGES SUR PRETS DE DEVELOPPEMENT

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>14</b>	<b><u>MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</u></b>		<b>0</b>	<b>5 663 800 328</b>	<b>-5 663 800 328</b>
504	PROGRAMME POST CONFLIT		0	5 663 800 328	-5 663 800 328
00 4 27200 21 000	0112	02 PROJET RECONSTRUCTION POST CONFLIT (PTRPC)	0	5 663 800 328	-5 663 800 328
<b>40</b>	<b><u>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE</u></b>		<b>5 629 456 810</b>	<b>6 911 203 743</b>	<b>-1 281 746 933</b>
508	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES" PRODEFI"		3 973 734 219	3 204 351 520	769 382 699
00 4 27200 21 000	0424	02 PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES PRODEFI	3 973 734 219	3 204 351 520	769 382 699
514	PROJET D'APPUI AUX INFRASTRUCTURES RURALES DE BUGESERA		0	3 706 852 223	-3 706 852 223
00 4 27200 21 000	0424	01 PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT REGIONAL D'AMENAGEMENT INTEGRE DU LAC TANGANYIKA	0	3 706 852 223	-3 706 852 223
531	PROGRAMME TRANSITOIRE POST CONFLIT		1 655 722 591	0	1 655 722 591
00 4 27200 21 000	0424	01 PROGRAMME TRANSITOIRE POST CONFLIT ( PTRPC)	1 655 722 591	0	1 655 722 591
<b>42</b>	<b><u>MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES</u></b>		<b>14 362 565 617</b>	<b>23 262 080 000</b>	<b>-8 899 514 383</b>
504	KABU-16		14 362 565 617	23 262 080 000	-8 899 514 383
00 4 27200 21 000	0434	01 KABU-16	14 362 565 617	23 262 080 000	-8 899 514 383
<b>45</b>	<b><u>MINISTERE DES TRANSPORTS, DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'EQUIPEMENT</u></b>		<b>24 007 977 573</b>	<b>5 953 984 768</b>	<b>18 053 992 805</b>
507	PROJET MULTINATIONAL DE CONSTRUCTION DE LA RN5, BUJUMBURA-NYAMITANGA		5 795 029 069	5 953 984 768	-158 955 699
00 4 27200 21 000	0451	01 ROUTE BUJUMBURA-NYAMITANGA	5 795 029 069	5 953 984 768	-158 955 699
508	BUBANZA NDORA		18 212 948 504	0	18 212 948 504
00 4 27200 21 000	0451	01 ROUTE BUBANZA-NDORA	18 212 948 504	0	18 212 948 504
<b>Total général</b>			<b>44 000 000 000</b>	<b>41 791 068 839</b>	<b>2 208 931 161</b>

TABLEAU B2: TIRAGES SUR DONS DE DEVELOPPEMENT



			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>03</b>	<b><u>DEUXIEME VICE-PRESIDENCE</u></b>		<b><u>117 071 782</u></b>	<b><u>942 900 802</u></b>	<b><u>-825 829 020</u></b>
501	APPUI AU RENFORCEMENT DES MECANISMES DE COORDINATION DES AIDES(CNCA)		117 071 782	942 900 802	-825 829 020
00 4 27300 22 000	0411 01 APPUI AU RENFORCEMENT DES MECANISMES DE COORDINATION DE L'AIDE		117 071 782	942 900 802	-825 829 020
<b>09</b>	<b><u>MINISTERE DE L'INTERIEUR</u></b>		<b><u>2 847 828 455</u></b>	<b><u>11 594 725 276</u></b>	<b><u>-8 746 896 821</u></b>
503	ORGANISATION DE LA SDCIETE CIVILE: APPUI ET RENFDRCEMENT (OSCAR)		2 847 828 455	1 709 215 276	1 138 613 179
00 4 27300 22 000	0164 01 ORGANISATION DE LA SOCIETE CIVILE: APPUI ET RENFORCEMENT (OSCAR)		2 847 828 455	1 709 215 276	1 138 613 179
505	PROJET DE PAVAGE DE HAUTE INTENSITE DE MAIN D'OEUVRE		0	9 885 510 000	-9 885 510 000
00 4 27300 22 000	0164 03 PROJET DE PAVAGE DE HAUTE INTENSITE DE MAIN D'OEUVRE		0	9 885 510 000	-9 885 510 000
<b>10</b>	<b><u>MINISTERE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL</u></b>		<b><u>2 411 167 433</u></b>	<b><u>37 211 294 155</u></b>	<b><u>-34 800 126 722</u></b>
501	PROJET PADLPC		0	7 575 981 152	-7 575 981 152
00 4 27300 22 000	0428 05 APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL ET A LA PARTICIPATION CITOYENNE DE CIBITOKE(PADLPC)		0	7 575 981 152	-7 575 981 152
503	APPUI A LA DECENTRALISATION ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE, ADLP EN PROVINCE DE MWARO ET GITEGA		0	13 271 224 983	-13 271 224 983
00 4 27300 22 000	0411 02 APPUI A LA DECENTRALISATION ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE, ADLP EN PROVINCE DE MWARO ET GITEGA		0	13 271 224 983	-13 271 224 983
504	PROJET D'APPUI A LA DECENTRALISATION DES COMMUNES EN PRDVINCE DE NGONZI		0	8 835 456 750	-8 835 456 750
00 4 27300 22 000	0411 03 PROJET D'APPUI A LA DECENTRALISATION DES COMMUNES EN PROVINCE DE NGONZI		0	8 835 456 750	-8 835 456 750
506	PROJET D'APPUI A LA DECENTRALISATION DE LA PROVINCE DE KAYANZA		0	7 528 631 270	-7 528 631 270
00 4 27300 22 000	0411 06 PROJET D'APPUI A LA DECENTRALISATION DE LA PROVINCE DE KAYANZA		0	7 528 631 270	-7 528 631 270
507	APPUI AU DEVELOPPEMENT ET A LA PARTICIPATION CITOYENNE( DECENTRALISATION)		2 411 167 433	0	2 411 167 433
00 4 27300 22 000	0411 01 APPUI AU DEVELOPPEMENT ET A LA PARTICIPATION CITOYENNE( DECENTRALISATION)		2 411 167 433	0	2 411 167 433

		Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>11</b>	<b><u>MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE</u></b>	<b><u>9 120 018 220</u></b>	<b><u>4 876 223 449</u></b>	<b><u>4 243 794 771</u></b>
502	PROJET D'APPUI A LA PROFESSIONALISATION DE LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI	913 799 431	4 727 317 539	-3 813 518 108
00 4 27300 22 000 0311 01	PROJET D'APPUI A LA PROFESSIONALISATION DE LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI	913 799 431	4 727 317 539	-3 813 518 108
503	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR SECURITE(VOLET ETHIQUE POLICIERE)	0	148 905 910	-148 905 910
00 4 27300 22 000 0311 02	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR SECURITE(VOLET ETHIQUE POLICIERE)	0	148 905 910	-148 905 910
504	EXTENSIONN 2ème PHASE SECTEUR DE LA SECURITE	2 795 525 075	0	2 795 525 075
00 4 27300 22 000 0311 01	EXTENSIONN 2ème PHASE SECTEUR DE LA SECURITE	2 795 525 075	0	2 795 525 075
505	PROGRAMME DU SECTEUR DE SECURITE 3ème PHASE	5 410 693 714	0	5 410 693 714
00 4 27300 22 000 0311 01	PROGRAMME DU SECTEUR DE SECURITE 3ème PHASE	5 410 693 714	0	5 410 693 714
<b>13</b>	<b><u>MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS</u></b>	<b><u>21 437 783 483</u></b>	<b><u>7 151 726 207</u></b>	<b><u>14 286 057 276</u></b>
501	ETHIQUE MILITAIRE(SENSIBILISATION, FDRMATION ET EQUIPEMENT)	0	579 562 558	-579 562 558
00 4 27300 22 000 0211 01	ETHIQUE MILITAIRE(SENSIBILISATION, FORMATION ET EQUIPEMENT)	0	579 562 558	-579 562 558
502	GENRE(FORMATION, PRODUCTION DES MANUELS)	0	568 198 586	-568 198 586
00 4 27300 22 000 0211 02	GENRE(FORMATION, PRODUCTION DES MANUELS)	0	568 198 586	-568 198 586
503	PROJET OPERATIONNEL	0	4 924 387 749	-4 924 387 749
00 4 27300 0211 0112 03	PROJET OPERATIONNEL	0	4 924 387 749	-4 924 387 749
504	JURIDICTIONS MILITAIRES	0	1 079 577 314	-1 079 577 314
00 4 27300 22 000 0211 04	JURIDICTIONS MILITAIRES	0	1 079 577 314	-1 079 577 314
505	APPUI A LA SECURITE	13 231 564 694	0	13 231 564 694
00 4 27300 22 000 0211 01	APPUI A LA SECURITE	13 231 564 694	0	13 231 564 694
506	EXTENSION 2EME PHASE SECTEUR DE LA SECURITE	2 795 525 075	0	2 795 525 075
00 4 27300 22 000 0211 01	EXTENSION 2EME PHASE SECTEUR DE LA SECURITE	2 795 525 075	0	2 795 525 075
507	PROGRAMME DU SECTEUR DE LA SECURITE: 3EME PHASE	5 410 693 714	0	5 410 693 714
00 4 27300 22 000 0211 01	PROGRAMME DU SECTEUR DE LA SECURITE: 3EME PHASE	5 410 693 714	0	5 410 693 714

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>14</b>	<b><u>MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</u></b>		<b><u>93 043 183 039</u></b>	<b><u>40 664 699 582</u></b>	<b><u>52 378 483 457</u></b>
501	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GOUVERNEMANCE ECONOMIQUE (PRGE)		0	1 344 813 900	-1 344 813 900
00 4 27300 22 000	0411 08	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE CAPACITE DE GOUVERNANCE ECONOMIQUE	0	1 344 813 900	-1 344 813 900
504	PROGRAMME POST CONFLIT		4 508 911 431	9 890 326 419	-5 381 414 988
00 4 27300 22 000	0411 01	PROGRAMME PDST CONFLIT DE DEVELOPPEMENT RURAL 9ème FED( PPCDR)	4 508 911 431	9 890 326 419	-5 381 414 988
506	IDEC		1 007 263 715	942 972 554	64 291 161
00 4 27300 22 000	0411 04	APPUI A L'INSTITUT DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (IDEC) PHASEIII	1 007 263 715	942 972 554	64 291 161
508	PRDJET D'APPUI AU PROGRAMME DE CREATIDN D' EMPLOI		0	4 558 264 002	-4 558 264 002
00 4 27300 22 000	0411 12	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME DE CREATION D'EMPLOI (PAPCE)	0	4 558 264 002	-4 558 264 002
511	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES SECTEURS FINANCIER ET PRIVE		15 250 942 000	16 553 980 000	-1 303 038 000
00 4 27300 22 000	0127 07	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES SECTEURS FINANCIER ET PRIVE	15 250 942 000	16 553 980 000	-1 303 038 000
512	APPUI A L'ORDONNATEUR DU FED (CELON)		1 172 316 974	1 487 951 333	-315 634 359
00 4 27300 22 000	0127 09	APPUI A L'ORDONNATEUR DU FED (CELON)	1 172 316 974	1 487 951 333	-315 634 359
513	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE (FCT 10ème FED)		0	2 150 716 374	-2 150 716 374
00 4 27300 22 000	0127 11	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE (FCT 10ème FED)	0	2 150 716 374	-2 150 716 374
514	PRDGRAMME D'APPUI DE RENFORCEMENT DES CAPACITES STATISTIQUES AU BURUNDI (ISTEEBU)		0	735 675 000	-735 675 000
00 4 27300 22 000	0134 10	PROGRAMME D'APPUI DE RENFORCEMENT DES CAPACITES STATISTIQUES AU BURUNDI (ISTEEBU)	0	735 675 000	-735 675 000
515	PROGRAMME D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE AU BURUNDI		0	3 000 000 000	-3 000 000 000
00 4 27300 22 000	0411 13	PROGRAMME D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE AU BURUNDI(ISTEEBU )	0	3 000 000 000	-3 000 000 000
517	APPUI A L' AMELIORATION DU SYSTEME DE MARCHES PUBLICS		1 468 884 871	0	1 468 884 871
00 4 27300 22 000	0127 01	APPUI A L' AMELIORATION DU SYSTEME DE MARCHES PUBLICS	1 468 884 871	0	1 468 884 871
518	FACILITE D'APPUI BUDGETAIRE ET DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE (FABRICE)		51 581 946 694	0	51 581 946 694
00 4 27300 22 000	0127 01	FACILITE D'APPUI BUDGETAIRE ET DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE (FABRICE)	51 581 946 694	0	51 581 946 694

		Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
519	APPUI A LA STRATEGIE DE COMMUNICATION AVEC L'OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES	949 834 768	0	949 834 768
00 4 27300 22 000 0127 01	APPUI A LA STRATEGIE DE COMMUNICATION AVEC L'OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES	949 834 768	0	949 834 768
520	PROGRAMME DE FACILITE PDUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE (FRPC)	10 167 294 672	0	10 167 294 672
00 4 27300 22 000 0127 01	PROGRAMME DE FACILITE POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE (FRPC)	10 167 294 672	0	10 167 294 672
521	APPUI A LA PLANIFICATION STRATEGIQUE ( MOYEN ET LONG TERME)	1 525 094 200	0	1 525 094 200
00 4 27300 22 000 0127 01	APPUI A LA PLANIFICATION STRATEGIQUE ( MOYEN ET LONG TERME)	1 525 094 200	0	1 525 094 200
522	APPUI AU SECTEUR PRIVE(TERRAFINA)	5 410 693 714	0	5 410 693 714
00 4 27300 22 000 0127 01	APPUI AU SECTEUR PRIVE(TERRAFINA)	5 410 693 714	0	5 410 693 714
<b>16</b>	<b><u>MINISTERE DE LA JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX</u></b>	<b><u>3 876 242 237</u></b>	<b><u>6 710 750 000</u></b>	<b><u>-2 834 507 763</u></b>
501	PROJET APPUI INSTITUTIONNEL A LA JUSTICE AU BURUNDI	0	207 400 000	-207 400 000
00 4 27300 22 000 0339 06	APPUI INSTITUTIONNEL ET OPERATIONNEL A LA JUSTICE	0	207 400 000	-207 400 000
502	PROJET D'APPUI A LA JUSTICE ET AU RENFORCEMENT DE L'ETAT DE DROIT DANS LA REGION CENTRE -OUEST DU BURUNDI	0	1 592 900 000	-1 592 900 000
00 4 27300 22 000 0339 01	PROJET D'APPUI A LA JUSTICE ET AU RENFORCEMENT DE L'ETAT DE DROIT DANS LA REGION CENTRE -OUEST DU BURUNDI	0	1 592 900 000	-1 592 900 000
503	APPUI INSTITUTIONNEL CENTRAL ET PERIPHERIQUE	2 937 769 741	4 910 450 000	-1 972 680 259
00 4 27300 22 000 0339 08	APPUI INSTITUTIONNEL CENTRAL ET PERIPHERIQUE AU MINISTERE DE LA JUSTICE (AICP)	2 937 769 741	4 910 450 000	-1 972 680 259
504	AMELIORATION DE L'ACCES A LA JUSTICE DES POPULATIONS VULNERABLES AU BURUNDI	328 434 816	0	328 434 816
00 4 27300 22 000 0339 01	AMELIORATION DE L'ACCES A LA JUSTICE DES POPULATIONS VULNERABLES AU BURUNDI.	328 434 816	0	328 434 816
505	APPUI AU RENFORCEMENT DE LA JUSTICE	610 037 680	0	610 037 680
00 4 27300 22 000 0331 01	APPUI AU RENFORCEMENT DE LA JUSTICE	610 037 680	0	610 037 680
<b>17</b>	<b><u>MINISTERE A LA PRESIDENCE CHARGE DE LA BONNE GOUVERNANCE ET DE LA PRIVATISATION</u></b>	<b><u>9 993 787 220</u></b>	<b><u>0</u></b>	<b><u>9 993 787 220</u></b>
501	PROJET D'APPUI A LA BONNE GOUVERNANCE ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	2 011 876 283	0	2 011 876 283
00 4 27300 22 000 0164 01	PROJET D'APPUI A LA BONNE GOUVERNANCE ET A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	2 011 876 283	0	2 011 876 283

		Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
502	PROGRAMME D'APPUI A LA BONNE GOUVERNANCE PHASE II	1 684 321 324	0	1 684 321 324
00 4 27300 22 000 0164 01	PROGRAMME D'APPUI A LA BONNE GOUVERNANCES PHASEII	1 684 321 324	0	1 684 321 324
503	PROGRAMME TRANSVERSAUX	3 956 153 833	0	3 956 153 833
00 4 27300 22 000 0164 01	PROGRAMME TRANSVERSAUX	3 956 153 833	0	3 956 153 833
504	GOUVERNANCE LOCALE ET SECURITAIRE	0	0	0
00 4 27300 22 000 0164 01	GOUVERNANCE LOCALE ET SECURITAIRE	0	0	0
505	CONSOLIDATION DE LA PAIX	2 341 435 780	0	2 341 435 780
00 4 27300 22 000 0164 01	CONSOLIDATION DE LA PAIX	2 341 435 780	0	2 341 435 780
506	FONS D'URGENCE	0	0	0
00 4 27300 22 000 0164 01	FONDS D'URGENCE	0	0	0
507	APPUI AUX ACTEURS NON ETATIQUES ET AUTORITES LOCALES (ANEAL)	0	0	0
00 4 27300 22 000 0164 01	APPUI AUX ACTEURS NON ETATIQUES ET AUTORITES LOCALES (ANEAL)	0	0	0
<b>18</b>	<b><u>MINISTERE DE LA TELECOMMUNICATION, DE L'INFORMATION, DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT</u></b>	<b><u>1 487 313 041</u></b>	<b><u>20 213 203 254</u></b>	<b><u>-18 725 890 213</u></b>
503	PROJET D'INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION RCIP 2	0	20 213 203 254	-20 213 203 254
00 4 27300 22 000 0461 01	PROJET D'INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION RCIP 2	0	20 213 203 254	-20 213 203 254
504	PROGRAMME DE COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT	1 487 313 041	0	1 487 313 041
00 4 27300 22 000 0127 01	PROGRAMME DE COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT	1 487 313 041	0	1 487 313 041
<b>20</b>	<b><u>MINISTERE DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE</u></b>	<b><u>7 822 106 321</u></b>	<b><u>0</u></b>	<b><u>7 822 106 321</u></b>
501	INSTRUMENT DE STABILITE (IFS)	556 780 216	0	556 780 216
00 4 27300 22 000 0164 01	INSTRUMENT DE STABILITE (IFS)	556 780 216	0	556 780 216
502	APPUI AU TRADEMARK EAST AFRICA	7 265 326 105	0	7 265 326 105
00 4 27300 22 000 0164 01	APPUI AU TRADEMARK EAST AFRICA	7 265 326 105	0	7 265 326 105
<b>32</b>	<b><u>MINISTERE DE L' ENSEIGNEMENT DE BASE ET SECONDAIRE, DE L'ENSEIGNEMENT DES METIERS, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'ALPHABETISATION</u></b>	<b><u>75 259 514 438</u></b>	<b><u>49 238 314 341</u></b>	<b><u>26 021 200 097</u></b>
505	FONDS COMMUN DE L'EDUCATION	58 504 866 631	37 927 064 568	20 577 802 063
00 4 27300 22 000 0981 01	FONDS COMMUN DE L'EDUCATION	58 504 866 631	37 927 064 568	20 577 802 063

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
506	APPUI A L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL		3 044 597 344	2 611 876 322	432 721 022
00 4 27300 22 000 0952 01	FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE		3 044 597 344	2 611 876 322	432 721 022
507	FORMATION INITIALE DES ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE		4 266 873 064	2 134 153 891	2 132 719 173
00 4 27300 22 000 0951 01	PROJET APPUI A LA FORMATION INITIALE DES ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE		4 266 873 064	2 134 153 891	2 132 719 173
508	PROGRAMME EDUCATION DE BASE,EGALITE ENTRE LES SEXES ET PREVENTION DU VIH/SIDA CHEZ LES JEUNES		9 443 177 399	6 565 219 560	2 877 957 839
00 4 27300 22 000 0984 01	PROGRAMME EDUCATION DE BASE,EGALITE ENTRE LES SEXES ET PREVENTION DU VIH/SIDA CHEZ LES JEUNES		9 443 177 399	6 565 219 560	2 877 957 839
<b>33</b>	<b>MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA</b>		<b>106 827 667 657</b>	<b>80 202 560 956</b>	<b>26 625 106 701</b>
505	INSTRUMENT DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT- Sa		0	310 766 414	-310 766 414
00 4 27300 22 000 0791 01	INSTRUMENT DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT- Sa		0	310 766 414	-310 766 414
506	PAISS		0	15 110 640 000	-15 110 640 000
00 4 27300 22 000 0791 05	PAISS		0	15 110 640 000	-15 110 640 000
507	AMAGARA MEZA (PROJET D'APPUI A LA POLITIQUE SECTORIELLE DE LA SANTE AU BURUNDI) _PA		8 333 332 000	11 250 000 000	-2 916 668 000
00 4 27300 22 000 0791 07	AMAGARA MEZA (PROJET D'APPUI A LA POLITIQUE SECTORIELLE DE LA SANTE AU BURUNDI) _PA		8 333 332 000	11 250 000 000	-2 916 668 000
508	ROUND 2 (ROLLING CONTINUATION CHANNEL) - PALUDISME		0	5 376 026 500	-5 376 026 500
00 4 27300 22 000 0791 09	ROUND 2 (ROLLING CONTINUATION CHANNEL) - PALUDISME		0	5 376 026 500	-5 376 026 500
509	LUTTE CONTRE LE SIDA		0	20 000 000 000	-20 000 000 000
00 4 27300 22 000 0791 12	LUTTE CONTRE LE SIDA		0	20 000 000 000	-20 000 000 000
510	ROUND 9 - PALUDISME		0	509 405 000	-509 405 000
00 4 27300 22 000 0791 13	ROUND 9 - PALUDISME		0	509 405 000	-509 405 000
511	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE LA SANTE PADSS ET PROJET LABORATOIRE		8 845 546 360	7 356 750 000	1 488 796 360
00 4 27300 22 000 0791 14	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE LA SANTE PADSS		8 845 546 360	7 356 750 000	1 488 796 360
512	IZERE, EDUCATION ET VIH/SIDA		0	202 943 221	-202 943 221
00 4 27300 22 000 0791 18	IZERE, EDUCATION ET VIH/SIDA		0	202 943 221	-202 943 221

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
513	PROJET DEAR LE DIABETE DANS LA REGION D'AFRIQUE DE L'EST: RENFORCEMENT DES SYSTEMES DE SANTE ET EMANCIPATION		0	129 215 121	-129 215 121
00 4 27300 22 000	0791 22 PROJET DEAR LE DIABETE DANS LA REGION D'AFRIQUE DE L'EST: RENFORCEMENT DES SYSTEMES DE SANTE ET EMANCIPATION DES P		0	129 215 121	-129 215 121
514	RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE AU BURUNDI		0	2 679 474 200	-2 679 474 200
00 4 27300 22 000	0791 23 RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE AU BURUNDI		0	2 679 474 200	-2 679 474 200
515	PROJET LABORATOIRE		0	4 414 050 000	-4 414 050 000
00 4 27300 22 000	0791 24 PROJET LABORATOIRE		0	4 414 050 000	-4 414 050 000
516	KARADIRIDIMBA/RSS-GAVI		3 301 993 653	12 863 290 500	-9 561 296 847
00 4 27300 22 000	0791 25 KARADIRIDIMBA/RSS-GAVI		3 301 993 653	12 863 290 500	-9 561 296 847
517	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE LA SANTEPADSS PHASE II		13 725 847 800	0	13 725 847 800
00 4 27300 22 000	0791 01 PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE LA SANTEPADSS PHASE II		13 725 847 800	0	13 725 847 800
518	EAST AFRICAN HEALTH LABORATORY NETWORKING PRDJECT		1 195 040 000	0	1 195 040 000
00 4 27300 22 000	0791 01 EAST AFRICAN HEALTH LABORATORY NETWORKING PROJECT		1 195 040 000	0	1 195 040 000
519	APPUI AU SYSTEME NATIONAL D(INFORMATION SANITAIRE(SNIS)		2 285 714 000	0	2 285 714 000
00 4 27300 22 000	0791 01 APPUI AU SYSTEME NATIONAL D'INFORMATION SANITAIRE(SNIS)		2 285 714 000	0	2 285 714 000
520	PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU SECTEUR DE LA SANTE PUBLIQUE		7 083 334 000	0	7 083 334 000
00 4 27300 22 000	0791 01 PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU SECTEUR DE LA SANTE PUBLIQUE		7 083 334 000	0	7 083 334 000
521	LUTTE CONTRE LES FISTULES		1 418 979 457	0	1 418 979 457
00 4 27300 22 000	0791 01 LUTTE CONTRE LES FISTULES		1 418 979 457	0	1 418 979 457
522	PRESIDENT'S EMERGENCY PROGRAM FOR AIDS RELIEF(PTME)		15 250 942 000	0	15 250 942 000
00 4 27300 22 000	0791 01 PRESIDENT'S EMERGENCY PROGRAM FOR AIDS RELIEF(PTME)		15 250 942 000	0	15 250 942 000
523	PRESIDENT'S EMERGENCY PROGRAM FOR AIDS RELIEF(QUALITE ASSURANCE)		1 067 565 940	0	1 067 565 940
00 4 27300 22 000	0791 01 PRESIDENT'S EMERGENCY PROGRAM FOR AIDS RELIEF(QUALITE ASSURANCE)		1 067 565 940	0	1 067 565 940
524	PREVENTIDN OF MALNUTRITIDN IN UNDER TWO'S APPRDACH(PM2A)		7 625 471 000	0	7 625 471 000
00 4 27300 22 000	0791 01 PREVENTION OF MALNUTRITION IN UNDER TWO'S APPROACH(PM2A)		7 625 471 000	0	7 625 471 000
525	APPUI PONCTUEL A LA SANTE DE LA REPRODUCTION		1 128 569 708	0	1 128 569 708
00 4 27300 22 000	0791 01 APPUI PONCTUEL A LA SANTE DE LA REPRODUCTION		1 128 569 708	0	1 128 569 708

		Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
526	PROGRAMME SANTE ET NUTRITION	13 053 860 794	0	13 053 860 794
00 4 27300 22 000 0791 01	PROGRAMME SANTE ET NUTRITION	13 053 860 794	0	13 053 860 794
527	APPUI A LA REDUCTION DE LA MORTALITE MATERNELLE	1 067 565 940	0	1 067 565 940
00 4 27300 22 000 0791 01	APPUI A LA REDUCTION DE LA MORTALITE MATERNELLE	1 067 565 940	0	1 067 565 940
528	APPUI AUX SERVICES DE LA SANTE MATERNELLE	3 050 188 400	0	3 050 188 400
00 4 27300 22 000 0791 01	APPUI AUX SERVICES DE LA SANTE MATERNELLE	3 050 188 400	0	3 050 188 400
529	SANTE ET DROITS REPRODUCTIFS ET SEXUELS	6 673 188 913	0	6 673 188 913
00 4 27300 22 000 0791 01	SANTE ET DROITS REPRODUCTIFS ET SEXUELS	6 673 188 913	0	6 673 188 913
530	HEALTHNET TPO	2 077 417 816	0	2 077 417 816
00 4 27300 22 000 0791 01	HEALTHNET TPO	2 077 417 816	0	2 077 417 816
531	SANTE REPRODUCTIVE/GIZ	1 803 564 566	0	1 803 564 566
00 4 27300 22 000 0791 01	SANTE REPRDDUCTIVE/GIZ	1 803 564 566	0	1 803 564 566
532	DISTRIBUTION DES PRESERVATIFS(PSI)	3 094 563 303	0	3 094 563 303
00 4 27300 22 000 0791 01	DISTRIBUTION DES PRESERVATIFS(PSI)	3 094 563 303	0	3 094 563 303
533	SECOND ADDITIONNAL FINANCING FOR HEALTH SECTOR	3 632 800 000	0	3 632 800 000
00 4 27300 22 000 0791 01	SECNDND ADDITIONNAL FINANCING FOR HEALTH SECTOR	3 632 800 000	0	3 632 800 000
534	SECURITE ALIMENTAIRE BURUNDI-NUTRITIDN	1 112 182 007	0	1 112 182 007
00 4 27300 22 000 0791 01	SECURITE ALIMENTAIRE BURUNDI-NUTRITION	1 112 182 007	0	1 112 182 007
<b>35</b>	<b><u>MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE</u></b>	<b><u>9 326 638 296</u></b>	<b><u>10 368 740 286</u></b>	<b><u>-1 042 101 990</u></b>
503	PROJET " MAISON DES FEMMES"	0	83 866 950	-83 866 950
00 4 27300 22 000 1091 11	MAISDN DES FEMMES	0	83 866 950	-83 866 950
508	CENTRE HUMURA	0	1 684 695 750	-1 684 695 750
00 4 27300 22 000 1091 07	CENTRE HUMURA	0	1 684 695 750	-1 684 695 750
509	STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE AU BURUNDI	0	443 219 175	-443 219 175
00 4 27300 22 000 1091 08	PROGRAMME D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE COORDONNEE DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CDNTRE LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE AU BURUNDI	0	443 219 175	-443 219 175



			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>510</b>	<b>PROGRAMME PAYS DE COOPERATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU BURUNDI ET UNFPA(PROJET GENRE)</b>		0	559 113 000	-559 113 000
00 4 27300 22 000	1091 09 PROGRAMME PAYS DE COOPERATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU BURUNDI ET UNFPA(PROJET GENRE)		0	559 113 000	-559 113 000
<b>511</b>	<b>CONSOLIDATION DE LA PAIX A TRAVERS L'APPUI A LA REINTEGRATION SOCIO ECONOMIQUE DURABLE EN FAVEUR</b>		0	7 597 845 411	-7 597 845 411
00 4 27300 22 000	1091 10 CONSOLIDATION DE LA PAIX A TRAVERS L'APPUI A LA REINTEGRATION SOCIO ECONOMIQUE DURABLE EN FAVEUR DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE CONFLIT		0	7 597 845 411	-7 597 845 411
<b>512</b>	<b>PROGRAMME LRRD D'APPUI A LA VIABILISATION DES VILLAGES RURAUX INTEGRES DANS LE CADRE DU RAPATRIEMENT ET DE LA REINTEGRATION AU BURUNDI</b>		1 172 316 974	0	1 172 316 974
00 4 27300 22 000	1091 01 PROGRAMME LRRD D'APPUI A LA VIABILISATION DES VILLAGES RURAUX INTEGRES DANS LE CADRE DU RAPATRIEMENT ET DE LA REINTEGRATION AU BURUNDI		1 172 316 974	0	1 172 316 974
<b>513</b>	<b>APPUI PONCTUEL A LA POPULATION ET DEVELOPPEMENT</b>		579 535 796	0	579 535 796
00 4 27300 22 000	1091 01 APPUI PONCTUEL A LA POPULATION ET DEVELOPPEMENT		579 535 796	0	579 535 796
<b>514</b>	<b>APPUAPPUI AU PROGRAMME D'URGENCE I AU PROGRAMME D'URGENCE</b>		305 018 840	0	305 018 840
00 4 27300 22 000	1091 01 APPUI AU PROGRAMME D'URGENCE		305 018 840	0	305 018 840
<b>515</b>	<b>FIGHT AGAINST SEXUAL GENDER BASED VIOLENCE</b>		948 456 083	0	948 456 083
00 4 27300 22 000	1019 01 FIGHT AGAINST SEXUAL GENDER BASED VIOLENCE		948 456 083	0	948 456 083
<b>516</b>	<b>SECURITE ALIMENTAIRE</b>		6 321 310 603	0	6 321 310 603
00 4 27300 22 000	1091 01 SECURITE ALIMENTAIRE		6 321 310 603	0	6 321 310 603
<b>37</b>	<b><u>MINISTERE DE LA JEUNESSE , DES SPORTS ET DE LA CULTURE</u></b>		<b><u>1 012 730 370</u></b>	<b><u>367 837 500</u></b>	<b><u>644 892 870</u></b>
<b>501</b>	<b>CENTRE NATIONAL DE VOLONTARIAT DES JEUNES</b>		0	367 837 500	-367 837 500
00 4 27300 22 000	0821 02 CENTRE NATIONAL DE VOLONTARIAT DES JEUNES		0	367 837 500	-367 837 500
<b>502</b>	<b>POLITIQUE CULTURELLE ET FRANCOPHDNIE</b>		97 673 850	0	97 673 850
00 4 27300 22 000	0821 01 POLITIQUE CULTURELLE ET FRANCOPHONIE		97 673 850	0	97 673 850
<b>503</b>	<b>ACCES DES JEUNES AUS SERVICES SRAJ</b>		915 056 520	0	915 056 520
00 4 27300 22 000	0821 01 ACCES DES JEUNES AUS SERVICES SRAJ		915 056 520	0	915 056 520

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>40</b>	<b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE</b>		<b>134 428 015 855</b>	<b>100 385 210 648</b>	<b>34 042 805 207</b>
506	PROJET PARSE		1 120 524 054	3 320 000 000	-2 199 475 946
00 4 27300 22 000	0417	12 PROJET D'APPUI A LA RECONSTRUCTION DU SECTEUR D'ELEVAGE (PARSE)	1 120 524 054	3 320 000 000	-2 199 475 946
508	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES" PRODEFI"		17 674 564 241	13 049 000 000	4 625 564 241
00 4 27300 22 000	0411	13 PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES PRODEFI	17 674 564 241	13 049 000 000	4 625 564 241
510	DEVELOPPEMENT D'HORTICULTURE URBAINE ET PERI-URBAINE AU BURUNDI		457 048 835	475 000 000	-17 951 165
00 4 27300 22 000	0424	11 PROJET AU DEVELOPPEMENT D'HORTICULTURE URBAINE ET PERI-URBAINE AU BURUNDI	457 048 835	475 000 000	-17 951 165
512	PROJET D'APPUI AUX INFRASTRUCTURES RURALES DE BUGESERA		7 566 422 586	2 632 000 000	4 934 422 586
00 4 27300 22 000	0421	07 PROJET D'APPUI AUX INFRASTRUCTURES RURALES DANS LA REGION NATURELLE DE BUGESERA	7 566 422 586	2 632 000 000	4 934 422 586
515	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT REGIONAL D'AMENAGEMENT INTEGRE DU LAC TANGANYIKA		0	2 383 000 000	-2 383 000 000
00 4 27300 22 000	0421	21 PROJET D'APPUI AU PROGRAMME REGIONAL D'AMENAGEMENT INTEGRE DU LAC TANGANYIKA	0	2 383 000 000	-2 383 000 000
516	APPUI AUX PERSONNES VULNERABLES DANS LA PROVINCE DE RUYIGI		0	4 150 000 000	-4 150 000 000
00 4 27300 22 000	0428	01 APPUI AUX PERSONNES VULNERABLES DANS LA PROVINCE DE RUYIGI	0	4 150 000 000	-4 150 000 000
517	PROJET D'APPUI A L'INTENSIFICATION ET A LA VALORISATION AGRICOLES DU BURUNDI (PAIVA)		7 767 093 938	11 004 000 000	-3 236 906 062
00 4 27300 22 000	0424	02 PROJET D'APPUI A L'INTENSIFICATION ET A LA VALORISATION AGRICOLES DU BURUNDI (PAIVA)	7 767 093 938	11 004 000 000	-3 236 906 062
518	MULTI YEAR ASSISTANCE PROGRAM-BURUNDI 2008		0	3 900 000 000	-3 900 000 000
00 4 27300 22 000	0411	03 MULTI YEAR ASSISTANCE PROGRAM-BURUNDI 2008	0	3 900 000 000	-3 900 000 000
520	PROGRAMME TRIENAL 2009-2011 D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMMUNAUTES RURALES DES GRANDS LACS		0	75 000 000	-75 000 000
00 4 27300 22 000	0421	05 PROGRAMME TRIENAL 2009-2011 D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMMUNAUTES RURALES DES GRANDS LACS	0	75 000 000	-75 000 000
521	PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL ET OPERATIONNEL DANS LE SECTEUR AGRICOLE		5 850 000 000	5 139 000 000	711 000 000
00 4 27300 22 000	0424	09 PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL ET OPERATIONNEL DANS LE SECTEUR AGRICOLE PHASE III	5 850 000 000	5 139 000 000	711 000 000
522	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT INTEGRE DE KANSEGA		0	226 000 000	-226 000 000
00 4 27300 22 000	0421	10 PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT INTEGRE DE KANSEGA	0	226 000 000	-226 000 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
523	PROGRAMME POST-CONFLIT DE DEVELOPPEMENT RURAL		0	6 750 000 000	-6 750 000 000
00 4 27300 22 000	0421	14 PROGRAMME POST-CONFLIT DE DEVELOPPEMENT RURAL	0	6 750 000 000	-6 750 000 000
524	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE LA PROVINCE DE CIBITOKÉ		0	3 528 000 000	-3 528 000 000
00 4 27300 22 000	0424	15 PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE LA PROVINCE DE CIBITOKÉ	0	3 528 000 000	-3 528 000 000
525	PROJET DE PRODUCTIVITE ET DE DEVELOPPEMENT DES MARCHES AGRICOLES AU BURUNDI (PPF: PRODEMA)		11 238 061 000	1 968 000 000	9 270 061 000
00 4 27300 22 000	0424	19 PROJET DE PRODUCTIVITE ET DE DEVELOPPEMENT DES MARCHES AGRICOLES AU BURUNDI (PPF: PRODEMA)	11 238 061 000	1 968 000 000	9 270 061 000
526	PROJET INTEGRE D'AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE VIA AUTOPROMOTION DES PRODUCTEURS		1 059 884 995	173 000 000	886 884 995
00 4 27300 22 000	0424	20 PROJET INTEGRE D'AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE VIA AUTOPROMOTION DES POPULATIONS DANS LES COMMUNES MWAKIRO ET BUHINYUZA-PHASEII	1 059 884 995	173 000 000	886 884 995
528	PROJET DE MISE EN OEUVRE D'UNE ENQUETE AGRICOLE NATIONALE		0	2 176 000 000	-2 176 000 000
00 4 27300 22 000	0424	22 PROJET DE MISE EN OEUVRE D'UNE ENQUETE AGRICOLE NATIONALE	0	2 176 000 000	-2 176 000 000
529	PROJET REGIONAL DE GESTION DE LA RIVIERE KAGERA		0	266 000 000	-266 000 000
00 4 27300 22 000	0424	23 PROJET REGIONAL DE GESTION DE LA RIVIERE KAGERA	0	266 000 000	-266 000 000
530	PROJET DE CONTRIBUTION A LA RESTRAUCTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE		0	3 331 000 000	-3 331 000 000
00 4 27300 22 000	0424	25 PROJET DE CONTRIBUTION A LA RESTRAUCTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	3 331 000 000	-3 331 000 000
531	PROGRAMME TRANSITOIRE POST CONFLIT		0	3 184 000 000	-3 184 000 000
00 4 27300 22 000	0424	26 PROGRAMME TRANSITOIRE POST CONFLIT	0	3 184 000 000	-3 184 000 000
532	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES CAFEICULTURES		0	161 000 000	-161 000 000
00 4 27300 22 000	0424	28 PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES CAFEICULTURES	0	161 000 000	-161 000 000
533	PROGRAMME POUR LA PROMOTIDN DE L'AGRO-INDUSTRIE ET DES ENTREPRISES RURALES		0	8 600 000 000	-8 600 000 000
00 4 27300 22 000	0428	29 PROGRAMME POUR LA PROMOTION DE L'AGRO-INDUSTRIE ET DES ENTREPRISES RURALES	0	8 600 000 000	-8 600 000 000
534	PROGRAMME SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION AU BURUNDI ( PROSANUT)		3 204 000 000	5 760 000 000	-2 556 000 000
00 4 27300 22 000	0424	01 PROGRAMME SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNEL AU BURUNDI (PROSANUT)	3 204 000 000	5 760 000 000	-2 556 000 000
535	FONDS COMMUN DES FERTILISANTS		12 000 000 000	18 135 210 648	-6 135 210 648
00 4 27300 22 000	0424	01 FONDS COMMUNS DES FERTILISANTS	12 000 000 000	18 135 210 648	-6 135 210 648

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
537	PROJET AMELIORATION DE LA GESTION RATIONNELLE DES RESSOURCES NATURELLES DANS LES COMMUNES MAKAMBA ET MABANDA		513 183 956	0	513 183 956
00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET AMELIORATION DE LA GESTION RATIONNELLE DES RESSOURCES NATURELLES DANS LES COMMUNES MAKAMBA ET MABANDA		513 183 956	0	513 183 956
539	PROJET AMENAGEMENT DES MARAIS ET INTEGRATION AGRO-SYLVO-ZOOTECNIQUE		251 613 324	0	251 613 324
00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET AMENAGEMENT DES MARAIS ET INTEGRATION AGRO-SYLVO-ZOOTECNIQUE		251 613 324	0	251 613 324
540	APPUI AU SECTEUR AGRICOLE DU BURUNDI		14 700 000 000	0	14 700 000 000
00 4 27300 22 000 0424 01	APPUI AU SECTEUR AGRICOLE DU BURUNDI		14 700 000 000	0	14 700 000 000
541	DEVELOPPEMENT DES PLAINES DE L'IMBO ET DU MOSO		9 131 250 000	0	9 131 250 000
00 4 27300 22 000 0424 01	DEVELOPPEMENT DES PLAINES DE L'IMBO ET DU MOSO		9 131 250 000	0	9 131 250 000
542	PROJET EMPLOI DES JEUNES RURAUX		2 267 853 204	0	2 267 853 204
00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET EMPLOI DES JEUNES RURAUX		2 267 853 204	0	2 267 853 204
543	PROJET INITIATIVE OMD DE L'UNION EUROPEENNE-PROJET POUR ACCELERE L'ATTEINTE DE L'OMD 1C AU BURUNDI		11 838 600 000	0	11 838 600 000
00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET INITIATIVE OMD DE L'UNION EUROPEENNE-PROJET POUR ACCELERE L'ATTEINTE DE L'OMD 1C AU BURUNDI		11 838 600 000	0	11 838 600 000
546	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES COMMERCIALES DANS LA FILIERE THE AU BURUNDI		1 069 769 474	0	1 069 769 474
00 4 27300 22 000 0424 01	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES COMMERCIALES DANS LA FILIERE THE AU BURUNDI		1 069 769 474	0	1 069 769 474
548	AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES PAUVRES ET VULNERABLES DANS SIX PROVINCES DU PAYS(KARUSI,GITEGA,KAYANZA,BUJUMBURA RURAL ET BUBANZA) A TRAVERS LE RENFORCEMENT DES CAPACITES ET LA PROFESSIONNALISATION DES ORGANISATIONS DES PROD		160 000 000	0	160 000 000
00 4 27300 22 000 0424 01	AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES PAUVRES ET VULNERABLES DANS SIX PROVINCES DU PAYS(KARUSI,GITEGA,KAYANZA,BUJUMBURA RURAL ET BUBANZA) A TRAVERS LE RENFORCEMENT DES CAPACITES ET LA		160 000 000	0	160 000 000
549	ELABORATION DU PLAN D'ACTION NATIONAL POUR LA GESTION ET L'AMELIORATION DES RESSOURCES ZOO-GENETIQUES AU BURUNDI		145 370 302	0	145 370 302
00 4 27300 22 000 0424 01	ELABORATION DU PLAN D'ACTION NATIONAL POUR LA GESTION ET L'AMELIORATION DES RESSOURCES ZOO-GENETIQUES AU BURUNDI		145 370 302	0	145 370 302
550	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMMUNAUTES RURALES DES GRANDS LACS ( RDC-RWANDA-BURUNDI)		171 967 533	0	171 967 533
00 4 27300 22 000 0424 01	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMMUNAUTES RURALES DES GRANDS LACS ( RDC-RWANDA-BURUNDI)		171 967 533	0	171 967 533

		Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
551	PROGRAMME DE PROMOTIDN DE L' AGRICULTURE FAMILIALE	85 281 854	0	85 281 854
00 4 27300 22 000 0424 01	PROGRAMME DE PROMOTION DE L' AGRICULTURE FAMILIALE	85 281 854	0	85 281 854
552	PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL ET OPERATIONNEL AU SECTEUR AGRICOLE (PHASES 1et 2)	8 597 435 194	0	8 597 435 194
00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL ET OPERATIONNEL AU SECTEUR AGRICOLE (PHASES 1et 2)	8 597 435 194	0	8 597 435 194
553	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES SECTEUR FINANCIER ET PRIVE	182 369 110	0	182 369 110
00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES SECTEUR FINANCIER ET PRIVE	182 369 110	0	182 369 110
554	PROJET DE REBOISEMENT, D'AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS DE CONSTRUCTION ER REHABILITATION DES PISTES RURALES AVEC LE SYSTEME DE FFW EN PROVINCE KIRUNDO,RUTANA	692 283 760	0	692 283 760
00 4 27300 22 000 0421 01	PROJET DE REBOISEMENT, D'AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS DE CONSTRUCTION ER REHABILITATION DES PISTES RURALES AVEC LE SYSTEME DE FFW EN PROVINCE KIRUNDO,RUTANA	692 283 760	0	692 283 760
555	PROJET IMBO,MUMIRWA ET CENTRAL	10 941 937 995	0	10 941 937 995
00 4 27300 22 000 0421 01	PROJET IMBO,MUMIRWA ET CENTRAL	10 941 937 995	0	10 941 937 995
556	PROJET MOSO DU FONDS BELGE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 656 000 000	0	1 656 000 000
00 4 27300 22 000 0421 01	PROJET MOSO DU FONDS BELGE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 656 000 000	0	1 656 000 000
557	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU CNTA	35 500 500	0	35 500 500
00 4 27300 22 000 0421 01	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU CNTA	35 500 500	0	35 500 500
558	TRANCHE INCITATIVE ADDITIONNELLE AU PIC	4 050 000 000	0	4 050 000 000
00 4 27300 22 000 0421 01	TRANCHE INCITATIVE ADDITIONNELLE AU PIC	4 050 000 000	0	4 050 000 000
<b>41</b>	<b>MINISTERE DU COMMERCE , DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DU TOURISME</b>	<b>1 540 345 140</b>	<b>4 391 266 145</b>	<b>-2 850 921 005</b>
504	CADRE INTEGRE RENFORCE	0	4 391 266 145	-4 391 266 145
00 4 27300 22 000 0414 01	CADRE INTEGRE RENFORCE	0	4 391 266 145	-4 391 266 145
505	BURUNDI BUSUNESS INCUBATOR (BBIN)	1 540 345 140	0	1 540 345 140
00 4 27300 22 000 0414 01	BURUNDI BUSUNESS INCUBATOR (BBIN)	1 540 345 140	0	1 540 345 140
<b>42</b>	<b>MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES</b>	<b>51 697 702 166</b>	<b>61 158 501 762</b>	<b>-9 460 799 596</b>
505	PROJET DE PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS ET SUIVI DE L' ACCES EN AEPA FINANCE PAR GTZ	0	9 085 586 250	-9 085 586 250
00 4 27300 22 000 0434 01	PROJET D'URGENCE DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE (PURSE)	0	9 085 586 250	-9 085 586 250

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
<b>506</b>	<b>PROJETS BAD DANS LE CADRE DU PROJET PREIHMR</b>		0	41 532 134 861	-41 532 134 861
00 4 27300 22 000 0434 02	PROJET MULTINATIONAL D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DES PAYS DES LACS EQUATORIAUX ( PMIRE)		0	41 532 134 861	-41 532 134 861
<b>507</b>	<b>PROJET MULTISECTORIEL D'INFRASTRUCTURES EAU ET ÉLECTRICITE (PMIEE-REGIDE)</b>		0	6 010 464 750	-6 010 464 750
00 4 27300 22 000 0436 06	PROJET MULTISECTORIEL D'INFRASTRUCTURES EAU ET ÉLECTRICITE (PMIEE-REGIDE)		0	6 010 464 750	-6 010 464 750
<b>508</b>	<b>LAKE VICTORIA WATER SUPPLY AND SOUJNTATION</b>		13 000 000 000	2 945 671 951	10 054 328 049
00 4 27300 22 000 0661 08	LAKE VICTORIA WATER SUIJTATION(LVWS-AEPMYINGA-KAYANZA-NGOZI)		13 000 000 000	2 945 671 951	10 054 328 049
<b>509</b>	<b>PROJET D'EFFICACITE ENERGETIQUE(PEE)</b>		732 045 216	1 584 643 950	-852 598 734
00 4 27300 22 000 0436 09	PROJET D'EFFICACITE ENERGETIQUE(PEE)		732 045 216	1 584 643 950	-852 598 734
<b>511</b>	<b>LIGNE A 220 KV KAMANYORA-BUJUMBURA</b>		4 768 461 204	0	4 768 461 204
00 4 27300 22 000 0436 01	LIGNE A 220 KV KAMANYORA-BUJUMBURA		4 768 461 204	0	4 768 461 204
<b>512</b>	<b>CONSTRUCTION DE L'AEP MUGIRAMPEKE</b>		217 765 442	0	217 765 442
00 4 27300 22 000 0436 01	CONSTRUCTION DE L'AEP MUGIRAMPEKE		217 765 442	0	217 765 442
<b>513</b>	<b>EXTENSION DE L'AEP SHASHA-MUREMERA</b>		150 260 866	0	150 260 866
00 4 27300 22 000 0436 01	EXTENSION DE L'AEP SHASHA-MUREMERA		150 260 866	0	150 260 866
<b>514</b>	<b>EXTENSION DE L'AEP MUGERAMA</b>		14 166 043	0	14 166 043
00 4 27300 22 000 0436 01	EXTENSION DE L'AEP MUGERAMA		14 166 043	0	14 166 043
<b>515</b>	<b>REHABILITATION DE L'AEP KINYINYA</b>		336 838 781	0	336 838 781
00 4 27300 22 000 0436 01	REHABILITATION DE L'AEP KINYINYA		336 838 781	0	336 838 781
<b>516</b>	<b>CONSTRUCTION DE 16 BLOCS DE LATRINES</b>		358 164 614	0	358 164 614
00 4 27300 22 000 0436 01	CONSTRUCTION DE 16 BLOCS DE LATRINES		358 164 614	0	358 164 614
<b>517</b>	<b>RUKARAMU-KAJAGA-GATUMBA</b>		1 120 000 000	0	1 120 000 000
00 4 27300 22 000 0436 01	RUKARAMU-KAJAGA-GATUMBA		1 120 000 000	0	1 120 000 000
<b>518</b>	<b>AEP RUMONGE-NYANZA-LAC</b>		6 000 000 000	0	6 000 000 000
00 4 27300 22 000 0436 01	AEP RUMONGE-NYANZA-LAC		6 000 000 000	0	6 000 000 000
<b>519</b>	<b>CHE JIJI -MULEMBWE</b>		15 000 000 000	0	15 000 000 000
00 4 27300 22 000 0436 01	CHE JIJI -MULEMBWE		15 000 000 000	0	15 000 000 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
520	LIGNE KIGOMA -NGOZI-GITEGA		10 000 000 000	0	10 000 000 000
00 4 27300 22 000 0436 01	LIGNE KIGOMA -NGOZI-GITEGA		10 000 000 000	0	10 000 000 000
<b>44</b>	<b>MINISTERE DE L' EAU, DE L' ENVIRONNEMENT, DE L' AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>		<b>12 120 550 970</b>	<b>42 879 162 149</b>	<b>-30 758 611 179</b>
504	PROJET "ADAPTATION DES RISQUES ET ATTENUATION LIES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES"		0	1 494 891 600	-1 494 891 600
00 4 27300 22 000 0571 10	PROJET ADAPTATION DES RISQUES ET ATTENUATION LIES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES		0	1 494 891 600	-1 494 891 600
505	PROJET DSS		0	588 540 000	-588 540 000
00 4 27300 22 000 0562 07	PROJET DSS DE L' IBN		0	588 540 000	-588 540 000
506	PROJET DE REHABILITATION DES MILIEUX DEGRADES DANS LE BASSIN DU CONGO		0	9 091 177 382	-9 091 177 382
00 4 27300 22 000 0541 08	PROJET DE REHABILITATION DES MILIEUX DEGRADES DANS LE BASSIN DU CONGO		0	9 091 177 382	-9 091 177 382
508	PROGRAMME NATIONAL FONCIER		2 705 346 849	1 000 000 000	1 705 346 849
00 4 27300 22 000 0623 09	PROGRAMME D'APPUI A LA GESTION FONCIERE		2 705 346 849	1 000 000 000	1 705 346 849
509	LAC VICTORIA ENVIRONNEMENTAL MANAGEMENT PROJET II		3 385 709 124	1 677 339 000	1 708 370 124
00 4 27300 22 000 0571 11	PROJET LAC VICTORIA ENVIRONNEMENTAL MANAGEMENT PROJECT II		3 385 709 124	1 677 339 000	1 708 370 124
514	REVISION DE LA STRATEGIE NATIONALE EN MATIERE DE DIVERSITE BIOLOGIQUE		0	130 830 000	-130 830 000
00 4 27300 22 000 0622 13	REVISION DE LA STRATEGIE NATIONALE EN MATIERE DE DIVERSITE BIOLOGIQUE		0	130 830 000	-130 830 000
515	AUTORITE DU LAC TANGANYIKA		0	3 817 549 997	-3 817 549 997
00 4 27300 22 000 0622 14	CONTRIBUTION AUTORITE DU LAC TANGANYIKA		0	3 817 549 997	-3 817 549 997
518	ETUDE DE L'EVALUATION DES EAUX SOUTERRAINES DU BURUNDI		0	946 997 644	-946 997 644
00 4 27300 22 000 0622 04	ETUDE DE L'EVALUATION DES EAUX SOUTERRAINES DU BURUNDI		0	946 997 644	-946 997 644
519	AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS		3 370 458 182	4 626 000 000	-1 255 541 818
00 4 27300 22 000 0622 05	AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS ET D'AMELIORATION DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE(PABVARC)		3 370 458 182	4 626 000 000	-1 255 541 818
520	STRATEGIE NATIONALE DE GESTION DURABLE DES TERRES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES		0	7 605 500 000	-7 605 500 000
00 4 27300 22 000 0622 06	STRATEGIE NATIONALE DE GESTION DURABLE DES TERRES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES		0	7 605 500 000	-7 605 500 000

			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
521	PROJET SURVEILLANCE DU COUVERT FORESTIER NATIONAL ET DE MESURES NOTIFICATION VERIFICATION AVEC UNE APPROCHE		0	11 661 569 526	-11 661 569 526
00 4 27300 22 000	0563 12	PROJET SURVEILLANCE DU COUVERT FORESTIER NATIONAL ET DE MESURES NOTIFICATION VERIFICATION AVEC UNE APPROCHE REGIONALE	0	11 661 569 526	-11 661 569 526
522	PROJET HABILITATION DU BURUNDI A LA TROISIEME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		0	176 562 000	-176 562 000
00 4 27300 22 000	0622 15	PROJET HABILITATION DU BURUNDI A LA TROISIEME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	0	176 562 000	-176 562 000
523	RENFORCEMENT DES CAPACITES ET ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA GESTION DES POP AU BURUNDI		0	62 205 000	-62 205 000
00 4 27300 22 000	0622 16	RENFORCEMENT DES CAPACITES ET ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA GESTION DES POP AU BURUNDI	0	62 205 000	-62 205 000
525	PROJET BIODIVERSITE ET AIRES PROTEGES		798 005 540	0	798 005 540
00 4 27300 22 000	0622 01	PROJET BIODIVERSITE ET AIRES PROTEGES	798 005 540	0	798 005 540
526	RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR UNE GESTION DURABLE DES TERRES		259 266 014	0	259 266 014
00 4 27300 22 000	0622 01	RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR UNE GESTION DURABLE DES TERRES	259 266 014	0	259 266 014
527	PROGRAMME EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIENE		1 601 765 261	0	1 601 765 261
00 4 27300 22 000	0622 01	PROGRAMME EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIENE	1 601 765 261	0	1 601 765 261
<b>45</b>	<b><u>MINISTERE DES TRANSPORTS, DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'EQUIPEMENT</u></b>		<b><u>28 961 212 747</u></b>	<b><u>92 890 086 864</u></b>	<b><u>-63 928 874 117</u></b>
501	ROUTE NATIONALE 19 (RN19) CANKUZO-MUYINGA		0	11 363 971 728	-11 363 971 728
00 4 27300 22 000	0491 11	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE NATIONALE 19 (RN19) CANKUZO-MUYINGA	0	11 363 971 728	-11 363 971 728
503	PROJET MULTINATIONAL DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE NYAMITANGA -RUHWA-NTENDEZI-MWITYAZO		0	22 295 720 561	-22 295 720 561
00 4 27300 22 000	0491 12	PROJET DE ROUTE NYAMITANGA -RUHWA -NTENDEZI -MWITYAZO	0	22 295 720 561	-22 295 720 561
511	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME DE CREATION D'EMPLOI(P.A.P.C.E)		911 602 670	0	911 602 670
00 4 27300 22 000	0491 01	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME DE CREATION D'EMPLOI(P.A.P.C.E)	911 602 670	0	911 602 670
514	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE TROIS LOCALITES PAR LA MISE EN OEUVRE D'UN PROGRAMME A HAUTE INTENSITE DE MAIN		2 428 027 517	9 900 000 000	-7 471 972 483
00 4 27300 22 000	0413 01	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE DEUX A TROIS LOCALITES PAR LA MISE EN OEUVRE D'UN PROGRAMME DE PAVAGE A HAUTE INTENSITE DE MAIN D'OEUVRE PHASE II	2 428 027 517	9 900 000 000	-7 471 972 483



			Créd 2014 R.0	Créd 2013 R.1	Différence
515		PROJET DE TRAVAUX PUBLICS ET DE GESTION URBAINE (PTPGU)	24 401 507 200	11 102 279 126	13 299 228 074
00 4 27300 22 000	0451 02	PROJET DE TRAVAUX PUBLICS ET DE GESTION URBAINE (PTPGU)	24 401 507 200	11 102 279 126	13 299 228 074
516		PROJET D' AMENAGEMENT ET DE BUTUMAGE DE LA ROUTE GITEGA NYANGUNGU NGOZI (phase II): RN 15	0	20 092 336 269	-20 092 336 269
00 4 27300 22 000	0491 09	PROJET D' AMENAGEMENT ET DE BUTUMAGE DE LA ROUTE GITEGA NYANGUNGU NGOZI (phase II): RN 15	0	20 092 336 269	-20 092 336 269
517		PROJET D' AMENAGEMENT ET DE BUTUMAGE DE LA ROUTE GITEGA NYANGUNGU NGOZI (phase I TRONCON NYANGUNGU)	0	18 135 779 180	-18 135 779 180
00 4 27300 22 000	0491 10	PROJET D' AMENAGEMENT ET DE BUTUMAGE DE LA ROUTE GITEGA NYANGUNGU NGOZI (phase I TRONCON NYANGUNGU)	0	18 135 779 180	-18 135 779 180
520		PROJET D'INFRASTRUCTURES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION(RCIP2)	1 220 075 360	0	1 220 075 360
00 4 27300 22 000	0491 01	PROJET D'INFRASTRUCTURES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION(RCIP2)	1 220 075 360	0	1 220 075 360
<b>Total général</b>			<b>573 330 878 870</b>	<b>571 247 203 376</b>	<b>2 083 675 494</b>

**TABLEAU C: FONDS**

**CREDIT 2014**

**FONDS ROUTIER NATIONAL**

**9 154 408 402**

**45 MINISTERE DES TRANSPORTS, DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L' EQUIPEMENT**

**45 012 00 FONDS ROUTIER NATIONAL**

**7 66550 11 000 0451 01 ALLOCATION AU FONDS ROUTIER NATIONAL**

**9 154 408 402**

**TOTAL FONDS**

**9 154 408 402**

**TABLEAU C1: BUDGET DU FONDS ROUTIER NATIONAL EXERCICE 2014**

RECETTES	MONTANT	DEPENSES	MONTANT
TAXE SUR LE CARBURANT	5 571 750 402	I. ENTRETIEN DES ROUTES	8 241 106 157
IMPOTS SUR LES VEHICULES A MOTEUR	1 031 503 946	II.FONCTIONNEMENT	913 302 245
PERMIS DE CONDUIRE	80 873 348	-Carburant et lubrifiants	34 269 546
TAXE DE PEAGE ROUTE	2 470 280 706	-Equipement et fournitures de bureau	84 939 177
		-Charges salariales et formation	365 566 186
		-Entretien, maintenance constructions	130 426 514
		-Frais de mission ,contrôle des travaux, communication,documentation et publicité	187 502 927
		-Assurances véhicules	23 699 549
		-Frais d'étude , honoraires consultants et jetons de présence	86 898 346
<b>TOTAL</b>	<b>9 154 408 402</b>		<b>9 154 408 402</b>

**TABLEAU C2: DONNS COURANTS 2014**

	Période de décaissement	Devise	Montant (en devise)	Montant (en FBU)
<b>Dons attendus en 2014</b>				<b>100 751 240 000</b>
Union Européenne	4ème trimestre	EUR	14 000 000	30 534 000 000
Banque Mondiale	3ème trimestre	USD	25 000 000	40 775 000 000
Banque Africaine de Développement	3 ème trimestre	UC	7 000 000	17 810 520 000
Banque Africaine de Développement	4ème trimestre	UC	2 000 000	5 088 720 000
France	2ème trimestre		3 000 000	6 543 000 000

**PROJET DU BUDGET BAS/FCE 2014**  
**32 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DE BASE ET SECONDAIRE, DE L'ENSEIGNEMENT DES**  
**METIERS, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'ALPHABETISATION**

CODE	LIBELLE	Plan d'actions 2014	Marchés 2013 reportés	Affectation BAS 2013 annulé	BUDGET BAS/FCE 2014
	<b>001 CABINET</b>	<b>38 845 735 600</b>	<b>14 593 186 631</b>	<b>0</b>	<b>53 438 922 231</b>
0116158001	PRIME A LA PERFORMANCE SUR LE BAS/FCE	44 000 000			44 000 000
0126212001	FORMATION DES CADRES DU NIVEAU CENTRAL	93 000 000			93 000 000
0126212002	FORMATION DES CADRES DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE (IPE,ICE,DCE,IRES)	71 000 000			71 000 000
0126212003	FORMATION DES ACTEURS DECENTRALISES	30 000 000			30 000 000
0126212004	FORMATION METHODES EVALUATION (FONDAMENTALE ET SECONDAIRE)	30 000 000			30 000 000
0126212005	FORMATION DU PERSONNEL A STAT EDUCATION	119 500 000			119 500 000
0126216001	FRAIS DE SUIVI DES TRAVAUX M OC ET APPUI AUX COMITES LOCAUX	90 000 000			90 000 000
0126216002	FRAIS DE MISSION POUR LE SUIVI DU NIVEAU CENTRAL	82 000 000			82 000 000
0126221001	FRAIS DE COMMUNICATION POUR LA GESTION DU BAS/FCE	20 000 000			20 000 000
0126224001	COMMUNICATION ET CONCERTATION	55 000 000			55 000 000
0126236001	ABONNEMENT INTERNET AU NIVEAU CENTRAL	222 000 000			222 000 000
0126236002	ABONNEMENT INTERNET AU NIVEAU DECONCENTRE	60 000 000			60 000 000
0126275001	ETUDES ET CONCEPTIONS	390 000 000			390 000 000
0126312001	FRAIS DE CARBURANT	200 000 000			200 000 000
0126317001	ACQUISITION MANUELS SCOLAIRES ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	16 000 000			16 000 000
0126317002	IMPRESSION SUPPORTS PEDAGOGIQUES - SECONDAIRE GENERAL	1 756 800 000			1 756 800 000
0126317003	ACQUISITION DU KIT D'ALPHABETISATION	100 000 000			100 000 000
0126317004	ACHAT DE MANUELS TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS	450 000 000			450 000 000
0126317005	ACQUISITION ET DISTRIBUTION DES KITS +EQUIPEMENTS LUDIQUES	104 558 400			104 558 400
0126317006	ACHAT MATERIEL DIDACTIQUE, SCIENTIFIQUE	660 000 000			660 000 000
0126318001	FOURNITURES BAS/FCE ET CGMP	15 000 000			15 000 000
0126318002	FOURNITURES POUR LA FORMATION DET ET ECOLES TECHNIQUES	160 000 000			160 000 000
0142123001	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES CEM ET CFP	1 070 000 000			1 070 000 000
0142125001	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE SALLES DE CLASSE (MOD)	11 160 000 000	10 328 113 207		21 488 113 207
0142125002	CONSTRUCTION DE SALLES DE CLASSE (MOC)	12 243 977 000	4 265 073 424		16 509 050 424
0142125003	CONSTRUCTION AMPHITHEATRE (MESRS)	1 756 467 200			1 756 467 200
0142125004	CONSTRUCTION SDC ET BLOCS LATRINES	1 660 000 000			1 660 000 000
0142137001	ACHAT ET INSTALLATIONS PANNEAUX SOLAIRES (SECONDAIRE)	480 000 000			480 000 000
0142143001	MOBILIER ET EQUIPEMENT DE BUREAU DU NIVEAU CENTRAL	194 265 000			194 265 000
0142144001	EQUIPEMENT INFORMATIQUE DU NIVEAU CENTRAL	201 000 000			201 000 000
0142144002	EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ADMINISTRATION DECONCENTREE	1 806 000 000			1 806 000 000
0142144003	EQUIPEMENT INFORMATIQUES DES CEM'S	185 000 000			185 000 000
0142145001	EQUIPEMENT DES CEM ET CFP	1 550 000 000			1 550 000 000
0142148001	EQUIPEMENT DES ECOLES SECONDAIRES EN BANCS PUPITRES ET EQUIPEMENT	670 168 000			670 168 000
0142148003	EQUIPEMENT LABO DES COLLEGES ET LYCEES	1 000 000 000			1 000 000 000
0142148005	EQUIPEMENT DES ECOLES FONDAMENTALES MOC	100 000 000			100 000 000
	<b>003 INSPECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT</b>	<b>93 815 000</b>			<b>93 815 000</b>
0326212001	FORMATION DES IP ET IC EN MATIERE PSYCHOPEDAGOGIQUE	38 815 000			38 815 000
0326216001	SUIVI-ENCADREMENT DES INSPECTEURS DU SECONDAIRE	5 000 000			5 000 000
0376610001	FORMATION CONTINUE DES INSPECTEURS DU PRIMAIRE ET SUIVI ENCADREMENT	50 000 000			50 000 000
	<b>007 DIRECTION GENERALE DES FINANCES</b>	<b>1 274 403 000</b>			<b>1 274 403 000</b>
0726216001	SUIVI DE LA GESTION DE LA SUBVENTION AUX COMMUNES (MOC)	30 000 000			30 000 000
0776610002	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DPE	262 100 000			262 100 000
0776610003	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DCE	287 000 000			287 000 000
0776610004	ACHAT MOBILIER ADMINISTRATION DECONCENTREE				
0776610005	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES IPE	282 000 000			282 000 000
0776610006	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ICE	250 000 000			250 000 000
0776610007	FRAIS DE FONCTIONNEMENT IRES	100 000 000			100 000 000
0776610008	SUBVENTION AUX STRUCTURES COMMUNAUTAIRES	10 000 000			10 000 000
0786732001	COMPENSATION DES FRAIS DE SCOLARITES ECOLES PRIMAIRES	53 303 000			53 303 000

CODE	LIBELLE	Plan d'actions 2014	Marchés 2013 reportés	Affectation BAS 2013 annulé	BUDGET BAS/FCE 2014
	<b><u>010 DIRECTION GENERALE DES BUREAUX PEDAGOGIQUES</u></b>	<b><u>1 891 000 000</u></b>			<b><u>1 891 000 000</u></b>
1026212001	FORMATION ENCADREURS DES STAGES PRATIQUES	20 000 000			20 000 000
1026212002	FORMATION DES ENSEIGNANTS	1 661 000 000			1 661 000 000
1026212003	PRODUCTION EMISSIONS SUR DEPERICTIONS SCOLAIRES (RSN)	10 000 000			10 000 000
1026212004	SUIVI & ACCOMPAGNEMENT ENSEIGNANTS ET DIR. DANS RESEAU ECOLES FOND.	20 000 000			20 000 000
1026216001	MULTIPLICATION ET DIFFUSION DU DOCUMENT DE STRATEGIE GENRE ET EQUITE	20 000 000			20 000 000
1026224001	JOURNEES PEDAGOGIQUES COMMUNALES	120 000 000			120 000 000
1026271001	ELABORATION DE MODULES ET GUIDES	40 000 000			40 000 000
	<b><u>015 DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRAT° DE L'ENSEIG. DE BASE ET SECONDAIRE GENERAL ET PEDAGOGIQUE</u></b>	<b><u>446 000 000</u></b>			<b><u>446 000 000</u></b>
15262160001	STAGES PRATIQUES DES ECOLES A SECTION NORMALE	91 000 000			91 000 000
15262160002	SUIVI ET EVALUATION DES STAGES PEDAGOGIQUES	355 000 000			355 000 000
	<b><u>017 DIRECT° DE L' EDUCATION PRESCOLAIRE ET DE LA PETITE ENFANCE</u></b>	<b><u>105 000 000</u></b>			<b><u>105 000 000</u></b>
1726212001	FORMATION DES EDUCATEURS SUR LES PROGRAMMES SCOLAIRES	40 000 000			40 000 000
1726216001	SUIVI ET ENCADREMENT DES STRUCTURES PRESCOLAIRES	50 000 000			50 000 000
1726216002	ENQUETE POUR EVALUATION PRIS EN COMPTE DES QUEST° D'EVEIL PAR LES PARENTS	15 000 000			15 000 000
	<b><u>021 DIRECTION DE L' ALPHABETISATION</u></b>	<b><u>119 558 400</u></b>			<b><u>119 558 400</u></b>
2126212001	FORMATION CONTINUE DES ALPHABETISEURS	45 000 000			45 000 000
2126212002	FORMATION DES ANALPHABETES	52 558 400			52 558 400
2126216001	ATELIER D'ECHANGE AVEC LES PROFESSIONNELS DES SOUS SECTEURS	12 000 000			12 000 000
2126223001	JOURNEE INTERNATIONALE DE L'ALPHABETISATION	10 000 000			10 000 000
	<b><u>024 DIRECT° ENSEIGN. DES METIERS ET DE LA FORMAT° PROF.</u></b>	<b><u>1 136 168 000</u></b>			<b><u>1 136 168 000</u></b>
2426212001	FORMATION TECHNIQUE DES FORMATEURS				0
2426216001	SUIVI ENCADREMENT DES CEM ET CFP ET ECOLES TECHNIQUES	90 000 000			90 000 000
2426216002	PARTENARIAT PUBLIC ET PRIVE	100 000 000			100 000 000
2426216003	ENCADREMENT DES STAGES PROFESSIONNELS	300 000 000			300 000 000
2426271001	ELABORATION DES NOUVEAUX PROGRAMMES DES CFP	196 168 000			196 168 000
2476610001	ABONNEMENT DU FONDS DE GARANTIE POUR INSERTION LAUREATS	150 000 000			150 000 000
2476648001	SUBVENTIONS CEM ET CFP	300 000 000			300 000 000
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>43 911 680 000</b>	<b>14 593 186 631</b>		<b>58 504 866 631</b>

## BUDGET BAS/FCF 2014

### 40. MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE

#### **I. RECETTES**

Libellé	Montant en Euros	Montant en FBu
Don des PAYS BAS	5 000 000	10 000 000 000
Don Union Européenne (Via FIDA)	1 000 000	2 000 000 000
Gouvernement ( loi de Finances)	0	9 000 000 000
Gouvernement ( Vente stock engrais et amendements )	0	3 000 000 000
<b>TOTAL RECETTES</b>		<b>24 000 000 000</b>

#### **II. CHARGES**

Code	Libellé	Montant
1 61580 22 000	Indemnités de fonctionnement des organes de mise en oeuvre du PNSEB	10 000 000
2 62380 22 000	Système de gestion et traçabilité de la subvention des fertilisants et amendements	1 800 000 000
7 66110 22 000	Coût de fonctionnement du PNSEB	950 000 000
6 67380 22 000	Subvention des engrais et amendements	21 240 000 000
	<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>24 000 000 000</b>

**ANNEXES AU PROJET DE BUDGET 2014**



**BUDGET 2014 PREMIER PPP**

<b>LIBELLE</b>	<b>MONTANT</b>
<b>1.MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES</b>	<b>178 480 000 000</b>
WT-ENERGIE ET BIOFERTILISANTS:30 MW	93 120 000 000
CENTRALE MPANDA	85 360 000 000
<b>2.MINISTERE DE L' ENVIRONNEMENT</b>	<b>54 320 000 000</b>
5 BUILDINGS MINISTERIELS A GITEGA	54 320 000 000
<b>3.MINISTERE DES TRANSPORTS,TRAVAUX PUBLICS ET EQUIPEMENT</b>	<b>31 040 000 000</b>
PORT DE RUMONGE	31 040 000 000
<b>4.MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE</b>	<b>22 520 000 000</b>
USINE DE TRANSFORMATION DES FRUITS A GITEGA	15 520 000 000
ETUDE DE LA CULTURE STEVIA	7 000 000 000
<b>5.MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>	<b>15 520 000 000</b>
RESEAU INFORMATIQUE MINISTERE DES FINANCES	15 520 000 000
<b>6,MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>	<b>3 104 000 000</b>
BUILDING ADDIS ADDIS ABEBA	3 104 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>304 984 000 000</b>

**N.B: LE TAUX DE CHANGE= 1552 FBU/\$**

**PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL 2014**



## **BUDGET CITOYEN**



REPUBLIKA Y'UBURUNDI



UBUSHIKIRANGANJI BW'IKIGEGA CA LETA NO GUTUNGANYA IMIGAMBI  
Y'ITERAMBERE RY'UBUTUNZI

# AMAFARANGA Y'ABENEGIHUGU

ICEGERANYO C'AMAFARANGA ATEGEKANIWE GUKORESHA NA REPUBLIKA  
Y'UBURUNDI MU MWAKA W'IBIHUMBI BIBIRI NA CUMI NA KANE (2014)

## **Integuro y'amafaranga yose ategakanijwe gukoreshwa na Republika y'Uburundi mu mwaka w'2014**

### **A. Politike y'integuro y'amafaranga ategakanijwe gukoreshwa mu mwaka w'2014**

Integuro y'amafaranga ategakanijwe gukoreshwa mu mwaka w'2014 ije mu gihe igwirirana ry'ubutunzi itaduga cane mu bihugu biteye imbere bisanzwe bifasha igihugu cacu.

Mu gihugu cacu, iyo ntumbero y'ibihugu vyo hanze igoye ituma amafaranga bahora baduha yinjira mu kigega gikuru c'igihugu bayashira mu migambi bitoreye bo nyene kandi niduga bukebuke ry'igiciro c'igitoro hagati ya 2014-2016. Mu kugira tubandanye dukora neza, tuzoshinga ingingo zijanye na politike ijanye no gukoresha amafaranga neza kandi bigoye (**GUTUBIKA UWAVUBI**) twisunze umugambi ugira kabiri wo kurwanya ubukene(CSLP2).

Politike y'integuro y'amafaranga ategakanijwe gukoreshwa yerekeye kwegeranya amafaranga yinjira mu kigega no kuyakoresha mu bisata vyerekeye kugwiza umwimbu twisunze umugambi ugira kabiri wo kurwanya ubukene(CSLP2) no mu kugumizaho urugero rw'ibikorwa vyerekeye imibano no mu kugabanya gusohora amahera akoreshwa mu bikorwa vya misi yose.

Ishirwa mu ngiro ry'umugambi ugira kabiri wo kurwanya ubukene rishingiye ku nkingi zine nyamukuru :

1. Gutsimbataza intwaro yubahiriza amateka, gutsimbataza intwaro ibereye no guteza imbere ukungana kw'ibitsina;
2. Gusubiramwo ivyerekeye ubutunzi bw'uburundi mu kugwiza umwimbu n'akazi;
3. Guteza imbere ingene abantu batunganirizwa mu vyo bakenera, mu buryo bushemeye, hamwe no gukomeza ugufashanya mu gihugu cose;
4. Iterambere rirama kandi ridakumira.

### **B. Ivyafatiweko mu gutora amafaranga azakoreshwa mu mwaka w'2014 ni ibi bikurikira:**

1. ubutunzi bw'igihugu (PIB) buzisununura ku rugero rugana na 5,4 kw'ijana bwahora kuri 4,8 kw'ijana mu mwaka w'2013; ni ukuvuga ko uziyongera 0,6 kw'ijana;
2. Iyongerekana ry'agaciro k'ifaranga mu mpera z'umwaka w'2014 rizoba riri ku bice 8 kw'ijana ryahora ku bice 9 kw'ijana mu mwaka w'2013;
3. Uburemere bw'amakori buri ku bice 13,8 kw'ijana vy'umwimbu wo hagati mu gihugu bwahora ku bice 13,7 kw'ijana mu mwaka w'2013, ni ukuvuga ko bwiyongereye iibice 0,1 kw'ijana;
4. Amafaranga y'agaciro atuma abarundi bazoshobora kurangura ibidandazwa biva hanze y'igihugu azoguma ari nkayo mu mwaka uheze, ntazigera aja musiyangana nayashobora kurangura ibidandwa bingana nibikenerwa mu mezi ane.

**C. Amafaranga akoreshwa na Leta agizwe ku ruhande rumwe n'ayinjira mu kigega, ingabire n'ingurane, ku rundi ruhande akagirwa n'ayakoreshwa hamwe n'imfashanyo.**

**C.1. Ayinjira mu kigega agizwe n'ayava mu makori, ayatava mu makori n'ingabire (imfashanyo).**

- Ku vyerekeye ayava mu makori: agizwe n'amakori ava ku mwimbu, ku nyungu ziva ku mutahe, ku makori atozwa ku vy'abantu batunze n'ivyo bakora, amakori atozwa ku bidandazwa biva hanze y'igihugu no kw'ihanahana ry'ibidandazwa hagati y'ibihugu.
- Ayinjira mu kigega atavuye mu makori nayo agizwe n' ayava mu matungo y'abantu, mw' igurishwa ry' ivyo abantu batunze n' ivyo bakora, ayatozwa ku mpapuro zitangwa n' ubuzi bwa Leta( uburenganzira bwo kuronka viza, igitabu c' inzira, uburenganzira n' impusha zo kurangura imirimo itandukanye,...)hamwe n'amahadabu n'ibihano.
- Imfashanyo nazo zigizwe n'ingabire z'amafaranga akoreshwa na Leta hamwe n'imfashanyo zikoreshwa mu migambi y'iterambere. Izo mfashanyo zitangwa hisunzwe iyongerekana ry'ubutunzi bw'igihugu.

Hisunzwe ibiharuro vyitezwe kuri iryo yongerekana, amafaranga azokwinjira mu kigega havuyemwo imfashanyo angana 630,6 mu gihe yari imiriyaridi 602,1 mu mwaka w'2013, ni ukuvuga ko hiyongerako ibice 7,7 kw'ijana.

Ingingo zihambaye zerekeye kwongereza amafaranga yinjira mu kigega ca Leta zirategakanijwe, ikigo kijejwe amakori mu Burundi (OBR) kigiye gukora ibi bikurikira:

**1. Kwongereza ibizotozwako amakori mu gukora ibi bikurikira :**

- ✓ Gushira mu ngiro itegeko ryerekeye umwimbu ryategerezwa gukuraho ubusumasumbane buri hagati yiheberwa ry'amakori ryari rihasanze;
- ✓ Gushira mu ngiro ingingo nshasha z'amakori n'izo gushinga imitahe;
- ✓ Gucungera ihindagurika ry'amakori ku bitoro;
- ✓ Gusubiramwo itegeko nshikiranganji ryerekeye amakori atozwa kw'ikoreshwa ry'ibidandazwa bimwebimwe (igitoro, amafi, amatelefone ngendanwa, n'ibindi);
- ✓ Gushiraho ibiro bimwe ku mupaka duhana na Tanzaniya mu ntumbero yo kworoshya uruja n'uruza rw'ibidandazwa;
- ✓ Gukoresha ubuhinga bugezweho mu buzi bwose no mu buryo bwo kwegeranya amafaranga yinjira mu kigega ca Leta.

**2. Kurwanya ubusuma bukorwa mu kwinjiza ibidandazwa no kudatanga amakori mu gukora ibi bikurikira :**

- ✓ Guherekeza ibidandazwa kuva ku mipaka gushika aho barihira amakori

- ✓ Gukorana hagati y'ibiro bitoza amakori n'ishirahamwe rijejeje gucungera ibidandazwa (SGS) mu ntumbero yo kurwanya ubusuma bufatiye ku kugabanura ibiciro nyakuri vy'ibidandazwa.

### 3. Gushira inguvu mu kurihisha ibirarane vy'amakori;

Imfashanyo zitangwa n'abadufasha mu vyerekeye ubuhinga no mu vyerekeye amafaranga. Hari uguterera umuganda mu mafaranga aja mu kigega ca Leta : amafaranga y'amarundi imiriyaridi 100,8 mu gihe yari imiriyaridi 140,6 mu mwaka w'2013, ni ukuvuga ko yagabanutse ibice 28,4 kw'ijana hamwe n'imfashanyo zigenewe gushira mu ngiro imigambi y'ibisata bitandukanye bigize ubuzima bw'igihugu : amafaranga imiriyaridi 573,3 mu gihe yari imiriyaridi 571,8 mu mwaka w'2013, ni ukuvuga ko yiyongeyeko ibice 0,3 kw'ijana.

**C.2.** Amafaranga asohoka ava mu kigega ca Leta agabuwe mu yakoresha mu dukorwa twa misi yose no mu yashirwa mu mitahe. Ayakoresha mu dukorwa twa misi yose angana imiriyaridi 692,1 mu gihe yari imiriyaridi 653,7 mu mwaka w'2013; ni ukuvuga iyongerekana ry'ibice 5,9 kw'ijana; ayazokoresha mu mitahe nayo angana imiriyaridi 711,3 mu gihe yari imiriyaridi 716,0 mu mwaka w'2013 ni ukuvuga ko hagabanutse ibice 0,7 kw'ijana. Muriyinteguro y'itegeko, twarongereje amafaranga yo kugura aga karata ko kwivurizako abanyagihugu ku mahera arenga imiriyaridi 10 (Carte d'Assurance Maladie).

**Ingingo nyamukuru zerekeye ikoresha ry'amafaranga ya Leta mu mwaka w'2014 zerekeye cane cane :**

#### 1. Ubushikiranjanji bw'Uburimi n'Ubworozi

- Kugwiza no gukwiragiza imbuto zirinda indwara z'imyumbati, ibitoke, ibigori, ibiraya, umuceri n'imivyaro y'ibigazi ku mafaranga y'amarundi angana imiriyaridi 4 ;
- Gutegekanya ifumbire y'ikizungu ku mafaranga y'amarundi angana imiriyaridi 9 ;
- Gutunganya gushasha igisata c'ubworozi ku mafaranga y'amarundi angana imiriyaridi 12,5 ;
- Kwubaka urugomero rwo kuvomera imirima ku ruzi Kajeke ku mafaranga y'amarundi angana imiriyaridi 2 ;
- N'ibindi.

#### 2. Ubushikiranjanji bw'amasoko ntanganguvu n'ubutare

- kwubaka urugomero rw'umuyagankuba ku Mpanda(MW 10,4 ) ku mafaranga y'amarundi angana imiriyaridi 7,6 ;
- Imoteri itanga umuyagankuba ku mafaranga y'amarundi angana imiriyaridi 6,5;
- Gushira umuyagankuba ahari mapompo 3 yo kuduza amazi (Bugabira, Rusumo, Camazi na Mpinga-Kayove) ku mafaranga y'amarundi angana imiriyaridi 100 ;
- N'ibindi.



### **3. Ubushikiranganji bw'iterambere ry'amakomine - ikigega FONIC**

- Gushigikira iterambere rishingiye ku banyagihugu ku mafaranga y'amarundi angana na miriyaridi 2,5 ;
- Kubaka no guha ibikoresho amashuri shingiro ku mafaranga y'amarundi angana na 1,2 ;
- Umugambi w'ukugira ibisagara ku mafaranga y'amarundi angana n'imiliyoni 500.
- N'ibindi.

### **4. Ubushikiranganji bw'amashure y'intango n'ayisumbuye, inyigisho z'imyuga, inyigisho z'ubuhinga no kwigisha abakuze gusoma no kwandika**

- Gutanga ivya nkenerwa ku banyeshure biga baba mu ndaro ku mafaranga y'amarundi angana imiriyaridi 10,2 ;
- Kuriha amafaranga y'ishure abuze ku yategerezwa kurihwa angana amafaranga y'amarundi imiriyaridi 4,1 ;
- Kugaburira abanyeshure bo mu mashure y'intango ku mafaranga y'amarundi angana imiriyaridi 3 ;
- N'ibindi.

Ubwo bushikiranganji buremerewe gutanga akazi ku bigisha 1000 mu mashure yisumbuye, abigisha 1000 mu mashure y'intango, bituma hiyongera amafaranga y'amarundi angana imiriyaridi 4,4.

### **5. Ubushikiranganji bw'amagara y'abantu no kurwanya Sida**

- Udukarata two kwivurizako ku mafaranga y'amarundi angana imiriyaridi 2,7;
- Guheraheza Kwubaka ibitaro vy'akarorero i Karusi ku mafaranga y'amarundi angana imiliyoni 385
- Kwubaka ibitaro vy'akarorero i Gitega ku mafaranga y'amarundi angana imiliyari 2;
- Umugambi AMAGARA MEZA ku mafaranga y'amarundi angana imiriyaridi 8,3 ;
- Imfashanyo ifatiye ku kwitanga kurusha abandi ku mafaranga y'amarundi angana imiriyaridi 16,2;
- N'ibindi.

Ubwo bushikiranganji buremerewe guha akazi abaganga 45 n'abandi basanzwe bakorana, bituma hiyongera amafaranga y'amarundi angana umuriyaridi 1,1.

**6. Ubushikiranganji bwo gufatana mu nda, agateka ka zina muntu no kungana kw'ibitsina**

- Gufasha abatishoboye kwivuza ku mafaranga y'amarundi angana umuriyaridi 1,35;
  - Gufasha abagendana ubumuga no kubigisha imyuga ku mafaranga y'amarundi angana umuriyaridi 1,0;
  - Kwunganira umugambi wo gutahukana impunzi ku mafaranga y'amarundi angana umuriyaridi 1;
  - Uburyo bwo kugarukira ku bashikiwe n'impanuka ku mafaranga y'amarundi angana umuriyaridi 1,7;
  - N'ibindi.
7. Gushira mu ngiro ikukuruka ry'abakozi ba Leta, abasirikare n'abapolisi bakwije imyaka yo gukuruka

8. Amafaranga abakozi ba Leta bazokongerwa ku mwaka agereranywa n'imuriyaridi 8 mu mwaka w'2014 mu gihe yari imuriyaridi 7 mu mwaka w'2013.

**C.3. Amafaranga yose abuze** y'umugambi w'amafaranga yose akoreshwa na Leta mu mwaka w'2014 angana amafaranga imuriyaridi 70,4 mu gihe ayari abuze mu mwaka w'2013 yari imuriyaridi 54,9.

Imfashanyo ikenewe kugira amafaranga yose akoreshwa na Leta **abuze** aboneke ni imuriyaridi z'amafaranga y'amarundi 70,4.

Ibice bigize imfashanyo ataco isabwako ni :

1. Imfashanyo iva hanze, ukuyemwo ibisabwa n'amabanki, y'amafaranga y'amarundi angana imuriyaridi 32,5.
2. Imfashanyo iva mu gihugu ataco isabwako y'amafaranga y'amarundi angana imuriyaridi 37,9.

Imfashanyo iva hanze ukuyemwo ibisabwa n'amabanki, ikurwa mu ngurane ziharurwa mu miriyaridi 44,0 z'amafaranga y'amarundi yahinduwe mw'igabanywa ry'amadeni igihugu gifitiye amakungu aharurwa mu miriyaridi 11,5 z'amafaranga y'amarundi.

Ku vyerekeye imfashanyo iva mu gihugu ataco isabwako, igizwe n'amafaranga ava mu mabanki angana imuriyaridi 27,8 z'amafaranga y'amarundi n'ayatava mu mabanki angana imuriyaridi 13,6 z'amafaranga y'amarundi hamwe n'amafranga angana imuriyaridi 3,6 y'ukwishura ama deni yafashwe mu gihugu cacu.

Ng'uko uko umugambi w'itegeko ry'amafaranga yose akoreshwa na Leta mu mwaka w'2014 utunganyijwe.

Igabanganywa ry'amafaranga akoreshwa na leta mu mwaka w'2014 ku bisata vyegwa n'umugambi wa kabiri wo kurwanya ubukene (CSLP2), ibitegekanywe kurangurwa n'ubushikiranganji

Ibisata n'ibikorwa vy'umugambi wa kabiri wo kurwanya ubukene CSLP2	Amafaranga azokoresheha na Leta mu mwaka w'2014
Igisata ca 1: Gutsimbataza intwaro yubahiriza amateka, gutsimbataza intwaro ibereye no guteza imbere ukungana kw'ibitsina	585 525 409 334
Ubushikiranganji bw'ubutungane	21 998 502 260
Ubushikiranganji bwo gufatana mu nda, agateka ka zina muntu no kungana kw'ibitsina	18 797 900 181
Ubushikiranganji bw'umutekano	69 620 445 040
Ubushikiranganji bwo kwivuna abansi no gushigikira abahoze ku rugamba	117 106 872 873
Iburo vy'umukuru w'igihugu	21 402 767 171
Iburo vy'Icegera ca mbere c'umukuru w'igihugu	1 599 483 410

**AMAFARANGA Y'ABENEGIHUGU (Amakori ntanga akora iki?)**

**Urupapuro 7**

Ibiri vy'icegera ca kabiri c'umukuru w'igihugu	1 496 677 932
Inama nshingamateka	15 640 770 568
Umuhuza w'abarundi	794 432 387
Ubushikiranganji bw'intwari yo hagati	7 789 786 635
Ubushikiranganji bwo mu biro vy'umukuru w'igihugu bujejwe intwari ibereye no gushira amashirahamwe ya Leta mu minwe y'abikorera utwabo	13 082 527 313
Ubushikiranganji bw'imigenderanire no gufashanya n'ayandi makungu	37 634 786 235
Ubushikiranganji bwo guhanahana amakuru n'imigenderanire ya Leta n'inama nshingamateka	7 652 251 379
Ubushiranganji bw'iterambere ry'amakomine	12 015 078 502

**AMAFARANGA Y'ABENEGIHUGU (Amakori ntanga akora iki?)**

Ubushikiranganji bw'abakozi n'akazi	4 035 173 249
<b>Igisata ca 2: Gusubiramwo ivyerekeye ubutunzi bw'uburundi mu kugwiza umwimbu n'akazi</b>	<b>324 630 580 730</b>
Ubushikiranganji bw'ikigega ca Leta no gutunganya iterambere ry'ubutunzi	225 573 566 591
Ubushikiranganji bw'uburimi n'ubworozi	174 211 219 057
Ubushikiranganji bw'amasoko ntangangu n'ubutare	96 968 672 183
Ubushikiranganji bw'ubudandaji, amahinguriro, amaposita n'ingenzi	4 113 551 751
Ubushikiranganji bw'urwaruka, inkino n'imico kama	3 496 060 280
Ubushikiranganji bwo gutwara abantu n'ibintu, ibikorwa vya Leta n'ibikoresho	45 841 077 459

**AMAFARANGA Y'ABENEGIHUGU (Amakori ntanga akora iki?)**

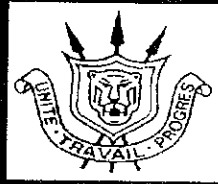
Ubushikiranganji bwo mu biro vy'umukuru w'igihugu bujejwe ivyerekeye umuryango wo mu bihugu vya Afrika y'Ubuseruko	9 240 311 282
<b>Igisata ca 3: Guteza imbere ingene abantu batunganirizwa mu vyo bakenera, mu buryo bushemeye, hamwe no gukomeza ugufashanya</b>	<b>484 185 228 291</b>
Ubushikiranganji bw'inyigisho za kaminuza n'ubushakashatsi	47 173 992 020
Ubushikiranganji bw'amashuri y'intango n'ayisumbuye, inyigisho z'imyuga, inyigisho z'ubuhinga no kwigisha abakuze gusoma no kwandika abakuze	259 672 387 601
Ubushikiranganji bw'amagara y'abantu no kurwanya ikiza ruhonyanganda SIDA	177 338 848 670
<b>Igisata ca 4: gukingira ikibanza hamwe n'ibidukikije mu ntumbero y'iterambere rirama</b>	<b>17 629 932 184</b>
Ubushikiranganji bw'amazi, ibidukikije, gutunganya agataka n'ibisagara (igisata gutunganya agataka n'ibisagara)	17 629 932 184
<b>AMAFARANGA YOSE HAMWE</b>	

**AMAFARANGA Y'ABENEGIHUGU (Amakori ntanga akora iki?)**

Amafaranga azokoresheha yose hawe ni amafaranga y'amarundi **1 403 296 251 853**: imiriyaridi igihumbi n'amajana ane na cumi n'imwe, imiriyoni amajana cenda na mirongo irindwi n'imwe, ibihumbi ijana na mirongitanu n'amajana atanu na mirongo itatu n'icenda.

**RAPPORT DES HYPOTHESES ECONOMIQUES ET LA PROGRAMMATION  
INDICATIVE DES CATEGORIES DES DEPENSES PUBLIQUES 2014-2015**





MINISTRE DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION  
DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

\*\*\*\*\*

COMITE PERMANENT DE CADRAGE MACROECONOMIQUE ET BUDGETAIRE  
(CPCMB)

*PREPARATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2014*

**DOCUMENT D'ORIENTATION BUDGETAIRE**  
**(LETTRE DE CADRAGE BUDGÉTAIRE)**

**2014 - 2016**

*Bujumbura, Août 2013*

---

## PREFACE

Le présent « *Document d'Orientation Budgétaire* (DOB) » tient lieu de lettre de cadrage pour guider les activités de préparation du budget de l'Etat pour l'année 2014 et assurer sa cohérence avec les priorités du Deuxième Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP-II). Au cours des prochaines années, et dans le cadre de la mise en œuvre du CSLP-II, l'enjeu de la croissance et de la création d'emplois pour un recul substantiel de la pauvreté seront placés au centre de l'action du Gouvernement.

J'invite tous les membres du Gouvernement au respect scrupuleux des présentes orientations pour la préparation des projets de budget pour l'année 2014. Les Institutions Constitutionnelles de la République sont également appelées à s'inscrire dans cette nouvelle démarche pour accompagner la mise en œuvre effective du CSLP-II dont l'objectif majeur est de créer les conditions favorables pour impulser le développement économique et social de notre pays.

*Fait à Bujumbura, le.../08/2013*

**LE MINISTRE DES FINANCES  
ET DE LA PLANIFICATION DU  
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

***HON. TABU ABDALLAH MANIRAKIZA***

## SOMMAIRE

I. Introduction .....	4
II. Contexte politique, économique et social .....	6
III. Perspectives macroéconomiques 2014-2016.....	9
III.1. Hypothèses de projection 2014-2016 .....	9
III.2. Profil de croissance économique.....	10
III.3. Inflation et taux de change.....	12
IV. Perspectives budgétaires a moyen terme.....	12
IV.1. Politiques budgétaires.....	12
IV.2. Perspectives budgétaires .....	14
V. Orientations budgétaires .....	17
V.1. Hypothèses de projections budgétaires 2014-2016.....	17
V.2. Allocations budgétaires par axe stratégique du CSLP II .....	18
Annexes .....	22

### Liste des tableaux

---

Tableau 1. Profil de croissance économique.....	12
Tableau 2. Recettes internes permanentes de l'Etat (en ratio du PIB) .....	15
Tableau 3. Dépenses totales de l'Etat (en ratio du PIB) .....	16
Tableau 4. PIB ressources, Croissance réelle annuelle.....	23
Tableau 5. PIB Ressources, ratio au PIB.....	24
Tableau 6. PIB ressources, nominal en milliards de FBU.....	25
Tableau 7. Tableau des Opérations Financières de l'Etat, en ratio au PIB.....	26
Tableau 8. Tableau . des Opérations Financières de l'Etat (en milliards de FBU).....	27
Tableau 9. Priorités du CSLP II et Enveloppes budgétaires projetées.....	28
Tableau 10. Parts relatives des crédits budgétaires.....	29
Tableau 11. Enveloppes Budgétaires Ministérielles Projetées 2013-2016.....	30

## I. INTRODUCTION

Le présent document dit « *Document d’Orientation Budgétaire 2014-2016* » (*DOB*) sert à la fois de guide stratégique et pratique pour la préparation du budget 2014, en vue de son alignement sur les priorités du Gouvernement en réponse aux ambitions du pays et aux aspirations des populations, telles que contenues dans le *Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté de deuxième génération (CSLP-II)*. Le Document d’Orientation Budgétaire a pour fondements juridiques la nouvelle loi organique relative aux finances publiques adoptée en 2008 (*Loi n°1/35 du 04 décembre 2008 relative aux Finances Publiques*) et des textes subséquents (*Règlement Général de Gestion des Budgets Publics du 18 Octobre 2011 et le Décret sur la Gouvernance Budgétaire du 24 juillet 2012*). Il s’inscrit dans le cadre du processus CDMT (Cadre de Dépenses à Moyen Terme), dont la mise en œuvre en cours se traduit par l’introduction d’importantes innovations, notamment dans la gestion économique et financière ainsi que dans la planification stratégique, à travers l’adoption d’une gouvernance tournée vers la gestion axée sur les résultats du développement (GARD). Dans cette optique, le Gouvernement s’est engagé à faire du budget un véritable instrument d’opérationnalisation de sa politique de développement.

**La mise en œuvre efficace du CSLP-II nécessite des renforcements importants en matière de programmation et de budgétisation.** En effet, l’ampleur des besoins nécessite des choix rigoureux et plus d’efficacité dans leur exécution, notamment dans la réalisation des investissements, afin d’en maximiser l’impact sur le développement du pays tout en minimisant l’incidence sur le budget de l’Etat. Le rythme de croissance des dépenses induites par la mise en œuvre du CSLP-II peut poser des problèmes d’absorption et exposer le pays à des graves risques de dérapages macroéconomique et financier qui annihileraient les gains attendus. Dès lors, le Gouvernement veillera à maintenir la stabilité macroéconomique et financière tout en poursuivant la réalisation des ambitions du CSLP-II.

**C’est pour concilier ces enjeux contradictoires que le Gouvernement s’est engagé à renforcer la démarche planificatrice fondée sur la Gestion Axée sur les Résultats du Développement (GARD) dont les CDMT en constituent un des principaux outils.** Dans ce cadre, la budgétisation aux niveaux central et sectoriel se fait dorénavant selon la démarche CDMT et de budgétisation par objectifs de programme, en s’assurant que : (i) les dépenses sont financées en conformité avec les objectifs de stabilité macroéconomique ; (ii) les dotations des Ministères sont alignées sur les besoins induits par les urgences du moment et les priorités sectorielles de la Stratégie de Développement et de Lutte contre la Pauvreté ; et que (iii) les dotations tiennent compte des capacités d’exécution des Ministères ainsi que de l’efficacité des dépenses.

Le «*Document d’Orientation Budgétaire*» encadre le processus de programmation budgétaire comme décrit ci-dessus. Menés dans une démarche participative impliquant tous les Ministères sectoriels, les travaux de préparation du présent document ont été conduits par le *Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique et Budgétaire (CPCMB)* institué le 10 Août 2010 par Ordonnance conjointe N°120/540/1209/2010 du Ministre du Plan et de la Reconstruction et du Ministre des Finances. Le DOB fait le point sur les développements socio-économiques et financiers récents, présente les perspectives d’évolution de l’activité économique nationale et donne les grandes orientations budgétaires pour les trois années à venir autour desquelles l’ensemble du Gouvernement est fédéré. Il est élaboré pour servir de base aux échanges en amont sur les orientations budgétaires avec les autres parties prenantes du processus budgétaire au sein de l’Exécutif, et en aval pour servir de rapport de

présentation du projet de budget au pouvoir législatif. Il sert également de support de communication des enveloppes budgétaires aux Ministères sectoriels et institutions pour la préparation des projets de budgets, ainsi que pour les discussions en conférences budgétaires.

Les allocations budgétaires présentées dans ce document couvrent une période triennale (2014-2016). Cependant, il convient de noter que la Loi de Finances pour l'année 2014 ne portera que sur la première tranche (2014). Les autres tranches annuelles sont affichées à titre indicatif afin de donner une orientation à moyen terme aux Ministères sur les moyens qui pourraient leur être accordés en fonction des perspectives économiques et du niveau induit des ressources de l'Etat.

## II. CONTEXTE POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIAL

### II.1. Au plan politique

Ce Document d'Orientation Budgétaire a été élaboré dans un environnement politique apaisé. En effet, après la mise en place de l'«Institution Ombudsman» et du «Forum de Dialogue Permanent des partis politiques» ayant permis de contenir les revendications nées des suites des élections de 2010, le pays vient d'abriter au courant du mois de mars 2013, de la part du Gouvernement, un atelier qui a rassemblé toute la classe politique tenu à Kayanza.

Cet atelier avait pour objectif de débattre sur le processus électoral au Burundi: «*Enseignements et perspectives*». A l'issue de ces assises, les acteurs politiques burundais ont ainsi arrêté une feuille de route pour une bonne organisation des élections de 2015 et cela devrait contribuer à la consolidation des avancées démocratiques.

Par ailleurs, le Burundi accorde une priorité à l'intégration régionale et la coopération avec les pays de la sous-région. C'est dans ce sens qu'il compte développer des liens forts avec les organisations régionales et sous régionales, notamment la Communauté Est Africaine pour laquelle la création d'une Fédération Politique est à l'étude.

### II.2. Au plan économique

La situation post-conflit demeure un handicap majeur pour le Burundi afin de pouvoir bénéficier pleinement d'un environnement extérieur favorable. L'économie a néanmoins fait des progrès, avec une croissance économique moyenne de 4,5% ces trois dernières années. Les politiques mises en place ont permis de contenir l'inflation à un chiffre sur la même période exception faite pour l'année 2012 où elle s'est établie à 18,2%. La double hausse des prix des produits énergétiques et des denrées alimentaires ont fragilisé l'économie, affectant lourdement la position extérieure du pays, la situation des finances publiques et les conditions de vie de la population.

L'activité économique devrait enregistrer un taux de croissance estimé à 4,8% en 2013. Cette hausse s'expliquerait principalement par les performances attendues au niveau de l'agriculture vivrière, l'énergie ainsi que la reprise de la production industrielle, notamment la production de textile. En effet, l'agriculture vivrière devrait enregistrer une production en progression de l'ordre de 3,5% par rapport au niveau de 2012, suite aux efforts du Gouvernement visant à mettre en œuvre le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA). Le secteur de l'eau et électricité connaîtrait une progression de 15% contre 7,6% en 2012, suite essentiellement à la location des centrales électriques d'une puissance d'environ 10 mégawatts. En outre, la production de l'industrie du textile devrait connaître une forte

croissance du fait du démarrage des activités de l'AFRITEXTILE, qui donnera un souffle nouveau à ce sous-secteur qui devrait bondir jusqu'à 15 % en 2013.

**Au niveau des échanges avec l'extérieur**, la balance commerciale est restée structurellement déficitaire sur la période 2010-2012. Le niveau du déficit s'est établi en moyenne à 20,2% du PIB et devrait se situer à 18,3% en 2013. Les importations demeurent de loin supérieures aux exportations, soit 3 fois plus élevées et représentent respectivement en moyenne sur la période 27% et 6% du PIB. Le degré d'ouverture de l'économie nationale au reste du monde qui est passé de 33,9% en 2011 à 33,5 % en 2012, devrait progresser pour atteindre 34,9 % en 2013.

**Dans le secteur monétaire**, la période 2010-2012 a été marquée par une évolution de la situation monétaire cohérente avec celle des autres comptes macroéconomiques. En effet, la masse monétaire s'est accrue en moyenne de 10%, soit 7 points de moins que la croissance du PIB nominal. Sous l'effet de la politique monétaire prudente mise en place par la Banque centrale, l'inflation a pu être contenue à un chiffre, soit 8,1% en moyenne sur la période 2010-2011. Cependant, malgré les efforts conjugués des autorités gouvernementales (détaxation de produits alimentaires de première nécessité) et monétaires à travers une politique monétaire contracyclique (recours au système du Marché Interbancaire des Changes (MIC), revue à la baisse du taux directeur passant de 14,34% fin décembre 2011 à 13,77%, à fin décembre 2012), les pressions inflationnistes n'ont pas pu être contenues en 2012. Les prix à la consommation ont connu une forte hausse et l'inflation a atteint 18,2%. Pour l'année 2013, la progression des prix devrait progresser modérément et l'inflation se situerait à 10%.

**Le taux de change** officiel BIF/USD a observé une tendance haussière sur la période 2010-2012. Il est en moyenne évalué à 1312,8 BIF pour 1 dollar. Au regard des tendances observées pour le premier trimestre, la monnaie nationale devrait connaître une forte dépréciation pour atteindre 1560 BIF pour 1 dollar en 2013.

**Au niveau des finances publiques**, des progrès ont été observés dans la gestion des finances publiques. Les recettes publiques hors dons se sont établies aux alentours de 15,2% du PIB en moyenne sur la période 2010-2012. Ce ratio devrait se situer à 15,9% du PIB, suite essentiellement à la mise en œuvre effective de la Stratégie de Gestion des Finances Publiques. Cependant, l'application de l'Ordonnance ministérielle n°540/117 du 29 janvier 2013 portant modalités de calcul de l'impôt professionnel sur les rémunérations (IPR) et l'incendie du marché central de Bujumbura risqueront de réduire l'ampleur de la performance attendue.

S'agissant des **dépenses publiques**, le pays a continué sa politique de contenir la progression des dépenses courantes au profit de celles d'investissement. A cet effet, les dépenses d'investissement financées sur les ressources internes ont progressé de 18,3% en moyenne sur la période 2010-2012 alors que les dépenses de fonctionnement n'ont progressé que de 11% en moyenne sur la même période. En dépit de ces efforts déployés pour contenir les dépenses courantes, les marges budgétaires dégagées ne sont pas encore suffisantes pour financer les besoins en investissement.

Par ailleurs, le solde budgétaire global (base caisse) s'est détérioré passant de -18,9% en 2010 à -20,8% du PIB en 2012. Afin de faire face à cette situation, le Gouvernement poursuivra ses efforts pour contenir les dépenses publiques, ce qui devrait se traduire par une légère atténuation du déficit budgétaire, qui se situerait à 18,6% du PIB en 2013.

### **II.3. Au plan social**

Le pays a enregistré des résultats positifs dans les secteurs de l'éducation et de la santé grâce essentiellement à la poursuite des efforts déjà entrepris visant l'amélioration de la santé et de l'éducation de la population. Ces efforts concernent notamment (i) la gratuité de la scolarité primaire, des services de santé maternelle et des soins de santé des enfants de moins de 5 ans, (ii) l'introduction du financement basé sur la performance ainsi que (iii) l'instauration de la carte d'assistance médicale.

**Dans le domaine de l'enseignement**, le taux de scolarisation a globalement progressé de 2005 à 2011. La mesure de gratuité du primaire a permis une augmentation spectaculaire du taux brut de scolarisation, passant de 81,6 % à 138,3 % entre 2005 et 2011. De son côté, l'expansion rapide du système des collèges communaux s'est traduite par une augmentation de 80% des effectifs du secondaire. Dans l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiants a doublé grâce, surtout, à l'essor de l'enseignement privé.

**Dans le domaine de la santé**, la construction et l'équipement de nouvelles infrastructures, la formation du personnel, la décentralisation des services notamment avec la mise en place des districts sanitaires, la gratuité de certains médicaments (contre la malaria et le VIH) et des soins médicaux aux femmes enceintes et aux enfants de moins de 5 ans ont permis de réaliser des progrès importants sur les plans de l'accessibilité et de la qualité des services. Les indicateurs de santé se sont généralement améliorés; notamment le taux d'accouchement dans les centres de santé est passé de 45,8% en 2010 à 55,0% en 2011 et celui de mortalité infantile a baissé de 114 à 101 pour 1 000 naissances vivantes entre 2008 et 2010.



**Au niveau de l'emploi**, la situation actuelle est caractérisée notamment par (i) l'absence de politique nationale en matière d'emploi et mauvaise connaissance du marché de travail ; (ii) l'inadéquation entre la formation et l'emploi; (iii) l'inaccessibilité au système formel de financement; (iv) l'insuffisance de structures d'encadrement à l'auto-emploi; (v) la faible diversification des créneaux porteurs d'emploi, précarité des emplois etc.

Dans l'ensemble, les jeunes diplômés rencontrent des difficultés pour accéder au marché du travail, et le taux de chômage à Bujumbura tend à croître avec le niveau d'éducation. Il touche 10,7 % des actifs qui n'ont pas été à l'école, 13,7 % de ceux ayant fréquenté le primaire, 18,9 % de la population ayant le niveau du secondaire général, et 12 % des Burundais possédant le niveau de l'enseignement supérieur.

Face à cette situation, le Gouvernement a adopté une série de mesures d'urgence, à savoir:

- Le développement des programmes de travail temporaire en faveur des démobilisés ;
- L'exécution des projets pilotes afin de promouvoir l'activité économique locale ou la réintégration des groupes affectés par la crise;
- La mise en place de quelques initiatives durables telles la création l'Agence Burundaise pour l'Emploi des Jeunes (ABEJ), qui a pour mission d'identifier et de sensibiliser les employeurs pouvant accueillir les jeunes sans expérience professionnelle et les encadrer sous forme de stage de premier emploi ;
- La politique de l'emploi.

### **III. PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 2014-2016**

#### **III.1. Hypothèses de projection 2014-2016**

Les hypothèses retenues pour le cadrage macroéconomique, et partant, le cadrage budgétaire pour la période 2014-2016 tiennent compte des développements économiques récents internes et externes ainsi que de la poursuite des réformes entreprises par le Gouvernement. Ces hypothèses sont également marquées par la volonté de l'Etat d'accroître de manière soutenue le niveau de ses ressources propres.

Au plan international, les hypothèses reposent notamment sur :

- Une faible reprise de croissance économique mondiale dans les économies avancées, soit 2,4% en 2013 contre 2,2% en 2012;
- La crise de la dette dans la zone euro qui demeurerait à moyen terme une menace de la croissance mondiale ;
- Une faible augmentation des prix du baril de pétrole sur la période 2014-2016;

- Un relèvement des cours mondiaux du café et du thé sur la période 2014-2016, soit une croissance moyenne de 2%;

Au plan national, les hypothèses retenues sont entre autres :

- Un niveau des appuis budgétaires plus élevé que celui réalisé l'année précédente en rapport avec les annonces des Bailleurs de fonds pendant la Conférence de Genève, soit 645,3 Mrds de BIF en 2013 contre 396 Mrds en 2012;
- Une bonne production vivrière attendue en liaison avec la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA);
- Une pluviométrie normale et une mise à disposition au moment opportun des intrants agricoles et les semences sélectionnées avec un impact positif sur les productions des secteurs de l'agriculture et de l'élevage ;
- Une relance effective de la production de l'AFRITEXTILE;
- Un achèvement des travaux d'installation de la dorsale nationale à fibre optique, qui permettra d'améliorer la qualité des services de la télécommunication;
- Une réduction du déficit de l'énergie électrique dans le pays suite notamment à la location de groupes électrogènes (ayant une capacité de 10 mégawatts) auprès de l'INTERPETROL et à la fin des travaux de construction du barrage sur Mpanda (en 2016) ;
- Une tendance baissière de l'inflation sur la période, soit 10% en 2013, 8% en 2014 et 5,8% en 2016.

Ainsi, sur base de ces hypothèses ci-dessus et tenant compte des principaux éléments de risques liés à l'évolution défavorable de certains cours des matières premières pour le pays et à la persistance des conflits dans la sous-région, les simulations faites à l'aide du modèle MACMOD-BI se présentent comme suit.

### **III.2. Profil de croissance économique**

La croissance du PIB remontera de 4,8% en 2013 à 5,4% en 2014 pour atteindre 7,2% et 2016, soit une moyenne avoisinant 6% sur la période projection. Cette croissance serait soutenue par l'ensemble des activités économiques.

- ✓ Le secteur primaire devrait enregistrer un taux de croissance moyen de 7,1% sur les trois prochaines années. Cette croissance résulterait des actions qui seront entreprises dans le secteur agricole et l'élevage en vue de la relance de la production dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) notamment la mise en valeur des espaces cultivables, l'aménagement des marais ainsi que la mise à disposition au moment opportun des intrants agricoles et les semences sélectionnées. En

vue d'accroître la production animale, le Gouvernement entend poursuivre et intensifier des actions de repeuplement du cheptel.

- ✓ Le secteur secondaire garderait sa tendance haussière grâce aux efforts soutenus déployés pour transformer la structure de l'économie. En effet, ce secteur afficherait un taux de croissance de 10,5% en 2014 contre 9,1% estimé pour l'année en cours. Ce taux enregistrerait une croissance moyenne de 12,2% sur la période 2014-2016. Cette croissance serait principalement tirée par le sous secteur électricité, eau et gaz ainsi que l'industrie textile. La production de l'électricité, eau et gaz accroitrait de 17,5% en moyenne entre 2014 et 2016 grâce aux importants investissements dont bénéficiera ce sous secteur notamment l'exploitation de nouvelles centrales thermiques, la réhabilitation du barrage hydroélectrique de Rwegura ainsi que la fin des travaux de construction du barrage hydroélectrique de Mpanda. L'industrie textile quant à elle, croîtrait jusqu'à 12,0% en moyenne sur les trois prochaines années suite à la production attendue de l'AFRITEXTILE.
  
- ✓ Le secteur tertiaire enregistrerait en 2014 un taux de croissance de 2,8% et atteindrait 4,4% en 2016 soit une moyenne de 3,9% sur la période. Ces performances seraient imputables principalement aux développements réguliers observés au niveau du sous secteur «Santé et action sociale» en cohérence avec les ambitions affichées dans le CSLP-II, ainsi qu'à la poursuite du développement du sous-secteur «hébergement et restaurant» qui devrait connaître une hausse importante au cours de la période 2014-2016 (en moyenne 9,9%) inhérente à la réhabilitation des principaux sites touristiques ainsi qu'au repositionnement du Burundi dans les choix pour la tenue de certains évènements régionaux et sous- régionaux.

**Tableau 1: Profil de croissance économique**

	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	4,5%	7,0%	6,1%	8,2%
Secteur secondaire	9,1%	10,5%	12,9%	13,1%
Secteur tertiaire	3,2%	2,8%	4,5%	4,4%
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>4,5%</b>	<b>5,4%</b>	<b>6,5%</b>	<b>7,2%</b>
Impôts et Taxes	7,8%	5,4%	6,5%	7,2%
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>4,8%</b>	<b>5,4%</b>	<b>6,5%</b>	<b>7,2%</b>

Source: CPCMB, Projection à l'aide du modèle MCMB-BI

### III.3. Inflation et taux de change

**Inflation:** Le taux d'inflation moyen annuel (mesuré par l'indice des prix à la consommation des ménages) qui était de 18,2% en 2012 pourrait descendre jusqu'à 10% en 2013, 8% en 2014 pour atteindre 7,2% en moyenne sur la période 2014-2016. Ces améliorations sont envisageables suite à l'augmentation probable de la production agricole, à la faible hausse des cours mondiaux des produits pétroliers, à l'amélioration de la gestion des liquidités et à une diminution drastique du financement du déficit budgétaire.

**Taux de change:** Etant donné la persistance des difficultés au niveau de la balance commerciale du pays (qui demeure déficitaire), la tendance baissière de la valeur du francs Burundi (dépréciation) devrait continuer sur la période. Cela devrait poser des problèmes de capacités d'importation du pays pour répondre aux besoins d'investissements massifs qu'induirait la mise en œuvre du CSLP-II. Le taux de change moyen Dollar américain/BIF qui était de 1442,5 est estimé à 1560 en 2014 et projeté à aviron 1680 en 2016.

## IV. PERSPECTIVES BUDGETAIRES A MOYEN TERME

### IV.1. Politiques budgétaires

Le Gouvernement poursuivra les réformes déjà engagées pour accroître le rendement de la fiscalité intérieure ainsi que celui de la fiscalité de porte. A cet effet, il contribuera à la mise en œuvre effective du plan d'actions de l'OBR entrepris depuis 2011, visant l'accroissement des recettes collectées.

Au niveau des dépenses, les efforts seront poursuivis pour la maîtrise des charges de fonctionnement des services publics, en vue de dégager des marges budgétaires pour la mise en œuvre des actions clés du CSLP-II. Il s'agit notamment de consolider les acquis du

CSLP-I, de poursuivre la dotation du pays en infrastructures socio-économiques de base et de créer les conditions de développement des secteurs de production. Toujours dans l'optique de contenir le rythme de progression des dépenses et d'une meilleure dotation des ressources budgétaires, l'allocation budgétaire aux Ministères et institutions sera basée à la fois sur les priorités du CSLP-II, les besoins réels des Ministères et Institutions tirés des Programmes d'Actions Prioritaires (PAP) pour la mise en œuvre des plans sectorielles stratégiques, et en s'assurant des capacités réelles d'exécution des crédits alloués. Cette priorisation des dépenses permettra au Gouvernement d'assurer le financement du CSLP-II, tout en sécurisant les crédits liés au fonctionnement régulier des services de l'administration.

En outre, de nouvelles stratégies de financement seraient développées en appui aux recettes fiscales. Il s'agit entre autre d'une plus forte contribution du secteur privé au financement du développement à travers le renforcement du Partenariat Public-Privé dans le financement de grandes édifices et ouvrages socioéconomiques. Ainsi, le Gouvernement, mettra plus en valeur de nouveaux types de financement d'infrastructures ayant cours dans l'économie moderne. Aussi, le recours au marché financier pour le financement de projets de développement ainsi que certains avantages fiscaux accordés aux investisseurs stratégiques, accompagneront cette nouvelle vision. Par ailleurs la stratégie des avantages fiscaux ont permis au cours des dernières années de relancer le secteur de l'hébergement et de l'hôtellerie, afin de créer les conditions nécessaires au développement d'une industrie touristique.

La diversité de ces financements pourrait accroître les capacités financières de l'Etat pour faire face à un rythme de dépenses soutenu en phase avec les ambitions du CSLP-II. Les dépenses en capital consommeront l'essentiel des nouveaux financements, notamment les infrastructures de base.

Ainsi, le Gouvernement continuera de consacrer des efforts à l'amélioration de la Gouvernance économique et financière et la transparence dans la gestion des finances publiques, pour une plus forte mobilisation des Partenaires Techniques et Financiers dans l'accompagnement de la mise en œuvre du CSLP-II. En outre, le Gouvernement s'adressera aux marchés financiers pour lever des fonds complémentaires à la mise en œuvre des actions de développement clés contenues dans le CSLP-II. Cependant, afin d'éviter de retomber dans le cercle vicieux de l'endettement public, après le bénéfice de l'initiative PPTE et IADM, les emprunts à taux hautement concessionnels seront privilégiés.

## IV.2. Perspectives budgétaires

Le Gouvernement entend poursuivre son objectif de contenir les dépenses courantes afin de dégager les ressources nécessaires au financement des projets d'investissement à croissance rapide et d'accroître le rendement des services fiscaux en vue d'améliorer le niveau des ressources propres de l'Etat. En outre, un code des impôts a été révisé au début de l'année 2013 et des efforts seront redynamisés pour accroître le rendement des services fiscaux en vue d'améliorer le niveau des ressources propres de l'Etat sans toutefois accroître démesurément le poids de la fiscalité sur les contribuables. Le développement du marché financier à travers l'émission des titres publics sera également envisagé pour la mobilisation des ressources additionnelles.

Au niveau des recettes, sur la période 2014-2016, les ressources internes totales connaîtraient une progression modérée et leur ratio au PIB resterait stable autour de 14,2%. Les recettes fiscales vont poursuivre leur tendance haussière et atteindraient une croissance moyenne de 12,7% et le taux de pression fiscale qui est estimé à 12,3% en 2013 atteindrait 12,8% en 2016. Cette croissance sera tirée essentiellement par les taxes sur les biens et services qui à elles seules représenteraient 7,6% du PIB sur la période 2014-2016. Les taxes sur le commerce extérieur et les transactions internationales, quant à elles, connaîtraient une croissance moyenne de 1,3% du PIB sur la période.

Quant aux recettes non fiscales, elles demeureraient moins importantes et son ratio au PIB se stabiliserait autour de 1,4% au cours de la période, représentant ainsi 10% des ressources propres de l'Etat.

En ce qui concerne les ressources extérieures, les Partenaires Techniques et Financiers du Burundi continueraient à apporter leur soutien au développement du pays en participant à la mise en œuvre du CSLP-II. Ce soutien se traduira par la perpétuation et l'augmentation des appuis financiers extérieurs. Les dons projets devraient représenter 13,3% du PIB en moyenne sur la période sous revue contre 10,3% du PIB en moyenne sur la période 2011-2013.

**Tableau 2: Recettes internes permanentes de l'Etat (en ratio du PIB)**

	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Recettes totales	13,7%	13,8%	14,1%	14,2%
<b>Recettes fiscales</b>	<b>12,3%</b>	<b>12,5%</b>	<b>12,7%</b>	<b>12,8%</b>
Impôt sur le revenu	3,8%	3,8%	3,8%	3,9%
Taxes sur les biens et services	7,4%	7,5%	7,6%	7,6%
Taxes sur le commerce extérieur	1,1%	1,2%	1,3%	1,4%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>1,4%</b>	<b>1,4%</b>	<b>1,4%</b>	<b>1,4%</b>

Source: CPCMB, Projection à l'aide du modèle MCMB-BI

S'agissant des **dépenses**, leur orientation sera une fois de plus guidée par l'objectif de soutenir la croissance économique tout en préservant les acquis sociaux du CSLP-I. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de Gestion des Finances Publiques 2012-2014, l'évolution des dépenses sera également marquée par la mise en place progressive de pratiques modernes et efficaces de gestion de la dépense, notamment la déconcentration de la fonction d'ordonnancement de la dépense vers les Ministères sectoriels, la rationalisation du circuit de la dépense, l'application du Règlement Général de Gestion des Budgets Publics.

Les dépenses devraient ainsi représenter globalement 34,6% du PIB en moyenne sur la période 2014-2016. Ce ratio serait tiré par les dépenses d'investissement (19,2% de croissance moyenne), notamment par sa composante financée sur les ressources externes (15,8% de croissance moyenne). Au total, sur la période, le ratio des dépenses au PIB passerait de 33,5% en 2014 à 34,3% à l'horizon 2016. Le ratio des dépenses courantes au PIB afficherait une baisse de 0,8 point de pourcentage (passant de 14,9% en 2014 à 14,1% en 2016). Les dépenses en capital passeraient de 18,3% à 20,1% en ratio du PIB entre 2014 et 2016.

**Tableau 3: Dépenses totales de l'Etat (en ratio du PIB)**

	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Dépenses et prêts nets	34,2%	33,5%	35,5%	34,3%
<b>Dépenses courantes</b>	<b>16,0%</b>	<b>14,9%</b>	<b>14,8%</b>	<b>14,1%</b>
Traitements	7,5%	7,4%	7,3%	7,0%
Biens et services	2,7%	2,4%	2,4%	2,3%
Transferts et subventions	4,5%	4,3%	4,3%	4,2%
Intérêts dûs	0,9%	0,8%	0,7%	0,7%
Intérieurs	0,7%	0,7%	0,7%	0,6%
Extérieurs	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
<b>Autres dépenses</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,2%</b>
<b>Dépenses exceptionnelles</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>1,2%</b>	<b>0,0%</b>
dont Elections	0,0%	0,0%	1,2%	0,0%
<b>Dépenses en capital</b>	<b>18,0%</b>	<b>18,3%</b>	<b>19,2%</b>	<b>20,1%</b>
Ressources intérieures	2,7%	3,1%	3,3%	3,9%
Ressources externes	15,2%	15,2%	16,0%	16,1%
Prêts projets	1,0%	1,8%	2,7%	3,1%
Dons projets	14,2%	13,5%	13,3%	13,0%
<b>Prêts nets</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>

Source: CPCMB, Projection à l'aide du modèle MCMB-BI

Compte tenu des efforts déployés par le Gouvernement pour la mise en œuvre du CSLP-II, le solde budgétaire resterait déficitaire. Cependant, les efforts visant à contenir la progression des dépenses, notamment des dépenses courantes, se traduiraient par une amélioration du déficit global qui passerait de 19,6% du PIB attendu en 2014 à 20,3% à l'horizon 2016.



## V. ORIENTATIONS BUDGETAIRES

### V.1. Hypothèses de projections budgétaires 2014-2016

L'ambition affichée par le Gouvernement d'accélérer la croissance afin d'améliorer le bien-être de la population fait face à un défi majeur, celui d'améliorer la qualité de la dépense et d'accroître l'efficacité de la gestion publique. Dans cette optique, dorénavant le processus budgétaire est conduit avec un accent particulier portant sur un meilleur ciblage des actions et une meilleure affectation des ressources budgétaires tant au niveau central que sectoriel.

**Au niveau central**, les allocations se feront par axe stratégique et missions assignées aux Ministères selon les priorités du Gouvernement et les objectifs poursuivis par le CSLP-II.

**Au niveau sectoriel**, les répartitions des crédits budgétaires seront guidées par la nécessité d'apporter des réponses aux urgences du secteur et à la prise en compte des actions prioritaires des Ministères au regard des objectifs du CSLP-II relevant de leurs compétences.

**Les ressources allouées aux différents secteurs sont celles dérivées du cadre macroéconomique qui tient compte à la fois des capacités internes de mobilisation et des appuis financiers extérieurs.** Les allocations visent à concilier deux préoccupations majeures du Gouvernement :

- Maintenir un cadre macroéconomique stable par la poursuite rigoureuse du Programme du Gouvernement conclu avec les Institutions de Bretton Woods (FMI et Banque Mondiale), et appuyé par l'ensemble de nos Partenaires Techniques et Financiers au développement ;
- Assurer une croissance soutenue des dépenses publiques, notamment en faveur des actions devant accompagner les politiques de diversification de l'économie pour accélérer la croissance, créer des emplois et réduire la pauvreté; à travers une attention accordée aux secteurs sociaux, au développement des infrastructures et aux secteurs productifs, qui constituent les leviers de la croissance économique.

Une série de simulations macroéconomiques et budgétaires a permis d'obtenir un profil de croissance et d'allocations budgétaires conciliant ces objectifs. En rapport avec le cadrage macroéconomique et les capacités réelles de mobilisation des ressources du pays, les crédits budgétaires (hors dettes et charges communes) de 2014 à 2016 devraient connaître **une hausse annuelle moyenne globale de 12,3%**. Cette hausse globale serait tirée par les **dépenses en capital**, avec un taux de croissance moyen de 16,3%. La composante des dépenses en capital financées sur ressources internes afficherait une hausse moyenne de 26,6% et celle financée sur ressources extérieures croîtrait en moyenne à 14,3%. Quant aux dépenses courantes, elles devraient enregistrer une augmentation moyenne modérée de 7,4%. Sur la période 2014-2016, les **dépenses de personnel** afficheraient une croissance moyenne de 9,2% et les **biens et services** enregistreraient une hausse moyenne de 6,2%.

Le CSLP-II affiche de façon claire les ambitions du Gouvernement au cours de la période 2014-2016. Elles portent sur : (i) le renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne Gouvernance et Promotion de l'égalité du genre; (ii) la transformation de l'économie pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois ; (iii) l'amélioration du taux d'accès et de la qualité des services de base et le renforcement du socle de la protection sociale ; (iv) la gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable.

Le Gouvernement entend donc poursuivre résolument ses interventions simultanément dans tous ces domaines stratégiques du CSLP-II dans le but d'observer les progrès d'ensemble. Dans le même temps, il entend utiliser le processus budgétaire pour mettre un accent particulier, d'année en année, sur certains secteurs selon les urgences pour combler rapidement les déficits et **éliminer toutes les pesanteurs qui continuent de « plomber le décollage de l'économie »**. Au cours des années précédentes, une attention particulière a déjà été accordée au développement du secteur de la santé qui s'est traduite par une augmentation considérable des allocations budgétaires en faveur de ce secteur (1,4% du Budget en 2008 à 11,35% du Budget 2013, avec des crédits qui sont passés de 7 milliards de FBU à 126 milliards de FBU). De même, le secteur des infrastructures a aussi bénéficié d'une attention particulière. Ces secteurs continueront de bénéficier de l'attention du Gouvernement, dans la logique de la complémentarité des secteurs. De plus, un accent particulier a été mis sur le secteur de l'éducation avec des allocations budgétaires considérables (21,45% du budget en 2008 à 23,82% en 2013).

En outre, la diversification économique étant le nœud de la croissance et de la création d'emplois modernes, stables et bien rémunérés, comme visé dans le CSLP-II, le Gouvernement entend consentir des moyens conséquents pour accompagner les stratégies et programmes dans ce secteur (mesures d'accompagnement dans les infrastructures et ressources humaines ainsi que le soutien au développement de partenariat public-privé). Cela devra se traduire par des parts accrues pour le secteur productif dans les allocations budgétaires.

Les sections suivantes décrivent les allocations budgétaires pour la période 2014-2016, réconciliant les contraintes en ressources du cadre macro avec les priorités sectorielles du CSLP-II comme décrits ci-dessus et tenant compte des coûts des programmes. La définition de ces orientations budgétaires intervient au moment où le Gouvernement du Burundi est entrain de mobiliser les Partenaires Techniques et Financiers au financement de son CSLP-II. Notons que ces allocations se rapportent aux quatre axes retenus traduisant les priorités du Gouvernement sur la période de mise en œuvre du CSLP-II.

## **V.2. Allocations budgétaires par axe stratégique du CSLP II**

### **Axe 1. Renforcement de l'Etat de Droit, Consolidation de la Bonne Gouvernance et Promotion de l'Egalité du Genre.**

*La part relative du budget de cet axe passerait de 34,83% en 2013 à 29,83% en 2016 soit une diminution de 5,0 points de pourcentage. Ayant connu des évolutions notables avec la mise en œuvre du CSLP-I, la part relative de cet axe devrait diminuer pour libérer des marges qui serviront au financement des programmes de relance de la croissance économique. Les activités qui seront exécutées dans cet axe s'articulent autour des objectifs stratégiques suivants : (i) Renforcement de la Justice et de l'Etat de Droit, (ii) Consolidation de la Bonne Gouvernance et Performance des Institutions Publiques, (iii) Réforme de la Gestion des Finances Publiques, et (iv) Promotion de l'Egalité du Genre. L'atteinte de ces objectifs stratégiques exige la mise en œuvre d'une série d'activités dont les principales sont les suivantes :*

- ✓ Assainissement du système Judiciaire et opérationnalisation de la justice transitionnelle ;
- ✓ Promotion des droits humains ;

- ✓ Accroissement des capacités de l'intégrité des corps de défense et de sécurité ;
- ✓ Réintégration socio-économique des personnes affectées par le conflit ;
- ✓ Amélioration des performances des institutions publiques ;
- ✓ Amélioration de l'alignement du budget et modernisation des finances publiques avec la mise en œuvre de la deuxième stratégie des Finances Publiques et de son plan d'action. Les réformes dans ce domaine s'articulent autour de : préparation du budget, exécution du budget et rationalisation de la chaîne de la dépense, passation des marchés et contrôle etc.

## **Axe 2. Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois.**

*La part relative des crédits budgétaires allouée à cet axe passerait de 26,38% en 2013 à 34,78% en 2016, soit un gain de 8,4 points de pourcentage sur la période. En matière de relèvement de la productivité des secteurs porteurs de croissance, sa part enregistrera une augmentation substantielle et passera de 12,96% en 2013 à 14,77% en 2016, soit un gain de 1,82 point de pourcentage. Les grands domaines d'intervention identifiés dans le CSLP-II portent sur : (i) l'amélioration de la production agricole, (ii) l'exploitation rationnelle des mines et carrières, (iii) la promotion de l'industrie, de l'artisanat et du tourisme ainsi que (iv) la promotion du secteur privé et (v) l'emploi des jeunes.*

- ✓ **Promotion de la production agricole.** L'agriculture et l'élevage et de façon plus générale, le développement du monde rural joue un rôle capital dans toute stratégie de réduction de la pauvreté dans un pays à prédominance rurale et agricole. Au Burundi, ces dernières années ont été caractérisées par des performances mitigées dans ce secteur. Aussi, au cours des années à venir, les efforts du Gouvernement viseront-ils l'amélioration de manière très sensible la production agricole à travers des réponses structurées aux difficultés du secteur, basées à la fois sur le CSLP-II et les principales orientations définies par le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA2012-2017). Les principes de ce programme s'inspirent de la vision du Gouvernement pour le secteur agricole qui se décline comme suit : « l'agriculture burundaise a pour mission fondamentale d'assurer à tous les burundais la sécurité alimentaire en quantité et en qualité. Pour ce faire, elle devra se transformer d'une agriculture de subsistance à une agriculture familiale et commerciale, assurant le revenu décent aux ménages et soucieuse de l'environnement et de la bonne gestion des ressources ». Les priorités vont s'articuler autour des objectifs suivants : (i) l'accroissement durable de la production et la sécurité alimentaire, (ii) la professionnalisation des producteurs et la promotion de l'innovation, (iii) le développement des filières et de l'agro-business y compris l'élevage et la pêche, ainsi que (iv) le renforcement des institutions publiques. Les programmes d'amélioration à l'accès des populations aux fertilisants ainsi que l'aménagement des marais à travers l'irrigation vont être poursuivis.
- ✓ **En matière d'élevage,** les actions visant l'amélioration de la production de l'élevage se feront avec une forte contribution du secteur privé, notamment à travers la mobilisation des investissements directs étrangers. Au cours de la période 2014-2016, le Gouvernement poursuivra le programme du repeuplement du cheptel initié depuis 2009. Les autres activités dans ce secteur concernent l'insémination artificielle, la diversification et la modernisation du petit élevage.

- ✓ **S'agissant de la pêche**, son intensification portera sur : (i) l'augmentation de la productivité et la production des plans d'eau tout en préservant les écosystèmes naturels, (ii) l'amélioration des revenus des ménages impliqués dans les activités de pêche et sylviculture et la diversification des sources de revenus pour assurer l'équilibre nutritionnel.

En vue de réussir la transformation de l'économie, il demeure indispensable de procéder à : (i) l'exploitation rationnelle des mines et carrières, (ii) la promotion de l'industrie, de l'artisanat, du tourisme et du secteur privé. Les progrès enregistrés en matière de facilitation du commerce et notifié à travers le rapport « Doing Business », vont être préservés. Les préoccupations de la création d'emplois modernes, stables et bien rémunérés resteront une priorité.

- ✓ **Amélioration de l'accès et la qualité des infrastructures économiques.** *La part relative des crédits y alloués passerait de 13,22% en 2013 à 19,84% en 2016, soit un gain de 6,62 points de pourcentage.* Les priorités portent sur l'augmentation de l'offre et la qualité des infrastructures dans les domaines énergétique et du transport. Les grands chantiers déjà initiés dans le domaine de l'énergie vont être poursuivis. La priorité sera donnée au désenclavement du pays en vue de faciliter le commerce.

### **Axe 3. Amélioration des taux d'accès et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale.**

*La part relative des crédits alloués à cet axe passerait de 36,8% en 2013 à 33,87% en 2016.* Compte tenu des contraintes des ressources, des efforts devront être déployés par ces secteurs afin d'y accroître l'efficacité dans l'utilisation d'importants moyens y consacrés. Ces derniers devraient permettre de mener les actions prioritaires, conformément aux objectifs stratégiques du CSLP-II et aux défis à relever, et surtout de préserver les acquis des gestions précédentes.

- ✓ **Au niveau de l'éducation**, il s'agira en priorité de : (i) accroître les capacités d'accueil, (ii) relever le taux de réussite, (iii) assurer l'adéquation formation-emploi, (iv) renforcer la politique de répartition équitable des enseignants et (v) améliorer le taux d'alphabétisation. Une réforme profonde attendue dans le domaine de l'éducation concerne l'introduction dès 2013 de l'école fondamentale à travers l'extension du cursus primaire à l'ensemble de la jeunesse du pays. L'enseignement supérieur connaîtra une réforme profonde marquée par l'introduction du système LMD (License-Master-Doctorat) adapté au contexte international et en particulier de la Communauté Est Africaine. Dans la perspective de préserver les acquis enregistrés avec la mise en œuvre du CSLP-I, la part relative moyenne allouée au secteur de l'éducation est de 23,04% du budget global sur la période 2014-2016.
- ✓ **Au niveau de la santé**, la promotion de la santé de la population est étroitement associée à la mise en œuvre du CSLP-II dont elle conditionne le succès. Pour y parvenir, les priorités du Gouvernement dans ce domaine s'articuleront autour des actions suivantes : (i) intensifier le développement des infrastructures sanitaires, (ii) accroître la disponibilité d'un personnel qualifié et mieux réparti, (iii) améliorer les conditions d'accès aux soins de santé en faveur des personnes vulnérables, (iv) généraliser la carte d'assurance maladie, et (v) assurer l'approvisionnement et l'accès des médicaments à des prix abordables. Un autre volet important qui continuera de retenir l'attention du Gouvernement est l'intensification de la lutte contre le Sida.

#### **Axe 4. Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable.**

*La part relative des crédits alloués à cet axe passera de 1,98% à 1,51%. Les priorités accordées à cet axe se rapportent à l'aménagement rationnel et équilibré du territoire (mise en œuvre de la politique de villagisation), la protection de l'environnement, la gestion rationnelle des ressources en eau ainsi que la promotion d'une gestion coordonnée ou intégrale de l'environnement dans les programmes sectoriels.*

Sur la base des orientations stratégiques décrites ci-dessus, les enveloppes allouées aux différents Ministères et Institutions sont présentées dans le tableau n°4 annexé au présent Document de Cadres de Dépenses à Moyen Terme Central. Ces enveloppes restent compatibles aux objectifs prioritaires du Gouvernement et aux défis du moment.

## Annexes

---

**Tableau 4. PIB Ressources, Croissance réelle annuelle**

	2013	2014	2015	2016	Moyenne 2013-2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>4,5%</b>	<b>7,0%</b>	<b>6,1%</b>	<b>8,2%</b>	<b>6,5%</b>
- Agriculture vivrière	3,5%	4,0%	4,7%	5,0%	4,3%
- Agriculture d'exportation	-21,3%	46,9%	-13,4%	44,1%	14,1%
- Café	-41,1%	84,4%	-30,0%	75,0%	22,1%
- Thé	12,0%	12,5%	13,5%	15,5%	13,4%
- Autres cultures d'exportation	20,0%	10,0%	11,0%	12,0%	13,3%
- Forêt	8,0%	13,0%	13,2%	13,5%	11,9%
- Elevage	14,0%	14,0%	14,5%	14,5%	14,3%
- Pêche	20,0%	11,0%	12,0%	13,0%	14,0%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>9,1%</b>	<b>10,5%</b>	<b>12,9%</b>	<b>13,1%</b>	<b>11,4%</b>
- Extraction	7,0%	9,5%	13,2%	13,5%	10,8%
- Industries	9,7%	10,8%	13,0%	13,1%	11,7%
- Industries agroalimentaires	10,0%	11,5%	13,0%	13,0%	11,9%
- Industries Manufacturières	9,1%	9,2%	13,0%	13,4%	11,2%
- Industries textiles	15,0%	11,0%	12,5%	12,5%	12,8%
- Autres industries manufacturières	8,5%	9,0%	13,0%	13,5%	11,0%
- Electricité, gaz et eau	15,0%	16,0%	18,2%	18,4%	16,9%
- Construction	7,5%	9,5%	12,0%	12,5%	10,4%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3,2%</b>	<b>2,8%</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,4%</b>	<b>3,7%</b>
- Commerce	3,5%	3,9%	4,6%	4,7%	4,2%
- Transport et communication	5,7%	6,7%	7,4%	8,2%	7,0%
- Transports	6,0%	7,0%	8,0%	8,5%	7,4%
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	5,5%	6,5%	7,0%	8,0%	6,8%
- Banques et Assurances	5,5%	5,5%	6,5%	6,7%	6,1%
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	7,5%	8,0%	10,6%	11,0%	9,3%
- Administration publique	3,3%	3,0%	3,5%	3,2%	3,3%
- Education	2,0%	2,5%	3,0%	3,5%	2,8%
- Santé et action sociale	11,0%	11,5%	12,0%	12,5%	11,8%
- Activités à caractère collectif ou personnel	4,5%	5,0%	5,5%	6,0%	5,3%
- Services domestiques	2,5%	3,0%	3,5%	4,0%	3,3%
- SIFIM	15,0%	19,0%	14,0%	16,0%	16,0%
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>4,5%</b>	<b>5,4%</b>	<b>6,5%</b>	<b>7,2%</b>	<b>5,9%</b>
<b>Impôts et Taxes</b>	<b>7,8%</b>	<b>5,4%</b>	<b>6,5%</b>	<b>7,2%</b>	<b>6,7%</b>
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>4,8%</b>	<b>5,4%</b>	<b>6,5%</b>	<b>7,2%</b>	<b>6,0%</b>

Source: CPCMB, Projection à l'aide du modèle MCMB-BI

Tableau 5. PIB ressources, ratio au PIB

	2 013	2 014	2 015	2 016
<b>Secteur primaire</b>	<b>36,2%</b>	<b>37,0%</b>	<b>36,4%</b>	<b>36,9%</b>
- Agriculture vivrière	27,1%	26,4%	26,0%	25,1%
- Agriculture d'exportation	1,9%	3,0%	2,1%	3,1%
- Café	1,6%	2,7%	1,8%	2,8%
- Thé	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%
- Autres cultures d'exportation	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
- Forêt	0,7%	0,7%	0,8%	0,8%
- Elevage	6,2%	6,6%	7,1%	7,5%
- Pêche	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>14,1%</b>	<b>14,6%</b>	<b>15,4%</b>	<b>16,0%</b>
- Extraction	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%
- Industries	9,8%	10,2%	10,8%	11,2%
- Industries agroalimentaires	8,2%	8,5%	9,1%	9,4%
- Industries Manufacturières	1,7%	1,7%	1,7%	1,8%
- Industries textiles	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
- Autres industries manufacturières	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%
- Electricité, gaz et eau	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%
- Construction	3,5%	3,5%	3,7%	3,9%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>39,8%</b>	<b>38,6%</b>	<b>38,4%</b>	<b>37,3%</b>
- Commerce	7,5%	7,2%	7,2%	6,9%
- Transport et communication	4,0%	3,9%	3,8%	3,7%
- Transports	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	2,4%	2,4%	2,3%	2,2%
- Banques et Assurances	4,1%	3,9%	3,8%	3,6%
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	13,3%	13,4%	14,0%	14,3%
- Administration publique	7,1%	6,8%	6,7%	6,3%
- Education	4,5%	4,3%	4,1%	3,9%
- Santé et action sociale	1,5%	1,6%	1,6%	1,7%
- Activités à caractère collectif ou personnel	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
- Services domestiques	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
- SIFIM	-3,5%	-3,9%	-4,2%	-4,4%
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>90,2%</b>	<b>90,2%</b>	<b>90,2%</b>	<b>90,2%</b>
Impôts et Taxes	9,8%	9,8%	9,8%	9,8%
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source: CPCMB, Projection à l'aide du modèle MCMB-BI



Tableau 6. PIB Ressources, nominal en milliards de BIF

	2013	2014	2015	2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>1459,4</b>	<b>1680,1</b>	<b>1840,7</b>	<b>2094,5</b>
- Agriculture vivrière	1093,4	1196,3	1317,6	1425,3
- Agriculture d'exportation	76,4	137,4	107,0	178,5
- Café	63,1	122,2	89,8	158,7
- Thé	9,7	11,2	12,8	14,8
- Autres cultures d'exportation	3,5	4,0	4,4	5,0
- Forêt	27,7	32,9	38,9	46,2
- Elevage	250,3	300,2	361,6	426,5
- Pêche	11,6	13,3	15,5	18,1
<b>Secteur secondaire</b>	<b>569,3</b>	<b>661,2</b>	<b>781,4</b>	<b>908,6</b>
- Extraction	20,5	23,6	27,9	33,1
- Industries	396,2	461,3	545,4	633,6
- Industries agroalimentaires	329,1	386,1	458,9	534,1
- Industries Manufacturières	67,0	75,2	86,5	99,4
- Industries textiles	0,2	0,2	0,3	0,3
- Autres industries manufacturières	66,8	75,0	86,2	99,1
- Electricité, gaz et eau	13,2	15,8	19,0	22,7
- Construction	139,4	160,6	189,2	219,2
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1604,2</b>	<b>1753,7</b>	<b>1940,8</b>	<b>2115,0</b>
- Commerce	301,0	328,9	362,0	390,2
- Transport et communication	160,7	177,3	193,7	212,0
- Transports	62,3	69,4	77,2	85,9
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	98,4	107,8	116,5	126,1
- Banques et Assurances	165,1	179,2	192,7	206,3
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	536,3	609,3	708,8	810,3
- Administration publique	286,9	310,8	338,4	359,7
- Education	181,6	194,9	208,8	222,4
- Santé et action sociale	60,5	70,6	82,2	95,2
- Activités à caractère collectif ou personnel	37,3	41,2	45,7	49,9
- Services domestiques	16,1	17,4	19,0	20,3
- SIFIM	-141,1	-175,9	-210,6	-251,4
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>3632,8</b>	<b>4095,0</b>	<b>4562,9</b>	<b>5118,1</b>
Impôts et Taxes	394,5	444,7	495,5	555,8
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>4027,3</b>	<b>4539,7</b>	<b>5058,4</b>	<b>5673,9</b>

Source: CPCMB, Projection à l'aide du modèle MCMB-BI

**Tableau 7. Tableau des Opérations Financières de l'Etat, en ratio au PIB**

	2 013	2 014	2 015	2 016
<b>Recettes</b>	<b>4 027,3</b>	<b>4539,7</b>	<b>5058,4</b>	<b>5673,9</b>
<i>Recettes fiscales</i>	<b>13,7</b>	<b>13,8</b>	<b>14,1</b>	<b>14,2</b>
Impôt sur le revenu	12,3	12,5	12,7	12,8
Taxes sur les biens et services	3,8	3,8	3,8	3,9
Taxes sur le commerce extérieur	7,4	7,5	7,6	7,6
Autres recettes fiscales	1,1	1,2	1,3	1,4
Taxes sur le patrimoine	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Recettes non fiscales</i>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<i>dont:</i> recouvrement issu de la liquidation de la BCD	1,4	1,4	1,4	1,4
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<i>Dépenses courantes</i>	<b>34,2</b>	<b>33,5</b>	<b>35,5</b>	<b>34,3</b>
Traitements	16,0	14,9	14,8	14,1
Civils	7,5	7,4	7,3	7,0
Militaires	5,4	5,3	5,2	5,0
Nouvelle Police Nationale (Programme SSR)	1,3	1,3	1,3	1,2
Biens et services	0,9	0,8	0,8	0,7
Civils	2,7	2,4	2,4	2,3
Militaires	1,2	1,1	1,1	1,0
Nouvelle Police Nationale (Programme SSR)	0,9	0,8	0,8	0,7
Transferts et subventions	0,6	0,5	0,5	0,5
<i>dont:</i> paiement aux petits déposants BCD	4,5	4,3	4,3	4,2
Intérêts dûs	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérieurs	0,9	0,8	0,7	0,7
Extérieurs	0,7	0,7	0,7	0,6
Autres dépenses	0,1	0,1	0,1	0,1
Imprévus	0,3	0,3	0,3	0,2
Projets spéciaux	0,0	0,1	0,1	0,0
Protection sociale temporaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses de fonds	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dépenses exceptionnelles</i>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>
Démobilisation	0,0	0,0	1,2	0,0
Élections	0,0	0,0	0,0	0,0
Assistance technique	0,0	0,0	1,2	0,0
Fonds Global	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses IADM	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dépenses en capital</i>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Ressources intérieures	18,0	18,3	19,2	20,1
Ressources externes	2,7	3,1	3,3	3,9
Prêts projets	15,2	15,2	16,0	16,1
Dons projets	1,0	1,8	2,7	3,1
<b>Prêts nets</b>	<b>14,2</b>	<b>13,5</b>	<b>13,3</b>	<b>13,0</b>
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde primaire</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde primaire y compris dépenses exceptionnelles</b>	<b>-4,4</b>	<b>-3,7</b>	<b>-3,5</b>	<b>-3,3</b>
	-4,4	-3,7	-4,7	-3,3
<b>Solde global (base engagements)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Dons inclus <sup>1</sup>	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons exclus	-2,0	-2,6	-4,9	-2,9
	-20,5	-19,6	-21,4	-20,1
<b>Variations des arriérés (réduction -)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Intérêts extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés Intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>dont:</i> Interpetrol	0,0	0,0	0,0	0,0
Transposition	0,0	0,0	0,0	0,0
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde global (basse caisse)</b>	<b>-20,5</b>	<b>-19,6</b>	<b>-21,4</b>	<b>-20,1</b>
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Financement</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<i>Financement extérieur</i>	<b>20,6</b>	<b>19,6</b>	<b>21,4</b>	<b>20,1</b>
Prêts budgétaires	19,3	19,1	20,4	20,3
Dons budgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0
Appui budgétaire sectoriel	3,5	2,9	2,6	3,6
Prêts projets	0,0	0,3	0,0	0,0
CDMESA, don exceptionnel /AMISOM	1,0	1,8	2,7	3,1
Dons projets	0,8	0,6	0,6	0,6
Programmes spéciaux	14,2	13,5	13,3	13,0
Démobilisation	0,0	0,0	1,2	0,0
Élections	0,0	0,0	0,0	0,0
Assistance technique	0,0	0,0	1,2	0,0
Fonds Global	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Protection sociale temporaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement non PPTE	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1
Amortissement PPTE	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1
Allègement de la dette (rééchelonnement; annulation)	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Produits des privatisations</i>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>
<i>Financement intérieur</i>	<b>1,1</b>	<b>0,6</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,3</b>
Secteur bancaire	0,4	0,2	0,4	-0,7
BRB	-0,5	-0,2	-0,1	-0,4
Banques commerciales	0,9	0,4	0,5	-0,2
Compte des opérations du Trésor à la BRB	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur non bancaire	0,7	0,3	0,5	0,4
<b>Erreurs et omissions / Besoin de financement</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	0,0	0,0	0,0	0,0

Source: CPCMB, Projection à l'aide du modèle MCMB-BI

**Tableau 8. Tableau des Opérations Financières de l'Etat (en milliards de FBU)**

	2013	2014	2015	2016
<b>Recettes</b>				
<i>Recettes fiscales</i>	<b>550,8</b>	<b>628,6</b>	<b>710,7</b>	<b>806,4</b>
Impôt sur le revenu	494,4	565,7	640,7	727,8
Taxes sur les biens et services	151,3	171,9	193,5	219,4
Taxes sur le commerce extérieur	299,9	340,2	382,9	431,8
Autres recettes fiscales	43,2	53,7	64,3	76,6
Taxes sur le patrimoine	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Recettes non fiscales</i>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
dont: recouvrement issu de la liquidation de la BCD	56,4	62,9	70,0	78,6
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Dépenses et prêts nets</b>				
<i>Dépenses courantes</i>	<b>1376,6</b>	<b>1520,6</b>	<b>1793,8</b>	<b>1948,5</b>
Traitements	644,0	676,7	746,6	798,0
Civils	303,4	334,5	369,8	395,0
Militaires	216,5	239,9	265,5	284,1
Nouvelle Police Nationale (Programme SSR)	51,9	58,1	65,4	69,0
Biens et services	35,1	36,5	38,8	42,0
Civils	107,3	110,6	120,6	128,2
Militaires	49,4	49,7	53,6	57,8
Nouvelle Police Nationale (Programme SSR)	34,3	36,0	39,6	41,6
Transferts et subventions	23,6	24,9	27,3	28,8
dont: paiement aux petits déposants BCD	180,1	197,4	219,1	236,2
Intérêts dus	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérieurs	35,2	34,2	37,2	38,5
Extérieurs	29,8	30,8	33,3	34,2
<i>Autres dépenses</i>	<b>5,4</b>	<b>3,4</b>	<b>3,8</b>	<b>4,3</b>
Imprévus	10,1	11,8	13,7	11,6
Projets spéciaux	1,0	2,7	4,6	2,5
Protection sociale temporaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses de fonds	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dépenses exceptionnelles</i>	<b>9,1</b>	<b>9,1</b>	<b>9,1</b>	<b>9,1</b>
Démobilisation	0,0	0,0	60,0	0,0
Élections	0,0	0,0	0,0	0,0
Assistance technique	0,0	0,0	60,0	0,0
Fonds Global	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses IADM	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dépenses en capital</i>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Ressources intérieures	723,5	832,0	973,5	1139,0
Ressources extérieures	110,5	141,24	164,50	222,85
Prêts projets	613,0	690,8	809,0	916,1
Dons projets	41,8	79,6	136,7	176,6
<i>Prêts nets</i>	<b>571,2</b>	<b>611,2</b>	<b>672,3</b>	<b>739,5</b>
	-1,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde primaire</b>	<b>-177,6</b>	<b>-167,0</b>	<b>-176,9</b>	<b>-187,5</b>
<b>Solde primaire y compris dépenses exceptionnelles</b>	<b>-177,6</b>	<b>-167,0</b>	<b>-236,9</b>	<b>-187,5</b>
<b>Solde global (base engagements)</b>				
Dons inclus <sup>1</sup>	-80,1	-118,1	-246,1	-165,7
Dons exclus	-825,8	-892,0	-1083,1	-1142,1
<b>Variations des arriérés (réduction -)</b>				
Intérêts extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés Intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
dont: Interpetrol	0,0	0,0	0,0	0,0
Transposition	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde global (basse caisse)</b>	<b>-825,8</b>	<b>-892,0</b>	<b>-1083,1</b>	<b>-1142,1</b>
<b>Financement</b>				
<i>Financement extérieur</i>	<b>825,9</b>	<b>892,0</b>	<b>1083,1</b>	<b>1142,1</b>
Prêts budgétaires	776,4	865,2	1029,8	1149,0
Dons budgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0
Appui budgétaire sectoriel	140,7	133,7	133,7	203,8
Prêts projets	0,0	15,0	0,0	0,0
COMESA, don exceptionnel /AMISOM	41,8	79,6	136,7	176,6
Dons projets	33,8	29,0	31,0	33,0
Programmes spéciaux	571,2	611,2	672,3	739,5
Démobilisation	0,0	0,0	60,0	0,0
Élections	0,0	0,0	0,0	0,0
Assistance technique	0,0	0,0	60,0	0,0
Fonds Global	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Protection sociale temporaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement non PPTE	-11,1	-3,2	-3,9	-4,0
Amortissement PPTE	-11,1	-3,2	-3,9	-4,0
Allègement de la dette (rééchelonnement; annulation)	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Produits des privatisations</i>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<i>Financement intérieur</i>	<b>6,6</b>	<b>5,0</b>	<b>5,0</b>	<b>8,0</b>
Secteur bancaire	42,9	21,7	48,3	-14,9
BRB	14,4	10,0	21,4	-37,0
Banques commerciales	-20,4	-9,5	-3,6	-25,2
Compte des opérations du Trésor à la BRB	34,8	19,5	25,0	-11,8
Secteur non bancaire	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Erreurs et omissions / Besoin de financement</b>	<b>28,5</b>	<b>11,7</b>	<b>26,9</b>	<b>22,1</b>
	0,0	0,0	0,0	0,0

Source: CPCMB, Projection à l'aide du modèle MCMB-BI

**Tableau 9. Priorités du CSLP-II et Enveloppes budgétaires projetées**

		2 013	2 014	2 015	2 016
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>					
Dépenses courantes		386 708 201 121	407 751 746 910	435 341 154 839	457 239 240 233
Dépenses en capital		301 484 608 849	316 506 385 256	336 366 596 878	350 743 042 284
<b>1. Justice et Etat de Droit</b>					
Dépenses courantes		219 337 753 430	232 301 097 085	250 946 119 822	264 804 242 932
Dépenses en capital		181 103 360 648	191 811 830 859	207 421 720 698	218 291 060 126
<b>2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>					
Dépenses courantes		96 578 089 839	99 777 677 580	102 819 908 338	106 145 168 660
Dépenses en capital		78 298 082 467	80 854 180 578	83 086 652 300	85 600 368 949
<b>3. Amélioration des performances des Institutions publiques</b>					
Dépenses courantes		22 426 627 654	24 067 987 735	26 434 019 224	28 977 850 671
Dépenses en capital		5 660 333 435	5 844 900 767	6 194 084 413	6 582 763 056
<b>4. Promotion de l'égalité du genre</b>					
Dépenses courantes		1 139 319 357	1 311 898 745	1 475 592 990	1 632 129 765
Dépenses en capital		216 047 551	360 681 958	484 640 134	611 654 323
<b>5. Réformes de la gestion des finances publiques</b>					
Dépenses courantes		47 226 410 840	50 293 085 766	53 665 514 465	55 679 838 184
Dépenses en capital		36 186 784 748	37 634 791 095	39 179 299 332	39 657 195 631
<b>AXE 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi</b>					
Dépenses courantes		292 864 756 892	353 248 991 772	434 729 270 955	533 112 752 879
Dépenses en capital		23 755 122 517	25 563 549 317	28 052 731 512	30 308 054 309
<b>2. Relèvement de la productivité des secteurs porteurs de la croissance</b>					
Dépenses courantes		143 853 553 379	164 871 844 426	193 400 329 021	226 451 140 179
Dépenses en capital		13 262 531 201	14 685 190 950	16 744 897 880	18 643 274 660
<b>2.1. Amélioration des productions agricoles, animales et halieutiques</b>					
Dépenses courantes		127 504 606 162	147 543 915 154	175 111 127 216	207 207 298 538
Dépenses en capital		7 542 945 262	8 317 941 580	9 798 488 456	11 145 420 885
<b>2.2. Exploitation rationnelle des mines et des carrières</b>					
Dépenses courantes		310 047 833	319 403 497	328 007 933	336 844 594
Dépenses en capital		271 145 447	279 334 039	286 736 392	294 134 900
<b>2.3. Promotion de l'industrie et de l'artisanat</b>					
Dépenses courantes		220 885 482	240 993 003	265 287 382	283 925 934
Dépenses en capital		183 285 578	201 922 848	224 156 964	241 215 827
<b>2.4. Promotion de la culture et du tourisme</b>					
Dépenses courantes		721 901 625	738 202 260	754 974 106	772 231 313
Dépenses en capital		513 301 625	528 803 334	544 773 195	561 225 345
<b>2.5. Promotion du Commerce</b>					
Dépenses courantes		1 269 940 996	1 271 009 358	1 272 081 811	1 273 158 372
Dépenses en capital		990 990 996	990 990 996	990 990 996	990 990 996
<b>2.6. Promotion du secteur privé</b>					
Dépenses courantes		10 878 397 790	11 574 271 201	12 179 832 736	12 768 711 572
Dépenses en capital		1 274 775 338	1 684 371 980	1 995 075 458	2 260 257 539
<b>2.7. Promotion de l'emploi des Jeunes</b>					
Dépenses courantes		2 947 773 491	3 184 049 953	3 489 022 838	3 808 969 857
Dépenses en capital		2 506 086 955	2 681 826 172	2 904 676 519	3 129 729 212
<b>3. Amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures économiques</b>					
Dépenses courantes		146 768 078 347	186 010 581 744	238 837 133 980	304 077 211 031
Dépenses en capital		9 021 041 438	9 335 487 869	9 664 530 039	9 984 394 476
<b>4. Intégration régionale</b>					
Dépenses courantes		2 243 125 186	2 366 555 602	2 491 807 954	2 594 401 658
Dépenses en capital		1 451 549 878	1 542 870 497	1 623 303 493	1 680 495 173
<b>AXE 3: Amélioration du taux d'accès et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la</b>					
Dépenses courantes		408 571 682 486	441 106 941 975	479 972 375 003	519 112 610 139
Dépenses en capital		280 696 908 617	301 925 230 549	325 836 095 094	347 930 413 083
<b>1. Accroissement des capacités et de la qualité du système éducatif</b>					
Dépenses courantes		264 467 931 275	288 466 931 092	316 922 007 812	344 359 474 482
Dépenses en capital		218 662 983 275	237 555 993 161	259 072 965 374	278 693 563 353
<b>2. Renforcement des capacités et des performances du système sanitaire</b>					
Dépenses courantes		99 211 933 564	102 568 848 462	106 042 602 629	109 637 386 205
Dépenses en capital		58 386 935 968	60 519 100 938	62 731 362 680	65 026 809 058
<b>3. Réduction de la fécondité</b>					
Dépenses courantes		1 990 262 904	2 128 810 926	2 256 799 764	2 381 173 368
Dépenses en capital		297 432 780	385 195 898	460 876 286	531 372 165
<b>4. Intensification de la lutte contre le VIH et des grandes pandémies</b>					
Dépenses courantes		24 814 764 534	29 388 545 521	35 536 980 293	42 938 410 128
Dépenses en capital		2 323 020 342	2 393 175 556	2 455 608 458	2 519 680 808
<b>5. Renforcement et extension de la couverture de la protection sociale</b>					
Dépenses courantes		54 817 116	70 699 941	87 689 019	104 163 180
Dépenses en capital		54 817 116	70 699 941	87 689 019	104 163 180
<b>6. Promotion de l'accès à l'eau potable</b>					
Dépenses courantes		18 031 953 096	18 573 106 033	19 126 795 486	19 697 002 774
Dépenses en capital		971 719 136	1 001 065 054	1 027 593 278	1 054 824 500
<b>AXE 4: Gestion de l'espace et de l'aménagement pour un développement durable</b>					
Dépenses courantes		22 033 330 711	22 346 151 056	22 802 449 297	23 207 753 519
Dépenses en capital		2 741 311 230	2 955 761 298	3 310 738 156	3 611 681 352
<b>1. Aménagement rationnel et équilibré du territoire</b>					
Dépenses courantes		4 127 595 992	4 314 719 007	4 464 905 819	4 604 012 485
Dépenses en capital		848 586 794	937 339 533	986 204 960	1 020 950 601
<b>2. Protection de l'environnement et gestion durable des ressources naturelles</b>					
Dépenses courantes		3 279 009 198	3 377 379 474	3 478 700 859	3 583 061 884
Dépenses en capital		17 905 734 719	18 031 432 048	18 337 543 478	18 603 741 031
<b>TOTAL GENERAL</b>					
Dépenses courantes		1 110 177 951 213	1 224 543 821 712	1 372 845 750 095	1 532 677 346 748
Dépenses en capital		608 677 951 213	646 950 926 420	693 566 161 639	731 593 201 029
		501 500 000 000	577 592 895 292	679 279 588 455	800 084 145 719

Source : CPCMB, Projection avec le modèle CDMT-Central

**Tableau 10. Parts relatives des crédits budgétaires**

PARTS RELATIVES EN %		2 013	2 014	2 015	2 016
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>					
Dépenses courantes		34,83%	33,30%	31,71%	29,83%
Dépenses en capital		49,53%	48,92%	48,50%	47,88%
<b>Total</b>		<b>16,99%</b>	<b>15,80%</b>	<b>14,57%</b>	<b>13,31%</b>
<b>1. Justice et Etat de Droit</b>		<b>11,76%</b>	<b>11,97%</b>	<b>12,48%</b>	<b>12,28%</b>
Dépenses courantes		29,75%	29,65%	29,91%	29,80%
Dépenses en capital		7,62%	7,01%	6,41%	5,81%
<b>2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>		<b>8,70%</b>	<b>8,15%</b>	<b>7,49%</b>	<b>6,93%</b>
Dépenses courantes		12,86%	12,50%	11,98%	11,68%
Dépenses en capital		3,65%	3,28%	2,91%	2,57%
<b>3. Amélioration des performances des Institutions publiques</b>		<b>2,02%</b>	<b>1,97%</b>	<b>1,93%</b>	<b>1,89%</b>
Dépenses courantes		0,93%	0,90%	0,89%	0,90%
Dépenses en capital		3,34%	3,16%	2,98%	2,80%
<b>4. Promotion de l'égalité du genre</b>		<b>0,10%</b>	<b>0,11%</b>	<b>0,11%</b>	<b>0,11%</b>
Dépenses courantes		0,00%	0,06%	0,07%	0,08%
Dépenses en capital		0,18%	0,16%	0,15%	0,13%
<b>5. Réformes de la gestion des finances publiques</b>		<b>4,26%</b>	<b>4,11%</b>	<b>3,91%</b>	<b>3,63%</b>
Dépenses courantes		5,95%	5,82%	5,65%	5,01%
Dépenses en capital		2,20%	2,19%	2,13%	2,00%
<b>AXE 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi</b>					
Dépenses courantes		36,80%	36,82%	36,07%	34,78%
Dépenses en capital		3,90%	3,95%	4,04%	4,14%
<b>Total</b>		<b>33,66%</b>	<b>36,73%</b>	<b>39,87%</b>	<b>42,84%</b>
<b>2. Relèvement de la productivité des secteurs porteurs de la croissance</b>		<b>12,96%</b>	<b>13,46%</b>	<b>14,07%</b>	<b>14,77%</b>
Dépenses courantes		2,18%	2,27%	2,41%	2,54%
Dépenses en capital		26,04%	26,00%	26,01%	25,97%
<b>2.1. Amélioration des productions agricoles, animales et halieutiques</b>		<b>11,49%</b>	<b>12,05%</b>	<b>12,76%</b>	<b>13,52%</b>
Dépenses courantes		1,24%	1,29%	1,41%	1,52%
Dépenses en capital		23,92%	24,10%	24,34%	24,51%
<b>2.2. Exploitation rationnelle des mines et des carrières</b>		<b>0,03%</b>	<b>0,03%</b>	<b>0,02%</b>	<b>0,02%</b>
Dépenses courantes		0,00%	0,04%	0,04%	0,04%
Dépenses en capital		0,01%	0,01%	0,01%	0,01%
<b>2.3. Promotion de l'industrie et de l'artisanat</b>		<b>0,02%</b>	<b>0,02%</b>	<b>0,02%</b>	<b>0,02%</b>
Dépenses courantes		0,03%	0,03%	0,03%	0,03%
Dépenses en capital		0,01%	0,01%	0,01%	0,01%
<b>2.4. Promotion de la culture et du tourisme</b>		<b>0,07%</b>	<b>0,06%</b>	<b>0,06%</b>	<b>0,05%</b>
Dépenses courantes		0,08%	0,08%	0,08%	0,08%
Dépenses en capital		0,04%	0,04%	0,03%	0,03%
<b>2.5. Promotion du Commerce</b>		<b>0,11%</b>	<b>0,14%</b>	<b>0,14%</b>	<b>0,08%</b>
Dépenses courantes		0,16%	0,15%	0,14%	0,14%
Dépenses en capital		0,06%	0,05%	0,00%	0,04%
<b>2.6. Promotion du secteur privé</b>		<b>0,08%</b>	<b>0,08%</b>	<b>0,09%</b>	<b>0,08%</b>
Dépenses courantes		0,21%	0,26%	0,29%	0,31%
Dépenses en capital		1,91%	1,71%	1,50%	1,31%
<b>2.7. Promotion de l'emploi des Jeunes</b>		<b>0,27%</b>	<b>0,26%</b>	<b>0,25%</b>	<b>0,25%</b>
Dépenses courantes		0,41%	0,41%	0,42%	0,43%
Dépenses en capital		0,09%	0,09%	0,09%	0,08%
<b>3. Amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures économiques</b>		<b>13,22%</b>	<b>15,19%</b>	<b>17,40%</b>	<b>19,84%</b>
Dépenses courantes		1,48%	1,46%	1,40%	1,36%
Dépenses en capital		27,47%	30,59%	35,73%	36,76%
<b>4. Intégration régionale</b>		<b>8,20%</b>	<b>8,19%</b>	<b>8,18%</b>	<b>8,17%</b>
Dépenses courantes		0,24%	0,24%	0,23%	0,23%
Dépenses en capital		0,16%	0,14%	0,13%	0,11%
<b>AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale</b>					
Dépenses courantes		36,80%	36,03%	34,95%	33,92%
Dépenses en capital		46,12%	46,67%	45,38%	47,05%
<b>Total</b>		<b>25,50%</b>	<b>24,11%</b>	<b>22,69%</b>	<b>21,40%</b>
<b>1. Accroissement des capacités et de la qualité du système éducatif</b>		<b>23,82%</b>	<b>23,56%</b>	<b>23,09%</b>	<b>22,47%</b>
Dépenses courantes		35,92%	36,72%	37,35%	38,04%
Dépenses en capital		9,13%	8,81%	8,52%	8,21%
<b>2. Renforcement des capacités et des performances du système sanitaire</b>		<b>8,84%</b>	<b>8,98%</b>	<b>7,72%</b>	<b>7,15%</b>
Dépenses courantes		9,59%	9,35%	9,04%	8,88%
Dépenses en capital		8,14%	7,29%	6,38%	5,58%
<b>3. Réduction de la fécondité</b>		<b>0,18%</b>	<b>0,17%</b>	<b>0,16%</b>	<b>0,15%</b>
Dépenses courantes		0,05%	0,06%	0,07%	0,07%
Dépenses en capital		0,34%	0,30%	0,26%	0,23%
<b>4. Intensification de la lutte contre le VIH et des grandes pandémies</b>		<b>2,24%</b>	<b>2,40%</b>	<b>2,59%</b>	<b>2,88%</b>
Dépenses courantes		0,93%	0,37%	0,35%	0,34%
Dépenses en capital		4,48%	4,67%	4,87%	5,05%
<b>5. Renforcement et extension de la couverture de la protection sociale</b>		<b>0,00%</b>	<b>0,01%</b>	<b>0,01%</b>	<b>0,01%</b>
Dépenses courantes		0,01%	0,01%	0,01%	0,01%
Dépenses en capital		-	-	-	-
<b>6. Promotion de l'accès à l'eau potable</b>		<b>1,62%</b>	<b>1,52%</b>	<b>1,39%</b>	<b>1,29%</b>
Dépenses courantes		0,16%	0,15%	0,15%	0,14%
Dépenses en capital		3,40%	3,04%	2,66%	2,33%
<b>AXE 4: Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable</b>					
Dépenses courantes		1,98%	1,82%	1,66%	1,51%
Dépenses en capital		0,45%	0,46%	0,48%	0,49%
<b>Total</b>		<b>3,85%</b>	<b>3,56%</b>	<b>2,87%</b>	<b>2,45%</b>
<b>1. Aménagement rationnel et équilibré du territoire</b>		<b>0,37%</b>	<b>0,35%</b>	<b>0,33%</b>	<b>0,30%</b>
Dépenses courantes		0,14%	0,14%	0,14%	0,14%
Dépenses en capital		0,65%	0,58%	0,51%	0,45%
<b>2. Protection de l'environnement et gestion durable des ressources naturelles</b>		<b>1,61%</b>	<b>1,47%</b>	<b>1,34%</b>	<b>1,21%</b>
Dépenses courantes		0,31%	0,31%	0,30%	0,32%
Dépenses en capital		3,19%	2,77%	2,36%	2,00%
<b>TOTAL GENERAL</b>					
Dépenses courantes		100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Dépenses en capital		100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
<b>Total</b>		<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>

Source : CPCMB, Projection avec le modèle CDMT-Central

**Tableau 11. Enveloppes des Budgetaires Projetees 2013-2016**

REPUBLIQUE DU BURUNDI CADRAGE BUDGETAIRE 2013-2016		ENVELOPPES PREVISIONNELLES en unités de BIF (hors service de la Dette, dépenses excep., Charges communes)			
		2013	2014	2015	2016
<b>TOTAL ENVELOPPES : 1. Présidence de la République</b>		<b>29 735 354 002</b>	<b>30 509 521 957</b>	<b>31 168 995 615</b>	<b>31 980 450 533</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>19 306 433 324</b>	<b>19 818 053 807</b>	<b>20 208 370 377</b>	<b>20 743 892 192</b>
<i>Coissance</i>		-16,71%	2,65%	1,97%	2,65%
<i>Part relative</i>		3,22%	3,09%	2,85%	2,73%
<b>Dépens en capital</b>		<b>10 428 920 678</b>	<b>10 691 468 150</b>	<b>10 960 625 238</b>	<b>11 236 558 341</b>
<i>Coissance</i>		354,64%	2,52%	2,52%	2,52%
<i>Part relative</i>		2,08%	1,86%	1,63%	1,43%
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>					
<b>Objectif stratégique : 1. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>					
<b>1. Présidence de la République</b>		<b>29 735 354 002</b>	<b>30 509 521 957</b>	<b>31 168 995 615</b>	<b>31 980 450 533</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>19 346 433 324</b>	<b>19 818 453 887</b>	<b>18 208 378 377</b>	<b>20 743 891 192</b>
Salaires et Traitements		6 094 609 730	6 256 116 888	6 379 331 110	6 548 383 384
Biens et Services		4 008 331 695	4 109 419 985	4 190 355 012	4 301 399 419
Transferts et Subventions		9 208 491 899	9 452 516 934	9 638 684 255	9 894 109 386
<b>Dépenses d'investissement</b>		<b>10 428 928 678</b>	<b>10 691 468 150</b>	<b>10 960 625 238</b>	<b>11 236 558 341</b>
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales		18 416 928 678	18 691 468 150	18 968 615 238	11 236 558 341
<b>TOTAL ENVELOPPES : 2. Première Vice-Présidence</b>		<b>1 646 024 300</b>	<b>1 780 528 745</b>	<b>1 871 575 184</b>	<b>1 936 320 370</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>1 611 524 300</b>	<b>1 746 005 141</b>	<b>1 837 027 961</b>	<b>1 901 749 510</b>
<i>Coissance</i>		-22,96%	8,34%	5,21%	3,52%
<i>Part relative</i>		0,27%	0,27%	0,26%	0,25%
<b>Dépens en capital</b>		<b>34 500 000</b>	<b>34 523 604</b>	<b>34 547 224</b>	<b>34 570 860</b>
<i>Coissance</i>		-44,66%	0,07%	0,07%	0,07%
<i>Part relative</i>		0,01%	0,01%	0,01%	0,00%
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>					
<b>Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>					
<b>2. Première Vice-Présidence</b>		<b>1 646 024 300</b>	<b>1 780 528 745</b>	<b>1 871 575 184</b>	<b>1 936 320 370</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>1 611 524 300</b>	<b>1 746 005 141</b>	<b>1 837 027 961</b>	<b>1 901 749 510</b>
Salaires et Traitements		129 769 350	142 746 285	150 167 941	155 479 312
Biens et Services		571 074 950	617 903 096	650 115 646	673 020 303
Transferts et Subventions		910 680 000	985 355 760	1 036 724 371	1 073 149 895
<b>Dépenses d'investissement</b>		<b>34 500 000</b>	<b>34 523 604</b>	<b>34 547 224</b>	<b>34 578 860</b>
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales		34 500 000	34 523 604	34 547 224	34 578 860
<b>TOTAL ENVELOPPES : 3. Deuxième Vice-Présidence</b>		<b>2 335 247 895</b>	<b>2 466 859 723</b>	<b>2 574 824 766</b>	<b>2 660 438 766</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>1 392 347 093</b>	<b>1 520 466 723</b>	<b>1 599 731 764</b>	<b>1 656 092 974</b>
<i>Coissance</i>		-18,68%	9,20%	5,21%	3,52%
<i>Part relative</i>		0,23%	0,24%	0,23%	0,22%
<b>Dépens en capital</b>		<b>942 900 802</b>	<b>946 392 999</b>	<b>975 093 002</b>	<b>1 004 345 792</b>
<i>Coissance</i>		-1,70%	0,37%	3,03%	3,00%
<i>Part relative</i>		0,19%	0,17%	0,15%	0,13%
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>					
<b>Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>					
<b>3. Deuxième Vice-Présidence</b>		<b>2 335 247 895</b>	<b>2 466 859 723</b>	<b>2 574 824 766</b>	<b>2 660 438 766</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>1 392 347 093</b>	<b>1 520 466 713</b>	<b>1 599 731 764</b>	<b>1 656 092 974</b>
Salaires et Traitements		144 890 587	159 379 646	167 688 433	173 596 375
Biens et Services		617 504 379	668 139 738	702 971 229	727 738 074
Transferts et Subventions		629 952 127	692 947 340	729 072 102	754 758 524
<b>Dépenses d'investissement</b>		<b>942 900 802</b>	<b>946 392 999</b>	<b>975 093 002</b>	<b>1 004 345 792</b>
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales		14 000 000	14 420 008	14 856 926	15 382 634
<b>TOTAL ENVELOPPES : Parlement</b>		<b>15 319 069 503</b>	<b>16 001 844 654</b>	<b>16 554 491 703</b>	<b>17 295 064 343</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>14 707 466 811</b>	<b>15 336 785 636</b>	<b>15 816 410 409</b>	<b>16 479 118 005</b>
<i>Coissance</i>		19,07%	4,28%	3,13%	4,19%
<i>Part relative</i>		2,45%	2,39%	2,23%	2,17%
<b>Dépens en capital</b>		<b>611 601 692</b>	<b>665 059 017</b>	<b>738 081 294</b>	<b>815 946 338</b>
<i>Coissance</i>		255,00%	8,74%	10,98%	10,55%
<i>Part relative</i>		0,12%	0,12%	0,11%	0,10%
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>					
<b>Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>					
<b>Parlement</b>		<b>15 319 069 503</b>	<b>16 001 844 654</b>	<b>16 554 491 703</b>	<b>17 295 064 343</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>14 787 466 811</b>	<b>15 336 785 636</b>	<b>15 816 418 409</b>	<b>16 479 118 005</b>
Salaires et Traitements		6 904 962 150	6 571 295 214	6 776 168 668	7 060 090 136
Biens et Services		8 085 159 085	6 434 397 489	6 898 823 459	9 063 304 162
Transferts et Subventions		317 345 626	331 092 933	341 418 282	355 723 708
<b>Dépenses d'investissement</b>		<b>611 682 692</b>	<b>665 859 017</b>	<b>738 081 294</b>	<b>815 946 338</b>
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales					

AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre				
Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance				
<b>5. Assemblée Nationale</b>	<b>9 079 456 854</b>	<b>9 487 525 913</b>	<b>9 818 084 443</b>	<b>10 253 919 288</b>
Dépenses courantes	8 768 808 884	9 141 025 943	9 433 538 732	9 628 804 005
Salaires et Traitements	3 418 492 556	3 566 655 133	3 680 994 497	3 635 228 167
Biens et Services	5 168 554 382	5 392 869 642	5 565 441 471	5 796 633 466
Transferts et Subventions	173 759 946	181 301 128	187 102 764	194 942 370
Dépenses d'investissement	819 650 000	346 508 610	384 545 711	425 115 284
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	318 650 000	346 508 610	384 545 711	425 115 284
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>				
<b>Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>				

<b>6. Sénat</b>	<b>5 283 736 645</b>	<b>5 525 942 984</b>	<b>5 718 182 555</b>	<b>5 980 256 735</b>
Dépenses courantes	4 990 783 953	5 287 383 977	5 364 646 973	5 588 425 581
Salaires et Traitements	2 109 629 842	2 201 187 777	2 267 663 649	2 362 679 755
Biens et Services	2 740 280 431	2 659 288 602	1 945 556 781	3 068 975 527
Transferts et Subventions	140 973 680	146 987 589	151 426 623	157 771 399
Dépenses d'investissement	292 952 692	318 559 007	358 535 583	390 931 854
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	292 952 692	318 559 007	358 535 583	390 931 854
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>				
<b>Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>				

<b>7. Cour des Comptes</b>	<b>955 875 974</b>	<b>988 375 757</b>	<b>1 018 224 705</b>	<b>1 060 888 320</b>
Dépenses courantes	955 875 974	988 375 757	1 018 224 705	1 060 888 320
Salaires et Traitements	776 839 752	803 252 304	827 510 523	862 163 214
Biens et Services	176 324 222	192 319 246	187 825 287	195 695 166
Transferts et Subventions	2 712 000	2 804 209	2 988 995	3 009 948
Dépenses d'investissement	D	8	0	8
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales				

<b>TOTAL ENVELOPPES : 71. Ombudsman</b>	<b>854 318 513</b>	<b>898 743 076</b>	<b>973 788 122</b>	<b>1 022 477 529</b>
Dépenses courantes	854 318 513	898 743 076	973 788 122	1 022 477 529
Coissance	-9,99%	5,20%	8,35%	5,00%
Part relative	0,14%	0,14%	0,14%	0,13%
Dépens en capital	-	-	0	0
Coissance	nd	nd	nd	nd
Part relative	0,00%	0,00%	0	0

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**  
**Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>71. Ombudsman</b>	<b>854 318 513</b>	<b>898 743 076</b>	<b>973 788 122</b>	<b>1 022 477 529</b>
Dépenses courantes	854 318 513	898 743 076	973 788 122	1 022 477 529
Salaires et Traitements	D	0	0	0
Biens et Services				
Transferts et Subventions				
Dépenses d'investissement	0	8	0	0
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	0	8	0	0

<b>TOTAL ENVELOPPES : 9. Ministère de l'Intérieur</b>	<b>8 238 316 813</b>	<b>8 610 015 200</b>	<b>9 073 869 108</b>	<b>9 528 904 937</b>
Dépenses courantes	3 868 043 691	3 987 519 267	4 109 731 656	4 234 094 540
Coissance	35,01%	3,09%	3,06%	3,03%
Part relative	0,65%	0,62%	0,58%	0,56%
Dépens en capital	4 370 273 122	4 622 495 933	4 964 137 451	5 294 810 397
Coissance	-2,71%	5,77%	7,39%	6,66%
Part relative	0,87%	0,81%	0,74%	0,68%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**  
**Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>9.01- Ministère de l'Intérieur (hors volet démographique)</b>	<b>7 659 643 728</b>	<b>8 008 222 795</b>	<b>8 452 224 364</b>	<b>8 888 351 966</b>
Dépenses courantes	3 925 666 769	3 941 222 589	4 060 247 429	4 192 966 902
Salaires et Traitements	1 505 483 032	1 550 948 620	1 597 787 268	1 646 040 443
Biens et Services	920 473 737	845 252 044	870 776 656	897 076 171
Transferts et Subventions	1 499 730 000	1 545 021 846	1 591 661 586	1 639 750 287
Dépenses d'investissement	8 830 958 959	4 067 000 286	4 391 976 934	4 785 485 865
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	70 000 000	74 039 000	79 510 482	94 805 860
<b>Objectif stratégique : 5. Politique démographique nationale</b>				

<b>9.02- Ministère de l'Intérieur (volet démographique)</b>	<b>581 673 084</b>	<b>601 792 405</b>	<b>621 644 744</b>	<b>640 552 971</b>
Dépenses courantes	42 856 922	46 296 757	49 484 227	51 227 639
Salaires et Traitements	41 666 232	45 541 923	49 677 316	50 392 299
Biens et Services	690 890	754 935	806 911	835 340
Transferts et Subventions	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	539 316 182	555 495 647	572 160 517	589 325 331
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales				

<b>TOTAL ENVELOPPES : 11. Ministère de la Sécurité Publique</b>	<b>66 308 424 860</b>	<b>71 925 527 294</b>	<b>80 170 969 082</b>	<b>86 839 188 390</b>
Dépenses courantes	59 420 483 897	64 531 759 364	72 083 784 195	78 044 766 088
Cotisation		8,60%	11,70%	8,27%
Part relative	9,82%	10,05%	10,17%	10,28%
Dépens en capital	6 887 940 963	7 393 767 930	8 087 184 886	8 794 422 302
Cotisation	-0,40%	7,34%	8,38%	8,75%
Part relative	1,37%	1,29%	1,23%	1,12%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**  
**1. Justice et Etat de Droit**

<b>11. Ministère de la Sécurité Publique</b>	<b>66 308 424 860</b>	<b>71 925 527 294</b>	<b>80 170 969 082</b>	<b>86 839 188 390</b>
Dépenses courantes	59 420 483 897	64 531 759 364	72 083 784 195	78 044 766 088
Salaires et Traitements	35 879 833 859	38 897 357 151	42 555 815 902	46 074 976 984
Biens et Services	23 558 525 742	25 585 000 566	28 579 162 844	38 942 523 811
Transferts et Subventions	782 124 296	849 401 647	948 805 458	1 027 267 093
Dépenses d'investissement	6 887 940 963	7 393 767 930	8 087 184 886	8 794 422 302
Dont dépenses d'investissement sur ressources nationales	4 819 392 283	3 952 995 677	2 136 321 043	2 323 831 634
<b>TOTAL ENVELOPPES : 12. Ministère des Relations Extérieures et de la coopération internationale</b>	<b>32 103 156 031</b>	<b>32 932 993 427</b>	<b>33 784 744 372</b>	<b>34 658 989 298</b>
Dépenses courantes	31 186 989 069	32 013 444 279	32 861 800 553	33 732 638 267
Cotisation	40,81%	2,65%	2,65%	2,65%
Part relative	5,21%	4,99%	4,63%	4,44%
Dépens en capital	916 166 962	919 549 148	922 943 819	926 351 033
Cotisation	172,37%	0,37%	0,37%	0,37%
Part relative	0,18%	0,16%	0,14%	0,12%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**  
**Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>12. Ministère des Relations Extérieures et de la coopération internationale</b>	<b>32 103 156 031</b>	<b>32 932 993 427</b>	<b>33 784 744 372</b>	<b>34 658 989 298</b>
Dépenses courantes	31 386 989 069	32 813 444 279	32 861 800 553	33 732 638 267
Salaires et Traitements	7 932 680 262	8 142 896 289	8 358 663 043	8 588 189 141
Biens et Services	7 647 034 690	7 849 681 189	8 057 697 659	8 271 226 647
Transferts et Subventions	15 607 274 117	16 820 866 801	16 445 419 853	16 881 223 480
Dépenses d'investissement	916 166 962	919 549 148	922 943 819	926 351 033
Dont dépenses d'investissement sur ressources nationales	916 266 962	919 549 248	922 943 819	926 352 823
<b>TOTAL ENVELOPPES : 13. Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants</b>	<b>100 358 308 955</b>	<b>104 916 869 426</b>	<b>111 788 461 674</b>	<b>115 673 265 741</b>
Dépenses courantes	90 861 614 893	95 182 147 722	101 526 886 690	105 103 019 507
Cotisation	4,60%	4,67%	6,75%	3,52%
Part relative	15,16%	24,81%	14,32%	13,85%
Dépens en capital	9 496 694 062	9 814 721 704	10 262 374 985	10 570 246 234
Cotisation	-3,58%	3,35%	4,56%	3,00%
Part relative	1,89%	1,71%	1,53%	1,35%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**  
**Objectif stratégique : 1. Justice et Etat de Droit**

<b>13. Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants</b>	<b>100 358 308 955</b>	<b>104 916 869 426</b>	<b>111 788 461 674</b>	<b>115 673 265 741</b>
Dépenses courantes	98 861 614 093	95 302 147 722	108 526 886 690	185 203 029 587
Salaires et Traitements	51 862 752 952	54 283 200 247	57 949 989 523	59 991 581 589
Biens et Services	34 306 087 154	35 987 160 586	38 332 689 575	39 683 131 137
Transferts et Subventions	4 692 773 987	4 911 786 898	5 243 567 191	5 428 386 781
Dépenses d'investissement	9 496 694 862	9 834 721 704	10 262 374 985	10 570 246 234
Dont dépenses d'investissement sur ressources nationales	3 780 000 000	3 559 828 741	4 148 191 654	4 345 525 689
<b>TOTAL ENVELOPPES : 14. Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique</b>	<b>60 534 719 940</b>	<b>64 324 331 235</b>	<b>68 691 572 927</b>	<b>71 695 912 933</b>
Dépenses courantes	38 646 921 728	48 366 536 940	42 386 758 880	43 295 005 141
Cotisation	100,01%	4,45%	5,00%	2,14%
Part relative	6,45%	6,29%	5,98%	5,70%
Dépens en capital	21 887 798 212	23 957 794 295	26 304 814 047	28 400 907 792
Cotisation	-34,43%	3,46%	9,80%	7,97%
Part relative	4,36%	4,18%	3,92%	3,62%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**  
**Objectif stratégique : 3. Amélioration des performances des institutions publiques**

<b>14.01. Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique (ISTEEBU)</b>	<b>2 749 911 310</b>	<b>2 951 599 324</b>	<b>3 409 404 324</b>	<b>3 871 258 188</b>
Dépenses courantes	1 435 361 642	1 473 730 825	2 785 825 469	1 910 639 411
Salaires et Traitements	0	8	0	8
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	1 435 361 642	1 471 730 825	1 785 825 469	2 918 639 411
Dépenses d'investissement	2 314 549 668	1 479 868 498	2 704 378 855	2 960 618 777
Dont dépenses d'investissement sur ressources nationales	450 008 000	475 804 858	581 568 034	529 527 498

**Objectif stratégique : 5. Politique démographique nationale**

<b>14.02. Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique (volet démographique)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépenses courantes	0	8	0	8
Salaires et Traitements	8	0	8	0
Biens et Services	0	0	8	0
Transferts et Subventions	8	0	8	8
Dépenses d'investissement	8	0	0	8
Dont dépenses d'investissement sur ressources nationales	8	0	0	8

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**  
**Objectif stratégique : 3. Réformes de la gestion des finances publiques**

<b>14.03. Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique (hors volet démographique, ISTEEBU et appui au secteur privé)</b>	<b>47 226 410 840</b>	<b>50 293 085 766</b>	<b>53 605 514 465</b>	<b>55 679 838 184</b>
Dépenses courantes	36 186 784 748	37 634 791 895	39 179 299 332	39 657 295 831
Salaires et Traitements	2 244 566 948	2 686 889 919	3 154 717 930	3 335 955 769
Biens et Services	1 576 147 147	1 624 377 258	1 674 883 194	933 356 662
Transferts et Subventions	32 366 068 653	33 343 523 926	34 350 498 349	35 387 883 399
Dépenses d'investissement	21 839 626 092	12 658 294 678	14 486 215 232	16 022 642 354
Dont dépenses d'investissement sur ressources nationales	7 296 025 712	7 597 262 775	8 028 658 812	8 467 763 316

**Objectif stratégique : 2.6. Promotion du secteur privé**

<b>14.03. Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique (volet appui au secteur privé)</b>	<b>10 558 397 790</b>	<b>11 079 646 145</b>	<b>11 616 654 138</b>	<b>12 144 816 561</b>
Dépenses courantes	1 824 775 938	2 260 015 028	1 502 434 879	1 727 269 899
Salaires et Traitements	8	8	8	8
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	1 024 775 338	1 116 580 153	1 331 483 235	1 538 556 065
Dépenses d'investissement	9 533 622 452	9 819 631 226	10 214 228 068	10 417 646 661
Dont dépenses d'investissement sur ressources nationales				



<b>TOTAL ENVELOPPES : 10. Ministère du Développement Communal</b>	<b>17 275 296 353</b>	<b>18 642 687 842</b>	<b>20 485 573 808</b>	<b>22 500 479 365</b>
Dépenses courantes	1 851 681 802	1 907 520 176	1 958 069 461	2 074 062 940
Coissance	14,77%	3,02%	2,65%	5,92%
Part relative	0,31%	0,30%	0,28%	0,27%
Dépens en capital	15 423 694 551	16 735 167 665	18 527 504 347	20 426 416 425
Coissance	0,56%	8,50%	10,71%	10,25%
Part relative	3,08%	2,92%	2,76%	2,60%

AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre

Objectif stratégique : 3. Amélioration des performances des institutions publiques

<b>10. Ministère du Développement Communal</b>	<b>17 275 296 353</b>	<b>18 642 687 842</b>	<b>20 485 573 808</b>	<b>22 500 479 365</b>
Dépenses courantes	1 851 681 802	1 907 520 176	1 958 069 461	2 074 062 940
Salaires et Traitements	313 981 794	323 464 044	332 035 841	349 377 027
Biens et Services	101 612 643	104 681 345	107 455 400	126 797 139
Transferts et Subventions	1 436 007 365	1 479 374 787	1 518 576 219	1 597 868 776
Dépenses d'investissement	15 423 694 558	16 735 167 665	18 527 584 347	20 426 416 425
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	6 789 628 680	7 266 519 195	7 776 914 750	8 323 160 255
<b>TOTAL ENVELOPPES : 16. Ministère de la Justice et Garde des Sceaux</b>	<b>29 254 974 939</b>	<b>31 037 398 058</b>	<b>33 158 619 982</b>	<b>35 457 705 212</b>
Dépenses courantes	20 366 119 880	21 283 604 699	22 038 448 304	22 909 745 039
Coissance	29,94%	4,11%	3,94%	3,95%
Part relative	3,40%	3,30%	3,11%	3,02%
Dépens en capital	8 888 855 059	9 833 793 359	11 120 171 678	12 547 960 173
Coissance	2,37%	10,63%	13,08%	12,84%
Part relative	1,77%	1,71%	1,66%	1,60%

AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre

Objectif stratégique : 1. Justice et Etat de Droit

<b>16. Ministère de la Justice et Garde des Sceaux</b>	<b>29 254 974 939</b>	<b>31 037 398 058</b>	<b>33 158 619 982</b>	<b>35 457 705 212</b>
Dépenses courantes	20 366 119 889	21 283 604 699	22 038 448 304	22 909 745 839
Salaires et Traitements	9 974 349 726	10 498 003 087	11 049 148 249	11 629 228 532
Biens et Services	5 299 308 418	5 459 347 532	5 604 020 242	5 752 526 778
Transferts et Subventions	5 092 461 736	5 246 254 068	5 385 279 814	5 527 989 729
Dépenses d'investissement	8 888 855 059	9 833 793 359	11 120 171 678	12 547 960 173
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	1 118 855 240	1 635 068 317	1 678 015 442	1 721 668 442
<b>TOTAL ENVELOPPES : 17. Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance et de la privatisation</b>	<b>9 262 563 091</b>	<b>9 492 586 076</b>	<b>9 915 975 938</b>	<b>10 254 377 986</b>
Dépenses courantes	2 948 967 621	2 989 582 742	3 217 882 505	3 355 341 750
Coissance	-4,11%	1,38%	7,64%	4,27%
Part relative	0,49%	0,47%	0,45%	0,44%
Dépens en capital	6 313 595 470	6 503 003 334	6 698 093 434	6 899 036 237
Coissance	-4,27%	3,00%	3,00%	3,00%
Part relative	1,26%	1,13%	1,00%	0,88%

<b>17. Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance et de la privatisation</b>	<b>9 262 563 091</b>	<b>9 492 586 076</b>	<b>9 915 975 938</b>	<b>10 254 377 986</b>
Dépenses courantes	2 948 967 621	2 989 582 742	3 217 882 505	3 355 341 750
Salaires et Traitements	395 202 820	411 996 948	443 461 277	462 404 744
Biens et Services	271 546 042	283 086 749	304 704 695	317 720 856
Transferts et Subventions	2 182 218 759	2 294 497 054	2 469 716 533	2 575 216 158
Dépenses d'investissement	6 313 595 478	6 583 003 334	6 698 093 434	6 899 036 237
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales				

**TOTAL ENVELOPPES : 18. Ministère de la Télécommunication, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement**

<b>Dépenses courantes</b>	<b>5 370 959 666</b>	<b>5 533 162 648</b>	<b>5 679 791 458</b>	<b>5 830 305 932</b>
Coissance	24,62%	3,02%	2,65%	2,65%
Part relative	0,90%	0,86%	0,80%	0,77%
<b>Dépens en capital</b>	<b>975 643 117</b>	<b>1 044 008 151</b>	<b>1 137 828 009</b>	<b>1 232 216 960</b>
Coissance	-0,68%	7,01%	8,99%	8,30%
Part relative	0,19%	0,18%	0,17%	0,16%

AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre

Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance

<b>18. 01. Ministère de la Télécommunication, de l'Information, de la communication et des relations avec le parlement (hors volet infrastructures de télécom.)</b>	<b>6 346 602 783</b>	<b>6 577 170 799</b>	<b>6 817 619 467</b>	<b>7 062 522 892</b>
Dépenses courantes	5 370 959 666	5 533 162 648	5 679 791 458	5 830 305 932
Salaires et Traitements	53 397 602	55 018 210	56 467 980	57 964 382
Biens et Services	172 600 742	177 813 204	182 525 336	187 362 258
Transferts et Subventions	5 144 961 322	5 300 339 154	5 448 798 142	5 584 979 292
Dépenses d'investissement	975 643 117	1 044 008 151	1 137 828 009	1 232 216 960
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	112 158 060	112 238 394	112 318 781	112 387 219

Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi

Objectif stratégique : 3. Amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures économiques

<b>18. 02. Ministère de la Télécommunication, de l'Information, de la communication et des relations avec le parlement (volet infrastructures de télécom.)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépenses courantes	8	0	0	8
Salaires et Traitements	0	0	8	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	0	8	8	8
Dépenses d'investissement	8	0	0	8
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales				

TOTAL ENVELOPPES : 19. Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale					
Sociale	2 620 411 316	2 733 757 244	2 853 742 443	2 972 459 338	
Dépenses courantes	2 612 361 316	2 725 706 440	2 845 690 834	2 964 406 924	
<i>Coissance</i>					
<i>Part relative</i>	-58,92%	4,34%	4,40%	4,17%	
Dépens en capital	8 050 000	8 050 804	8 051 609	8 052 413	0,35%
<i>Coissance</i>	-11,58%	0,01%	0,01%	0,01%	
<i>Part relative</i>	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de la légalité du genre</b>					
<b>Objectif stratégique : 3. Amélioration des performances des institutions publiques</b>					
<b>19.01- Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale (volet fonction publique)</b>					
	2 401 419 991	2 473 700 569	2 539 041 092	2 606 113 118	
Dépenses courantes	2 391 369 991	2 465 649 765	2 530 989 483	2 598 860 785	
Salaires et Traitements	812 390 477	836 924 669	859 103 173	881 869 407	
Biens et Services	228 667 608	235 573 370	241 816 064	248 224 190	
Transferts et Subventions	1 352 311 906	1 393 151 726	1 438 070 246	1 467 967 108	
Dépenses d'investissement	8 858 000	8 050 804	8 851 609	8 852 413	
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	8 858 800	8 850 804	8 851 689	8 852 413	
<b>AXE 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi</b>					
<b>Objectif stratégique : 2.7. Promotion de l'emploi des Jeunes</b>					
<b>19.02- Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale (volet travail)</b>					
	164 174 209	189 356 734	227 012 332	262 183 040	
Dépenses courantes	164 174 289	189 356 734	227 812 332	262 183 048	
Salaires et Traitements	155 722 567	179 666 372	215 394 939	248 765 788	
Biens et Services	8 481 642	9 690 362	11 617 393	13 417 260	
Transferts et Subventions	0	8	8	8	
Dépenses d'investissement	8	8	0	8	
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	0	0	8	8	
<b>AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale</b>					
<b>Objectif stratégique : 5. Renforcement et extension de la couverture de la protection sociale</b>					
<b>19.03 - Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale (volet sécurité sociale)</b>					
	54 817 116	70 699 941	87 689 019	104 163 180	
Dépenses courantes	54 817 116	78 699 942	87 689 019	104 163 188	
Salaires et Traitements	49 781 044	64 204 707	79 632 991	94 581 664	
Biens et Services	5 836 872	6 495 234	8 056 028	9 569 516	
Transferts et Subventions	0	0	0	0	
Dépenses d'investissement	8	0	8	8	
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales					
<b>TOTAL ENVELOPPES : 20. Ministère à la Présidence chargée des Affaires de la Communauté Est Africaine</b>					
	2 243 125 166	2 366 555 602	2 491 807 954	2 584 401 668	
Dépenses courantes	1 451 549 878	1 542 870 497	1 623 303 493	1 680 495 173	
<i>Coissance</i>	-17,85%	6,29%	5,21%	3,52%	
<i>Part relative</i>	0,24%	0,24%	0,23%	0,22%	
Dépens en capital	791 575 288	823 685 105	868 504 462	903 906 495	0,22%
<i>Coissance</i>	-3,03%	4,06%	5,44%	4,08%	
<i>Part relative</i>	0,16%	0,14%	0,13%	0,12%	
<b>AXE 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi</b>					
<b>Objectif stratégique : 4. Intégration régionale</b>					
<b>20. Ministère à la Présidence chargée des Affaires de la Communauté Est Africaine</b>					
	2 243 125 166	2 366 555 602	2 491 807 954	2 584 401 668	
Dépenses courantes	1 451 549 878	1 541 878 497	1 623 303 493	1 680 495 173	
Salaires et Traitements	117 593 471	124 943 063	131 456 600	136 088 635	
Biens et Services	1 330 716 407	1 413 866 182	1 487 594 961	1 546 005 405	
Transferts et Subventions	3 240 000	4 041 252	4 251 931	4 401 733	
Dépenses d'investissement	791 575 288	823 685 105	868 504 462	903 906 495	
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	18 000 000	18 000 977	10 001 955	18 082 932	
<b>TOTAL ENVELOPPES : 31. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique</b>					
	48 591 693 378	50 013 296 245	50 426 129 179	53 713 421 862	
Dépenses courantes	46 717 493 378	48 128 361 678	48 530 398 563	51 806 813 361	
<i>Coissance</i>	16,88%	3,02%	0,84%	6,75%	
<i>Part relative</i>	7,80%	7,49%	6,84%	6,82%	
Dépens en capital	1 874 200 000	1 884 934 567	1 895 730 616	1 906 588 508	0,24%
<i>Coissance</i>	259,13%	0,57%	0,57%	0,57%	
<i>Part relative</i>	0,37%	0,33%	0,28%	0,24%	
<b>AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale</b>					
<b>Objectif stratégique : 1. Accroissement des capacités et de la qualité du système éducatif</b>					
<b>31. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique</b>					
	48 591 693 378	50 013 296 245	50 426 129 179	53 713 421 862	
Dépenses courantes	46 717 493 378	48 128 361 678	48 530 398 563	51 806 813 361	
Salaires et Traitements	367 929 118	378 937 557	382 182 986	607 899 928	
Biens et Services	108 352 934	103 383 593	144 147 200	111 285 246	
Transferts et Subventions	46 289 311 326	47 646 040 528	48 044 048 377	51 287 648 195	
Dépenses d'investissement	1 874 200 000	1 884 934 567	1 895 730 616	1 906 588 508	
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	1 874 200 008	1 884 934 567	1 895 730 616	1 906 588 588	
<b>TOTAL ENVELOPPES : 32. Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'enseignement des métiers, de la formation professionnelle et de l'alphabétisation</b>					
	215 876 237 897	238 453 634 847	266 495 878 633	290 646 052 621	
Dépenses courantes	171 945 489 897	189 427 631 483	210 542 566 811	226 886 729 992	
<i>Coissance</i>	7,33%	10,17%	11,15%	7,76%	
<i>Part relative</i>	28,70%	29,50%	29,69%	29,89%	
Dépens en capital	43 930 748 000	49 026 003 364	55 953 311 822	63 759 322 629	0,24%
<i>Coissance</i>	3,22%	11,60%	14,13%	23,95%	
<i>Part relative</i>	8,76%	8,55%	8,34%	8,13%	
<b>AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale</b>					
<b>Objectif stratégique : 3. Accroissement des capacités et de la qualité du système éducatif</b>					
<b>32. Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'enseignement des métiers, de la formation professionnelle et de l'alphabétisation</b>					
	215 876 237 897	238 453 634 847	266 495 878 633	290 646 052 621	
Dépenses courantes	171 945 489 897	189 427 631 483	210 542 566 811	226 886 729 992	
Salaires et Traitements	143 285 137 355	157 818 431 679	175 487 424 940	189 352 606 699	
Biens et Services	6 003 928 439	7 731 407 211	10 217 462 016	11 897 969 768	
Transferts et Subventions	22 736 424 183	23 877 792 593	24 837 679 855	25 836 154 585	
Dépenses d'investissement	43 930 748 000	49 026 003 364	55 953 311 822	63 759 311 629	
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	1 700 057 708	1 789 118 637	1 779 066 809	1 819 997 818	

TOTAL ENVELOPPES : 33. Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre le SIDA (volet SIDA et Santé reproductive)				
	126 016 961 001	134 086 204 909	143 836 382 686	154 956 969 701
Dépenses courantes	61 007 389 090	63 297 472 393	65 647 847 423	68 077 862 051
Coissance				
Part relative	1,10%	3,75%	3,71%	3,70%
Dépens en capital	65 009 571 911	70 788 732 516	78 188 535 263	86 879 107 650
Coissance	-4,47%	8,89%	10,45%	11,11%
Part relative	12,96%	11,35%	11,65%	11,08%

AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale

Objectif stratégique : 2. Renforcement des capacités et des performances du système sanitaire

33.01 - Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre le SIDA (hors volet SIDA et santé reproductive)				
	99 211 938 564	102 568 848 462	106 042 602 629	109 637 386 205
Dépenses courantes	58 386 935 968	60 519 100 938	62 733 862 680	65 836 809 858
Salaires et Traitements	39 409 247 600	30 663 552 018	31 971 352 503	33 334 938 688
Biens et Services	3 112 437 567	1 148 767 553	1 186 284 004	1 225 825 667
Transferts et Subventions	27 865 250 801	28 786 781 375	29 573 726 178	38 466 852 703
Dépenses d'investissement	40 824 997 596	42 849 747 524	43 811 239 949	44 628 577 348
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	13 218 784 369	14 049 558 987	14 932 626 529	35 871 219 439

Objectif stratégique : 3. Réduction de la fécondité

33.02 - Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre le SIDA (volet santé reproductive)				
	1 990 262 904	2 128 610 926	2 256 799 764	2 381 179 368
Dépenses courantes	297 432 780	385 195 898	468 876 286	531 372 185
Salaires et Traitements	0	0	0	8
Biens et Services	0	8	8	8
Transferts et Subventions	297 432 780	385 195 898	468 876 286	531 372 185
Dépenses d'investissement	1 692 830 124	1 743 635 028	1 795 923 478	1 849 881 183
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales				

Objectif stratégique : 4. Intensification de la lutte contre le VIH et des grandes pandémies

33.03 - Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre le SIDA (volet SIDA)				
	24 814 764 534	29 388 545 521	35 536 980 293	42 938 410 128
Dépenses courantes	2 323 828 342	2 393 175 556	2 455 608 058	2 519 688 808
Salaires et Traitements	173 028 352	178 253 807	183 637 072	189 182 912
Biens et Services	1 837 821 969	1 892 500 832	1 939 812 533	1 986 387 847
Transferts et Subventions	312 978 822	322 421 717	332 158 853	342 190 850
Dépenses d'investissement	22 491 746 192	26 995 369 964	33 081 371 835	40 418 729 328
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	226 880 000	183 919 663	142 387 112	151 283 635

TOTAL ENVELOPPES : 35. Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre

	15 292 800 944	16 240 614 975	17 387 686 136	18 211 835 368
Dépenses courantes	7 722 222 708	8 345 418 288	9 040 359 138	9 489 842 066
Coissance	11,97%	8,07%	8,33%	4,97%
Part relative	1,29%	1,30%	1,27%	1,25%
Dépens en capital	7 570 578 236	7 895 196 687	8 347 326 998	8 721 993 302
Coissance	-2,85%	4,29%	5,73%	4,49%
Part relative	1,51%	1,38%	1,24%	1,11%

AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre

Objectif stratégique : 1. Justice et Etat de Droit

35.01 - Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre (hors volet genre)				
	14 153 481 587	14 928 716 230	15 912 093 145	16 579 785 603
Dépenses courantes	7 506 175 157	7 984 796 331	8 555 519 004	8 878 187 742
Salaires et Traitements	577 262 113	614 065 842	657 961 861	882 776 688
Biens et Services	675 815 875	718 902 313	770 291 272	799 343 606
Transferts et Subventions	6 253 097 369	6 651 768 376	7 127 264 870	7 896 867 448
Dépenses d'investissement	6 647 386 438	6 943 979 988	7 356 574 142	7 701 517 861
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	1972 218 652	2 005 898 678	2 840 145 868	2 074 906 845

Objectif stratégique : 4. Promotion de l'égalité du Genre

35.02 - Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre (volet genre)				
	1 139 319 357	1 311 898 745	1 475 592 990	1 632 129 765
Dépenses courantes	216 847 551	368 681 958	484 840 134	611 654 323
Salaires et Traitements	46 986 781	78 442 247	305 444 557	133 024 506
Biens et Services	6 054 750	10 108 141	13 587 684	17 141 662
Transferts et Subventions	163 906 100	272 131 570	365 807 993	461 485 155
Dépenses d'investissement	923 271 886	951 216 787	990 752 856	1 020 475 442
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales				

TOTAL ENVELOPPES : 37. Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture

	2 783 599 282	2 994 693 219	3 262 010 506	3 546 786 817
Dépenses courantes	2 341 912 746	2 492 469 438	2 677 664 187	2 867 546 172
Coissance	7,63%	6,43%	7,43%	7,09%
Part relative	0,39%	0,39%	0,38%	0,38%
Dépens en capital	441 686 536	502 223 781	584 346 319	679 240 645
Coissance	5,11%	13,71%	16,35%	16,24%
Part relative	0,09%	0,09%	0,09%	0,09%

Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi

Objectif stratégique : 2.7. Promotion de l'emploi des Jeunes

37. Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture				
	2 783 599 282	2 994 693 219	3 262 010 506	3 546 786 817
Dépenses courantes	2 341 912 746	2 492 469 438	2 677 664 187	2 867 546 172
Salaires et Traitements	418 714 583	449 871 350	486 119 780	520 592 134
Biens et Services	263 849 975	280 340 595	300 665 292	323 966 458
Transferts et Subventions	1 659 348 188	1 762 257 450	1 890 879 115	2 014 967 580
Dépenses d'investissement	441 686 536	502 223 781	584 346 319	679 240 645
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	58 387 185	58 425 767	58 464 375	58 503 009

<b>TOTAL ENVELOPPES : 40. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage</b>	<b>127 504 606 162</b>	<b>147 543 915 154</b>	<b>175 111 127 216</b>	<b>207 207 298 438</b>
Dépenses courantes	7 542 945 262	8 317 941 580	9 798 488 456	11 145 420 835
Coissance	15,94%	10,27%	17,80%	13,75%
Part relative	1,26%	1,30%	1,36%	1,47%
Dépens en capital	119 961 660 900	139 225 973 574	165 312 638 760	196 061 877 703
Coissance	7,31%	16,06%	18,74%	18,60%
Part relative	23,92%	24,28%	24,64%	25,00%

Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi

Objectif stratégique : 2.1. Amélioration des productions agricoles, animales et halieutiques

<b>40. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage</b>	<b>127 504 606 162</b>	<b>147 543 915 154</b>	<b>175 111 127 216</b>	<b>207 207 298 438</b>
Dépenses courantes	7 542 945 262	8 317 941 580	9 798 488 456	11 145 420 835
Salaires et Traitements	4 167 246 070	4 595 407 783	5 413 964 554	6 157 503 414
Biens et Services	445 887 542	490 817 850	578 180 670	657 659 281
Transferts et Subventions	2 990 611 650	3 231 715 948	3 808 943 238	4 330 258 143
Dépenses d'investissement	119 961 660 900	139 225 973 574	165 312 638 760	196 061 877 703
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	25 708 843 461	33 881 307 958	44 661 754 946	58 872 353 978
<b>TOTAL ENVELOPPES : 41. Ministère du Commerce, de l'Industrie, Poste et du Tourisme</b>	<b>2 532 728 103</b>	<b>2 774 757 605</b>	<b>2 912 499 176</b>	<b>3 037 964 201</b>
Dépenses courantes	1 937 578 199	2 176 062 066	2 309 544 814	2 431 273 379
Coissance	4,69%	12,31%	6,14%	5,27%
Part relative	0,32%	0,34%	0,33%	0,32%
Dépens en capital	595 149 904	598 755 538	602 954 362	606 690 822
Coissance	70,54%	0,61%	0,70%	0,62%
Part relative	0,12%	0,10%	0,09%	0,08%

Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi

Objectif stratégique : 2.3. Promotion de l'industrie et de l'artisanat

<b>41. 01- Ministère du Commerce, de l'Industrie, Poste et du Tourisme (volet industrie et artisanat)</b>	<b>220 885 482</b>	<b>240 593 003</b>	<b>265 282 382</b>	<b>283 925 934</b>
Dépenses courantes	183 285 578	201 912 848	124 156 964	241 215 827
Salaires et Traitements	121 507 209	133 531 554	146 014 748	357 126 807
Biens et Services	23 954 789	27 294 460	30 299 905	32 605 798
Transferts et Subventions	37 823 600	41 096 835	47 842 311	51 483 221
Dépenses d'investissement	37 599 904	39 070 155	41 125 418	42 718 107
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	17 510 279	17 577 842	17 644 662	17 711 248

Objectif stratégique : 2.4. Promotion de la culture et du tourisme

<b>41. 02- Ministère du Commerce, de l'Industrie, Poste et du Tourisme (volet Tourisme)</b>	<b>721 801 625</b>	<b>738 207 260</b>	<b>754 974 105</b>	<b>772 231 313</b>
Dépenses courantes	513 301 625	528 803 334	544 773 195	561 225 345
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	513 301 615	528 603 334	544 773 195	561 225 345
Dépenses d'investissement	208 600 000	288 399 925	210 200 911	211 005 968
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	208 600 000	209 394 925	210 100 911	211 005 968

Objectif stratégique : 2.5. Promotion du Commerce

<b>41. 03- Ministère du Commerce, de l'Industrie, Poste et du Tourisme (volet Commerce)</b>	<b>1 269 940 996</b>	<b>1 300 937 286</b>	<b>1 329 064 091</b>	<b>1 357 911 944</b>
Dépenses courantes	998 990 996	1 010 918 924	1 047 973 276	1 475 744 567
Salaires et Traitements	207 960 515	214 240 923	219 918 307	225 746 142
Biens et Services	138 622 843	142 809 253	146 593 698	150 479 431
Transferts et Subventions	644 407 638	668 868 749	661 461 271	699 519 994
Dépenses d'investissement	278 950 000	288 818 362	281 098 815	282 167 376
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	178 950 000	180 018 382	181 090 815	182 167 376

Objectif stratégique : 2.6. Promotion du secteur privé

<b>41. 04- Ministère du Commerce, de l'Industrie, Poste et du Tourisme (volet secteur privé)</b>	<b>320 000 000</b>	<b>494 625 056</b>	<b>563 178 558</b>	<b>623 885 011</b>
Dépenses courantes	250 000 000	424 356 960	492 641 379	553 087 639
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	250 000 000	424 356 960	492 641 379	553 087 639
Dépenses d'investissement	70 000 000	70 268 896	70 537 218	70 887 372
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	78 000 000	70 268 096	70 537 218	70 887 372

Territoire et de l'urbanisme	22 033 330 711	25 162 616 666	29 429 366 481	34 371 118 612
Dépenses courantes	2 741 311 230	2 955 761 298	3 310 738 156	3 611 681 352
Coissance				
Part relative	7,73%	7,82%	12,01%	9,09%
Dépens en capital	19 292 019 481	22 206 855 367	26 118 628 325	30 759 437 260
Coissance	4,75%	15,11%	17,62%	17,77%
Part relative	3,85%	3,87%	3,89%	3,92%

**AXE 4: Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable**

Objectif stratégique : 1. Aménagement rationnel et équilibré du territoire

44.01 - Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (volet Urbanisme et Aménagement du Territoire)	4 127 595 992	4 314 719 007	4 464 905 819	4 604 012 485
Dépenses courantes	848 586 794	937 339 538	985 204 960	1 028 950 601
Salaires et Traitements	259 236 530	285 349 787	301 277 788	311 892 385
Biens et Services	111 535 106	123 200 437	129 623 128	134 189 967
Transferts et Subventions	477 815 158	527 789 308	555 304 045	576 868 329
Dépenses d'investissement	3 279 009 198	3 377 379 474	3 478 700 859	3 583 061 884
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	1 193 731 964	1 183 597 694	1 135 656 704	1 298 005 461

Objectif stratégique : 2. Protection de l'environnement et gestion durable des ressources naturelles

44.02 - Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (volet Eau et environnement)	17 905 734 719	20 847 897 658	24 964 460 662	29 767 106 127
Dépenses courantes	1 892 724 436	2 818 421 765	2 324 533 195	2 580 738 751
Salaires et Traitements	508 633 036	542 411 759	624 673 272	696 208 715
Biens et Services	121 540 750	129 612 367	149 269 224	166 363 023
Transferts et Subventions	1 262 550 650	1 346 397 639	1 550 590 694	1 728 159 013
Dépenses d'investissement	16 813 010 283	18 829 475 893	22 639 927 467	27 176 375 376
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	2 382 796 708	2 487 600 931	2 597 414 833	2 711 241 161

**TOTAL ENVELOPPES : 45. Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Équipement**

	81 074 630 644	94 675 464 469	113 001 559 573	134 794 082 181
Dépenses courantes	8 403 907 234	8 699 716 212	9 031 910 434	9 314 480 451
Coissance	-4,45%	3,52%	3,82%	3,13%
Part relative	1,40%	1,35%	1,27%	1,23%
Dépens en capital	72 670 723 410	85 975 748 257	103 969 649 139	125 479 601 730
Coissance	9,49%	18,31%	20,93%	20,69%
Part relative	14,49%	14,99%	15,50%	16,00%

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

Objectif stratégique : 3. Amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures économiques

45. Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Équipement	81 074 630 644	94 675 464 469	113 001 559 573	134 794 082 181
Dépenses courantes	8 403 987 234	8 699 716 212	9 031 910 434	9 314 480 451
Salaires et Traitements	291 875 108	342 700 716	422 513 869	445 079 286
Biens et Services	7 443 154 156	7 662 937 412	7 899 509 121	8 138 074 297
Transferts et Subventions	668 877 970	689 878 085	709 888 243	711 326 868
Dépenses d'investissement	72 678 723 420	85 975 740 257	103 969 649 139	125 479 601 730
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	3 837 070 530	4 122 760 938	4 429 712 506	4 759 539 011

**TOTAL ENVELOPPES : 42. Ministère de l'Énergie et des Mines**

	84 035 448 632	120 227 626 805	145 290 377 826	189 316 976 218
Dépenses courantes	1 859 998 787	1 916 170 750	1 966 949 275	2 019 073 431
Coissance	16,59%	3,02%	2,65%	2,65%
Part relative	0,31%	0,30%	0,28%	0,27%
Dépens en capital	82 175 449 845	108 311 456 055	143 323 428 551	187 297 902 787
Coissance	21,98%	31,81%	32,33%	30,68%
Part relative	16,39%	18,89%	21,36%	23,88%

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

Objectif stratégique : 2.2. Exploitation rationnelle des mines et des carrières

42.01 - Ministère de l'Énergie et des Mines (volet mines)	310 047 833	319 403 497	328 007 933	336 844 594
Dépenses courantes	271 145 447	279 334 039	286 736 391	294 934 906
Salaires et Traitements	216 930 106	223 061 395	229 483 652	235 482 849
Biens et Services	2 749 781	2 811 754	2 906 837	2 993 868
Transferts et Subventions	51 466 560	53 020 850	54 425 903	55 868 189
Dépenses d'investissement	38 902 386	48 069 458	41 271 542	42 909 688
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales				

**AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale**

Objectif stratégique : 6. Promotion de l'accès à l'eau potable

42.02 - Ministère de l'Énergie et des Mines (volet hydraulique)	18 031 953 096	18 573 106 033	19 126 795 486	19 697 002 774
Dépenses courantes	971 719 136	1 001 885 954	1 027 593 278	1 054 814 500
Salaires et Traitements	24 687 234	25 432 788	26 106 757	26 798 586
Biens et Services	664 300	684 877	703 026	721 658
Transferts et Subventions	946 367 102	974 947 388	1 000 783 494	1 027 304 257
Dépenses d'investissement	17 860 233 960	17 572 040 979	18 099 201 208	18 642 178 275
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales				

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

Objectif stratégique : 3. Amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures économiques

42.03 - Ministère de l'Énergie et des Mines (hors volet mines et volet hydraulique)	65 693 447 703	91 335 117 275	125 835 574 407	169 283 128 850
Dépenses courantes	617 134 204	635 771 657	652 619 606	689 914 825
Salaires et Traitements	119 921 318	123 542 342	126 816 830	130 177 476
Biens et Services	311 032 121	320 425 291	328 916 561	337 632 850
Transferts et Subventions	186 188 765	191 883 424	196 886 215	202 103 700
Dépenses d'investissement	85 076 313 499	98 699 345 618	125 182 954 801	168 613 214 825
Dont Dépenses d'investissement sur ressources nationales	24 538 768 178	29 318 579 618	35 029 432 006	41 852 679 182